



Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

COMpte RENDU DES SéANCES PUBLIQUES N°17
SESSION ORDINAIRE 2008-2009

52^e séance, mardi 12 mai 2009
53^e séance, mercredi 13 mai 2009

► Une année parlementaire bien remplie

Le Parlement luxembourgeois s'est réuni 53 fois entre octobre 2008 et mai 2009. Ces réunions publiques ne sauraient se tenir sans le travail derrière les coulisses souvent méconnu.

Il a cependant fallu non moins de 631 réunions de commissions pour préparer et organiser ces séances, discuter et finaliser les projets et propositions de loi et évacuer des questions diverses qui tiennent aux autres obligations de la Chambre.

Cette session a notamment vu la mise en place d'une Commission spéciale «Crise économique et financière» suite aux événements sur les marchés mondiaux.

Au niveau du travail législatif, on peut relever l'évacuation de 126 projets de loi dont un seul (le projet de loi 5696 créant le «Pacte logement») a dû passer au second vote constitutionnel. Alors que dix propositions de loi ont été déposées, la Chambre en a voté deux, à savoir la proposition de loi 4909 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide et la proposition de loi 4839 renforçant les droits des victimes d'infractions évacuée avec le projet de loi sur la protection des victimes.

La Constitution a subi une modification ponctuelle au niveau de son article 34 en attendant une révision plus globale. Le Grand-Duc



ne dispose dorénavant plus que du seul droit de promulguer les lois, le droit de les sanctionner a disparu du texte de la loi fondamentale. La proposition de révision de la Constitution porte sur une modification plus générale et un nouvel ordonnancement de la loi fondamentale luxembourgeoise.

Le glas a sonné pour les demandes de naturalisations (165 en 2008-2009) qui ne devront dorénavant plus passer par la Chambre des Députés. Selon la nouvelle procé-

sure, les décisions sont prises par le Ministre de la Justice, qui peut accorder ou refuser la nationalité luxembourgeoise. Seulement pour les dossiers à évacuer dans le cadre d'une procédure spéciale qui ne s'appliquera que très rarement, la décision de naturalisation est prise par la Chambre des Députés.

La fonction de contrôle du Parlement vis-à-vis du Gouvernement s'articule e. a. à travers les questions au Gouvernement (4 heures

et 41 minutes en séance publique), questions parlementaires (441 posées en 2008-2009), questions avec débat (4 en 2008-2009), questions urgentes (23), interpellations (6, par exemple sur les transports, la bibliothèque nationale ou les grossesses et avortements chez les jeunes) ou heures d'actualité (p.ex. sur le plan hospitalier ou le futur de la compagnie aérienne nationale).

Les discussions concernant le futur du pays sont plutôt articulées

DANS CE NUMÉRO

Langue luxembourgeoise p. 644

Relance économique p. 640

Chômage partiel p. 661

Sommaire des séances publiques N°s 52 et 53 p. 667

au cours de débats d'orientation, dont il y en a eu 5 en 2008-2009. Les sujets portaient e.a. sur la crise économique, la situation des personnes handicapées ou le rapport du Médiateur.

Sur demande du Gouvernement, le Plan national pour l'innovation et le plein emploi a été discuté en séance publique. Lors de la session 2008-2009, il y a eu six déclarations gouvernementales, concernant e.a. l'état de la nation, la politique étrangère et européenne ou encore la politique de coopération et d'action humanitaire. Le Gouvernement a demandé la parole sur la crise économique et financière, ainsi que sur la situation à Gaza.

COMpte RENDU N°17 • 2008-2009

NOUVELLES LOIS

Langue luxembourgeoise

5884 - Projet de loi portant création

a) d'un Institut national des langues

b) de la fonction de professeur de langue luxembourgeoise

et portant modification

a) de la loi du 19 juillet 1991 portant création d'un Service de la formation des adultes et donnant un statut légal au Centre de langues Luxembourg;

b) de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

c) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

1. Une autonomie renforcée pour le nouvel Institut national des langues

Le projet de loi vise tout d'abord à donner à l'Institut national des langues (INL), successeur du CLL actuel, l'autonomie dont il a tant besoin pour pouvoir se développer et réagir de manière flexible et rapide aux changements démographiques du pays. En même temps, il établit une structure administrative avec une direction adaptée à la taille de l'établissement et à l'envergure de ses missions. À travers les possibilités nouvellement créées au niveau du recrutement de personnel, le projet de loi permet

de consolider l'existant et de développer et de professionnaliser les différents services.

2. Les principales missions de l'INL:

- offrir des cours de formation en langues vivantes,

- être le Centre officiel de certification pour les tests et examens internationaux en langues étrangères,

- servir de centre de ressources pour la didactique des langues,

- offrir des cours d'alphabétisation et de littératie.

Une place importante est accordée à la langue luxembourgeoise. Le projet de loi consolidera et élargira le rôle de référence en matière de langue luxembourgeoise jusqu'à présent assumé par le CLL. Le CLL a en effet joué un rôle de pionnier en matière de didactique du luxembourgeois: il a assumé la responsabilité pour l'élaboration, l'évaluation et la certification des différents niveaux des examens de luxembourgeois.

Le projet de loi confère un statut reconnu aux enseignants de luxembourgeois en créant le professorat de langue luxembourgeoise. Les conditions de recrutement et de stage sont identiques à celles prévues pour le professorat en général. Les candidats devront être détenteurs d'un bachelors en langues et littérature et d'un master en langue et littérature luxembourgeoises et passer par le stage pédagogique.

Dépôt par Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 23.05.2008

Rapporteur: M. Jos Scheuer

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (Président: M. Jos Scheuer):

16.09.2008 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi

24.09.2008 Examen du texte du projet de loi

01.10.2008

11.03.2009 Examen de l'avis du Conseil d'État

24.03.2009

29.04.2009 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.05.2009

Loi du 22 mai 2009.

Mémorial A 2009, N°112, page 1638

www.chd.lu

Propriété intellectuelle

5895 - Projet de loi portant transposition de la directive 2004/48 CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle et portant désignation des tribunaux des dessins ou modèles communautaires, et ayant pour objet de modifier:

- la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et bases de données

- la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention

Le projet de loi 5895 vise à transposer la directive 2004/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle.

L'objectif de cette directive est de rapprocher les législations des États membres en matière de propriété intellectuelle afin d'assurer un niveau de protection élevé, équivalent et homogène de la propriété intellectuelle dans le marché intérieur. Les disparités encore importantes en ce qui concerne les moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle nuisent au bon fonctionnement du marché intérieur.

Tandis que certaines dispositions du droit national satisfont déjà aux exigences de la directive, comme la protection de la déno-

mination sociale et le nom commercial, l'action en cessation ayant trait à l'utilisation abusive d'un nom commercial et l'action en changement de dénomination sociale, d'autres moyens prévus par la directive ont été transposés par la modification, en date du 1^{er} février 2007, de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle, qui régit le droit des marques et des dessins et modèles au Luxembourg.

Certains moyens prévus par la directive existent déjà en droit luxembourgeois mais doivent être adaptés aux dispositions de la directive et/ou être étendus à tous les droits de propriété intellectuelle. Le présent projet de loi vise par conséquent à prévoir les mesures et procédures fixées par la directive pour combattre les atteintes à tous les droits de propriété intellectuelle. Cette transposition se fait par la modification des textes légaux suivants:

1. la loi du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données,

2. la loi du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention.

Vu le peu de jurisprudence en la matière, le présent projet de loi prévoit la désignation du Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg en tant que tribunal des dessins ou modèles communautaires avec compétence exclusive pour les deux arrondissements de Luxembourg et de Diekirch et avec juridiction sur l'ensemble du territoire du Grand-Duché.

Vote en séance publique: 12.05.2009

Loi du 19 juin 2009.

Mémorial A 2009, N°156, page 2310

Campus scolaire de Mersch

5991 - Projet de loi relatif à la réalisation du Campus scolaire de Mersch pour le Neie Lycée et pour le Lycée technique pour professions éducatives et sociales par le biais d'un partenariat public-privé

À l'occasion du discours sur l'état de la nation du 2 mai 2006 le lancement d'un projet-pilote de partenariat public-privé comprenant la conception du Neie Lycée et du lycée technique pour professions éducatives et sociales sur les terrains acquis par l'État à Mersch a été annoncé. Il a été précisé à ce sujet que les infrastructures à ériger doivent nécessairement respecter les mêmes normes de qualité que les projets traditionnels et s'inscrire dans une stratégie de développement durable.

Le projet de loi a pour objet d'autoriser le Gouvernement à conclure un contrat de projet pour la conception, la réalisation, le financement et l'exploitation du campus scolaire Mersch, comprenant le Neie Lycée et le lycée technique pour professions éducatives et sociales, avec le candidat ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse.

À l'heure actuelle le lycée technique pour professions éducatives et sociales se trouve réparti sur deux sites, à savoir Livange et Mersch (structure provisoire) tandis que le Neie Lycée a ouvert ses portes en septembre 2005 dans des infrastructures provisoires construites sur le site de Paul Wurth S.A. à Luxembourg-Hollerich.

Le contrat de partenariat permet à l'État de confier à une entreprise privée la mission globale de financer, de concevoir (tout ou partie), de construire, de maintenir et de gérer des ouvrages ou des équipements publics et services concourant aux missions de service public de l'administration, dans un cadre de longue durée et contre un

paiement effectué par la personne publique et étalé dans le temps.

Il a pour but d'optimiser les performances respectives des secteurs public et privé pour réaliser dans les meilleurs délais et conditions les projets qui présentent pour la collectivité un caractère d'urgence ou de complexité: hôpitaux, écoles ou autres infrastructures publiques.

En cas d'un projet réalisé par un partenariat public-privé, un des avantages consiste notamment en la réalisation de l'objet par un seul groupement qui est de surcroît responsable pendant toute la période d'exploitation, en l'occurrence 25 ans à partir de la réception de l'ouvrage, de la bonne gestion des infrastructures. Ainsi, l'on évite, d'une part, la répartition des responsabilités parmi une multitude d'entreprises et d'autre part, la limitation de la responsabilité à dix respectivement à deux ans (garanties décennales et biennales).

En outre, le groupement qui est tenu de préfinancer les bâtiments lui remboursés pendant la période d'amortissement de 25 ans, est obligé de recourir à une qualité d'exécution en matière des installations techniques et de la construction permettant de garantir un bon état des ouvrages jusqu'à l'expiration du contrat.

Au vu d'un mécanisme de pénalités conventionnelles et d'un système de bonus/malus s'appliquant en cas de vices, de malformations ou de dysfonctionnements dans l'exploitation, l'utilisateur bénéficie de la garantie d'un entretien permanent des ouvrages et de leur fonctionnement optimal.

Étant donné l'absence de garanties financières quelconques de l'État, l'établissement financier faisant partie du groupement préfinançant ce projet, veillera sans doute de près au respect de ces conditions au motif en particulier de la possibilité d'une réduction de la rémunération du groupement en cas de prestation défectueuse.

Dépôt par M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 25.06.2008

Rapporteur: M. Jos Scheuer

Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

(Président: M. Alex Bodry):

23.10.2008 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

30.04.2009 Examen de l'avis du Conseil d'État

07.05.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.05.2009

Loi du 22 mai 2009.

Mémorial A 2009, N°117, page 1684

Reconnaissance des qualifications professionnelles

5921 - Projet de loi

1) ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36 pour ce qui est

a. du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles

b. de la prestation temporaire de service

2) modifiant la loi du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres de l'enseignement supérieur

3) abrogeant la loi du 13 juin 1992 portant a) transposition de la directive du Conseil (89/48/CEE) relative à un système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement

supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans; b) création d'un service de coordination pour la reconnaissance de diplômes à des fins professionnelles

Le projet de loi a pour objet de transposer en droit national plusieurs dispositions de la directive 2005/36/CE sur la reconnaissance des qualifications professionnelles. La réforme fut engagée par la Commission européenne pour contribuer à la flexibilité des marchés du travail par la voie d'une plus grande automaticité dans la reconnaissance des qualifications et d'une simplification des procédures administratives.

De façon générale, la directive confère aux personnes ayant acquis leurs qualifications professionnelles dans un État membre la garantie d'accès à la même profession et d'exercice de cette profession dans un autre État membre avec les mêmes droits que les nationaux.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 19.09.2008

Rapporteur: M. Fred Sunnen

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

(Président: M. Fred Sunnen):

25.03.2009 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

02.04.2009 Examen de l'avis du Conseil d'État

Analyse des amendements

22.04.2009 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

29.04.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 12.02.2009

Rapporteur: M. Lucien Clement

Travaux de la Commission des Travaux publics

(Président: M. Lucien Clement):

26.03.2009 Désignation d'un rapporteur

06.05.2009 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.05.2009

Loi du 29 mai 2009.

Mémorial A 2009, N°126, page 1760

Fusion des communes Clervaux, Heinerscheid et Munshausen

5994 - Projet de loi portant fusion des communes de Clervaux, de Heinerscheid et de Munshausen

Le projet de loi sous rubrique détermine les modalités de la fusion des communes de Clervaux, Heinerscheid et Munshausen en une nouvelle commune de Clervaux, conformément à l'article 2 de la Constitution et à l'article 2 de la loi communale.

La Commission spéciale «Réorganisation territoriale du Luxembourg» s'est exprimée dans son rapport du 19 juin 2008 clairement en faveur d'un renforcement de la coopération communale et souligne qu'elle soutient les fusions entre communes réalisées sur une base volontaire. La fusion des communes de Clervaux, de Heinerscheid et de Munshausen est l'exemple parfait d'une telle fusion volontaire, comme l'initiative est venue des conseils communaux des communes intéressées et la population a été consultée par voie de référendum.

Le projet de loi précise le montant de la contribution financière de l'État, définit les

projets d'infrastructure à réaliser prioritairement, règle la situation des offices sociaux, détermine la composition du collège échevinal et du conseil communal pendant une période transitoire allant jusqu'à 2023 et comporte des dispositions concernant les droits du personnel communal.

En ce qui concerne la composition des organes communaux, le collège des bourgmestre et échevins de la nouvelle commune comprendra, après les élections communales du 9 octobre 2011, un bourgmestre et trois échevins.

Le nombre des échevins sera ramené à deux après le renouvellement intégral des conseils communaux de 2023. Le conseil communal de la nouvelle commune se composera de treize conseillers. Le nombre de conseillers sera mis en concordance avec le nombre de conseillers prévu par la loi électorale lors du renouvellement intégral des conseils communaux de 2023.

À l'instar des subventions étatiques payées à l'occasion des fusions qui se sont faites dans le passé, le projet de loi fixe ensuite la subvention étatique à 2.500 euros par habitant. Le montant sera liquidé par tranches au cours d'une période de dix ans à partir du 1^{er}

janvier 2012 à charge du Fonds pour la réforme communale.

Le projet de loi énumère finalement les projets d'infrastructure qui devront être financés prioritairement avec l'aide étatique.

La fusion est censée devenir effective à la fin de l'année 2011 selon le moment de l'entrée en fonction du nouveau conseil communal, sinon le 1^{er} janvier 2012 au plus tard.

Concernant l'impact financier pouvant résulter de l'appel de garanties accordées dans le cadre du régime en question, le projet de loi crée un nouvel article budgé-

taire doté d'un million d'euros en 2009 (crédit non limitatif). Le montant total des garanties que l'État peut octroyer s'élève à 500 millions d'euros.

Dépôt par M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 17.02.2009 Rapporteur: M. Marco Schank
Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire (Président: M. Marco Schank): 22.04.2009 Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi Examen de l'avis du Conseil d'État 28.04.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 07.05.2009 Loi du 28 mai 2009. Mémorial A 2009, N°125, page 1756

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 11.03.2009 Rapporteur: M. John Castegnaro
Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports (Président: M. Alex Bodry): 26.03.2009 Désignation d'un rapporteur Examen du texte du projet de loi 23.04.2009 Examen de l'avis du Conseil d'État 30.04.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 12.05.2009 Loi du 29 mai 2009. Mémorial A 2009, N°122, page 1732

Relance économique I

6003 - Projet de loi instituant un régime temporaire d'aide au redressement économique

Confrontées à une détérioration des perspectives de croissance économique sans précédent depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les institutions communautaires ont réagi par une série d'initiatives, notamment le «Plan européen pour la relance économique» présenté par la Commission européenne le 26 novembre 2008.

La Commission européenne considère qu'au-delà des mesures d'urgence pour garantir la stabilité financière, la crise actuelle exige des réponses exceptionnelles. Elle redoute en effet les conséquences d'un assèchement du marché du crédit sur les entreprises, même saines, qui risquent de ne plus pouvoir accéder aux sources de financement dont elles ont besoin.

Face à ce constat, la Commission a arrêté le 17 décembre 2008 un cadre temporaire dotant les États membres de possibilités supplémentaires pour lutter contre les effets du resserrement du crédit sur l'économie réelle. La Commission considère que certaines catégories d'aides d'État peuvent être justifiées pour une période limitée pour remédier à une perturbation grave de l'économie d'un État membre, sur le fondement de l'article 87 (3), point b) du Traité CE.

La présente loi en projet s'inscrit dans ce cadre temporaire présenté par la Commission. Elle permet à l'État d'octroyer, sur la base d'un régime d'aides autorisé, des aides forfaitaires dont le montant est limité à un maximum de 500.000 euros par entreprise, sans devoir notifier les mesures d'aides individuelles.

Ce régime temporaire d'aide fait partie d'un effort plus général de mise en place de nouveaux instruments et régimes de soutien aux entreprises en vue de faire face à la crise économique et de contribuer au redressement de l'économie nationale.

Ce dispositif d'intervention vise notamment les entreprises qui, par leur appartenance sectorielle, leur potentiel technologique et d'innovation, leur ouverture sur les marchés internationaux ou leur rôle économique régional, sont susceptibles d'avoir une influence structurante sur l'économie nationale ou régionale, voire une influence motrice sur le développement économique.

L'évaluation de l'impact financier des mesures prévues par le présent projet de loi part de l'hypothèse que 30 à 60 entreprises feront appel à ce régime temporaire d'aide, de sorte que la dépense maximale à prévoir serait de l'ordre de 15 à 30 millions d'euros, répartie sur deux exercices budgétaires (2009 et 2010).

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 11.03.2009 Rapporteur: M. John Castegnaro
Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports (Président: M. Alex Bodry): 19.03.2009 Examen du texte du projet de loi 26.03.2009 Désignation d'un rapporteur 23.04.2009 Examen de l'avis du Conseil d'État 30.04.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 12.05.2009 Loi du 29 mai 2009. Mémorial A 2009, N°122, page 1730

RDJ

6005 - Projet de loi ayant pour objet

1. la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation

2. les missions de l'Agence nationale pour la promotion de l'innovation et de la recherche

3. la création d'un Fonds spécial pour la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation

et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet

1. le développement et la diversification économiques

2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie

Le projet de loi relatif à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation (intitulé abrégé) fait partie des projets de loi déposés le 11 mars 2009 à la Chambre des Députés dans le cadre du «Plan de conjoncture du Gouvernement». Le projet témoigne de la volonté de «préparer l'après-crise».

Ce projet de loi doit permettre à l'économie luxembourgeoise de sortir renforcée de la crise en misant sur le savoir-faire et l'innovation.

Se fondant sur des mécanismes de soutien existants en matière de recherche et de développement, le projet de loi étend le nombre de régimes d'aides à la recherche et au développement. Il introduit ainsi des régimes spécifiques pour les études de faisabilité technique à réaliser préalablement au lancement d'un projet d'innovation, pour la protection de la propriété intellectuelle (régime dédié aux petites et moyennes entreprises) de même que pour la création de jeunes entreprises innovantes. Les aides couvriront dorénavant aussi, outre les innovations de produits, les innovations de procédé et d'organisation, de même que les services de conseil en innovation auxquels une entreprise recourt.

S'agissant d'aides d'État et donc d'un domaine strictement encadré par le droit communautaire, le projet de loi épuise notamment les marges de manœuvre établies par le nouvel encadrement communautaire 2006/C323 établi par la Commission européenne.

Le projet prévoit en outre d'étendre les missions de Luxinnovation. Le projet de loi prévoit finalement la création d'un fonds spécial de financement dédié à la recherche et au développement. Le nouveau cadre de promotion de la recherche, du développement et de l'innovation aura un impact significatif sur les soutiens étatiques aux efforts d'innovation des entreprises avec une hausse des dépenses de plus de 30 pour cent à plus de 30 millions d'euros.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 11.03.2009 Rapporteur: M. Alex Bodry
Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports (Président: M. Alex Bodry): 26.03.2009 Désignation d'un rapporteur Examen du texte du projet de loi 02.04.2009 Continuation de l'examen des articles 23.04.2009 Examen de l'avis du Conseil d'État 07.05.2009 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État Présentation et adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 12.05.2009 Loi du 5 juin 2009. Mémorial A 2009, N°150, page 2256

Relance économique II

6004 - Projet de loi instituant un régime temporaire de garantie en vue du redressement économique

Le projet de loi sous objet permet à l'État d'octroyer des garanties au bénéfice des entreprises afin de faciliter leur accès au crédit et à des conditions plus favorables que celles prévalant sur les marchés de capitaux.

Ce régime temporaire d'intervention fait partie d'un effort plus général de mise en place de nouveaux instruments et régimes de soutien aux entreprises en vue de faire face à la crise économique et de contribuer

au redressement de l'économie nationale. Il s'inscrit dans le cadre communautaire temporaire dotant les États membres de possibilités supplémentaires pour lutter contre les effets du resserrement du crédit sur l'économie réelle, arrêté par la Commission européenne le 17 décembre 2008.

Ce projet de loi vise notamment les entreprises qui, par leur appartenance sectorielle, leur potentiel technologique et d'innovation, leur ouverture sur les marchés internationaux ou leur rôle économique régional, sont susceptibles d'avoir une influence structurante sur l'économie nationale ou régionale, voire une influence motrice sur le développement économique.

Chômage partiel

6006 - Projet de loi portant modification de la loi du 17 février 2009 portant

1. modification de l'article L.511-12 du Code du Travail

2. dérogeant, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L.511-5, L.511-7 et L.511-12 du Code du Travail

La loi du 17 février 2009 portant 1) modification de l'article L. 511-12 du Code du travail; 2) dérogeant, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L. 511-7 et

L. 511-12 du Code du Travail, que le présent projet de loi propose de modifier se situait déjà dans le contexte plus large des mesures prises par le Gouvernement pour éliminer ou du moins tempérer les effets de la crise financière et économique sur l'emploi. À cet effet, cette loi avait introduit deux dérogations temporaires pour 2009, dérogations que le présent projet étend à l'année 2010.

En premier lieu, l'article 3 de la loi du 17 février 2009 a instauré le principe de la période de référence annuelle dans le cadre de l'application du régime de chômage partiel de source conjoncturelle. Par conséquent, le texte permet aux entreprises appar-

tenant à l'une des branches d'activité désignées par le Gouvernement, sur avis du Comité de conjoncture, pour être éligibles au bénéfice des subventions prévues à l'article L. 511-3 du Code du Travail, d'adapter le nombre de jours chômés mensuellement à la gravité de la situation économique tout au long de l'année, sans dépasser en fin d'année le nombre de jours chômés correspondant à cinquante pour cent de la durée légale ou conventionnelle du temps de travail des salariés normalement presté au cours de six mois de l'année concernée.

Le point 2 de l'article unique du projet de loi 6006 a pour objet de prolonger cette dérogation aux articles L. 511-5 et L. 511-7 du Code du Travail à l'année 2010. Par ailleurs, le Gouvernement disposera également de la

latitude nécessaire pour étendre la période de chômage partiel sur les années 2009 et 2010, selon les contraintes économiques et sociales.

L'article 2 de la loi du 17 février 2009 prévoit, par dérogation à l'article L. 511-12 du Code de Travail, le remboursement intégral par l'État de l'indemnité de compensation, aussi bien dans le cadre du chômage de source conjoncturelle que dans le cadre du chômage de source structurelle, à condition dans cette dernière hypothèse, qu'un plan de maintien dans l'emploi ait été conclu et approuvé par le Ministère du Travail.

Le point 1 de l'article unique du présent projet de loi prolonge cette dérogation, que la loi du 17 février 2009 a limitée à l'année 2009, à l'année 2010.

Simplification administrative I

6008 - Projet de loi portant

1. transposition en droit luxembourgeois en matière d'infrastructures de transport de la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement

2. modification de la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement

3. modification de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles

Afin de faire face à la crise économique qui touche actuellement le Luxembourg et le monde entier, le Gouvernement a décidé d'adopter un plan de conjoncture visant notamment à créer un environnement administratif favorable à l'activité économique. Le projet de loi sous rubrique s'inscrit précisément dans l'ensemble des mesures retenues par le Gouvernement afin de faciliter l'activité des entreprises. Il vise à modifier la législation relative aux procédures et instruments d'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement en vue d'une simplification administrative.

Quatre lois règlent actuellement l'évaluation environnementale de projets routiers et ferroviaires. Outre de procéder à des retouches ponctuelles tant de la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, que de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, le texte élargit à la vocation de remplacer l'acte de transposition en droit luxembourgeois en matière d'infrastructures de transport de la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, à savoir la loi du 13 mars 2007 concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement humain et naturel de certains projets routiers, ferroviaires et aéroportuaires. Il s'agit principalement

- d'éviter les doubles emplois avec la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement

Il faut savoir que le Luxembourg a opté dès le départ pour une transposition fractionnée de la directive 97/11/CE, les dispositions afférentes se trouvant éparpillées sur plusieurs lois et règlements différents. À l'époque, le législateur luxembourgeois avait

décidé d'aller plus loin que les exigences de la directive en question et avait mis en place une procédure plus complexe en matière de projets routiers en prévoyant l'élaboration de deux notices d'impact ainsi que d'une étude d'impact comparative. La loi du 13 mars 2007 avait, en fait, pour vocation, en l'absence d'une transposition de la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, d'assurer également la prise en considération des aspects liés à une planification générale des infrastructures de transport. Or, entre-temps, la directive 2001/42/CE a été transposée par la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement. Il convient dès lors de simplifier les procédures et d'éviter les doubles emplois en la matière en prévoyant un partage clair entre le volet de la planification plus générale dont l'évaluation sera désormais assurée dans le cadre de la loi du 22 mai 2008 précitée et celui de la planification détaillée qui fera l'objet de l'évaluation retenue par le présent texte.

- de remplacer l'évaluation au cas par cas par l'introduction de critères de référence précis

La directive 97/11/CE donnant aux États membres le choix entre l'examen cas par cas et la fixation de seuils ou de critères, la loi du 13 mars 2007 susmentionnée avait privilégié la première possibilité à la différence des législations de nombreux pays et avait prévu la mise en place d'un comité interministériel pour procéder à cet examen. Étant donné que les expériences récentes ont révélé des inconvénients majeurs à cette façon de procéder à savoir un rallongement des délais du processus d'autorisation, une appréciation subjective des projets à soumettre à une telle évaluation et la difficulté d'atteindre un consensus dans la décision, une réforme du texte s'impose. Le présent projet se propose dès lors de remplacer l'évaluation au cas par cas par l'introduction de critères de référence précis sur base desquels les projets d'infrastructure de transport feront l'objet d'une évaluation des incidences sur l'environnement. Ces critères seront à fixer par règlement grand-ducal.

- d'écourter les délais de procédure

Il s'agit en l'occurrence d'introduire un délai de trois mois dans lequel les autorités compétentes doivent émettre un avis sur les informations fournies par le maître de l'ouvrage et d'adopter une nouvelle approche en matière de mesures compensatoires permettant d'éviter que le Gouvernement en Conseil ne soit saisi à deux reprises comme c'est le cas actuellement sous l'emprise de la loi du 13 mars 2007 précitée.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 11.03.2009 Rapporteur: M. Ali Kaes
Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi (Président: M. Marcel Glesener): 24.03.2009 Désignation d'un rapporteur Présentation et examen du projet de loi 21.04.2009 Examen de l'avis du Conseil d'État 28.04.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport
Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports (Président: M. Alex Bodry): 21.04.2009 Examen de l'avis du Conseil d'État
Vote en séance publique: 13.05.2009 Loi du 29 mai 2009. Mémorial A 2009, N°122, page 1736

Fonds des routes

6007 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes

Afin de faire face à la crise économique qui touche actuellement le Luxembourg et le monde entier, le Gouvernement a décidé d'adopter un plan de relance de l'économie visant à maintenir à un niveau élevé les investissements publics. Pour assurer la mise en pratique de ce plan de relance de l'économie, l'État doit se doter des moyens nécessaires. Un de ces moyens consiste à se doter de moyens de financement moins rigides et donc plus flexibles.

Dans le «plan de conjoncture» développé par le Gouvernement, le projet de loi sous avis a pour but d'accélérer les investissements de l'État dans le domaine de la voirie normale dans l'intérêt des petites et moyennes entreprises du secteur de la construction, en réalisant dès maintenant des travaux prévus pour l'ensemble de la période de 2009 à 2010.

Sont visés à la fois des chantiers de grande voirie, «pour lesquels le Parlement a déjà donné son accord de principe», et des infrastructures de voirie normale s'adressant davantage à l'offre des petites et moyennes

entreprises du secteur de la construction. L'objectif gouvernemental est précisément de modifier le système de financement des projets de voirie normale, qui manque de flexibilité au regard de l'urgence, née de la crise, de procéder à l'ensemble des chantiers de relance.

Le projet sous rubrique adapte la loi relative au fonds des routes en ce sens qu'elle permet désormais la prise en charge des dépenses relatives à la construction de routes nationales et l'entretien des routes nationales et des chemins repris. Cet élargissement vise également la construction et la réfection des pistes cyclables nationales, ainsi que l'aménagement de couloirs pour bus avec leurs dispositifs de signalisation, de plateformes intermodales et de gares routières.

Pour l'exercice budgétaire 2009, les projets de la voirie normale suivront soit la procédure normale de l'exécution du budget (réalisation des projets connus vers la fin de l'année 2008 à charge des crédits prévus dans la loi budgétaire pour 2009), soit seront réalisés par le truchement du Fonds des routes (projets nouvellement identifiés et devant être réalisés dans le contexte de la relance économique). À partir de l'exercice 2010, ce parallélisme disparaîtra, puisque la réalisation de tous les projets de la voirie normale sera alors reprise par le Fonds des routes.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 11.03.2009 Rapporteur: M. Lucien Clement
Travaux de la Commission des Travaux publics (Président: M. Lucien Clement): 26.03.2009 Désignation d'un rapporteur 15.04.2009 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État 23.04.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 12.05.2009 Loi du 29 mai 2009. Mémorial A 2009, N°122, page 1737

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 11.03.2009 Rapporteur: Mme Sylvie Andrich-Duval
Travaux de la Commission des Travaux publics (Président: M. Lucien Clement): 26.03.2009 Désignation d'un rapporteur Examen du texte du projet de loi 30.04.2009 Examen de l'avis du Conseil d'État 06.05.2009 Examen et adoption d'un projet de rapport
Travaux de la Commission de l'Environnement (Président: M. Roger Negri): 06.05.2009 Examen et adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 13.05.2009 Loi du 29 mai 2009. Mémorial A 2009, N°122, page 1738

Simplification administrative II

6012 - Projet de loi portant abolition de l'obligation de fournir une copie certifiée conforme d'un document original

Le projet de loi sous rubrique a pour objet l'abolition de l'obligation de fournir une copie

certifiée conforme dans les démarches administratives, notamment en ce qui concerne les régimes d'autorisations. Cette démarche s'inscrit dans la politique gouvernementale de simplification administrative tant en faveur des citoyens que des entreprises.

Par ailleurs, la loi en projet étend entre autres les dispositions de l'article 5, paragraphe 3

de la directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur, dite directive «services», à des domaines non couverts par cette directive.

Force est de constater que l'obligation de fournir une copie certifiée conforme constitue une charge administrative, voire financière, démesurée. En effet, une copie certifiée conforme n'apporte guère de valeur ajoutée par rapport à une copie simple, étant

donné qu'elle ne fournit aucun renseignement quant à l'authenticité et la véracité du document original.

Par ailleurs, la copie certifiée conforme constitue un obstacle important au traitement par voie électronique des formalités administratives et par conséquent à la création d'un guichet unique virtuel permettant de simplifier de façon substantielle l'accès électronique aux guichets administratifs des ministères et administrations publiques.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 11.03.2009 Rapporteur: M. Lucien Thiel
Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications (Président: M. Lucien Thiel): 05.05.2009 Désignation d'un rapporteur Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État Examen et adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 13.05.2009

Modification du Budget 2009

6009 - Projet de loi modifiant la loi du 19 décembre 2008 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009

En vue de faire face à la crise économique qui touche actuellement notre pays, le Gouvernement a décidé d'adopter un plan de relance de l'économie visant à maintenir à un niveau élevé les investissements publics, et ceci notamment dans l'intérêt du secteur de la construction.

Cette tentative de relance se concrétise par un avancement dans la mise en œuvre du programme de construction ainsi que par un décalage vers l'avant d'un nombre aussi élevé que possible de petits projets initialement prévus pour les exercices subséquents.

Pour assurer la mise en pratique de ce plan de relance dans le secteur du bâtiment, le présent projet de loi envisage de modifier les articles 26 (Fonds d'investissements publics) et 29 (Fonds des routes) de la loi du 19 décembre 2008 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009.

La modification susmentionnée est la suite logique de la modification de l'article 80 (1) c) de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État qui porte le seuil pour les réalisations de projets d'infrastructure au profit de l'État de 7.500.000 euros à 40.000.000 euros (cf. projet de loi N° 6011A). En conséquence bon nombre de projets prévus par le programme pluriannuel des fonds d'investissements publics et du fonds des routes ne nécessitent dorénavant plus le vote, par la Chambre des Députés, d'une loi spéciale d'autorisation, indispensable jusqu'à main-

tenant pour les projets d'investissement dépassant le seuil de 7.500.000 euros.

C'est la raison pour laquelle des projets, dont le montant d'investissement se situe entre 7,5 et 40 millions d'euros et qui étaient en attente d'une loi spéciale tout en étant prêts à être mis en adjudication, sont ajoutés aux articles 26 respectivement 29 de la loi du 19 décembre 2008 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009.

Par ailleurs, suite à la modification de l'article 16 de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes (cf. projet de loi N° 6007) qui autorise désormais l'imputation à charge des crédits du fonds des routes de la réalisation de projets d'infrastructures du domaine de la voirie normale, l'article 29 est complété de projets de la voirie normale pouvant être entamés en sus de ceux dont la réalisation est prévue par les crédits budgétaires du budget en capital du Ministère des Travaux publics.

Étant donné que les nouveaux articles 26 et 29 autorisent le Gouvernement à réaliser un nombre plus important de projets par rapport à ceux autorisés par la loi du 19 décembre 2008 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009, le volume des investissements va augmenter de 278.560.000 euros. Il convient de noter toutefois que les projets en question s'étalent sur plusieurs exercices de sorte que les dépenses d'investissement pour l'exercice 2009 ne vont pas croître dans la même proportion. Il faut remarquer par ailleurs qu'étant donné que les investissements visés par les articles 26 et 29 de la loi sur le budget de l'exercice 2009 sont financés par le biais des fonds spéciaux d'investissements, les dépenses supplémentaires prévues pour 2009 n'affecteront pas le total des dépenses du budget en exécution.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 11.03.2009 Rapporteur: M. Norbert Hauptert
Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Laurent Mosar): 31.03.2009 Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi 16.04.2009 Examen de l'avis du Conseil d'État Présentation et adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 13.05.2009 Loi du 29 mai 2009. Mémorial A 2009, N°122, page 1742

Accélération de la mise en chantier

6011A - Projet de loi portant modification de l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État

Le présent projet de loi fait partie du plan de relance de l'économie du Gouvernement en vue de faire face à la crise économique et de contribuer au redressement de l'économie nationale.

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'augmenter le seuil défini à l'article 80 paragraphe (1) de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État d'un montant de 7.500.000 euros respectivement de 15.000.000 euros à un montant de 40.000.000 euros. En ce qui concerne le paragraphe (2) de l'article 80, la valeur «503,26» de l'indice des prix annuel à la construction est remplacée par la valeur «669,88» qui correspond à l'indice annuel des prix à la construction de l'année 2008.

En pratique, il s'est avéré que les seuils actuellement applicables sont relativement

bas en ce qui concerne les projets de construction. L'on peut estimer que chaque nouvelle construction d'envergure moyenne de l'État nécessite le vote d'une loi d'autorisation, et même maintes rénovations et réhabilitations de constructions doivent passer par la procédure législative.

Il convient de noter par ailleurs que toutes les dépenses de l'État figurent déjà dans les lois annuelles concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État, que ce soit dans le corps de texte lui-même ou dans les annexes sous forme de tableaux pluri-annuels, et font donc l'objet d'une autorisation par le biais de ces lois.

Il est partant indiqué de prévoir les lois spéciales de financement uniquement pour des dépenses de très grande envergure (par exemple la construction d'un lycée), qui doivent évidemment faire l'objet de discussions approfondies.

Le relèvement des différents seuils à 40.000.000 euros permet ainsi de simplifier et d'accélérer la mise en chantier de bon nombre de projets d'investissements publics qui ne nécessitent dorénavant plus le vote par la Chambre des Députés d'une loi spéciale d'autorisation.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 16.04.2009 Rapporteur: M. Laurent Mosar
Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Laurent Mosar): 31.03.2009 Désignation d'un rapporteur 16.04.2009 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État 23.04.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 13.05.2009 Loi du 29 mai 2009. Mémorial A 2009, N°122, page 1744

Protection des dépôts bancaires

6011B - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier

L'article unique du projet de loi sous rubrique porte modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier dans sa partie relative à la protection des dépôts bancaires.

Aux fins de renforcer la protection des déposants dans le contexte actuel de crise financière, il est prévu d'apporter des changements ponctuels aux articles qui régissent les systèmes de garantie des dépôts. Ces changements ont pour objet de préserver la confiance du public dans les banques et dans le filet de sécurité en place au Luxembourg.

Ils visent en outre à transposer certaines dispositions de la directive 2009/14/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2009 modifiant la directive 94/19/CE relative aux systèmes de garantie des dépôts en ce qui concerne le niveau de garantie et le délai de remboursement.

Les nouvelles dispositions prévues à l'article unique peuvent être résumées de la façon suivante:

- le principe de la coassurance des déposants - faculté prévue par la directive 94/19/CE - est abrogé, puisque non appliqué dans la pratique au Luxembourg;

- les obligations d'informations des établissements de crédit vis-à-vis des clients sont renforcées. Ainsi, les banques seront tenues de fournir automatiquement aux clients des informations de base sur le système de garantie des dépôts dont ils sont membres et, sur demande, des informations supplémentaires telles que les conditions d'indemnisation ou encore les formalités à remplir pour être indemnisés;

- l'obligation de coopération entre systèmes de garantie des dépôts est introduite pour le cas où une succursale d'un établissement de crédit de droit luxembourgeois établie dans un autre État aurait adhéré au système de garantie des dépôts de l'État membre d'accueil en vue de compléter la couverture offerte aux déposants.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 16.04.2009 Rapporteur: M. Lucien Thiel
Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Laurent Mosar): 30.04.2009 Désignation d'un rapporteur Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État Présentation et adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 13.05.2009 Loi du 29 mai 2009. Mémorial A 2009, N°122, page 1744

Présidence: **M. Lucien Weiler, Président**
M. Jos Scheuer, Vice-Président • M. Laurent Mosar, Vice-Président

Sommaire

1. Communications

- M. le Président, M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, Mme Colette Flesch

2. 6040 - Proposition de loi visant à réviser la Constitution

- Déclaration de recevabilité: M. le Président

3. Ordre du jour

- M. le Président

4. Dépôt d'une proposition de loi

- M. Aly Jaerling

5. Dépôt d'une motion par M. Xavier Bettel

- M. Xavier Bettel

6. 6003 - Projet de loi instituant un régime temporaire d'aide au redressement économique

6004 - Projet de loi instituant un régime temporaire de garantie en vue du redressement économique

- Rapports de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports: M. John Castegnaro

- Discussion générale: M. Michel Wolter, Mme Colette Flesch (dépôt d'une motion), M. Henri Kox, M. Jacques-Yves Henckes

- M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur (M. Marcel Sauber intervient)

- Vote sur l'ensemble des projets de loi et dispense du second vote constitutionnel

- Motion 1: M. Marcel Sauber, Mme Colette Flesch, M. Ben Fayot

7. 5921 - Projet de loi

- 1) ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36 pour ce qui est a. du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles b. de la prestation temporaire de service

- 2) modifiant la loi du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres de l'enseignement supérieur

- 3) abrogeant la loi du 13 juin 1992 portant a) transposition de la directive du Conseil (89/48/CEE) relative à un système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans; b) création d'un service de coordination pour la reconnaissance de diplômes à des fins professionnelles (suite)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

8. 5884 - Projet de loi portant création

- a) d'un Institut national des langues

- b) de la fonction de professeur de langue luxembourgeoise et portant modification a) de la loi du 19 juillet 1991 portant création d'un Service de la formation des adultes et donnant un statut légal au Centre de langues Luxembourg; b) de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État; c) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État (suite)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

9. 5895 - Projet de loi portant transposition de la directive 2004/48 CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle et portant désignation des tribunaux des dessins ou modèles communautaires, et ayant pour objet de modifier:

- la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et bases de données

- la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention (suite)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

10. 5991 - Projet de loi relatif à la réalisation du Campus scolaire de Mersch pour le Neie Lycée et pour le Lycée technique pour professions éducatives et sociales par le biais d'un partenariat public-privé (suite)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

11. 6005 - Projet de loi ayant pour objet

1. la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation
2. les missions de l'Agence nationale pour la promotion de l'innovation et de la recherche

3. la création d'un Fonds spécial pour la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation

et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet

1. le développement et la diversification économiques
2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie

- Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports: M. Alex Bodry

- Discussion générale: M. Marcel Oberweis, Mme Colette Flesch, M. Henri Kox

- M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

12. 6003 - Projet de loi instituant un régime temporaire d'aide au redressement économique

6004 - Projet de loi instituant un régime temporaire de garantie en vue du redressement économique (suite)

- Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)

13. 6007 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes

- Rapport de la Commission des Travaux publics: M. Lucien Clement

- Discussion générale: M. Fernand Etgen, M. Fernand Diederich, Mme Viviane Loschetter, M. Robert Mehlen

- M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

14. 6008 - Projet de loi portant

1. transposition en droit luxembourgeois en matière d'infrastructures de transport de la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement

2. modification de la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement

3. modification de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles

- Rapport de la Commission des Travaux publics: Mme Sylvie Andrich-Duval

- Discussion générale: M. Fernand Etgen, M. Roland Schreiner, M. Camille Gira

- M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics

15. Motion de M. Félix Braz relative à la lutte contre le changement climatique et à la coopération

- Exposé: M. Félix Braz

16. Motion de M. Aly Jaerling relative aux photos d'identité biométriques

- Exposé: M. Aly Jaerling

- Discussion générale: M. Ben Fayot, M. Gast Gibéryen, M. Xavier Bettel

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.02 heures)

» M. le Président. - D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwelch Matdeelungen ze maachen?

(Interruption)

Här Minister Di Bartolomeo.

» M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale. - Neen, Här President. Mir hu keng Matdeelung ze maachen.

1. Communications

» M. le Président. - Ech hunn der Regierung folgend Matdeelung ze maachen:

» Plusieurs voix. - Ah!

» M. le Président. - Op de Bréif, deen ech virun aacht Deeg un d'Regierung geschriwwen hunn, wou ech se gebieden

hunn, endlech op déi lescht Questions parlementaires ze äntwerten, respektiv déi, déi schonn zënter laanger Zäit net beäntwert sinn, ass eng ganz spärlech Äntwert komm. An deem Sënn, wou ganz wéineg Froe beäntwert gi sinn an déi aner net.

Ech géif déi Häre Ministere bidden, Äre Kollegen den eindringeleche Wonsch vun der Chamber matzehuelen, dass de Respekt vis-à-vis vun den Deputéierte verlaangt, dass um Enn vun der Legislaturperiod all Questions parlementaires beäntwert sinn.

» Une voix. - Très bien!

» M. le Président. - Ech ginn dervun aus, dass déi Häre Ministeren hire Kollegen dat ausriichten, an ech ginn och dervun aus, dass de Respekt verlaangt, dass all Froe bis zum Enn vun der Period beäntwert sinn.

» **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Här President, ech wäert dat maachen. An ech sinn och bereet, déi Fro, déi nach opsteet vu mir, ze beäntwerten.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister.

» **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Ech weess nämlech, dass keng opsteet.

» **M. le Président.** - Ech hu Vertrauen, dass Der Wuert haalt. Madame Flesch!

» **Mme Colette Flesch (DP).** - Här President, am Zesammenhang mat deem, wat Der elo gesot hutt, wëll ech awer festhalen, dass, soulaang d'Sessioun vun der Chamber net zougemaach ass, d'Chamber nach ëmmer besteet an an Aktivitéit ass.

Näischt verhënnert also, dass nach zousätzlech parlamentaresch Froe kënnen un d'Regierung gericht ginn. A mäi Wunsch wär dann, dass se och nach virun de Wahle kéinte beäntwert ginn.

» **M. le Président.** - Dat ass ganz richtig, Madame Flesch, wat Der sot. De Problem ass natierlech deem, dass d'Regierung e gewëssenen Délai huet an dass een net weess, wéini dass déi lescht Froen erakommen an ob d'Regierung sech dann un den Délai hält, well d'Chamber jo awer iergendwann opgeléist wäert ginn. Mä Äre Wunsch, Madame Flesch, ass selbstverständlech an deem, wat ech gesot hunn, mat abegraff.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir kommen zu eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg. D'Voten, déi vun der leschter Woch nach nozehuele sinn, maache mer no der Diskussioun vun deem éischte Projet, deen op eisem Ordre du jour steet.

Virun hunn ech folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) La proposition de révision de la Constitution et la proposition de loi suivantes ont été déposées au Greffe:

6040 - Proposition de loi visant à réviser la Constitution

Dépôt: M. Aly Jaerling, le 06.05.2009

6041 - Proposition de loi visant à réviser les articles 4. (1) et 4. (2) de la loi du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum

Dépôt: M. Aly Jaerling, le 07.05.2009

2. 6040 - Proposition de loi visant à réviser la Constitution

Déclaration de recevabilité

An hirer Réunioun vum 7. Mee 2009 huet d'Presidentekonferenz sech fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de révision ausgeschwat. Et ass d'Proposition 6040, vun där ech just geschwat hunn, vum honorabelen Här Jaerling.

Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz un?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

3. Ordre du jour

Wat den Ordre du jour vun dëser Woch ubelaangt, schléit d'Presidentekonferenz lech folgende modifizéierten Ordre du jour vir:

Haut de Mëtteg diskutéiere mer fir d'éischt de Projet de loi iwwert de Régime temporaire d'aide au redressement économique an de Projet de loi iwwert de Régime temporaire de garantie en vue du redressement économique, zesummen an enger Diskussioun. Duerno de Projet de loi iwwert d'Re-

cherche. Duerno deen iwwert d'Grande voie. Dann de Projet de loi iwwert den Impakt vun Infrastrukturen op d'Natur. Als fënnefte Punkt haut de Mëtteg hu mer d'Motioun vum honorabelen Här Braz iwwert d'Kooperatioun an de Klimawandel. Zu gudder Lescht hu mer d'Motioun vum honorabelen Här Jaerling iwwert déi biometresch Passbillen.

Muer de Mëtteg um hallwer dräi fänke mer u mam Projet de loi iwwert d'Ofschafe vun der Copie certifiée conforme. Duerno hu mer eng Ofännerung vum Budgetgesetz um Ordre du jour. Dann de Projet de loi 6011A, wat eng Ofännerung ass vun der Statskontabilitéit, dann e Projet de loi iwwert de Finanzsecteur a schlussendlech - als leschte Projet vun dëser Legislaturperiod - de Projet de loi 6006, wat eng Ofännerung vum Code du Travail ass, deen ons den honorabelen Här Kaes wäert presentéieren.

D'Wuert huet elo den Här Jaerling fir den Dépôt vun enger Proposition de loi.

4. Dépôt d'une proposition de loi

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Merci, Här President. Ech wëll hei eng Proposition de loi déposéieren, déi d'Gesetz vum 24. Dezember 1990 iwwert d'Pré-retraite esou emännert, dass d'Pensionskeesen net méi zur Finanzéierung vun der Pré-retraite ajustement bäidroen an dass déi Suen, déi vun deemools un aus de Keese geholl ginn, mussen zréckbezuelt ginn.

6042 - Proposition de loi portant modification de la loi du 24 décembre 1990 sur la préretraite

(Interruption)

» **M. le Président.** - Merci, Här Jaerling. Är Proposition geet an déi parlamentaresch Prozeduren. Den honorabelen Här Bettel huet d'Wuert gefrot.

5. Dépôt d'une motion par M. Xavier Bettel

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, ech wëll...

» **M. le Président.** - Här Bettel, därer ech wëssen, em wat et geet?

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Den Dépôt vun enger Motioun. Ech maachen den Dépôt vun enger Motioun, Här President.

Nämlech, ech mengen, déi Jonk Gréng hunn et och schon haut an der Zeitung jo gesot, gëschter per Communiqué: Nodeem eng grouss Partei „Juncker on Tour“ ugekënnegt huet, hu mer festgestallt, dass och den Här Biltgen on Tour ass. Et sinn eng ganz Rétsch vu Wahlcampagnen, déi organiséiert ginn, an Informatiounscampagnen vun der Regierung. Et si verschidde Campagnen, déi souguer Projekte betreffen, déi...

» **M. le Président.** - Här Bettel, entschëllegt. Ech hunn lech d'Wuert gi fir den Dépôt vun enger Motioun,...

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Ma ech maachen den Dépôt...

» **M. le Président.** - ...net fir den Exposé vun enger Motioun. Déposéiert Är Motioun!

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Ech maachen den Dépôt dann hei.

Här President, et si véier Ennerschrëften drop: den Här Jaerling, den Här Gibéryen, den Här Braz an ech selwer. Wann ee vun de Majoritéitsdeputéierten awer och der Meenung ass, dass d'Politiker näischt an enger Schoul ze dinn hunn, iwwert de Prétexte oder virun de Wahlen, solle se dat och ennerschreiw. Soss fannen ech doudsécher nach aner Deputéierter, déi esou eng Situatioun awer doudsécher net mat toleréieren.

Motion

La Chambre des Députés,

- constatant les différentes campagnes d'information organisées par le Gouvernement à quelques semaines des élections;

- constatant que certaines de ces campagnes concernent des projets de loi ayant été adoptés il y a plusieurs années;

- constatant que certaines de ces campagnes sont organisées dans des établissements scolaires alors que les organisations politiques de jeunes se sont vues refu-

ser d'organiser des tables rondes au sein des mêmes établissements;

invite les membres du Gouvernement

- cesser tout activisme électoral au sein des établissements scolaires pendant la campagne préélectorale.

(s.) Xavier Bettel, Félix Braz, Gast Gibéryen, Aly Jaerling.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Bettel. Mir gesinn, wéini dass mer déi Motioun do diskutéiere wäerten.

Mir kommen dann zu deenen éischten zwee Projekte vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg: de Projet de loi instituant un régime temporaire d'aide au redressement économique an de Projet de loi fir e Régime temporaire de garantie en vue du redressement économique. Déi zwee Projekte ginn an enger Diskussioun behandelt. Den honorabelen Här Castegnaro huet elo d'Wuert als Rapporteur.

Den Här Castegnaro mécht an enger Interventioun de Rapport vun deenen zwee Projeten. Här Castegnaro, Dir hutt d'Wuert.

6. 6003 - Projet de loi instituant un régime temporaire d'aide au redressement économique

6004 - Projet de loi instituant un régime temporaire de garantie en vue du redressement économique

Rapports de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

» **M. John Castegnaro (LSAP), rapporteur.** - Merci, Här President. Dir Häre Ministeren, Kolleeginnen a Kolleegen, och aus Zäitgrënn soll et ee Rapport fir zwee Gesetzsprojete sinn, déi sech wéi en Ee deem aneren a villen Hinsichte gläichen. D'Différenz läit dra beim 6003, dass mer vun Aide temporaire schwätzen a beim 6004 vu Garantie temporaire. Ech wäert am Detail dorop zréckkommen.

Den Hannergrond vun deenen zwee Gesetzer respektiv vun deenen zéng sougenannte Krisegesetzer, déi mer haut a muer behandelen, ass déi dramatesch Entwécklung, déi duerch d'Finanz- an d'Wirtschaftskris provozéiert ginn ass, an déi, an dat huet sech jo bewisen, an deene leschte Méint sech ganz staark negativ op den Aarbechtsmaart auswierkt. A vu d'Intensitéit vun där Kris, riskéiere mer natierlech eng sozial Kris, jo eng Katastroph ze kréien, besonnesch dann, wann de Chômage zu Lëtzebuerg, an Europa a weltwäit ausser Kontroll geréit.

Ech wëll kee längeren Historique maachen iwwert d'Ausléiser vun där internationaler Finanzkris duerch déi sougenannten „subprime“-Kreditter, déi awer als Folleg haten, dass ganz Banke bankrott gaange sinn oder faillite gaange sinn, an den USA, mä och doriwwer eraus, an dass an der Folleg dovun ëmmer nach d'Banke Problemer hunn, och ennereneen, dass Geld léinen ënnert hinne weiderhi schwéier bleift an dass d'Geld verléinen ëmmer nach deier ass.

Mir wëssen, dass d'Staten alleguer vill Milliarden Euro oder Dollar a Bankerettungsaktiounen investéiert hunn; och hei zu Lëtzebuerg ass dat jo passéiert an déi sougenannte systemesch Banken. Net fir de Manager oder den Actionnaire ze hëllef, mä fir e Flächebrand vun negativen Auswirkungen ze verhënnern, déi och hei zu Lëtzebuerg als Folleg eng Beschäftigungskris gehat hätten, well eben duerch den Zesummebroch vun deenen zwou bekannte Banken Zahlungsonfäegkeet a ville Betriber entstan wier, mat deene Konsequenzen op d'Mëttel- a Klengbetriber, déi ech ugedeit hunn.

Déi staatlech Hëllef do, awer och de Konjunkturpak vun der Regierung an aner Moosnamen, déi an der Tëschenzäit getraff gi sinn, sollen net nëmmen e positiven Afloss op d'Beschäftigung hunn, mä sollen och d'Kafkraaft erhalen, sollen iwwer eng niddreg Zënspolitik, wéi se vun der Europäescher Zentralbank jo bedriwwen gëtt, hëllef, d'Saachen ze riichten. Mir hoffen et a mir gleewen och drun, a mir denken an handelen duerfir och positiv. Trotz der weinst der Situatioun duerch d'Finanz- a Wirtschaftskris, déi jo bekannterweis déi gréisst ass, déi mer zënter Jorzéngte kennen.

Déi weltwäit Rezessioun bréngt en Abroch vum Produit intérieur brut, deen no der EU-Kommissioun minus 4% dëst Joer an der EU wäert bedroen, bei Lëtzebuerg minus 3% ugesiedelt gëtt, woubäi de Wirtschaftsminister et eigentlech nach e bësse méi negativ gesäit. Da wësse mer, dass och den Aarbechtsmaart ganz kloer Zeeche vun där Kris dréit. Mir hu ronn 13.000 Mënschen oni Aarbecht. Mir hunn der ronn 10.000, déi a Kuerzaarbecht sinn. Mir hunn der iwwer 3.000, déi an deene sougenannte Beschäftigungsinitiativen, also och a prekärer Situatioun sinn. A mir wëssen, dass et wuel e liichte Wuesstum um Aarbechtsmaart nach dëst Joer vun 1,4 an d'nächst Joer vun 0,6 soll ginn, mä ëmmerhin, et stinn d'Zeechen éischer op Stumm.

Och weess een, dass d'finanziell Situatioun vum Stat duerch déi Situatioun leide wäert an amgang ass ze leiden, dass den Defizit 2009 sech bei 1,6% wäert usiedelen, bei ronn 3% fir d'nächst Joer, an d'Pessimisten eigentlech dervun ausginn, dass d'Joer 2011 nach méi en dramatesche Réckgang vun den Einnahme beim Stat wäert kennen.

Déi Saachen a vill anerer sinn den Hannergrond respektiv vun deene sougenannte Krisegesetzer, déi mer elo diskutéieren an an deenen zwee Deeg och ofstëmme.

D'Haaptaufgab vun der Regierung a vum Parlament muss et sinn, géint d'Rezessioun virzegoen, mat dem Schwéierpunkt, an ech widerhuelen et ëmmer erëm, d'Aarbechtslosegkeet ze bekämpfen, mä och eng sozial Kris ze verhënnern an d'Kafkraaft an d'sozial Ofsécherung vun de Mënschen an deem Land ze halen, jo och ze verbessern. Besonnesch denken ech do u geziilt, selektiv Moosnamen, déi sech am Beräich vun der Administration de l'emploi an hire Leeschtunge mussen opdrängen.

Zu de Projets de loi 6003 a 6004 sief nach eng Kéier gesot, dass déi zwee, wéi déi aacht aner, déi zur Diskussioun stinn, e Bestanddeel si vun engem Moosnamepak, deen d'Regierung de 6. Mäerz an dësem Joer decidéiert huet, fir d'Relance vun der Konjunktur respektiv fir d'Ofsécherung vu Betriber a Beschäftigung ze erméiglechen. Déi Moosnamen, déi mer hei diskutéieren an ofstëmme, droen d'Handschrëft vu ganz villen Acteuren.

Och dat soll een ennersträchen. D'Regierung huet se verfaasst, mä d'Krisekommissioun vun dësem Parlament huet während Méint ganz vill drop geschafft a virbereet, mä och d'Sozialpartner hu getrennt an an der Tripartite Hiert derzou bäigedroen, a schlussendlech hunn och d'Beruufschaften e wichtege Undeel um Zustanekomme vun deene Gesetzesprojeten.

Et ass méisseg, haut laang driwwer ze diskutéieren, wou d'Scholdfro vun der Finanza vun der Wirtschaftskris läit. Mir liewen dermat, mä et sollt een awer drop hiweisen an ennersträchen, dass sech fundamental Ännerungen an eisem System opdrängen an dass deen Neoliberalismus, wéi mer e kannt hunn, an dee wëlle Kapitalismus, wéi e sech entwéckelt huet, e Rigel musse virgeschubst kréien an nei Regele musse fonnt ginn.

Dat gesot, geet et elo drëm, konkret Moosnamen ze treffen. Mir maachen et. De Projet de loi 6003 a 6004, wou den Dépôt an der Chamber den 11. Mäerz gemaach ginn ass a wou d'Chambres professionnelles, eng no där anerer, de 16. Mäerz d'Fonctionnaires, den 20. Mäerz d'Chambre des Métiers et de Commerce, den 2. Abrëll d'Chambre des Salariés, sech insgesamt dermat ausenanageresat hunn, kritesch, awer positiv a konstruktiv.

De 26. Mäerz huet déi zoustänneg Chamberskommissioun mech zum Rapporteur fir déi zwee Projets de loi ernannt an huet awer och schon deeselwechten Dag punktuell Amendementer un deene virleienden Texter virgeholl.

De Conseil d'État huet säin Avis oder seng Avisen zu deenen amendéierten Texten den 21. Abrëll eraginn. Mat enger Opposition formelle am Artikel 13 géint e Virschlag, deen am Projet de loi stoung, no deem virgesi war, dass d'Verlängerung vun deene Moosname per Règlement grand-ducal hätt kënnen virgeholl ginn, op d'mannst zweemol e Joer. Mä de Statsrot ass sech do selwer trei bliwwen mat deem klasseschen Hiwäis, dass déi Matière nëmmen dem Parlament virbehalen ass, mä - an dat ass eng Neierung, déi ee muss ervirsträchen - mat enger flexibeler Approche déi Kéier, wahrenscheinlech och krisbedéngt, awer ze begrëssen, dass een och iwwert d'Budgetgesetz kéint eng Verlängerung virhuelen.

Déi insgesamt flexibel an och positiv Approche vum Conseil d'État soll een ervirsträchen. Et soll een awer och, wann dat erlaabt ass, de Conseil d'État félicitéieren.

Och si hu sech ganz vill Méi ginn, mat dem Tempo matzehalen, fir dass mer an der Lag sinn, dës Deeg déi Gesetzer ofzehandelen.

Ech wëll awer net verstoppen, dass et am Conseil d'État en Avis séparé gouf, deen, wann een e liest, d'Handschrëft vun engem oder méi echten Neoliberaler oder „alter Haudegen“, wéi een dat géif formuléieren, dréit, déi ouni Rücksicht op Verloschter hir Meenung do vertrueden hunn, dont acte.

Déi zwee Rapporten, déi d'Kommissioun schlussendlech guttgeheescht huet, dat war den 30. Abrëll, an déi sinn lech och zougestallt ginn.

Wat ass den Inhalt vun de Projets de loi 6003 a 6004? Wat sinn d'Gemeinsamkeiten an d'Differenzen? Ech soen nach eng Kéier: Déi Projekte schreiw sech an an de wirtschaftlechen a soziale Kontext vum Moment. Hiert Zil ass et, de Betriber, déi aus deene Grënn, déi mer kennen, Schwierigkeiten hunn, déi néideg Kreditter zoukommen ze loossen, fir finanziell Enkpäss ze iwerbrécken a fir nei Investitiounen virzehuelen an den Zougank zu neuem Kapital ze erliichteren, sief et duerch eben direkt Hëllef, sief et duerch staatlech Garantien. Wichteg ass derbäi ervirzesträichen, dass dat awer nëmme méiglech ass, nodeem déi Betriber all aner Moyenen ausgeschöpft hunn, ouni Chance an deem Fall, an dass ee muss soen, dass dat, wat mer haut ofstëmme, eng sougenannte leschte Chance duerstellt.

Et muss een och ënnersträichen, dass béid Texter, an dat ass e wichtige Hiwäis, op enger Kommunikatioun vun der Europäescher Kommissioun vum 17. Dezember 2008 berouen, déi den EU-Bäihëlleferegime temporär erweidert, fir kënnen géint d'Kris virzegoen. An domat huet och d'Kommissioun, trotz alle Kritiken, déi mer oft hunn, bewisen, dass och si krisbedéngt schnell reagéiere kann, a besonnesch an enger Matière, wou d'EU-Direktiven de Spillraum vun den Nationalstaten eigentlech ganz enkageschränkt hunn an dass mer also hei eng Ouverture kritt hunn. Ech wëll awer och drop hiweisen, dass all bestehend Hëllefenden domat net verschwannen, mä weider genotzt kënnen ginn.

Wat gesinn déi Projets de loi vir? De Projet 6003 schafft eng rechtlich Grundlag, déi et dem Wirtschaftsminister erlaabt, bestëmmt Betriber eng direkt Kapitalsprézt vu bis zu enger hallwer Millioun Euro ze ginn. Deen anere Projet, de 6004, gesäit vir, dass de Stat d'Garantië fir Betribskreditter iwwerhuele kann. Déi Garantie ka bis zu 90% vum Solde restant du ofdecken, maximal dach bei enger Lounmass vum Joer 2008.

A béide Fäll - an ech hunn dat gesot - mussen d'Betriber nowisen, dass se alles ënnerholl hu virdrun, fir zu Geld ze kommen. An et ass och net esou, an ech mengen, dat sollt een hei kloer an däitlech soen: Déi Betriber sinn net an engem État de faillite, mä déi Betriber, déi op normalem Wee keng Sue méi kréien, sollen iwwert déi Hëllefenden ebe Geld kréien, fir ze verhënnere, dass een d'Kand herno aus dem Pëtz fësche muss. Et soll hei derfir gesuergt ginn, dass d'Kand guer net an dee Pëtz do erafält.

Da muss een och ënnersträichen, dass d'Betriber, fir an de Genoss vun deene Bäihëllefenden oder Garantien ze kommen, e strukturéierenden Afloss op d'Lëtzebuurger Economie mussen hunn. Et gëtt Kritäre wéi d'Zougehéierigkeet zu bestëmmt Wirtschaftssektoren, wéi d'Innovationspotential, wéi d'international Ausrichtung, wéi d'regional Bedeitung, an am Fall, wou d'Garantie genotzt gëtt, d'Notifizierung, dat heescht den „credit rating“, deen och do mat erugezu gëtt.

Den zustännege Minister gëtt also autorisiert, dat ze maachen, mä e muss all néideg Informatiounen iwwert d'Entreprise, déi eng Demande mécht, eranhuelen, fir d'Rechtmeissigkeit vum Antrag ze beuertheelen. Déi Betriber mussen hiren Antrag an engem kompletten Dossier motivéieren. An Dir gesitt och an deene Projets de loi eng Annex 1 an 2, wou eng Rei vu Regele festgeschriwwen ginn.

Da soll een ervirsträichen, dass déi Dossieren zéng Joer laang versuergt ginn, fir am Fall der Fälle préieren ze kënnen, ob e Betriber sengem Engagement net nokomm ass oder bei der Untragstellung falsch Angabe gemaach huet. Ech erënnere drun, dass d'Garantie eng Lafdauer vun zéng Joer kann hunn.

A Fro komme Betriber, déi iwwer eng Autorisation d'établissement verfüegen an déi Geschäftstätigkeiten op dem Lëtzebuurger Territoire ausüben. Allerdéngs, an dat ass eng weider wichtige Konditioun, däreren déi Betriber net scho vum 1. Juli 2008 a Schwierigkeiten gestach hunn. Domat soll verhënnert ginn, dass d'Betriber vun där

Moosnam profitéieren, deenen hir Problemer mat der Kris näischt ze dinn hunn.

Während d'Gesetz 6004, dat iwwert d'Statsgarantie, d'Banken an d'Versicherungen als Notznëisser ausschléisst, oder méi prezis gesot all Betriber, déi der Opsiicht vun der CSSF respektiv dem Commissariat aux assurances ënnerstinn, schränkt de Projet de loi 6003 de Krees vun de Bénéficiairë weider an.

Hei sinn och landwirtschaftlech Betriber a bestëmmt Betriber aus der weiderverarbeitender Industrie ausgeschloss wéi och de Kuelebergbau, wann een déi Kommunikatioun vun der Kommissioun liest. Et muss een awer dobäi ervirsträichen, dass et jo nieft deem heiten nach aner Hëllefprogrammer an Ënnerstützungsprogrammer gëtt, déi do kënnen spillen.

Wéi an alle Gesetze, déi Bäihëllefenden aféieren, gesinn och d'Projekte 6003 a 6004 Anticumulbestëmmungen vir, fir ze verhënnere, dass déi Bäihëllefenden an der Somme e gewëssenen Niveau iwwerschreiden an dat zu deloyaler Konkurrenz kéint féieren.

Ausserdeem kann d'Gewährung vun enger Bäihëllef oder vun enger Garantie un zousätzlech Konditiounen geknäppt ginn, wéi zum Beispill d'Rückbezuele vun de Bäihëllefenden. D'Bedingungen, fir déi Hëllefenden ze kréien, oder d'Garantie, kënnen a sollten an enger Vereinbarung tëschent dem Stat an dem Betriber festgehal ginn. Ech gesinn dat wéi e Code de déontologie.

D'Chambre des Salariés huet an hirem Avis gefuerdert, dass de Wirtschaftsminister, deen de Betriber gewëssen Zousoe mécht, verpflichtet misst sinn, ganz besonnesch den Thema Maintien dans l'emploi ze fuerderen. Mä vu dass d'Betriber ganz verschidde Situatiounen kënnen hunn, huet eis Kommissioun dervun ofgesinn, dat dote prezis an engem Text ze formuléieren. Mä mir ginn awer dervun aus, an ech och, dass an deenen Diskussiounen dat zu den Oplage gehéiere wäert, déi de Minister un déi spezifesch Betriber mécht, wou dat sech opdrängt.

Wann e Betriber sengen Verpflichtungen net nokënt, virzäiteng oder fräiwëlleg de Betriber astellt oder sech d'Bäihëllefenden duerch falsch Angaben erschlach huet, kann de Stat en Deel oder déi gesamt Hëllef zrëckfuerderen. Och gesäit den Text, déi béid Texter, penal Sanktiounen vir, wann déi Responsabel vun de Betriber déi Bäihëllefende méssbräichlech beantragen oder bewusst falsch Angabe gemaach hunn oder Informatiounen zrëckbehalen hunn, wat dann e kloer Bedruch wier.

Déi Moosname lafen elo emol bis den 31. Dezember 2010. Sollt sech da weisen, dass déi Kris nach andauert an dass et fir d'Betriber weiderhi schwierig bleibt, fir vun de Banke Kreditter ze kréien, da kënnen déi béid Gesetze och verlängert ginn; wou allerdéngs d'Konditiounen erëm déi ass, d'Europäescher Kommissioun muss do erëm eng Kéier Feu vert ginn.

Ech erënnere nach eng Kéier, wat ech am Ufank gesot hunn, dass de Minister dat iwwer Règlement grand-ducal wollt maachen, de Statsrot dat formell ofgeleht huet, mä de Statsrot fir eng Kéier gesot huet, et kéint een am Budgetgesetz 2011 dat da regelen. En ass also do vu senger Praxis ofgewäicht - an deem Fall awer ze begrëissen.

Zum budgetären Aspekt soll gesot ginn, dass déi Bäihëllef vum 6003 am Rahme vun de verfügbare budgetäre Mëttel ausbezult ginn. D'Regierung beziffert dee Käschtepunkt op 15 bis 30 Milliounen Euro op zwee Jore verdeelt, dat ass awer an der Limite vu Crédits budgétaires disponibles.

D'Garantiesomme, déi de Stat am 6004 iwwerhëlt, ass op eng hallf Milliard Euro begrenzt. Déi hallf Milliard kann een och aneschtens formuléieren. Dat wier wéi wann ee Betriber alles géif kréien, dee ronn dann 10.000 Leit beschäftegt, déi eng Lounmass, all eenzel Mataarbechter, vu 50.000 Euro hunn, da géif een op déi Zomm do stousen. Dat ass also schonn e beträchtliche Betrag, deen net gutt iwwereneestëmmt mat där enger Millioun awer net limitative Budgetartikel, dee virgesinn ass.

Am Besuch op de Projet 6004, d'Garantiegesetz, huet d'Chambre des Métiers virgeschloen, am nächste Budgetgesetz en neie Kredit anzuschreiwen, fir d'Verloschter vun der Mutualité de Cautionnement, déi et am Handwierk an am Handel gëtt, opzefänke respektiv hir Kapitalbasis ze stäerken. Domat kéinten eigentlech méi Petites et moyennes entreprises gehollef kréie wéi mat deem Garantierégime, dee mer haut votéieren. D'Wirtschaftskommissioun sollt dese Virschlag an hiren nächsten Aarbechten a bei der Opstellung vum Budget 2010 berücksichtigen.

Ofschléissend sief nach drop higewisen, dass an e puer Avisen d'Fro opgeworf ginn ass, ob mat deene staatlechen Hëllefenden net genee déi Betriber ënnerstëtzt oder künstlech um Liewe géife gehale ginn, déi an der Vergaangenheet schlecht gewirtschaft hunn, an déi gesond Betriber näischt kréien. Dozou ass ze soen, dass et net d'Absicht ass vum Législateur, fir schlecht geféiert Betriber ze retten, mä dass et drëm geet, Betriber ze hëllefenden, déi duerch d'Kris - an nëmme duerch d'Kris - Problemer kritt hunn - Problemer, Kreditter ze kréien -, déi se ouni Kris ouni Weideres hätte kënnen kréien. Dat heescht, déi béid Gesetze gesi jo duerfir de Stéchdatum vum 1. Juli 2008 vir a schränken domat de Krees vun de Bénéficiairë eigentlech grob an.

Här President, Här Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, zum Schluss e puer Iwwerleeungen. Och déi béid Gesetze sollen derzou bäidroen, fir Betriber iwwert déi Duuschtstreck, déi mer mat der Kris erliewen, ewechzekeréien an derzou bäidroen, dass se fit sinn, wann d'Reprise erëm do ass.

Deeselwechte Prinzip gëllt jo beim 6006, dee muer hei zur Debatt steet, wou et ëm de Chômage partiel an dem Maintien dans l'emploi geet, wou déi Notiouen vu Formatioun ganz vill Bedeitung kritt. Mä dat ass: Wéi bei de Betriber ass et do, bei de Salariéene derfir suergen, dass souwuel de Betriber wéi seng Salariéé fit a prett sinn, fir mat der Relance no der Kris kënnen dem mat Sécherheet méi staarke Konkurrenzkampf erfollegräich ze begéinen.

Ech wëll och drop hiweisen, dass et an där Vereinbarung, déi et tëschent dem Minister an de Betriber soll ginn - déi Konditiounen, wann ee wëllt, wéini se da Sue kréien, dee sougenannte Code de déontologie, wéi ech dat formuléieren, ouni dass e festgeschriwwen ass -, eng Rei vu Regele muss ginn.

Et soll ee wëssen, de 6003 an de 6004 hëllefenden net nëmme de Betriber, och de Salariéene. Si hëllefenden awer och de Manager, de Patronen an den Actionnaires. Si kréien Hëllefenden, wat d'Geld vun der Allgemengheet ass, a si mussen, wa se déi Hëllef beantragen, och déi néideg Bescheidenheet un den Dag leeë bei hiren eegenen Uspréich. Och dat ass eng Fro vu Glaubwürdigkeet an eng Fro vu Vertrauensbildung. An do denken ech drun, dass keng Tantiëmen ausbezult ginn,...

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. John Castegnaro (LSAP), rapporteur.** - ...dass keng Dividenden ausbezult ginn, dass Bonien an aner Saachen net bezuelt ginn. Ech mengen, dass dat derzou géif gehéieren.

Här President, Här Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll all deene Merci soen, déi mat där Rapiditéit, wou mer geschafft hunn, derzou bäigedroen hunn, dass mer déi zwee Projets de loi hei haut kënnen presentéieren.

Déi Schnellgheet, déi Flexibilitéit an déi Reaktionsfäegkeet maache Mut, maache Courage an enger Zäit, wou alles schwierig ass. An ech mengen, dat wier awer eng wesentlech Viraussetzung, well ee bewiese kann, dass een d'Erausforderung, déi d'Kris un ee stellt, ka meeschten, wann de Wellen an d'Energie duerfir do ass. An hei geet et ëm d'Interesse vum Land an ëm d'Interesse vun de Bierger an dësem Land.

D'LSAP stëmmt natierlech déi Gesetze, an ech soen en décke Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **Une voix.** - Bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Castegnaro. Den éischte Riedner ass den honorablen Här Michel Wolter. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions)

Loosse mer zum Schluss net gehäseg sinn.

(Hilarité)

Här Wolter, wann ech gilift.

Discussion générale

» **M. Michel Wolter (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen haut a muer eng ganz Rei vu Projeten, déi dobaussen ënnert dem Konjunkturpak bekannt sinn. Lassgeléist vun deenen zwee Projeten, déi mer elo hei diskutéieren, wollt ech am Numm vun der CSV-Fraktioun e puer Remarquen iwwert de ganze Pak maachen.

Mir sinn am September/Oktobre vum leschte Joer weltwäit an eng Situatioun geroden, wou, ausgeléist vun enger Bankekris, mer an eng Kris vun der Weltwirtschaft

gerode sinn, an déi eenzel Länner, dozou gehéiert och Lëtzebuerg, sinn am Fong erausgefuerdert gewiescht, fir Äntwerten ze fannen op hir spezifesch Situatioun.

De Konjunkturpak, deen haut hei virläit, deen am Fong d'Émschreiwung oder d'Iwwersetzung vun deem Deel ass, deen de legislative Wee vum Konjunkturpak muss goen, ass d'Äntwert vun eis, vu Lëtzebuerg, vun der Lëtzebuurger Regierung, mä, ech hunn d'Impressioun, wäit doriwwer eraus, op déi Kris.

Et ass e Konjunkturpak, an dat muss een ëmmer an ëmmer nees widderhuelen, et ass kee strukturelle Pak.

Et ass e Pak, deen et soll erlaben, iwwert d'Joren 2009 an 2010 ewechzekommen, an der Hoffnung, dass sech d'Weltwirtschaft, an domat och d'Wirtschaft hei zu Lëtzebuerg, an deenen nächsten zwielef bis 24 Méint erhëlt, an deen et soll erlaben, en duebelt Zil ze ereichen: Zum engen, dass mer da Betriber hunn, déi nach gutt dostinn an déi no der Kris weider kënnen an der internationaler Konkurrenz bestoen; an zweetens, dass déi Betriber no der Kris och kënnen op déi Leit zrëckgräifen, déi se virun der Kris haten. Net an eng Situatioun ze komme vun „hire and fire“, vun elo kuerzfristete Reaktiounen, wou Leit aus der Aarbecht géieren erausgeholl ginn, déi dann duerch aner, ganz oft no zwielef oder 24 Méint nees missten ersat ginn.

Et ass eng Äntwert, déi e ganz zolitte Montant och beinhaltet. Well mir schwätzen hei iwwer e Pak, deen 1,2 Milliarden Euro beinhaltet. Et ass interessant ze gesinn, dass déi 1,2 Milliarden Euro zimlech genau deem Montant och entsprechen, deen duerch d'Tripartite am Joer 2006, och opgrond vun Diskussiounen, déi mer hei an der Chamber haten, am am Oktober an November 2005, wou an der Tripartite Mesurë geholl si ginn, déi ee graff iwwer 400 Milliounen pro Joer ka bezifferen, sou dass mer iwwert d'Joren 2006, 2007 an 2008 eise Budget entlaascht hunn iwwer praktesch exakt dee Montant, dee mer elo 2009 an 2010 kënnen an eis Wirtschaft an an eis Aarbechtsplazen dann eraschéissen.

Och dat ass net vum selwe gaangen, mä et ass d'Konsequenz vun enger Politik, déi iwwer laang Joren a Jorzéngten zu Lëtzebuerg erfollegräich duerchgezu ginn ass, nämlech ze kucken, wa méiglech a gudde wirtschaftlechen Zäite Suen op d'Säit ze leeën, déi een da ka benotze fir wann et wirtschaftlech manner gutt geet, fir se dann an de Circuit ze injectéieren.

Dass mer dat gemaach hunn, dat bréngt och mat sech, dass mer haut net an enger Situatioun sinn, wou mir schonn am éischten Trimester vun 2009 oder am zweeten Trimester vun 2009 musse reagéieren, wéi verschidden aner Länner dat gemaach hunn an deene leschte Wochen. Ech schwätzen net emol vun den Islänner, ech schwätze vun Irland, ech schwätze vun Ungarn, ech schwätze vu Griichenland, wat zum Deel Länner och waren, besonnesch am Fall vu Griichenland, déi ëmmer traditionell eng héich Verschëldungspolitik gemaach hunn um Niveau vun hirem Statsbudget. Eng héich Verschëldungspolitik, déi et da selbstverständlech mat sech bréngt, dass, wann ee wierklech seriö getraff gëtt, een dann d'Ressourcen net méi huet, d'Méiglechkeeten net méi huet, fir antizyklesch Politik ze maachen, sou wéi mir se hei kéinte maachen.

D'CSV-Fraktioun ënnerstëtzt deemno mat zwou Hänn dee ganze Pak, deen hei vun der Regierung ficeléiert ginn ass, esou wéi de Rapporteur et gesot huet, am Zesummespill mat enger Rei oder mat villen aneren, der Spezialkommissioun an der Chamber, de Sozialpartner an och de Berufschamberen, déi eng Rei vun Inputen eraginn hunn, fir dee Pak hei esou ze ficeléieren, wéi en haut ass.

Zu de Projeten 6003 a 6004 wéilt ech fir d'éischt dem John Castegnaro, dem Rapporteur, Merci soe fir souwuel seng schrëftlech wéi och säi mëndlech ganz engagéierte Rapport, sou wéi mer dat vun him kennen. Hie war esou komplett, dass ee quasi zu deenen zwee Projeten näischt brauch derbäizeféieren.

D'Zilsetzungen huet e ganz kloer definéiert, déi an deene Projeten do verfollegt ginn. En

huet op d'Contrainten higewisen, en huet op d'Erausforderungen higewisen. En huet och drop higewisen, wat alles muss gemaach ginn, sou dass ech mech kéint drop limitéieren, eng Remarque am Numm vun eiser Fraktioun, déi en och a sengem Rapport bruecht huet, nach eng kéier erauszébréngen.

An dat ass déi, dass mer definitiv der Meinung sinn, dass déi Proposition vum der Wirtschaftskommission vum der Chamber, nämlech am Projet de budget fir d'Joer 2010 zwou Positionen anzesetzen, am Intérêt vun de klengen an de Mëttelbetriber, à savoir d'Prise en charge vun de Verloschter vun de Mutualité vum Handel an dem Handwerk zum engen an zum aneren och d'Kapitaldotatiounen en faveur vun deenen zwou Mutualitéiten, dass mer déi kloer an däitlech ënnerstëtzen, well mer och an där ganzer Krisebekämpfung der Meinung sinn, dass een déi Kleng- an déi Mëttelbetriber net däerf vergiessen. Well déi Kleng- an déi Mëttelbetriber zu Lëtzebuerg eng grouss Traditioun hunn, och eben am Schaffen an am Erhalte vun Aarbechtsplazen.

An deem Sënn géif ech zu deenen zwou Projeten och den Accord vun eiser Fraktioun wëlle ginn.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Hâr Wolter. D'Wuert huet elo déi honorabel Madame Colette Flesch.

» **Mme Colette Flesch (DP).** - Merci, Hâr President. Hâr President, léif Kolleegen, de Rapporteur huet hei säi Bericht ofgeschloss, andeem en all deene Merci gesot huet, déi an deem Kontext vun - wéi soll ech soen? - Rapiditéit a Flexibilitéit derzou bäigedroen hunn, dass dee Projet de loi, déi zwou Projets de loi hei kéinten an dem gegebenen Zäitraum virum d'Chamber kommen.

Et sief mir erlaabt, Hâr President, dem Rapporteur Merci ze soen, dass hien...

» **Une voix.** - Très bien!

» **Mme Colette Flesch (DP).** - ...seng Rapporten zu deenen zwou Projeten, souwuel déi schréfftlech wéi och dee mëndlechen, fäerdeg gestallt huet, dass mer konnten effektiv dës Woch déi zwou Projete stëmme.

Wéi den Hâr Wolter virdu gesot huet, ass de Rapporteur am Detail op all déi Problemer agaangen, déi déi zwou Projete stellen, an och op déi Konditiounen, déi d'Regierung gestallt huet, fir dass déi Aide an déi Garantie, déi an de Projekte 6003 a 6004 virgesi sinn, kënnen attribuëiert ginn. Ech wëll also och net den Exercice maachen, dat alles nach eng kéier ze répétéieren, mä ech wëll mech nëmmen op e puer allgemeng Remarqué beschränken.

Déi zwou Projeten - deen een iwwert d'Bäihëllef, deen aneren iwwer eng Garantie - stelle sech an de Kader vun enger Situatioun, mat där mer elo konfrontéiert sinn an déi déiselwecht ass fir de 6003 wéi fir de 6004.

Engersäits muss mer ons beschäftege mat der Krisis, mat där mer konfrontéiert sinn a mat där d'Entreprisé konfrontéiert sinn, an anersäits muss mer wëssen, dass am Domän vun de staateleche Bäihëllef mir zu Lëtzebuerg wéi all d'Memberstaten nëmme kënnen handelen am Kader vun der communautairer Gesetzgebung a mat deene Limiten, déi dee Kader virgesäit.

Nun ass et esou, dass d'Kommission de 17. Dezember 2008 eng Décisioun ugeholl huet, déi eng gewësse Flexibilitéit an dee Kontext vun de staateleche Bäihëllef introduzéiert huet an zousätzlech Méiglechkeete geschafen huet, ënnert deenen d'Länner kënnen hiren Entrepreneuren zur Säit stoen.

De Grondprinzip ass, dass gewësse Bäihëllef, déi normalerweis verbueden wäeren, kënnen justifiéiert gi während enger beschränkter Zäit, fir deene ganz gravé Perturbatiounen, där ons Economie ausgesat ass, ze remédiéieren an dëser ebe Period vu Krisis.

Ech wëll direkt am Numm vun der DP-Fraktioun soen, dass mir déi Mesuren, déi hei

virgeschloe sinn an de Projekte 6003 a 6004, ënnerstëtzen.

D'Dispositiven, déi hei virgesi sinn, a se sinn ähnelech an deem engen an an deem anere Fall, bezéie sech op Entrepreneuren, déi entweder duerch dee Secteur, an deem se täteg sinn, duerch hiren technologeschen an innovativen Potenzial, duerch hir Ouverture à l'égard vun internationale Mäert, oder dee Rôle, dee se an der regionaler oder nationaler Entwécklung hunn, eng strukturant Influenz op ons national oder regional Economie kënnen hunn.

Déi Kritären, déi dem Minister oder de Ministeren - dem Minister am 6003, deenen zwou Ministeren am 6004 - hir Aktioun aschreift an an engem gewësse Mooss aschränkt, bréngt zwou Berufschamberen, notamment d'Chambre des Métiers an d'Chambre des Saliés, déi zwar déi Moossnamen hei bejoen, awer derzou ze fäerten, dass se kéinten e perturbatoreschen oder en antikurrenziellen Impakt hunn, dee sech maassgeblich negativ à l'égard vun de klengen a Mëttelbetriber géif ausdrécken.

De Conseil d'État huet sech och d'Fro gestallt, ob an Terme vun Équitéit a vu gudder Allocatioun vun den öffentleche Gelder net e Risiko besteet, dass déi Bäihëllef an déi Garantien, déi hei proposéiert sinn, haaptsächlech un déi Betriber ginn, déi schlecht dru sinn, anstatt deenen ze hëllef, déi gutt drop sinn an déi sech vill Méi ginn, fir gutt drop ze bleiwen.

De Rapporteur ass op dee Problem agaan. An ech mengen, et muss ee feststellen engersäits, dass déi Gesetzgebung, déi mir elo hei decidéieren, sech éischtens muss afügen an de communautairer Kader. An e ganzen Deel vun de Komplikatiounen a vun den Exigenzen, deene mer ons hei musse beugen, stamen eben aus der communautairer Gesetzgebung hier. Dat ka sécherlech derzou féieren, dass d'Zuel vun de Betriber, déi vun dësem Mesurë kënnen profitéieren, relativ beschränkt bleift.

A vu d'Komplikatiounen vun de Mesuren, déi hei virgesi sinn, a vun de Konditiounen, deenen ee sech muss ënnerwerfen, kéint et och wuel sinn, dass et fir déi grouss Betriber méi einfach ass, deem Rechnung ze droen, wéi fir déi Kleng- a Mëttelbetriber. Mä nach eng kéier wëll ech hei soen: Dat ass net, well mir déi Problemer oder déi Hürden an ons Gesetzgebung wollten abauen, mä dann ass dat awer eng Konsequenz vun deem gemeinschaftleche Kader, an dee mir ons mussen afügen.

Ech géif weider derzou soen an notamment zu de Préoccupatiounen vum Conseil d'État, dass ee muss ënnersträchen, dass am Fong hei virgesinn ass, dass nëmmen déi Betriber kënnen vun deene Bäihëllef a Garantie profitéieren, wa se virum 1. Juli 2008 net a Schwiegerkeete woren. Dat heescht, et sinn net, wéi d'Chambre des Saliés et fäert, d'Betriber, déi amgang si faillite ze goen, dat heescht, et sinn net d'Betriber, déi schlecht géréiert sinn, mä et si Betriber, déi normal fonctionnéiert hunn an déi op eemol wéinst der Kris op Kreditschwiergeete stoussen an deenen ee muss an dësen Zäite kënnen entgéintkommen.

Hâr President, am Zesammenhang mam Projet 6004 huet de Rapporteur schon drop higewisen, dass d'Chambre des Métiers an hirem Avis vum 20. März 2009 derfir plädéiert huet, dass ee sollt eppes zousätzlech am Kader vum Budgetgesetz 2010 maachen, an zwar e Crédit non limitatif virgesinn, deen eng Participation temporaire géif kënnen virgesinn, fir d'Verloschter ze decken, déi d'Mutualitéiten aus dem Artisanat an dem Commerce erfueren, an déi aus der Couverture also vun de Perten entstinn, déi op deene Cautionnement accordéiert sinn. Si schloen also vir, et soll een am Budget 2010 eng Dotation spécifique, e Fonds de garantie zu deem Zweck virgesinn.

D'Chambre de Commerce huet an hirem Avis vum selwechten Dag sech den Iwwerleeung vun der Chambre des Métiers ralliéiert. A wéi de Rapporteur gesot huet, huet d'Ekonomieskommission dat och matgedroen an déi Suggestioun mat an hire Rapport iwwerholl.

Hâr President, dat ass d'Ursaach, woufir ech am Numm vun der DP-Fraktioun géif wëllen eng Motioun déposéieren, wou mer d'Regierung invitéieren, dat Néidegt ze ënnerhuelen am Kader vum Budgetgesetz 2010, fir dass d'Regierung, egal wat se nom 7. Juni ass, déi Suerg vun der Chambre des Métiers a vun der Chambre de Commerce an déi Suerg vun der Ekonomieskommission vun dëser Chamber net vergësst, an dass effektiv am Kader vum Budgetgesetz 2010 där Suerg Rechnung gedroe gëtt.

Déi Motioun, Hâr President, ass ënnerschriwwen vu menge Kolleegen Claude Meisch, Xavier Bettel, Fernand Etgen, Charles Goerens a vu mir selwer. Mä selbstverständlich, wann aner Kolleegen sech wëllen där Motioun uschléissen, si se wëllkomm. Mir si souguer bereet, véier Nimm zréckzéieren, fir dass véier aner Leit dat kënnen mat ënnerschreien.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant l'avis de la Chambre des Métiers du 20 mars 2009 par lequel cette chambre professionnelle plaide pour la réinscription dans la loi budgétaire d'une participation étatique temporaire à la couverture des pertes subies sur les cautionnements accordés aux membres des mutualités de cautionnement de l'artisanat et du commerce;

- considérant l'avis de la Chambre de Commerce du 20 mars 2009 par lequel cette chambre professionnelle se range à l'avis de la Chambre des Métiers sur ce point;

- considérant le rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports du 30 avril 2009 par lequel la Commission retient ladite suggestion qui serait à considérer lors de l'établissement de la prochaine loi budgétaire;

- notant qu'une telle participation étatique pourrait constituer une réponse politique adaptée aux considérations des PME luxembourgeoises opérant sur les marchés régionaux et locaux et dépendant souvent des capacités de développement résiduelles de l'industrie, fortement touchée par la crise économique actuelle;

invite le Gouvernement

- à inscrire dans le projet de loi budgétaire 2010 un nouvel article à caractère non limitatif, introduisant un «fonds de garantie» bénéficiant d'une dotation substantielle temporaire permettant de réaliser les dotations en capital de couverture et le remboursement partiel des pertes subies par les mutualités de cautionnement de l'artisanat et du commerce.

(s.) Colette Flesch, Xavier Bettel, Fernand Etgen, Charles Goerens, Claude Meisch.

Ënnert deene Virzeechen, Hâr President, si mir bereet, déi zwou Projeten ze stëmme.

Ech soen lech Merci.

» **M. Charles Goerens (DP).** - Ech zéie mech zréck fir den Hâr Kaes.

» **M. le Président.** - Merci, Madame Flesch. Den honorabelen Hâr Kox huet d'Wuert.

» **M. Henri Kox (DÉI GRÉNG).** - Bon, meng Virriedner sinn des Wäiten an des Breden op déi zwou Projeten agaangen. Ech wëll dofir dem Rapporteur nach eng kéier Merci soe fir säi schréfftlechen a mëndleche Rapport, an ech bréngen dofir den Accord vun menger Fraktioun.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Hâr Kox. Den Hâr Wirtschaftsminister Jeannot Krecké huet d'Wuert.

(Interruption)

Jo. Ech géif jiddweree bidden, dee wëllt d'Wuert ergräifen, sech anzeschreien. Hâr Henckes, wann ech gelift.

» **Une voix.** - Et ass erëm Chaos bei der ADR.

» **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, mir si frou, dass d'Europäesch Kommission de 17. Dezember 2008 d'Weiße gestallt huet, fir dass mer haut déi zwou Gesetzer kënnen an onser Chamber diskutéieren a stëmme. Et muss ee festhalen, dass an deem Projet 6003, wou et ëm d'Hëllef geet bis 500.000 Euro pro Betrib, dass dat eng wichteg Hëllef ass, haaptsächlech fir déi Kleng- a Mëttelbetriber, déi kënnen viséiert sinn. Mä et stelle sech awer an deem Kontext e puer Froen.

Esou steet am Artikel 2, Paragraph 1: «Le Ministre peut octroyer des aides.» Dat beedeit also, dass de Minister, souguer wann e Betrib all d'Konditiounen erfëllt, fir kënnen eng Hëllef ze kréien, deen Ablack awer déi Hëllef net muss ginn. Dat schéngt relativ arbiträr kënnen ze sinn. Dofir wär ech nawell frou, wann de Minister ons e puer Erläuterung kënn ginn, wéi en dee Saz do ausdäitscht. Et ass notamment vill vun Transparenz Rieds gaang an dem Gesetzesprojet, dofir wär déi Präzisioun do absolut noutwendeg.

Dann ass och kloer festgehalen ginn, dass mer net sollten enger Entreprise hëllef, déi souwisou failliteverdächtig wär. Dat schéngt och eng positiv Saach ze sinn.

D'Regierung schwätzt dovunner, dass eng 30 bis 60 Betriber kéinte vun där Hëllef profitéieren. Dat mécht also eng Dépense vu 15 bis 30 Milliounen Euro, déi an deem Budget respektiv an deem vun 2010 misste figuréieren. Dofir wollt ech och de Minister froen, ob en diesbezügliche Montant am Budget 2009 figuréiert respektiv ob ee kann op en anere Budgetartikel zréckgräifen, fir déi Suen och effektiv un d'Betriber ausbezuelen.

Dann ass och d'Suerg gewiescht vun der Chambre des Saliés, ob net sollte Konditiounen fixéiert ginn am Gesetz respektiv an den Négociatioun mam Stat, wat d'Personal ugeet, ob dann och eng Garantie do wär, dass d'Personal géif seng Aarbechtsplaz behalen.

Den Dirigeant: Do mengen ech och, dass vun alle Säite gesot ginn ass, dass et net esou kéint sinn, dass an engem Betrib, deen eng Hëllef kritt, dann ee vun den Dirigeant kéint e substantielle Bonus ausbezuelen kréie fir déi Period, wou déi Hëllef soll elo intervenéieren.

Zu deenen zwou Punkte wär ech frou, wann de Minister ons kéint déi Explicatioun widerhuelen, déi en ons an der Kommission ginn huet, well et ass awer wichteg, dass mer zu alleguerten deene Froen, déi diskutéiert ginn dobaussen, och öffentlech kënnen hei eng Stellungnahme vun der Regierung kréien.

Dat gesot, ass natierlech mat deenen zwou Gesetzer, déi mer haut diskutéieren a solle stëmme, nach munches net gemaach. Déi nächst Regierung kritt ganz vill Aarbecht, souwuel wat d'Banken, d'PMEen an d'Industrie ugeet, fir ons Economie, ons Bankplaz nees erëm op Vordermann ze bréngen, fir dass mer, wann d'Reprise sech bemerkbar mécht, ons Entrepreneuren och kompetitiv an déi nei Wirtschaftsentwécklung kënnen influenzéieren.

Dat gesot, wëll ech och dem Rapporteur, dem John Castegnaro, villmools Merci soe fir säi Rapport, deen e mat ganz vill Enthusiasmus hei virgedroen huet. Et war och ganz vill Aarbecht vun em erfuerdert, fir an esou kuerzer Zäit esou e komplizéierte Rapport zuzer ze bréngen.

Dat gesot, wëll ech soen, dass d'ADR hir Zoustëmmung zu deenen zwou Gesetzesprojete bréngt.

» **M. le Président.** - Merci, Hâr Henckes. Eise Wirtschaftsminister, den Hâr Jeannot Krecké, huet elo d'Wuert.

» **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Dat héieren ech gär. Merci, Hâr President, fir de Possessivpronomen.

(Hilarité)

Ech soen awer net nëmmen lech Merci, ech soen och alle Leit, déi hei involvéiert waren, Merci. Mir hunn emol eng kéier erëm eppes fäerdeg bruecht, wat mer oft virgeworf kréien net capabel ze sinn, nämlech schnell ze reagéieren. Hei huet wierklech an der ganzer Chaîne vun der legislativer Aarbecht jiddweree ganz schnell reagéiert an ass och mat ganz vill guddem Wëllen drun erugaang.

Ech soe selbstverständlich besonnesch der Wirtschaftskommission erëm eng kéier Merci, déi hei eng exzellent Viraarbecht gemaach huet mat menge Leit. De Rapporteur, mengen ech, huet och déi noutwendeg Detailler an deen noutwendeg Seriö an der Explikatioun erabruucht.

E Wuert awer vläicht zum Kader vun deem Ganzen.

Dat Éischt ass, mir hu ganz fréi, wéi déi Kris ugaangen ass, probéiert direkt drop ze reagéieren, wéi d'Kommission higaangen ass a gesot huet: Mir änneren den Encadrement vun den Aiden. Mir hunn direkt Leit beoptraagt, Projeten auszeschaffen, déi elo deem Rechnung droen, wat d'Kommission méiglech mécht. Do waren nämlech eng ganz Rei Saachen, déi mir net méi an eisen Instrumenter haten oder net méi an där Envergere haten; notamment déi vun de Garantien. D'Garantien hate mir an där Form net méi. Duerfir ass dat e Projet, dee ganz nei ass.

Firwat hu mer déi Aiden do geholl? De Rapporteur huet et ugedeit. Et ass éischtens, dass mer muss Mesurë fannen, fir d'Kris ofzefiedereen, an zweetens, dass mer Mesurë fannen, wou mer strukturell eis Wirtschaft anescht dohinnerstellen. Den Hâr Wolter huet virdu gesot, dass wärend keng strukturell Moossnamen. Et ass wouer, dass hei si keng. Mä awer dee Projet, deen

Mardi,
12 mai 2009

duerno kënn, reit sech an an déi Projeten, déi awer strukturell eppes un eiser Wirtschaft wäerten änneren.

Wéi si mer drun erugaang? Mir hu gekuckt déi Secteure vun Handel, Handwierk an de Bau haaptsächlech: Wéi kënnen mer deem hëllef? Dat si jo Secteuren, wou mir eng Aart Bannemaart hunn oder zumindest an der Groussregioun kënnen eppes maachen. Dee Support hu mer bruecht iwwert d'Kafkraaft, déi mer gestärkt hu säit dem 1. Januar, an iwwer all déi Subsidien, déi mer zur Verfügung gestallt hunn, fir ze kucken, dass d'Renovatioun vun eise Gebaier, haaptsächlech am Beräich vun de private Wunnengen, ugekuert gëtt.

De Minister, zoustänneg fir d'öffentlech Bauten, huet e ganze Programm dohinne geluecht zesumme mam Transportminister, wou se eben iwwert d'öffentlech Investissementer probéiert hunn, deene Secteuren déi noutwendeg Aarbecht zur Verfügung ze stellen, déi vläicht am privaten Deel net méi disponibel waren.

Déi Industrien oder déi Betriber, déi am Exportberäich schaffen, waren déi, déi eis déi meeschte Suerge gemaach hunn, well mer do eisen Afloss op de Redémarrage nun definitiv net am Grëff haten. Mir sinn dofir higaangen an hunn d'Kuerzzäitaarbecht, déi souwuel dem Betrib wéi och de Leit hëllef, méi flexibel gemaach. Dir wäert jo muer als Chamber och nach eng Kéier iwwert dat Gesetz kucken.

Dat Zweet ass: Mir hunn déi do zwee Punkten ervirgestrach, nämlech eng direkt Hëllef, a mir hu probéiert eben de Kader vun der Kommissioun exakt anzehalen. Fir do net onnëtz Schwierigkeeten eropzeschwieeren, hu mer deen exakt agehalen, a mir hunn d'Méiglechkeet vun der direkter temporärer Hëllef ageschriwwen, grad wéi mer d'Garantie agefouert hunn, déi et, wéi gesot, bis dohinner net ginn ass.

Mir hunn derniewent awer nach eng Rei Mesurë geholl. Ech erënneren drun, dass mer den Ducroire anescht ausgestatt hunn. Den Ducroire, deen am Fong geholl soll versichen ze kompenséieren do, wou elo am Moment eng Rei Assurancen, wat den Export ubelaangt, net méi privat funktionéieren, mä dass se do am Numm vum Stat dat maachen. Mir hunn um Niveau vun der SNCI eng ganz Rei Mesurë geholl, fir och entgéintzewierken.

Dir hutt d'Explikatioun vum Rapporteur héieren. Ech mengen, et ass ganz essenziell, dass een de Leit hei seet, dass hei elo net all Betrib, dee mengt, en hält elo ee Moment e kleng Problem, hei laanscht geet - wéi ee seet - an an d'Keess geet. Hei muss ee scho weisen, dass een éischtens e Betrib ass, deen eng gewisse Valeur an eng gewëssen Importenz duerstellt. Et muss ee weisen, dass een all Effort selwer vu senger Säit gemaach huet. Et muss ee weisen, dass een och net a Konkurrenz onnëtzweise mat anere Betriber ass, esou dass do Schwierigkeete kënnen opdauchen.

Et gëtt also eng schwierig Aufgab an e schwierige Balanceakt, fir hei net konkurrenzverzerrend virzegoen an och net, fir mat der Géisskan virzegoen. Duerfir hunn ech och e Grupp en place gesat, deen ass scho säit e puer Wochen en place, deen herno dem Minister soll u sech den Avis ofginn, wat ze ënnerstëtzen ass a wat net ze ënnerstëtzen ass.

Dir hutt gefrot, fir dass d'Mutualitéit de Cautionnement vum Handel a vum Handwierk, där hir Verloschter iwwer e Kredit vum nächste Joer u sollen och ofgedeckt ginn. Ech hunn am Prinzip kee Problem domadder. Mir mussen just wëssen, dass, wa mer am Kader vun den Aidë bleiwen, och déi do müssen am Kader vun den Aidë bleiwen.

Dat heescht, ech hunn och kee Problem, wa mer eis hei géifen eens ginn, dass mer esou e Kredit aschreiwien. Mir mussen awer wëssen, dass och déi sech deene Regele musse ënnerwerfen. Ech menge souguer, si kënnen eng Hëllef sinn. Administrativ - wëll ech soen - kënnen se eng Hëllef sinn, well si eng Rei Problemer mat ganz kleng Betriber méi schnell vläicht kënnen léise wéi mir um Niveau vum Wirtschaftsministère.

Duerfir wär et eng Hëllef, déi ech gesinn. Mä mir mussen d'Konditiounen vun der Stee genau definéieren, well si mussen sech un déiselwecht Regeln halen, wéi mir dat maachen. Da kënnen mir iwwert dee Wee och eng Ënnerstëtzung ginn. Ech hunn also kee Problem domadder. A wann ech richteg verstanen hunn, ass dat do jo net nëmmen eng Démarche vun der DP-Fraktioun gewiescht, mä do ass an der Kommissioun eng Unanimitéit gewiescht, souwäit ech dat gesinn.

Den Här Sauber, mengen ech, wollt eppes soen.

» M. le Président.- Här Sauber, wann ech gelift.

(Interruption)

Ass et eng Fro oder eng Ried?

(Interruptions)

» M. Marcel Sauber (CSV).- Vlächicht eng kuerz Bemierkung do derzou, zu der Proposition vun der Motioun, wann Der erlaabt. Ech géif nach gären dat eent oder dat anert derbäifügen, dass se komplett ass an esou verstan an deem Charakter, wéi de Minister et elo explizéiert huet.

An zwar, wat an der Motioun e bëssen ënnergangaen ass, Madame Flesch, dat sinn déi zwee Voleten. Et sinn zwou Saachen, déi viséiert sinn. Dat eent ass d'Couverture des pertes an dat Zweet ass d'Dotation en capital vun deenen zwou Mutualitéiten. Sou. An der Motioun ass nëmmen eng, déi esou richteg zum Droe kënn.

Wann Der d'accord wäert, da géif ech proposéieren, dass mer verschidde Saache géife complétéieren. An zwar am éischten Alinea, do géif ech derbäischreiwien direkt: «ainsi que la dotation en capital de couverture des cautionnements». Wann een dat do géif derbäischreiwien, wou dann am zweeten Alinea forcément de Pluriel kéim, am drëtten Alinea och, an am drëtten Alinea och, do ass et Loi budgétaire, «la loi budgétaire». Do feelt d'Gesetz. „Loi“, dat Wuert feelt.

(Interruption et hilarité)

» M. le Président.- Also ech muss soen, Här Sauber, mir sinn de Moment net am Kontext vun dem Libellé vun der Motioun. Et ass ganz schéin. Ech géif lech proposéieren, gitt ons Är schrëfflech Proposition de modification erop. Den Här Minister muss jo op d'Motioun an hirer Globalitéit kënnen äntwerten.

» Une voix.- Très bien!

» M. Marcel Sauber (CSV).- Kee Problem, ech hu se hei. Si ass handgeschriwwen.

» M. le Président.- Très bien. Dann herno bei der Diskussioun vun der Motioun erkläert Der nach eng Kéier, wéi et ze verstoen ass.

» M. Marcel Sauber (CSV).- D'accord.

» M. le Président.- Här Krecké, et ass elo un lech fir weiderzefueren.

(Interruption)

» M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur.- Merci, Här President. Also, ech hu just gesot, dass ech kee Problem hatt mat enger ähnlech gelagerter Motioun, well ech och gesinn hunn, wat am Rapport doriwwer steet, an dass déi nächst Regierung an déi Richtung ka goen. Virausgesat, wéi gesot, déiselwecht Regele ginn agehalen, hunn ech domadder kee Problem.

Et sinn hei Diskussiounen eropkomm iwwert d'Ausmooss vun de budgetären Implikatiounen. Ech muss lech soen, et ass natierlech ganz schwéier, dat hei anzuschätzen, sou wéi bei mir ëmmer déi Artikelen mat enger fënnel vir, d'Budgetartikelen, schwéier anzuschätze sinn. Dat sinn déi Hëllefartikelen beim Invest, déi mir hunn. Do weess ech och ni, wat op eis zoukënn, an dofir sinn dat ëmmer Crédits non limitatifs. An dofir muss een och déi Zuelen, déi hei ageschriwwen sinn, mat där noutwendeger Virsiicht huelen.

Mir probéieren dat mat deene Kritären, déi mer definéiert hunn, wou mer jo probéiert hunn, dat Ganzt awer kloer anzéngen, esou ze gestalten, dass dat gerecht geschitt. Dass dat geschitt esou, dass net Konkurrenzverzerrung sinn. Dass dat geschitt esou, dass keen Unfug geschitt, an dass mer dann am Respekt awer vun deem, wat mer budgetär wëllen och spéider erreechen, nämlech kucken, deen Defizit, op dee mer lasssteieren, dass mer deen an de Limité behalen, selbstverständlech.

Duerfir, Här President, ech ka keng absolut Garantie fir déi Zuele ginn, déi hei ageschriwwen ginn. Ech wëll drop verweisen op déi Fro, déi gestallt ginn ass, dass... Op där enger Säit gëtt et schonn e Budgetartikel. Dat ass dee vun den Aiden, deen hu mer schonn. Dee gëtt also ausgeweit an der Méiglechkeet, dass et elo 500.000 ass. Wat d'Garantien ubelaangt, steet am Gesetz eng extra Dispositioun, déi een Artikel am Budget bäifügt.

Esou wäit, Här President, vu menger Säit dozou. Deen zweete Volet, net d'Kris ofhiewen, mä d'Betriber anescht opstellen, anescht orientéieren, wëll ech beim nächste Projet erläutern.

Ech soen lech Merci.

» Plusieurs voix.- Très bien!

» M. le Président.- Merci, Här Minister. Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum Vote vun deenen zwou Projeten.

(Interruption)

Fir d'éischt maache mer, Här Sauber, de Vote vun de Projeten.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6003 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote fänkt un. Et geet elo fir d'éischt ëm de Projet 6003. Vote par procuration. D'Ofstëmmen ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6003 ass mat 59 Jo-Stëmmen ugeholl.

(Interruption)

Mir kontrolléieren dat. Op jidde Fall ass de Projet eestëmmeg ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6003 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Laurent Mosar), Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Marc Spautz), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par Mme Françoise Hetto-Gaasch);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roland Schreiner);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Carlo Wagner), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6004 et dispense du second vote constitutionnel

Mir stëmmen dann iwwert de Projet 6004 of, wann d'Technik esou wäit ass, an elo ass et esou wäit. Vote par procuration.

(Interruptions)

Sidd Der um Enn, Här Etgen?

(Interruption)

De Vote ass och hei ofgeschloss.

De Projet de loi 6004 ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Laurent Mosar), Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Marc Spautz), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roland Schreiner);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par Mme Colette Flesch), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt och hei d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Motion 1

D'Motioun, déi mer an der Zwëschenzäit kruten, mat de Korrektur vum honorabelen Här Sauber. Här Sauber, ass nach eppes bäizefügen?

» M. Marcel Sauber (CSV).- Här President, also déi Motioun, déi resultéiert jo am Fong logescherweis aus dem Accord unanime wou mer haten an der Kommissioun, fir och en faveur méi spezifesch vun deene Kleng- a Mëttelbetriber eng Moossnam ze huelen, andeems dat déi Organisatiounen, déi do bestinn, déi zwou Mutualitéiten, déi jo am Fong Selbsthilfeorganer sinn, fir déi weider ze ënnerstëtzen, dass déi Betriber do och iwwert d'Hürde besser kommen.

Sou dass mir déi Motioun do begréissen. Mir géifen allerdéngs gären déi zwee Volete kucken.

Et ass elo ee Volet hei ugeschriwwen, wann een deen éischte Paragraph kuckt, do geet et ëm d'«réinscription dans la loi budgétaire d'une participation étatique temporaire à la couverture des pertes (...)». Et ass net eleng d'Couverture des pertes, sou dass ech géif de Saz hanne fäerdeg maachen: «ainsi que la dotation en capital de couverture des cautionnements».

Wa mer do d'accord wären, da wäere mer do schon ofgehaakt.

Da gëtt et forcément am zweeten Alinea e Pluriel, wou Einzahl elo steet; am drëtten Alinea och. Am drëtten Alinea feelt dat Wuert „loi“ bei „la loi budgétaire“.

An am véierten Alinea géif ech proposéieren, well dat e bëssen en Nogschmaach huet: «dépendant souvent des capacités de développement résiduelles de l'industrie». Ech géif do proposéieren, „résiduelles“ ze sträichen, well dat näischt derzou bäidréit, mä et ass pejorativ vis-à-vis vun deene Betriber. Si maachen net onbedéngt e Marché résiduel, si maachen effektiv e Marché.

An da kéim een op d'Invitatioun un d'Regierung: «à inscrire dans le projet de loi budgétaire (...) deux nouveaux articles à caractère non limitatif, l'un introduisant un „fonds de garantie“ (...)» - an esou virun - «et l'autre le remboursement partiel des pertes subies (...)».

Ech mengen, da kënnen mir déi Motioun do mat ënnerschreiwien. Dann ass absolut kee Problem an et entsprécht och deem, wat an der Kommissioun zrëckbehalte ginn ass.

» M. le Président.- Merci, Här Sauber. Ech ginn dervun aus, dass jiddwereen déi Modifikatiounen verstanen huet, déi den Här Sauber virgedroen huet.

(Interruptions)

Oder verlaangt een, dass mer fir d'éischt de korigéierten Text virleeën?

(Interruption)

Fir d'éischt de korigéierten Text, an da stëmme mer iwwert d'Motioun of. Den Text gëtt dann an Uerdnung bruecht. E gëtt ausgedeele.

(Interruptions)

Madame Flesch, wann ech gelift.

» Mme Colette Flesch (DP).- Här President, einfach fir ze soen, dass ech absolut d'Propositiounen vun Här Sauber wéilt akzeptéieren. Si schéngen mer an der Logik vun den Iwwerleeunge vun der Kommissioun ze sinn.

De Sënn vun der Motioun wor einfach, an engem Text festzehalen, wat mer bäileefeg an engem Rapport haten, fir dass och bei

där nächster Budgetsdebatt dat do net vergiess gëtt.

Merci, Här President.

» **M. le Président.** - Gutt. Här Fayot, wann ech gelift.

» **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, ech wollt just signaléiere mat onsem Accord zu där Motioun, dass mer selbstverständlech och bereet si fir mat ze ënnerschreiwen, wann dat vun der DP aus gewünscht gëtt. De John Castegnaro...

» **M. le Président.** - Gutt. Mä et gëtt eréischt iwwert d'Motioun ofgestëmmt, wann den Deputéierten och den definitiven Text virläit.

(Interruptions)

Dir Dammen an Dir Hären, et ass awer net, wéi wa mer elo fäerdeg wäere mat votéieren. Mir votéieren elo eng Partie Projeten, déi nach nozehuele sinn.

7. 5921 - Projet de loi

1) ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36 pour ce qui est: a) du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles; b) de la prestation temporaire de service

2) modifiant la loi du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres de l'enseignement supérieur

3) abrogeant la loi du 13 juin 1992 portant: a) transposition de la directive du Conseil (89/48/CEE) relative à un système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans; b) création d'un service de coordination pour la reconnaissance de diplômes à des fins professionnelles (suite)

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Projet 5921 iwwert d'Un-erkennung vun de professionnelle Qualifikatiounen. D'Ofstëmme fänkt un. Et ass de Projet de loi 5921. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5921 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Laurent Mosar), Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Marc Spautz), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roland Schreiner), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par Mme Colette Flesch), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Ech héieren, dass dat eng grouss Majoritéit ass. Dann ass et esou décidéiert.

8. 5884 - Projet de loi portant création

a) d'un Institut national des langues

b) de la fonction de professeur de langue luxembourgeoise et portant modification: a) de la loi du 19 juillet 1991 portant création d'un Service de la formation des adultes et donnant un statut légal au Centre de langues Luxembourg; b) de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État; c) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État (suite)

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Mir kommen zu dem Vote vum Projet de loi 5884 iwwert den Institut national des langues. Och hei ass de Vote amgang. Perséinlech Stëmmen. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

Och dëse Projet ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Laurent Mosar), Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Raymond Weydert), MM. Fred Sunnen (par Mme Nancy Arendt), Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roland Schreiner), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf (par M. Jacques-Yves Henckes) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber och hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

9. 5895 - Projet de loi portant transposition de la directive 2004/48CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle et portant désignation des tribunaux des dessins ou modèles commu-

nautaires, et ayant pour objet de modifier:

- la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et bases de données

- la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention (suite)

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5895, eng Direktiv iwwert d'Propriété intellectuelle.

(Interruption)

Dofir hunn ech dat och vun der Motioun virdru gesot. Ganz richtig, Madame Flesch.

(Interruption)

Jo. De Vote ass och hei eestëmmeg: 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Laurent Mosar), Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Marc Spautz), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roland Schreiner), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass esou décidéiert.

10. 5991 - Projet de loi relatif à la réalisation du Campus scolaire de Mersch pour le Neie Lycée et pour le Lycée technique pour professions éducatives et sociales par le biais d'un partenariat public-privé (suite)

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

An da komme mer zum Vote vum Projet de loi 5991 iwwert de Bau vun engem Schoul-campus zu Miersch. De Vote ass amgang. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

Nach eng Kéier 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Laurent Mosar), Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Marc Spautz), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roland Schreiner), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. John Castegnaro);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Alexandre Krieps), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf (par M. Jacques-Yves Henckes) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt och hei d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir hu scho laang hannereneen net méi esou vill Unanimitéit hei an der Chamber gesi gehat.

(Interruption et hilarité)

Gutt, Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg. Dat ass de Projet de loi 6005 iwwert d'Recherche. Rapporteur ass den honorabelen Här Alex Bodry. Ageschriwwen sinn: den Här Oberweis, d'Madame Flesch an den Här Kox. Här Bodry, d'Tribün ass fir lech.

11. 6005 - Projet de loi ayant pour objet

1. la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation

2. les missions de l'Agence nationale pour la promotion de l'innovation et de la recherche

3. la création d'un Fonds spécial pour la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation

et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet

1. le développement et la diversification économiques

2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie

Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

» **M. Alex Bodry (LSAP), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Lëtzebuerg geet konsequent a Richtung Fuerschung, Entwécklung an Innovatioun. Dëse Gesetzesprojet huet zum Zil, duerch verstärkt Hëllef an e verbessert Enca-drement d'Betriber zu Lëtzebuerg méi innovativ ze maachen.

An dësem Konjunkturprogramm vun der Regierung stäerkt also dëst Gesetz déi no-halteg an déi laangfristeg Dimensioun vun der Wirtschafts- a vun der Betriebspolitik hei zu Lëtzebuerg.

Hei dréit et sech also net ëm eng schnell, temporär Reaktioun op d'Kris an d'Rezessioun, mä villméi ëm eng Verstärkung vun engem vun de Grondpiliere vun der Weiderentwécklung vum Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg.

Duerch méi Fuerschung, duerch innovativ Produkter, Procédées an Aarbechtsorganisatiounen sicht eist Land Schrëtt ze hale mat den Erausforderunge vun enger globaliséierter Wirtschaft an enger Neiverdeelung vun den ökonomischen Aktivitéiten.

Lëtzebuerg brauch niewent modernen Dëngschleeschungsbetriber och e produktive Secteur; Betriber, déi Produkter mat héijem Méiwäert herstellen, transforméieren a verdreiwen. Nëmme Secteuren an Entre-prises, déi systematesch op Innovatioun setzen, déi modernsten Techniken a Methoden asetzen, wäerte sech op Dauer géintiwwer der Konkurrenz behaapte kënnen. Lëtzebuerg brauch also e regelrechten Innovatiounspakt ronderëm eis Uni, ronderëm d'Centres de recherche an d'Betriber. Net vun ongeféier gëtt duerch dëse Gesetzesprojet de GIE Luxinnovation zu engem wierksame Relais fir innovativ Betriber ausgebaut.

Et wär sécherlech och ubruecht, dass grouss öffentlech Betriber, an och Betriber

mat staarker staatlecher Bedeelegung, nach méi eng Virreiderroll géifen iwwerhuelen an als Motor fir d'Innovatioun an d'Entwécklung géifen aktiv ginn.

Iwwregens muss och d'Lëtzebuurger Finanzwirtschaft weider op Innovatioun setzen. Innovatioun ass a sämtleche Secteuren noutwendeg. Den Know-how fir dës Weiderentwécklung ass sécher do. An dat wëssenschaftlecht Ëmfeld, fir dës Potenzialerschöpfung ze optimiséieren, ass amgaang geschaf ze ginn.

Wichtig bleift et derfir ze suergen, dass bei der Ausbildung vun de Kanner, mä awer och bei der Weiterbildung vun den Erwuesenen dës stännegen Ëmbroch an der Wirtschaft och berücksichtegt gëtt. Grad ronderëm d'Uni Lëtzebuerg loosse sech interessant Projeten entwécklen, déi dem Land an der Privatwirtschaft vu grousssem Notze kënnen sinn.

D'Promotioun vu Fuerschung an Innovatioun huet also manner mat purem Krisenmanagement ze dinn, mä hëlleft der Lëtzebuurger Wirtschaft, sech nei a méi breet opzestellen. D'Zäit no der Kris ass d'Zilrichtung vun dësem Gesetzesprojekt.

Dëse Projet schreift sech och an déi sougenannte Lissabon-Strategie an, déi d'Ambitioun huet, bis 2010 aus Europa déi dynameschste Wëssensgesellschaft vun der Welt ze maachen, déi dauerhaft nohaltege Wuesstum an Aarbechtsplaze soll schafen. Mat dësem Gesetz kennt also Lëtzebuerg och e Stéck weider bei der nationaler Ëmsetzung vun der Lissabon-Strategie fir Wuesstum a Beschäftigung.

Bei de mikroökonomesche Reformen an deem Lissabon-Strategie-Pabeier, fir d'Wuesstumspotenzial auszeschöpfen, kennt dem Ausbau vun der Fuerschungs- a vun der Entwécklungsaktivitéit eng Prioritéit zou.

Offiziell Zil vun der Regierung ass et, d'öffentlech Kreditter fir Fuerschung mëttel- fristeg op 1% vum PIB eropzesetzen; 3% am Total, öffentlech a privat, solle fir Fuerschung investéiert ginn.

Ëmmerhin, dat muss ee soen, huet sech dës staatlechen Effort fir Recherche an Développement zënter 2004, also an deene leschte fënnf Joer, verdräifacht. Weider Schrëtt wäerten néideg sinn. Zënter 2008 besteet och en ieweschte Comité fir Recherche an Innovatioun, deem der nationaler Politik an deem Beräich nei Impulser an zousätzlech Kohärenz soll bréngen. Strategesch Partnerschaften mat auslänneschen Instituter sinn opgebaut ginn. Hëllefstellung fir Fuerschungszentren a Betriber, fir bei europäesche Fuerschungsprogrammen matzemaachen, si weider interessant Regierungsinitiative gewiescht.

Dëse Gesetzesprojekt betrëfft praktesch ausschliesslech d'staatelech Hëllef fir Privatbetriber; Hëlfe, déi, wéi all Statshëllef fir Betriber, europäesch strikt reglementéiert sinn. De Prinzip bei Aides d'État ass deen, dass se verbuede sinn, dat wéinst Regele vum Bannemaart a vun der Konkurrenz. Nëmme an Ausnahmefäll si se méiglech. An de Beräich Fuerschung, Développement an Innovatioun ass ee vun deene Beräicher, wou se och op communautairem Plang virgeluecht sinn a wou de Kader definéiert gëtt fir sämtlech EU-Memberstaten.

An dësem Fall sinn déi communautaire Bestëmmunge relativ large, souwuel wat de Krees vun de Bénéficiairen ugeet wéi och wat d'Héicht vun de méiglechen öffentleche Subventiounen ubelaangt.

D'Regierung huet d'Option zréckbehalen, déi Méiglechkeete vun öffentleche Bähëllef fir Fuerschung an Innovatioun zu 100% auszuschöpfen. De Stat wäert hei e Maximum vu legalen Hëllef leeschte kënnen. D'Betriber zu Lëtzebuerg wäerten also voll kënnen vun deem Secours vum Stat profitéieren. Esou kënn och den Incitatiounsmechanismus, fir ze innovéieren, deem dem europäeschen Encadrement zu Grond läit, vollstänneg zur Geltung.

D'Chamberskommissioun deelt dës Aschätzung vun der Regierung a fuerdert se op, d'Kenntnis iwwert déi nei Hëllef bei de Betriber ze gewärleeschten. Hei muss Informatiouns- a Sensibiliséierungsarbecht gelescht ginn, net nëmme vun der Regierung, mä selbstverständlech och vun de Berufschamberen an anere Patronatsorganisationen, déi an deene Secteuren tätig sinn.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Et ass och als positiv ervirzeträichen, dass duerch dës Gesetzesprojekt och d'administrativ Prozedure solle vereinfacht a verkierzt ginn. Onnéideg konsultativ Prozedure ginn ofgeschaaft. D'Behandlung vun den Anträge muss seriö, mä awer och zügeg kënnen ofgewéckelt ginn. Fir e perfektem Traitement

vun de Betribsdossieren ze garantéieren, muss parallel dozou och déi noutwendeg materiell, personell a finanziell Viraussetzung geschaf ginn; d'Regierung wäert derfir suergen.

Zënter dem 1. Januar 2007 gëllen déi nei communautaire Regelen. Si solle bis Enn 2013 weider bestoe bleiwen.

Erlaabt mer, e kuerze Bléck no hannen ze werfen. Den Ufank vun enger regelrechter Fuerschungspolitik zu Lëtzebuerg ass relativ rezent. Et fällt op, dass den Ufank ze situéieren ass am Ufank vun den 80er Joren aus dem leschte Jorhonnert, also praktesch knapp 30 Joer al ass.

Éischt Budgetkreditter fir Fuerschung, nei Interventiounsméiglechkeete fir d'SNCI an deem dote Beräich an d'Grënnung vu Luxinnovation kennzeechen déi Ufanksperiod vum Ufank a vun der Mëtt den 80er Joren. An et ass sécherlech keen Zoufall, dass déi Efforten deemools gemaach si gi vun der Politik an engem Beräich, wou d'Lëtzebuurger Wirtschaft an enger Kris war. Et war d'Zäit vun der Stolkris hei zu Lëtzebuerg. An deemools ass sech och Gedanke gemaach ginn, wéi ee kéint aus där Kris erauskommen a wéi ee sech kéint anescht opstellen an deene Joren no der Kris. Sou dass déi Perioden duerchaus vergläichbar sinn, d'Period vun haut an déi, déi mer am Ufank vun den 80er Joren hei zu Lëtzebuerg kann hunn.

An och deemools ass also probéiert ginn, Viraussetzungen ze schafen zu engem neien Départ vun der Lëtzebuurger Ökonomie. An do kënn dann der Fuerschung, dem Développement an der Innovatioun natierlech eng grouss Bedeutung zou.

Iwwert d'Joren '90 bis haut sinn zousätzlech Instrumenter an Uräizer fir Fuerschung an Innovatioun geschaf ginn, net nëmme natierlech wat d'Betriber ugeet, mä och wat d'öffentlech Fuerschung hei zu Lëtzebuerg ugeet.

Wat elo den Detail vun dem Gesetzesprojekt ubelaangt, wëll ech hei net ze déif goen, well dat u sech an den eenzelne schrëftlechen Dokumenter vun der legislativer Prozedur nozeliesen ass. Ech wëll mech also hei a mengem mëndleche Rapport op déi wesentlech Neierunge konzentréieren, déi sech aus dem Regierungsprojekt erginn.

Een Deel dovun ergëtt sech aus dem Ausschöpfen vun den neie communautaire Regelen, den Encadrement 2006/C323, deem aacht Joer Gültigkeit huet, vum 1. Januar 2007 bis Enn 2013. En aneren Deel allerdéngs vun deem heiten Text sinn d'spezifesch national Moosnamen: Et sinn dat d'Bestëmmunge ronderëm Luxinnovation, där hir Aktivitéiten eng gesetzlech Basis kréien a sollen ausgedehnt ginn. Schliesslech gesäit de Gesetzesprojekt och d'Schaffung vun engem staatleche Finanzéierungsfong fir Recherche, Entwécklung an Innovatioun vir.

Opgrond vun deem kriteschen Avis vum Statsrot an enger verännert Rechtslag, wat déi legislativ Prozedure bei finanziellen Engagementer vum Stat ugeet, huet d'Regierung sech d'accord erkläert, eng vun den Neierungen - déi am urspréngleche Projet virgesi waren an déi an engem Kapitel zesummegefaasst waren - aus dem Text ze strächen: d'Schaffung vun enger Gesellschaft, déi déi dagdeeglech Gestiou vun de Strukture fir innovativ Betriber wéi Ecostart oder wéi Technoport Schlusgoart sollen iwwerhuelen. Déi diesbezüglech Artikel sinn aus dem Text erausgeholl ginn. Et gëtt méiglech, do eng Léisung ze fannen, ouni mussen op e Gesetz zréckzegräifen.

Opgrond och vun enger Rëtsch vu formellen Oppositione vum Statsrot, sinn an der Kommissioun déi deementspriedend Amendementer zum Regierungstext formuliert ginn. An no engem zousätzlechen Avis vum Statsrot ass et gelongen, an eisen Aen, Textformulatiounen ze fannen, déi et d'äerften erméiglechen, vum Statsrot d'Dispens vum zweete Verfassungsvote fir dës Gesetzestext ze kréien.

Ech kommen net derlaanscht als Rapporteur, eng prinzipiell an och méi kritesch Bemierkung ze maachen, wat d'Verfassungswänn vum Statsrot zu deem heite spezifesche Projet ugeet. Wann een den Avis vum Statsrot liest, da stellt ee fest, dass se sech ausschliesslech ronderëm de Respekt vum Artikel 103 dréinen, deem dann am Zesummespill mam Artikel 32 vun der Verfassung ze liesen an ze interpretéieren ass. Ech liesen hei kuerz, wat am Artikel 103 vun der Verfassung steet: «Aucune pension, aucun traitement d'attente, aucune gratification à charge du trésor ne peuvent être accordés qu'en vertu de la loi.»

D'Kommissioun huet deen direkte Lien vun deem dote Verfassungstext mat eisem Text

hei, wou et ausschliesslech ëm Hëllef fir d'Betriber geet, net richtig saiséiert. An och haut weess ech eigentlech net, wou de Statsrot do déi Verbindung vun deem Artikel 103 mat där Matière mécht, déi mer hei an deem heite Gesetzestext ze traitéieren hunn.

Ech hunn och keng Jurisprudenz fonnt ronderëm den Artikel 103, déi mer vun iergendwelcher Hëllef gewiescht wier, fir deen heite Problem ze léisen. Esou dass ech muss bedauern, dass mer leider ënnert deem Zäitdruck, ënnert deem mer stoungen, net d'Méiglechkeet haten, méi eng déif Debatt mam Statsrot iwwert d'Opportunitéit vun där Opposition formelle op deem heite Verfassungsartikel ze féieren.

D'Kommissioun hätt verstanen, wann de Statsrot eng Referenz gemaach hätt op den Artikel 11, wou Rieds geet vun der Liberté du commerce et de l'industrie, an dee seet, dass Restriktiounen zu där Fräiheet do nëmme iwwer Gesetz kënnen gemaach ginn. Ech mengen awer, dass och dee Verglach schwéier gewiescht wier, well et sech hei jo net ëm Restriktiounen handelt par rapport zur Handelsfräiheet, mä éischer ëm eng Incitatioun, ëm Subventiounen handelt, déi jo éischer e Plus duerstellen a keng Restriktioun duerstelle par rapport zu enger allgemenger Fräiheet, déi vun der Verfassung garantéiert ass.

Et bleift, dass mer also hei eng Diskussioun net zu Enn gefouert hunn, déi mer awer missten op enger anerer Plaz zu Enn féieren. Ech géif och hei proposéieren - dat ass vläicht eng Aufgab, där sech déi nächst Commission des Institutions hei kënn unhuelen -, dass mer eng allgemeng Diskussioun vläicht sollten eng Käier féiere mam Statsrot iwwer eng Rei vun transversale juristesche Problemer, Verfassungsproblemer, déi een a ville Gesetzestexter erméigelt, a wou et wichtig wier, eng kloer Positioun erausgeschliet ze kréien, och wat d'Haltung vum Statsrot ugeet.

Bei deem heite Fall ass nämlech passéiert, dass genee deeselwechten Text, deem d'Chamber hei 2008 schonn an engem Gesetz gestëmmt huet, ouni dass de Conseil d'État eng Bemierkung dozou ze maachen hat, elo vum Conseil d'État mat enger Opposition formelle beluecht ginn ass. Dat ass eigentlech net normal. Dat dréit net zu grousser Rechtssécherheet bäi. Et wier also wichtig, dass mer bei deenen heite Verfassungsfroe vläicht géifen als Parlament eng Diskussioun mam Statsrot féieren, fir ze kucken, dass mer do op eng kloer Linn erakommen, wat d'Interpretatioun vun eenzelne Verfassungstexter ugeet, fir dass mer esou Diskussiounen wéi hei an Zukunft vläicht net méi brächten ze féieren.

Dir Dammen an Dir Hären, loosst mech zum Schluss vu mengem mëndleche Rapport nach op e puer aner interessant Elementer vun deem Gesetz hei agoen. D'Betriber kréie Bähëlfelefen ënner zwou Formen. Et sinn déi zwou klassesch Formen, déi mer och aus anere Gesetze kennen: entweder a Form vu Kapitalzoulag oder als Zënsbonifikatioun.

Besonesch ervirzeträichen ass, dass an Zukunft méi eng breet Plaz der Förderung vun der Innovatioun zouerkannt gëtt. Also net nëmme d'Fuerschung an d'Entwécklung, mä och de Beräich vun der Innovatioun gëtt hei besonesch ervirgestrach an deem neien Hëllefsmechanismus, deem elo iwwert dës Gesetz an d'nationaal Recht iwwerholl gëtt. An dat gëllt besonesch fir déi kleng an déi mëttel Betriber. D'Innovatioun an de Procédén, mä awer och an der Organisatioun vum Service gëtt neierdéngs speziell gefördert. Hëllef fir Innovatiounsberodung an och Begleitung si méiglech, grad wéi den temporären Détachement vun héich qualifiziertem Personal an e Betrib méiglech ass an och finanziell ka vum Stat ënnerstëtzt ginn.

Nei sinn och déi Subventiounsméiglechkeete bei technesche Machbarkeetsstudië virun enger Industrierecherche an enger experimenteller Entwécklung. Fir d'PMÉE ginn et speziell Hëlfelefen, fir all Efforten ze maachen, fir den Erhalt a fir och de Schutz herno vun hire Brevet. Fir kleng, innovativ Betriber kann et eng Subventioun bis zu enger Milliou Euro ginn. Investissemter a sougenannten Innovatiounspôle ginn och speziell gefördert.

Et geet also hei ganz kloer drëm, fir eng generell Innovatiounsdémarche vun de Betriber ze ënnerstëtzen an ze incitéieren. Vun den Hëllef fir national Kooperatioun kënnen, niewent de Betriber, och öffentlech Recherchezentre profitéieren, wann et sech also ëm eng national Kooperatioun handelt.

Déi zweet Serie vun Neierunge betrëfft d'Agence Luxinnovation. Hir Aktivitéite ginn ausgedehnt an op eng nei gesetzlech

Grundlag gestallt. Hei schaffen de Stat an d'Acteuren aus der Wirtschaft zesummen. Luxinnovation soll och en Deel vun där administrativer Aarbecht iwwerhuelen, déi sech aus deem neien Hëllefssystem ergëtt.

Schliesslech ginn iwwert dës Gesetz, ab dem 1. Januar 2009, d'Kreditter fir d'Benotzer am Beräich Fuerschung an Innovatioun gebündelt, déi Statskreditter also am Budget, an an engem neie staatleche Fong, dem Innovatiounsfong, zesummegebroen. Dësen neie staatleche Fong, deem ënnert der duebler Verantwortung vum Wirtschafts- a vum Finanzminister steet, erméiglecht et, öffentlech Gelder fir innovativ Projete méi geziilt anzesetzen, ouni duerch d'Regel vun der Annualitéit vum Budget agéengt ze sinn. Et brauchen also keng Gelder ze verfallen, wa se um Enn vum Joer, vum Budgetjoer net gebraucht gi sinn, an eng pluriannuell Planung vervollstännegt deen neie Finanzéierungssystem.

D'Regierung geet an hirer Aschätzung dovun aus, dass dës Gesetzesprojekt e jährelche finanziellen Impakt vun 29 bis 35 Milliounen Euro an de Joren 2010 bis 2012 wäert hunn. Dës Sue si gutt ugeluecht. Et ass ze hoffen, dass deen zousätzleche finanziellen Effort vun der öffentlecher Hand vun de Betriber und genotzt gëtt, fir Fuerschung, Entwécklung an Innovatioun virunzibréngen. Et ass dat d'Viraussetzung dofir, dass d'Lëtzebuurger Wirtschaft sech kann nei opstellen an och Aarbechtsplazen ofgeséichert an neier kënnen geschaf ginn.

Ech wëll ervirzeträichen, dass dee Rapport hei eestëmmege an der zoustänneger Wirtschaftskommissioun ugeholl ginn ass, an als President vun där Kommissioun wëll ech och vun der Geleeënheet profitéieren, fir sämtleche Memberen en décke Merci ze soe fir déi Zesummenaarbecht iwwert déi lescht Joren - souguer dem Här Kox soen ech Merci fir déi Zesummenaarbecht -, a virun allem awer och fir dat Versteesdemech, wat d'Drënglechkeet vun dësem Projet ugeet. Zum Schluss erlaabt Der mer och nach den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Text anzubréngen.

Merci.

» **M. le Président.** - Ech soen dem Här Bodry Merci fir säi Rapport. Als éischte Riedner ass den Här Marcel Oberweis agebroen. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

» **M. Marcel Oberweis (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, erlaabt mer am Ufank dem Här Rapporteur Alex Bodry Merci ze soe fir dee schrëftleche Rapport, deem étofféiert war, a säi mëndleche Rapport, deem hei déi Haaptelementer zréckbruecht huet.

D'Globalisatioun an en déif gräifende Wiessel vun eiser Wirtschaft, déi haut manner op d'Industrie, mä méi op den Déngschtleeschunge berout, sinn d'Haaptelementer vun dem virleiene Gesetzesprojekt. Mat him wëlle mir eis fir déi nei Défié vun dem 21. Jorhonnert opstellen. A well mir selwer hei am Land keng aner Ressourcen hu wéi eis Matière grise, mussen mir an engem erhéichte Mooss an engem gutt Ausbildung vun eiser Jugend investéieren.

Déi, déi eng Aarbecht hunn, mussen mir duerch eng adequat Weiterbildung fit halen, fir net duerch de raue Wand vun der Globaliséierung ëmgeblosen ze ginn. A fir déi, déi keng Aarbecht hunn, mussen mir alles ënnerhuelen, fir si ze motivéieren an ze ënnerstëtzen, eventuell ëmzeschoulen, fir si erëm op den Aarbechtsmaart zréckzibréngen.

De virleiene Gesetzesprojekt reit sech duerfir an déi Gesetzesprojeten an, déi d'Regierung virgeluecht huet, fir op déi aktuell Wirtschaftskris ze reagéieren. Déi finanziell Hëlfelefen, déi an d'Wee geleet ginn, sollen et eise Betriber erlaben, sech fit ze maachen, notament elo, awer nach vill méi, wann d'Kris eriwuer ass.

Dann heescht et sech ze positionéieren, hei am Land, an der Groussregioun, awer och an Europa, fir eng Rei vu Betriber, fir weider op der Weltbühn matzehalen. Et ass gewosst: An der globaliséierter Welt hänken de Wuesstem, d'Kompetitivitéit, déi sozial Kohésion an d'Liewensqualität staark vun der Innovatiounskraaft vun engem Land, awer och vun der Solidaritéit of.

E Bléck zréck: 1981 geet an d'Geschicht an, well an deem Joer huet déi deemoleg Regierung hir Strategie vun der Promotioun fir d'Fuerschung virgeluecht. Jo, d'Fuerschung an d'Innovatioun si wichteg Elementer vun der Entwécklung, an dat an der Industrie, de Kleng- a Mëttelbetriber an och an den Déngschtleeschungsservicer. D'Schafung vun der Luxinnovation am Joer 1984 an de Centres de recherche publics am Joer 1987 ware weider wichteg Etappen op dem Fuerschungspad. Am Joer 1999 ass den nationale Fong fir d'Fuerschung am öffentleche Sektor an d'Liewe geruff ginn. Als den Héichpunkt kann een d'Grënnung vun der Uni Lëtzebuerg am Joer 2003 gesinn. Mat hiren dräi Fakultéiten ass si den idealen Uspriechpartner fir d'Partenaren aus der Wirtschaft.

Dat sinn e puer Beispiller, déi de Wëlle vun der Lëtzebuerg Politik erëmispigelen, fir eist Land mat engem uerdentlechen Innovatiounssystem ze étoffieren. Et kann een nach d'Gesetz vum 14. Mee 1986 zitieren, mat deem deemools d'Gesetz vum 28. Juli 1973 ëmgeännert gouf. Mat deem Gesetz gouf déi éischt legal Basis fir déi finanziell Ënnerstützung vun der Fuerschung an der Entwécklung geluecht. Méi rezent, d'Gesetz vum 30. Juni 2004, dat ënner anerem e spezifeschen Hëllefssystem fir d'Fuerschung, d'Entwécklung an d'Innovatioun kreéiert huet.

Ech wëll nach op zwou relativ nei Strukturen opmierksam maachen. A mengen Ae spille si eng immens wichteg Roll, virun allem fir jonk, innovativ Betriber. Den Technoport Schlussgoart, deem zënter 1998 zu Esch/Uelzecht existéiert, an den Ecostart zu Féiz, deem zënter 2001 vum Wirtschaftsministère gëréiert gëtt. Alle béid si se am Süde vun eisem Land opgebaut ginn. Eng gutt Saach, wann ee weess, dass d'Fakultéit vun de Wëssenschaften an déi zwee CRP'en, de Gabriel Lippmann an den Henri Tudor, och an deem Eck vum Land usäseg sinn.

Dat ausgemachtent Zil vun dësen zwou Strukturen ass et, d'Schafung vun innovativen Betriber zu Lëtzebuerg ze ënnerstëtzen. Zu de rezenten Initiative kann een och d'Allianz fir d'Innovatioun zitieren, déi kleng a mëttelstänneg Betriber incitéiere soll, sech an den Innovatiounsprogrammen ze engagieren, déi och finanziell vum Stat ënnerstëtzt ginn. Zum Dackste kënnen si och an den europäesche Fuerschungsprojete mat agebonne ginn.

Nei Technologien oder Produktionsprozesser souwéi innovativ Wirtschaftsstrategieën sinn elo méi wéi jee gefrot. Ech ënnersträichen et mat zwou Hänn. An der Innovatioun läit de Schlëssel vun der nohalteger Entwécklung vun eisem Land. Fir dass et awer geléngt, brauche mir eng concertéiert Aktioun tëschent der Universitéit, dem Fonds national de la recherche, dem Héichschoulministère an dem Wirtschaftsministère, den CRP'en an och de Wirtschaftspartner. Derniewent brauche mir och nach d'Luxinnovation, déi elo zënter 25 Joer dëse wichtegen Ëmdeken- an Ëmlenkenprozess mat vill Erfolleg begleet.

Däerf ech drun erënneren, dass mir an dëser Legislaturperiod d'Investitiounen an der Fuerschung vun 72 Milliounen Euro op elo 215 Milliounen eropgehuewen hunn? Dass den Innovatiounsprozess op Toure kënn, beweist entre autres, dass sech de Comité supérieur de la recherche et de l'innovation den 20. Abrëll mat der Ausrichtung vun der Fuerschung fir déi kommend Jore beschäftegt huet. E wichtige Punkt huet ouni Zweifel déi nei geplangte Cité des Sciences op Belval ageholl. Grad hei soll et zu engem liewegen Échange vu Gedanken, Iddien, Technologien tëschent de Fuerscher, de Professer an de Studente kommen.

Dës Plaz muss sech zu engem dynamischen Think-Tank entwéckelen, vu wou, wéi e Leuchttuerm, nei Ausblécker komme sollen. De Comité huet déi folgend Fuerschungssachse festgehale: den Traitement vun de Surfaces, d'Nanotechnologien, d'Waasser, d'Biotechnologien, d'Gesondheet, d'Sozialwëssenschaften an d'Humanwëssenschaften. Mir kommen awer net derlaanscht, och den Ëmwelttechnologien dee Stellwäert ze ginn, dee si verdéngen.

Hei am Land hu mir eng Rei vun Entrepreneuren, déi sech am Automobilssektor ervir-

gedoen hunn. Si sinn awer staark haut vun der Wirtschaftskris gebedelt ginn. Vergiesse mer awer net, dass sech d'Zäit vun deem mat Äerduelechprodukter gedriwwenen Auto lues awer sécher op hiert Enn zoubeweegt. Net fir näischt hu sech aner Länner schonn op nei Weeër agestellt: Si entwéckelen den Hybridauto an den Elektroauto. An deem Beräich vun der durabler Mobilitéit mussen mir eis och opstellen, andeem mir eis zum Beispill fir de Bau vun neie Batterien, de Lithium-Ionen-Batterien, oder de Brennstoffzellen erabrénge.

Ech wëll och op all déi wäertvoll Aarbechten hiweisen, déi gemaach ginn, fir de schlächtere Konsequenze vun Klimawissel ze begéinen. Hu mir eis net op eise Fändel geschriwwen, dass mir alles an d'Weeër leeden, fir d'Energieeffizienz staark unzehiewen, an dat an alle Sektoren vun der Wirtschaft? Doriwwer eraus wëlle mir déi erneierbar Energien heiheem an och an der Europäescher Unioun vill méi staark notzen. Mir sollen eis an deem Innovatiounsprozess och eis Ëmweltengagementer virun Aen halen, duerch déi mir déi kuelestoffaarm Gesellschaft opbaue wëllen.

D'Wirtschaftskris ass ouni Zweifel eng Chance fir eis Ëmwelt an de Klimaschutz. Mat der Reduzéierung vun der Ofhängegkeet vun de fossilen Energien, e formidabel Gebitt fir d'Fuerschung, kënnen mir eis besser aus dem Kyoto-Protokoll léisen. Firwat pushe mir net méi d'Innovatioun vun der Notzung vun der Sonnenenergie, an dat am Zesammenhang mat de Plus-Energie-Siedlungen, oder vun der dezentraler Energieversuergung?

Ech denken, déi nei Regierung wäert do nei Akzente mussen leeën. Mir müssen deemno op déi ökologesch Fro eng ökonomesch Äntwert ginn. A mir müssen en ökonomesch Défi op eng ökologesch Manéier meeschten. Si mir eis kloer, wéi vill nei an durabel Aarbechtsplazen, ausgehend vun deem Prozess, kreéiert kënnen ginn?

Fir eng Millioun Euro, net vill, déi zum Beispill am Beräich vun der Albausänerung agesat kënnen ginn, schafe mir durablement 20 Aarbechtsplazen. An dat sinn déi, déi mir zum Deel deene Mënsche mat enger gerenger Qualifikatioun ubidde kënnen, mat der Chance, dass si duerch eng performant Weiterbildung hir sozial Leeder eropklamme kënnen.

Ech wëll op dëser Plaz awer drop opmierksam maachen, dass d'Europäesch Unioun sech een neit Instrument fir d'Innovatioun ginn huet, an dat duerch d'Kreatioun vun dem Europäeschen Institut vun der Technologie. An dozou sinn déi sougenannte Communautés vum Wëssen an der Innovatioun geschafe ginn. Si sollen als Partner tëschent den Universitéiten, de Fuerschungszentren, dem Héichschoulsektor an de Betriber wirken.

Ech wëll hei kloer ënnersträichen: Wann d'Fuerschung an d'Innovatioun méi no mat der Politik schafft, da kënn et zu wäertvolle Synergien, an da kann een hoffen, dass dës Wirtschaftskris gemeschert ka ginn, ouni awer dass ze vill Kollateralschied bei de Mënschen hannerlooss ginn. Well nach ëmmer ass d'Wirtschaft do, fir de Mënschen ze déngen.

Net fir näischt stellt d'Fuerschung um europäeschen Niveau eng Prioritéit duer, esou wéi d'Schafung vum „Espace européen de la recherche“ duerch d'Europäesch Unioun am Joer 2000. Dat beweist, zënter dem Sommet vu Barcelona am Joer 2002 sinn d'Objektiver vun der Europäescher Unioun, wat d'Fuerschungs- an d'Entwécklungspolitik ueegt, vill méi staark prezisiéiert ginn. Dat beweisen déi performant europäesch Fuerschungsprogrammen, wéi net zulescht den aktuellen FP7.

Et ass festgeluecht ginn, dass all EU-Land seng Investissementer op 3% vum PIB bis zum Joer 2010 eropsetze soll. Lëtzebuerg läit hei liicht ënnert der europäescher Moyenne, wat d'Ausgaben am Beräich vun der Fuerschung an der Innovatioun ueegt. Zumindest, wat d'Investissementer vun öffentleche Secteur ueegt. D'Saach gesäit e bësse besser am Beräich vun de private Betriber aus. Do leie mir iwwert der europäescher Moyenne.

Et muss deemno alles ënnerholl ginn, dass mir elo an der Kris vun der Brems op de Gaspedall ganz fest drécken. Et geet net duer awer, d'Innovatioun grousszeschreiwen an e legale Kader ze schafen, duerch deem d'Innovatioun an d'Fuerschung promovéiert ginn. D'Promotiouns-instrumenter vun der Fuerschung, der Entwécklung an der Innovatioun mussen regelméisseg adaptéiert ginn, an zwar un d'Besoiné vun der Wirtschaft.

Dëse Gesetzesprojet gesäit als Éischt eng Reform vum Hëllefssystem vir. Eng nei

europäesch Rumm fir staatlech Subside bei der Fuerschung, der Entwécklung an der Innovatioun ass den 1. Januar 2007 a Kraaft getrueden. D'Memberstate kréien doduerch méi Méiglechkeeten, fir ze intervenéieren, ënner anerem, fir déi jonk innovativ Betriber finanziell ze ënnerstëtzen, notamment fir d'Kooperatioun iwwert de Wee vun Innovatiounspölen ze promovéieren.

Et geet hei virun allem dorëm, fir déi Kleng- a Mëttelbetriber ze incitéieren, op d'Berodungsservicer an der Innovatioun zréckzegräifen. De Stat kann elo maximal 100% an net méi just 75% vun de Käschten an deem Beräich iwwerhuelen. Dëst Instrument ass sécherlech interessant fir Lëtzebuerg, mä et ass net ganz perfekt nach. Den Autonomiekritär limitéiert vill ze staark de Beräich vun de Betriber, déi der Definitioun vun enger PME entsprechen.

Wat d'Subside fir den zäitlechen Détachement vu qualifiziertem Personal ueegt, esou sinn d'Konditiounen fir dat a Fro kommend Personal vun engem groussen Betriber oder vun engem Fuerschungsinstitut vill ze bürokratesch. D'Tatsaach, dass déi europäesch Rumm nëmmen en zäitlechen Détachement virgesäit, ass och net begrëssenswäert. Et mécht sécher méi Sënn fir Lëtzebuerg, keen zäitlech begrenzten Transfert vu Kompetenzen ze förderen, an dat egal wéi grouss oder kleng d'Betriber sinn, déi a Fro kommen.

Den Hëllefssystem, esou wéi en am Kader vum Gesetz vum 27. Juli 1993 festgesat ginn ass, bleift bestoen. De virleiende Gesetzestext awer adaptéiert just dëse Kader un d'Exigence vun der europäescher Rumm. E féiert, entre autres, dräi nei Hëllefssystemer an: e spezifesche Regime fir d'Hëllef am Kader vun der Protektioun vun den Droits de propriété industrielle vun de PME'en; e spezielle Regime am Kader vun de Studien iwwert déi technesch Machbarkeet; an e Regime, fir d'Schafung vu jonken innovativen Betriber ze ënnerstëtzen, an dat - wéi gesot scho vum honorabelen Alex Body - bis zu enger Millioun.

De Projet gesäit och Ënnerstëtzung vir, déi mat der technescher Berodung ze dinn hunn. Hie geet deemno iwwer eng einfach Adaptatioun vun den Texter eraus. Den neien Text incitéiert nei innovativ Démarchen, och wat d'Organisatioun vum Betriber oder sengen Aktivitéiten ueegt. En dréit domadder allen Aspekter vun der Innovatioun déi noutwendeg Rechnung.

De Gesetzesprojet weist am éischte Schwéierpunkt spezifesche Hëllefssystemer aus, fir déi national Kooperatioun am Beräich vun der Fuerschung, der Entwécklung an der Innovatioun ze ënnerstëtzen.

Och eng wichteg an eng längst fälleg Saach: Dee ganzen Entscheidungsprozess gëtt vereinfacht. Esou gëtt an Zukunft muer Zäit mat Formalitéiten verluer. D'Ministère wäerten an Zukunft net mussen am Noutfall op den Avis vun der Commission consultative interministérielle waarden, ier se eng Décisioun treffen. Si brauchen net méi déi betreffend Spezialkommissioun mat engem Avis ze befaassen.

Den zweete Schwéierpunkt vun virleienden Text ass d'Schafung vun enger legaler Basis fir d'Aktivitéiten vun der Luxinnovation. Déi generell Missiounen vun där Agence ginn heimat confirméiert a prezisiéiert, ënner anerem am Kontext vun den neien, spezifeschen Hëllefssystemer, déi agefouert ginn. Op der Fréijoersfoire dëst Joer feiert d'Luxinnovation eng Semaine vun der Kreatioun an der Innovatioun mat villen Atelierien. Domat soll de groussen Publikum op déi faszinéierend Welt vun der Recherche opmierksam gemaach ginn.

Den drëtten Objet vum Gesetzesprojet dréit sech ëm de Financement vun de Promotiouns-instrumenter am Beräich vun der Fuerschung an der Innovatioun. De Stat gëtt autoriséiert, e spezielle Fong ze schafen, de Fonds vun der Promotion de la recherche, du développement et de l'innovation dans le secteur privé, kuerz: Innovatiounsfong. Dëse Fong soll déi verschidden Hëllefssystemer, Kooperationsprojeten oder -programmen an déi verschidde Missiounen, déi d'Luxinnovation zougesprach kritt, finanzéieren.

Et ass wichteg, esou ee Fong ze schafen. D'Praxis beweist, dass vill Projete mat Verspéidung duerchgefouert ginn. De Financement vun den Hëllefsmoosnamen iwwert de Wee vun engem Fong erlaabt et och, d'Nodeeler vun engem Financement iwwert de Statsbudget auszegläichen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, wa mir eis déi laangfristeg Visioun vun dem virleiende Gesetzesprojet ukucken, da kann ee sech virstellen, dass

sech vill jonk Lëtzebuerg fir dëse faszinéierende Wee am Beräich vun der Fuerschung an der Innovatioun begeeschtere kënnen.

Dierf ech dorun erënneren, dass de Science-club vun der Universitéit Lëtzebuerg hei schonn eng gutt Viraarbecht geleescht huet? D'Aktioun RoboTEC Sud an der Zesummenaarbecht vun dem Pro Sud soll de Jonken de Wee weisen, sech fir d'Technik an d'Wëssenschaften ze interesséieren. Heimat solle si invitéiert ginn, hiert Wëssen ze hannerfroen an, wa méiglech, mat vill Dynamik an Engagement no vir ze kucken.

Ech wëll gäre meng Ried mat esou engem Saz ophalen an dës Kéier un de Philosoph Laozi erënneren. Hien huet gesot: „Deen, deem ëmmer an den Trétt vun deem virdrun tréppelt, kann ni iwwerhuelen.“

Mat dem virleiende Gesetzesprojet stelle mir deemno d'Weiche fir eng zukunftsorientéiert Fuerschungs- an Entwécklungspolitik hei am Land. Esou kënnen mir eist Land fir de gewënschten Opschwung fit maachen, an dat Ganz nom Motto: Wa mir an der Fuerschung an der Innovatioun spueren, da verspill mir e Stéck vun eiser Zukunft.

D'CSV wäert sech duerfir an deem wichtige Prozess mat vill Nodrock engagieren. Duerfir ass et net verwonnerlech, dass ech hiren Accord zu deem Gesetzesprojet erabrénge.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» **Plusieurs voix** - Très bien!

» **M. le Président** - Ech soen dem Här Oberweis Merci. Als nächst Riednerin ass d'Madame Colette Flesch agedroen. Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

» **Mme Colette Flesch (DP)** - Merci, Här President. Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, och hei wëll ech dem Rapporteur Merci soen, deem an enger ganz kuerzer Zäit huet mussen säi Rapport fäerdeg stellen a souwuel a sengem schrëftleche wéi a sengem mündleche Bericht op déi eenzel Punkten agaangen ass, déi d'Spezifitéit vun deem Gesetz maachen.

Wéi hien et schonn ervirgestrach huet, ass dat elei eigentlech keen Deel vum Konjunkturpakt am Sënn, dass et net temporär Moosname sinn oder spezifesche Moosnamen, fir der Krisis ze begéinen. Et ass au contraire eng Iwwerschaffung vun onser Gesetzgebung iwwert d'Recherche, den Développement an Innovatioun. Et ass en Text, dee wahrscheinlech scho laang an der Preparatioun war, deem elo fäerdeg ginn ass, an dee Gott sei Dank elo ka mat an déi Diskussioun erakommen, fir da mer - wéi soll ech soen? - an engem gewëssene Sënn d'Après-crise virbereeden, an dat ass jo och schonn am Rapport vum Här Bodry gesot ginn.

Et geet hei eigentlech dorëm, déi Marge de manœuvre voll ausnotzen, déi d'Décisioun vun der Kommissioun vun 2006 dozou gefouert huet, dass de Stat kann en matière de recherche et d'innovation eppes méi maachen, wéi dat bis elo de Fall war. Ech fannen, dass et och eng gutt Saach ass, dass mer higinn an déi Marge de manœuvre voll ausnotzen, hoffentlech am Intérêt vun onser Betriber an dëser schwéierer Zäit.

Et geet hei dorëm, d'Promotiouns-instrumenter vum RDI ze entwéckelen an ze adaptéieren op déi nei Erfuerdnerisse. Et geet dorëm, de Régime d'aide fir d'Recherche an d'Innovatioun ze reformuléieren, ze kompletéieren. Et geet dorëm, der Agence Luxinnovation eng nei Base légale ze ginn oder eng Base légale ze ginn, fir hir och ze erméiglechen, hir Missiounen weider auszubauen.

Ech wëll hei dorop hiweisen, dass dat deem entsprécht, wat d'OCDE sengerzäit an hirer Etüd gesot huet, déi se iwwert d'Recherche zu Lëtzebuerg presentéiert huet, an ech wëll hei och hiweisen op dat, wat meng Kolleegin, d'Anne Brasseur, an der Debat vum 20. Juni 2006 an deem Zesammenhang gesot huet am Kader vum Débat d'orientation iwwert d'Uni an iwwert d'Politik vun Innovatioun a Recherche.

Et sinn also dräi Ziler, déi hei viséiert sinn, an da muss een och nach festhalen, dass am Fong au départ am Projet nach e véierte Punkt war, dat war d'Schafe vun engem Établissement de droit privé pour la gestion des infrastructures et services d'accueil et d'encadrement de nouvelles entreprises innovantes. Dat ass am Fong hei gaangen iwwer en Etablissement, wat soll déi zwee Centren Ecostart an Technoport Schlussgoart gëieren oder ënnerstëtzen. Dat huet missen abandonnéiert gi wéinst der Oppo-

sition formelle vum Conseil d'État a wéinst der Opposition vum der Chambre de Commerce, mä haaptsächlech wéinst der Opposition formelle vum Conseil d'État.

Ech mengen, d'Kommissioun hat och Recht, ze soen: „Kommt, mir insistéieren net dorop, kommt, mir kucken, dass mer elo dat Gesetz iwwert d'Bühn kréien.“

Mä da kënt d'Fro: Wat geschitt, wat wëllt - an dat ass d'Fro, déi ech un de Minister riichten - d'Regierung maachen, oder wat gedenkt d'Regierung ze maachen am Zesummenhang mat de Centren Ecocart an Technoport Schlassgoart elo, wou dat, wat am ursprüngleche Kader vum Gesetz proposéiert wor, huet missen op der Streck bleiwen?

Dat ass am Fong déi eenzeg Fro, déi ech wollt am Zesummenhang mat deem Projet stellen.

Mir sinn an der DP der Meenung, dass et eng gutt Saach ass, dass mer déi nei Handlungsmargen, déi d'Kommissionensdésion ons gëtt, voll ausüben, a mir wëllen och onbedéngt dee Projet stëmmen. Mir mengen, dass dat eleng vläicht net duergeet, fir d'Effetiv vum der Kris zu Lëtzebuerg ze bekämpfen, mä et ass jiddefalls ee Steen an deem Édifice, dee mer mussen opriichten, fir zesummen ze versichen, déi Kris ze bewältegen.

Domadder ginn ech also den Accord vum der DP zu deem Projet.

►► **Plusieurs voix.** - Très bien!

►► **M. le Président.** - Ech soen der Madame Flesch Merci. Als nächste Riedner ass den Här Henri Kox agedroen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

►► **M. Henri Kox (DÉI GRÉNG).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech dem Rapporteur fir säin ausféierleche Rapport Merci soen, e Rapport, deem d'Wichtigkeet an d'Beidung vum der Recherche an der Innovation ervirgestrach huet. Villes, wat geschriwwen a gesot gouf, kënne mir matdroen an och mat ënnerschreien.

U sech ass dëst Gesetz, esou wéi meng Virriedner och schonns gesot hunn, net direkt e Krisegesetz. Et ass kee Gesetz, dat Instrumenter an Hëllefstellungen ubitt, déi kuerzfristeg agesat kënne ginn, fir Betriber bei der momentaner schwieriger Lag kënnen ze entlaaschten.

Et ass éischer e Gesetz, an dat ass schonn e puermol virdu gesot ginn, dat sech mat der Après-crise beschäftegt. Sou wéi vum Rapporteur am schrëftleche Rapport festgehale gouf, ass Lëtzebuerg bekanntlech e ressourcenaarmt Land, e Land, wat ëmmer manner produzéierend Wirtschaftssektoren opweist, e Land, wat sech ëmmer méi an Nische spezialiséiere muss - Nischen, déi éischer op d'Uwendung vu Wësse baséiere wéi op groussaartegem Ressourcenumsatz -, e Land, wat ëmmer méi vum enger industrieller Wirtschaft zu enger Wëssensgesellschaft mutéiert.

Ech wëll duerfir net méi op déi verschidden Instrumenter an Hëllefstellungen vum deemem Gesetz agoen, mä éischer Pisten opweisen, wou aus Siicht vum de Gréngen d'Richtung vum der Recherche an der Innovation muss higoen.

D'Auswirkungen an d'Heftegkeet vum dëser Kris gi jo bekanntlech mat der Kris vum 1929 verglach. Och d'Instrumenter vum deemools gi benotzt, fir d'Auswirkung vum dëser Kris kënnen ze begrenzen. De staatlechen Interventionismus gëtt neierdängs net méi als Hindernis fir d'Wirtschaft ugesinn, mä grad elo als Retter an der Nout regelrecht gefuerdert. En „new deal“ huet viru bal 100 Joer d'Ronn deemools gemaach, en „new deal“ mat staatlechen Hëllefstellungen, fir aus där Kris erauszemarschéieren.

Den „new deal“ vum deemools ze widderhuelen, gräift aus Siicht vum de Gréngen awer ze kuerz. Et hëllef vläicht kuerzfristeg iwwert déi schlëmmsten Auswirkung vum der Kris, mécht awer blann fir längerfristeg Auswirkungen.

En „new deal“ kann duerfir nëmmen aus Siicht vum de Gréngen en „green new deal“ sinn. Gréng aus deem Grond, datt mer grad elo méi verstärkt op Ekotechnologien setze mussen, déi eisem Usprock vum enger Wëssensgesellschaft am 21. Johonnert och gerecht ginn.

Déi momentan Kris verdeckt nämlech eng aner Kris, eng Kris, déi an hirem Ausmooss gradesou schlëmm, wann net nach méi schlëmm Auswirkung wäert kréien. Déi Kris ass keng, déi brutal vum engem Joer op dat anert kënt, mä si kënt schlächend bestëmmt, awer dofir konsequent.

D'Klimakris ass net vum Dësch, si ass och net geléist, si gëtt just gären elo vergiess. Eng Vergesslechkeet, déi awer fatal ka sinn. Duerfir kann den Auswee aus deenen zwou Krisen aus grénger Siicht nëmmen en „green new deal“ bedeuten, eng massiv Offensiv an Ekotechnologien, nohalteg Transportsystemer, flächspuerend an energiespuerend Wunnformen, Liewensmittelproduktioun am Aklang mat der Natur, fir nëmmen déi ze ernimmen.

Dëst muss d'Prioritéit vum der Politik elo sinn. Dëst sinn d'Prioritéiten, déi duerch dëst Gesetz mussen Ennerstëtzung fannen. D'Ausrichtung vum der Fuerschung an der Innovation muss ganz kloer nohalteg ginn. Déi Betriber, vu kleng bis ganz grouss, déi dëst erkannt hunn, sinn d'Gewënner vu muer. Déi Fuerderunge ginn haut net nëmme méi vum de Gréng gestallt. Et si keng gréng Spënnereie méi, mä haart...

(**Interruption**)

... wirtschaftlech Realitéit.

Grad d'Zesummespill vum Ekologie an Ekonomie ass de Schlëssel fir d'Zukunft. Net méi spéit wéi d'lescht Woch war an der „Wirtschaftswoche“ - bekanntlech keng gréng Parteizeitung - ze liesen: „Grün aus der Krise.“

D'Schlüsseltechnologien vum der Zukunft sinn déi gréng Technologien. Et sinn net nëmmen d'Technologien vu muer, mä och d'Aarbechtsplaze vu muer. E Saz aus dem Bericht vum der „Wirtschaftswoche“ als Illustration: „Gemessen an Jobs ist die Umweltindustrie schon heute die deutsche Leitindustrie.“ Haut schaffen an Däitschland scho méi Leit an den Ëmwelttechnologien wéi zum Beispill an der Autosindustrie, mat knapp 1,2 Milliounen vis-à-vis vu 760.000, an d'Zukunft gesäit nach vill méi roseg aus.

D'Ekotechnologien sinn d'Jobmotore vum der Zukunft. Während zum Beispill an Däitschland d'Aarbechtsplazen an der Autosindustrie oder dem klasesche Maschinbau stagnéieren, verduebele sech d'Zuele vum den Arbechtsplazen an de gréngen Technologien bis 2020. D'Boombbranché sinn dobäi: Energieeffizienz, nohalteg Waasserwirtschaft, nohalteg Mobilitéit, nohalteg Energieerzeugung, Ressourcen- a Materialeffizienz respektiv Kreeslafwirtschaft.

Beräicher also, déi och e klengt Land kann a muss ugoen, oder mir kënnen a mussen an Energieeffizienz, nohalteg Mobilitéit an esou weider nach ganz vill ënnerhuelen. D'Politik muss deemno d'Rahmebedingungen esou gestalten, datt déi Ausrichtung och kann ausgefouert ginn. Dëst Gesetz ass bei richteger Uwendung e weidert wichtegt Puzzlestéck.

Leider huet dës Regierung laang gebraucht, fir dës Branchen als Zukunftschance ze erkennen. Besonnesch d'Kreatioun vum neien Arbechtsplazen duerch Ekotechnologien gouf deels verschlof. Eng verpasste Chance. Den Zickzackkurs an der Förderung vum den erneierbaren Energie vum dëser Regierung iwwert dës Legislaturperiod ass e gutt Beispill.

Just e puer Beispiller, wou mir als Gréng eng Spezialförderung geséichen: d'Stolindustrie op energieeffizient Baue spezialiséieren - eleng d'Gebaier si fir 40% vum Energieverbrauch an der EU verantwortlech -; d'Investitiounen an energieeffizient Gebaier kënnen eleng an den USA an Europa 2 bis 3,5 Milliounen gréng Jobs schafen. Den Auto vum der Zukunft mat de Stécker aus Lëtzebuerg: D'Autosindustrie beschäftegt haut iwwer 10.000 Leit zu Lëtzebuerg. Nohalteg Investitiounen an Elektromobilitéit muss an eisen Ae geziilt ënnerstëtzt ginn. E gréng Buedem fir d'Handwerk- an d'Baubranchen. D'Klima- an Energiepolitik schaaft a séchert Aarbecht. Haut ziele mer scho méi wéi 2.000 Betriber an deem Beräich, mat iwwer 30.000 Arbechtsplazen. Och déi kleng a mëttelstänneg Betriber mussen uegale ginn, an nei Gebidder ze innovéieren an ze fuerchen. Net all Betrib ass dozou fäeg. Mä déi, déi de Wee unhuelen, mussen konsequent a proaktiv gestärkt ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Ekologie contra Ekonomie: Dëse Géigesaz war eemol. Mëttlerweil leeë sech ëmmer méi Betriber nei Instrumenter op, datt Ëmweltschutz a Klimaschutz systematesch mat Aspueerunge verbonne ginn. Si hunn erkannt, wéi vill spuersamen Ëmgank mat Ressourcen hir Kompetitivitéit stäerkt, esou de parlamentaresche Staatssekretär aus dem Bundeswirtschaftsministerium, nozeliesen an der „Wirtschaftswoche“ vum der leschter Woch.

Duerfir ass et grad elo wichteg, an d'Innovation an an d'Recherche vum der Ekotechnologien ze investéieren. Dëst Gesetz schaaft déi néideg Rahmebedingungen. Ech bréngen duerfir elo schonn den Accord

vum der grénger Fraktioun zu deemem Gesetz.

Ech soen Iech Merci.

►► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Kox Merci. Ech hunn elo keen agedroene Riedner méi, sou datt elo d'Regierung d'Wuert kritt. Den Här Wirtschaftsminister Jeannot Krecké.

►► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen nach eng Kéier Merci fir déi Aarbecht, déi gemaach ginn ass vum Rapporteur a vum der Kommissioun. Ech mengen, et wier zwar och noutwendeg - de Rapporteur huet et och ugedeit -, dass ee mam Conseil d'État e klärend Gespréich mécht.

Et ass ganz schwéier, d'Doctrine nach eng Kéier kloer erauszestrichen, déi e sech ginn huet, well en awer vläicht, ënnert dem Drock och elo, deen een oder anere Richtungsweissel vollzunn huet. Et misst een dat kloerstellen.

Och déi Geschicht am Allgemenge mat deene Règlements d'exécution. Et kann een net elo all Kéiers Risiko lafen, dass een eng Opposition formelle huet an dann erëm alles muss hannen zrëckféieren. Ech mengen, et muss een dat Gespréich eng Kéier féiere mam Conseil d'État, fir Kloerheet ze kréien.

Ech wëll och drop hiweisen - et ass elo e puermol gesot ginn: Dat hei ass kee Kriseninstrument. Ech ënnerscheeden u sech zwëschent deenen Instrumenter, déi een an der Kris gebraucht, fir d'Effeten ofzefiederen. Dat ass e Volet, deen ech virdrun iwwert d'Kuerzzeitaarbecht, iwwert déi Aide temporaire, iwwert d'Garantien an Ähnlechens genannt hunn.

Da gëtt et e Volet, deen awer fir mech zur Krisbekämpfung gehéiert, mä deen net do ass, fir d'Kriseneffeten ofzefiederen, mä deen do ass, fir déi Zäit ze notzen, eis Wirtschaft an eis Betriber ëmzeorientéieren, déi Zäit auszenotzen, se anescht opzestellen, méi innovativ Prozesser, Produkter a Services kënnen ze bréngen.

Mir hunn an der Regierung u sech eng Opdeelung, dass den Här Biltgen déi öffentlech Fuerschung betreit an ech déi privat. Déi Zesummenaarbecht, esou wéi mer se elo an deene leschte Joren entwéckelt hunn, ass och exzellent gewiescht. Dat ass en Anenanergräife gewiescht, dat mat sech bréngt, mengen ech, dass mer op béide Säiten déi noutwendeg Effeten och elo scho gesinn.

Beim Projet hei bedauern ech e bëssen - mä dat ass e bëssen op eiser Sait, wou de Problem ass -, dass mer deen zweete Projet net och kënnen matstëmmen. Dat ass e Projet, deen déi ganz Ausrichtung a Richtung méi ëmweltschounend Moosnamen an de Betriber, méi energiespuerend Moosnamen an de Betriber virgesäit. Deen hunn ech leider mat menge Services net éischer fäerdeg kritt. Dee geet eréischt an d'Prozedur den nächste Freideg um Niveau vum der Regierung.

Mä dat ass u sech e Ganzt: dee Projet hei, dee sech éischer mat Fuerschung, Innovation ofgëtt, an deen aneren éischer direkt mat Hëllefstellungen, wann een audelà geet vum deem, wat erfuert ass an de Beräicher Ëmweltschutz an Energie-spueen. Duerfir ass dat hei e Pak, deen zur Kris gehéiert, mä dee gehéiert dozou, fir d'Betriber ze reorientéieren. An duerfir muss et elo sinn, wou mer déi Instrumenter hunn, an net eréischt an zwee Joer.

Et sinn eng Rei aner Punkten, déi ech och esou gesinn, déi vläicht éischer de Stat an d'Gemengen uginn, mä haaptsächlech de Stat, fir ze kucken, dass mer och déi noutwendeg Instrumenter schafen, fir dass no der Kris mer méi einfach virukommen.

Duerfir gëllt dee Plan sectoriel, dee mer virgeluecht hunn an deen elo a seng Prozedur muss goen. Dozou gehéiert d'Opstellung vu Luxinnovation op eng aner Aart a Weis, wéi dat de Moment de Fall ass. Luxinnovation soll sech wierklech konzentréieren elo op déi Beräicher, wou mer am Moment Schwächen hunn.

Déi gréisste Schwächt gesi mer bei der - wéi soll ech soen? - Kompositioun vum deenen, déi Fuerschung bedreiwen um Niveau vum de Betriber, well dat haaptsächlech nëmmen e puer, an zwar nëmme grouss Betriber sinn, déi dat maachen.

Ech mengen, d'Luxinnovation kritt als Haaptufgab elo emol, fir ze kucken, all déi PMEen och dofir ze interesséieren, och ze incitéieren, dee Wee ze goen. Si kritt och Instrumenter, fir dat méi schmackhaft ze maachen, dass se Hëllefstellungen kréien, wann ee sech Experte bähëlt, wa Leit zäitweil gestallt ginn.

Derniewent probéiere mir jo, déi Infrastrukturen, Här President, esou auszebauen, dass eis Betriber vum den Infrastrukturen hier besser opgestallt si wéi an den Nopeschlänner. Dozou gehéiert alles, wat mer maachen am Glasfaserberäich, an den Datenzentren. LuxTrust gehéiert dozou. Den Ausbau vum öffentlechen Transport ass e wichtege Punkt, well mir mussen déi Leit, déi hei schaffen, op hir Arbechtsplaz kréien. An alles, wat natierlech och d'Energieinfrastrukturen, d'Sécherheet vum Approvisionnement ubelaangt, d'Kompetitivitéit vum den Energiepräisser, d'Aart a Weis, wéi mer eis Energie beschafen an nächster Zäit, all déi Saache gehéiere fir mech dozou, fir dass eis Betriber eng besser Chance hunn no där Kris wéi virdrun.

Derniewent, mengen ech - ech ginn net dorop an - kënt dee ganze Volet Formation, Émorientéierung, ganz aner Ausrichtung vum eiser Berufsausbildung, well mer aner Berufsbiller brauche wéi déi, déi mer bis elo haten, Vereinfachung vum de Prozeduren, an da ganz konsequent hin op déi dräi Aktionspläng schaffen, déi do heeschen: Logistik, Ekotechnologien, Gesondheetstechnologien.

Ech hunn domat d'Informations- an d'Kommunikationstechnologien net genannt, well déi sinn u sech en Instrument fir déi aner. Déi sinn net e Secteur per se, mä déi sinn ëmmer nëmmen en Instrument, fir aner Saachen ze développéieren, an duerfir muss mer dorop e besonneschen Akzent leeën.

Et ass de Wonsch gewiescht, dass eng Préinformatioun gemaach gëtt iwwert dat, wat mer hei haut wäerte beschléissen. Dat geschitt iwwert déi Kanäl, déi mer bis elo haten.

Den Ënnerscheid mat deem, wat mer an deenen zwee Projekte virdrun haten, ass deen, dass et net einfach e Subsid gëtt, deen ee kritt, a wou ee just seet: „Ech maachen eppes.“ Hei muss ee genau spezifizéieren.

(**M. Lucien Weiler reprend la Présidence**)

Et ass also projektbezunn, wou dat hei sech ofspillt. Wann een e Projet huet, muss een deen erarechen no gewësse Prinzipien. Et gëtt analyséiert an da jugéiert, wéi déi Hëllefstellung ka sinn, déi sech doraus ergëtt.

D'Madame Flesch huet zu Recht drop higewisen, dass mer probéiert hunn, och déi Incubateuren, et sinn der zwee zu Féiz, et kënt elo een op Belval, an et ass dee vum Technoport Schlassgoart. Et kënt elo nach een donidden an de Süden am Beräich vum de Gesondheetstechnologien, méiglecherweis souguer zwee kommen der, an déi mussen iergendwéi zesummegeluecht ginn, wat d'Gestioun ubelaangt. Dat ass net eng Aarbecht vum engem Ministère, vu Ministerialbeamten.

Dobäi hat ech dat gutt gemengt, fir deem eng Base légale ze ginn, fir en Organismus ze schafen. Et kann ee soen, en Établissement public, am Moment kënne mer dat net maachen, well do e Contentieux nach ass. Duerfir mengen ech, dass ee sech elo muss no där heereger Operatioun zesummesetzen, entweder e GIE maachen oder sech eng S.A.-Participatioun verschafen, zesummen och mam Tudor, dem CRP Tudor, deem de Schlassgoart jo gehéiert, an deen dat erabrëngt an déi nei Entitéit, grad wéi de Stat seng Infrastrukturen do mat erabrëngt, an dann eng anstänneg Gestioun do virgesäit. Dat ass net méi d'Aarbecht vum de Ministère.

Et muss ee se och méi no erubrëngen un dat, wat zu Lëtzebuerg, menger Meenung no, an deem Beräich hei am meeschte feelt: Dat ass d'Risikokapital. Mir schwätze vill dovun, mä mir hu kee richtegt Risikokapital hei zu Lëtzebuerg.

Duerfir probéieren ech och, eenzel Fongen opzeseetze mat Hëllef vum auslännesche Gruppéierungen, fir emol Erfahrung doranner ze kréien a fir dat och méi no un d'Incubateuren erunzebréngen, zumindest an der Gestioun an am Choix vum de Projeten.

Ech mengen, dat hei ass en interessant Instrument, wat ech awer gesinn als eent vum den Elementer, fir ze versichen, an där Krisenzäit eis Betriber anescht opzestellen.

Et ass nëmme d'Qualitéit, et ass nëmme den innovativen Element, wat mat sech bréngt, dass déi Betriber besser opgestallt sinn.

Sécherlech wäerte mer och dat, wat den Här Kox gesot huet, déi Secteuren, déi hien ugeschwat huet, ganz besonnesch probéieren ze dévéléppéieren. Et ass net grad esou einfach, wéi hien dat duergestallt huet, mä d'Richtung ass awer absolut ze ënnerstëtzen. Ech ginn him do vollkomme Recht. En zitt och de Krees vun den Aarbechtsplazen heiansdo ganz grouss, och vun den Zuele vun de Betriber. Mir hunn der 188 erausfonnt hei zu Lëtzebuerg. An eisen Aen, no Definitiounen, déi mer aus auslänneschen Dokumenter hunn, hu mer ronn 188 där Betriber.

Dir gesitt der vill méi. Et kann een am Fong geholl dee ganzen Artisanat, wann een et esou wëllt, derbäihuelen, mä dat hänkt also just dovun of, wéi een de Krees zitt. Duerfir, mir hunn eis eng Rei Definitioune ginn. Duerfir solle mer net iwwer Chiffere streiden. Et ass eng Saach vun der Definitiou. Mä en huet ganz Recht, d'Richtung geet bei d'Gesondheetstechnologien, d'Richtung geet bei ëmweltschounend Technologien an a Richtung vun energiespuerend Technologien.

Mir wäerte probéieren dat iwwer en ähnleche Wee, wéi mer et bei de Gesondheetstechnologien gemaach hunn, ze kréien a probéieren ee grousser propperen Acteur, vläicht zwee/dräi ze kréien, dass mer e bëssen en Zuchpäerd kréien an där ganzer Saach, dass mer och dobause relativ schnell e bësse méi bekannt ginn. Well aus eegener Kraaft, esou wéi an de Gesondheetstechnologien, bréngt mer dat net esou schnell fäerdeg.

Duerfir, ech weess net, ob et eis geléngt, dee Schrëtt nach eng Kéier ze maachen, esou wéi mer en och an de Gesondheetstechnologien gemaach hunn, mä sécherlech sinn dat do déi Secteuren, op déi ganz besonnesch mussen Akzenter geluecht ginn, och wa mer all déi aner net veronléisseg. D'Sortie an d'Gesondheet vun eiser Wirtschaft wäert mer doranner bestoen, dass mer méi verschiddearteneg Aktivitéiten hunn, méi verschiddearteneg Secteuren hunn, domat eng Risikominderung hunn, wann et engem Secteur emol méi schlecht geet.

Bon, mir sëtzen elo an enger Situatioun, wou quasi all Secteur ufänkt, Schwieeregkeeten ze hunn; och dee vun den Ekotechnologien. Och dee gétt net verschount. Elo hunn ech gesinn: 1.900 Plaze ginn ofgebaut an esou engem Betrib an Dänemark. Also, et soll een och net maachen, wéi wann d'Ekotechnologien elo immun wäere géint d'Problemer, déi et an der Wirtschaft gétt. Duerfir muss een awer kucken, dass een déi Diversifikatioun weiderdreift.

Deen Term, deem ass och gebraucht ginn. Ech mengen, mir mussen nach eng Kéier méi verstärkt an déi Richtung schaffen. Duerfir, Här President, sinn ech frou, dass et och eng breet Zoustëmmung gétt, fir déi Iddi vu Fuerschung an Innovatioun um Niveau vun de Betriber esou ze ënnerstëtzen, wéi et hei am Gesetz virgesinn ass. Ech soen lech Merci.

» M. le Président. - Merci, Här Minister. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir kommen zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Vote fänkt un. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6005 ass eestëmmeg ugeholl mat 58 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Marc Spautz), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M.

Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helming, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gétt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

12. 6003 - Projet de loi instituant un régime temporaire d'aide au redressement économique

6004 - Projet de loi instituant un régime temporaire de garantie en vue du redressement économique (suite)

Motion 1

Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmme och elo of iwwert d'Motioun, déi déposéiert gi war vun der honorabeler Madame Flesch am Kader vum Projet de loi 6004. Déi Motioun gétt jo gedroen - wann ech dat richteg gesinn - vun alle Fraktiounen a Sensibilitäten.

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant l'avis de la Chambre des Métiers du 20 mars 2009 par lequel cette chambre professionnelle plaide pour la réinscription dans la loi budgétaire d'une participation étatique temporaire à la couverture des pertes subies sur les cautionnements accordés aux membres des mutualités de cautionnement de l'artisanat et du commerce ainsi que la dotation en capital de couverture des cautionnements;

- considérant l'avis de la Chambre de Commerce du 20 mars 2009 par lequel cette chambre professionnelle se range à l'avis de la Chambre des Métiers sur ces points;

- considérant le rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports du 30 avril 2009 par lequel la Commission retient les dites suggestions qui seraient à considérer lors de l'établissement de la prochaine loi budgétaire;

- notant qu'une telle participation étatique pourrait constituer une réponse politique adaptée et adéquate aux considérations des PME luxembourgeoises opérant sur les marchés régionaux et locaux et dépendant souvent des capacités de développement de l'industrie, fortement touchée par la crise économique actuelle;

invite le Gouvernement

- à inscrire dans le projet de loi budgétaire 2010 deux nouveaux articles à caractère non limitatif, l'un introduisant un «fonds de garantie» bénéficiant d'une dotation substantielle temporaire permettant de réaliser les dotations en capital de couverture et l'autre le remboursement partiel des pertes subies par les mutualités de cautionnement de l'artisanat et du commerce.

(s.) Colette Flesch, John Castegnaro, Gast Gibéryen, Aly Jaerling, Henri Kox, Marcel Sauber.

Kënne mer par main levée ofstëmme?

(Assentiment)

Vote

Wien d'accord ass mat der Motioun, ass gebieden, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Ech gesinn, dat ass Eestëmmegkeet.

D'Diskussioun vum Projet de loi 6007 iwwert d'Kreatioun vun der Grande voirie de communication et d'un fonds des routes hu mer als nächste Punkt op eisem Ordre du jour. Den honorabelen Här Clement ass hei de Rapporteur. Et sinn ageschriwwen: den Här Etgen, den Här Diederich an d'Madame Loschetter. Här Clement, wann Der eis wëllt

Äre Rapport respektiv de Rapport vun der Kommissioun virdroen.

13. 6007 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes

Rapport de la Commission des Travaux publics

» M. Lucien Clement (CSV), rapporteur. - Här President, Dir Dammen, Dir Hären, de Gesetzesprojet 6007 gehéiert wéi all déi aner Projeten, déi mer dës Woch hei an der Chamber diskutéieren, zum sougenannten Antikrise-Package, deem d'Regierung deponéiert huet, fir der aktueller Wirtschaftskris entgéintzewierken. De virleiende Gesetzesprojet huet als Zil, fir verschidden Investissemter am Stroossebau méi séier a méi flexibel realiséieren ze kënnen.

Dat Ganzt ass ze gesinn an der Intentioun vun der Regierung, fir en Deel vun de geplangte Chantieren op 2009 respektiv op 2010 virzezielen an esou besonnesch de mëttelstännege Bauentreprisen hei zu Lëtzebuerg ënnert d'Äerm kënnen ze gräifen. Dobäi handelt et sech ëm grouss Stroossebauprojeten, zu deenen d'Chamber schonn hire prinzipiellen Accord ginn hat, a gläichzäitig ëm ganz normal Projeten, déi dann och vun deene méi klengen oder mëttlere Betriber kënnen oder solle realiséiert ginn.

D'Zil vun der Regierung ass et, fir mat dësem Gesetzesprojet d'Finanzéierung an d'Realisatioun vun de Stroossebauprojeten méi flexibel ze gestalten. An dësem Sënn huet de Baute-minister de virleienden Text den 11. Mäerz 2009 an der Chamber déposéiert. De Statsrot huet säin Avis zum Projet den 31. Mäerz 2009 ofginn. An der Bautekommissioun gouf ech dann zum Rapporteur de 26. Mäerz genannt. An der Réunioun vum 15. Abrëll hunn d'Membere vun der Bautekommissioun de Gesetzesprojet an den Avis vum Statsrot analyséiert, an den 23. Abrëll war et du méiglech, dëse Rapport an der Bautekommissioun unzehuelen.

Här President, de Gesetzesprojet 2007 iwwert de Fonds des routes passt d'Gesetz an deem Sënn un, dass et an Zukunft méiglech ass, fir d'Ausgaben, déi fir de Bau vun nationale Stroossen, fir d'Ennerhaltung vun de Chemins repris gebraucht ginn, iwwert de Stroossefong kënnen ze bezuelen, ouni dass dofir an Zukunft en extrae Budgetartikel, wéi mer dat bis elo kannst hunn, virgesi muss sinn.

De Gesetzesprojet erlaabt et awer och, fir an Zukunft de Bau an d'Astandsetzung vu Vëlospisten a Busspuren iwwert dëse Wee ze finanzéieren. Fir d'Budgetsjoer 2009 wäert fir déi normal Stroossebauprojeten entweder nach déi bis elo üblech Budgetausféierungsprozedur benotzt ginn - dat heescht also, dass si ënnert d'Budgetgesetz 2009 falen - oder awer si wäerten iwwert de Stroossefong finanzéiert kënnen ginn. Dat Lescht géllt da fir déi Projeten, déi zäitlech virgezu gi sinn. Vun 2010 u wäert dës parallell Finanzéierung awer verschwannen, well dann alleguerten d'Stroossebauprojeten iwwert de Fonds des routes lafe wäerten.

An deem Kontext kreéiert dee virleiende Gesetzesprojet e Gestionscomité, esou wéi dat bei anere staateleche Fongen oft de Fall ass. Esou e Comité huet dann awer och d'Verantwortung fir eng gesond an eng rationell Notzung vun dem Fong senge finanzielle Moyenen. An deem Comité wäert dann nieft Leit aus dem Baute-ministère och en Delegéierte vum Budgetsminister sëtzen, fir dass eng finanziell a wirtschaftlech Analys vun der Gestiou vum Fong och assuréiert ass. Dëse Comité wäert awer net iwwert d'Opportunitéit vu Stroossebauprojeten befannen.

De Gesetzesprojet ännert dann och nach den Artikel 16 vun der Loi modifiée vum 16. August 1967 an deem Sënn ëm, dass net nëmme d'Realisatioun vu grouss Stroossebauprojeten iwwert de Fonds des routes bezuelt ka ginn, mä och nach aner méi grouss oder méi kleng Projeten. Ech hunn der ewell e puer genannt, mä se sinn alleguerten - an Dir kënnst et och noliesen - am Projet de loi an am Rapport vun der Kommissioun opgezielt.

Des Weideren zeechent de Projet de loi op, iwwer wat fir eng Weeër de Fonds des

routes gespeist ka ginn. Et sinn dat déi normal Budgetsdotatiounen; et kann iwwer Emprunt geschéien; et kann iwwert d'Recetté vum Verkaf vun Immeubles geschéien; souwéi Remboursementer vun anere Länner, mat deene Lëtzebuerg gemeinsam Projeten huet, wéi zum Beispill Brécke bauen oder de Bau vun enger Autobunn.

Nach ee Wuert, Här President, zum Statsrot sengem Avis. Déi héich Kierperschaft kann d'Logik vun den Auteurs vum Projet ganz gutt novollzéien, freet sech just, firwat een heibäi net méi wäit geet. Entweder sollten an den Ae vum Statsrot Moosnamen, déi elo an der Krisesiatioun geholl ginn, eng zäitlech Limite gesat kréien, oder awer, wann een de Gesamtkader als ze schwéierfällg an ze vill onflexibel ugesäit, wéi dat dann och am Projet beschriwwen ass, fir den Alldaagsgebrauch sollten d'Budgetsprozeduren allgemeng iwwerducht ginn.

Fir de Statsrot huet de Contenu vun dëser Législatioun näischt oder net direkt eppes mat der wiesselnder ekonomescher Lag ze dinn. E gesäit och zum Deel eng Kontrovers doranner, well op där enger Säit probéiert gétt, den Assainissement vum Finanzsektor mat méi Kontrollen ze realiséieren oder ze bewerkstellige, an op där anerer Säit an dem Domän vum Stroossebau manner Kontrolle sollen agefouert ginn.

Och huet de Statsrot dorobber bestan, dass de Bau vu Plates-formes intermodales an de Bau vu Gares routièeres an engem extraen Turet am Gesetz opgefouert sollte ginn. Deem si mer an der Bautekommissioun dann och nokomm. Net suivéiert hu mer de Conseil d'État, dee proposéiert hat, den Intitulé ze änneren.

Wat elo d'Avisé vun deenen eenzelne Chamberen ugeet, esou si se alleguerten positiv ausgefall, esou dass dëse Projet de loi eng breet Zoustëmmung vun där Säit kritt huet.

Här President, erlaabt mer nach zum Schluss all deene Merci ze soen, déi um Ausschaffe vun dësem Gesetzesprojet bedeelegt waren. Et konnt mat enger grousser Rapiditéit an der Kommissioun geschaff ginn. Ech soen lech alleguerten awer och nach Merci fir d'Nolauschteren, bréngt selbsterständlech den Accord vun der CSV, an ech denken, dass dee Projet de loi eng breet Zoustëmmung hei an der Chamber kréie wäert.

Merci.

» Une voix. - Très bien!

» M. le Président. - Merci, Här Clement. Den honorabelen Här Etgen huet elo d'Wuert.

Discussion générale

» M. Fernand Etgen (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat deem virleienden Text läit ee weidert Puzzlestück vun der Regierung hirem sougenannten Antikrise-Paquet um Dësch. E Paquet vu Mesuren, deem eis et soll erlaben, d'Konsequenze vun där aktueller weltwäiter Wirtschaftskris besser ofzefiedere.

Prinzipiell ass géint d'Objektiv vun dësem Text näischt anzewenden. D'Panoplie vun de Projeten, déi iwwert de Fonds des routes kënnen finanzéiert ginn, an déi den Accord de principe vun der Chamber hunn, gétt méi grouss gemaach. Dëst kann derzou bäidroen, dass déi öffentlech Investitiounen méi séier kënnen getätigt ginn, wat da virun allem de Kleng- a Mëttelbetriber hir Commandébicher soll fëllen, fir dass se net ze vill staark ënnert dem wirtschaftlechen Ofschwung solle leiden. Mat dësem Projet de loi soll de Stat méi eng grouss Flexibilitéit kréien, wann et ëm zukünfteg Investitiounen am Stroossebau geet.

Här President, jiddwer Bierger huet e Recht op Mobilitéit. D'Mobilitéit ass hautdësdags awer zu engem grousser Käschtépunkt, an zwar souwuel fir deen Eenzelne wéi och fir déi öffentlech Hand ginn. De Ruff no ëmmer neien, fir d'Mobilitéit bestëmmten Infrastrukture bedéngt och grouss öffentlech Investitiounen. Investitiounen an d'Mobilitéit müssen duerfir besonnesch virum Hannergrond vun enger nohalteger Entwécklung getätigt ginn.

Wann een iwwer öffentlech Investitiounen an d'Verbesserung vun der Mobilitéit schwätzt, wann een iwwer eng sougenannten antizyklisch Politik schwätzt, da muss ee sech awer och d'Fro stellen, wéi dës Fongen an deenen nächste Jore sollen alimentéiert ginn. Wéi solle mir bei falende Recetten eis Investitiounen héich halen, eis Investitiounsfonge speisen, wa wesentlech manner Suen an d'Statskeese gespullt ginn? Wéi wëlle mer deen héijen Investitiounsvolumen oprechterhalen, wat jo grad a wirtschaftlech schwierigen Zäite wichteg ass, ouni musse

Scholden ze maachen an domadder déi zukünfteg Generatiounen ze belaauchten?

Dës Kris wäert net muer eriwwer sinn; net emol dee gréissten Optimist gleeft nach un ee séiert Enn vun der Kris. An anere Wieder, mir wäerten nach e puer Joer mat der Kris an hire Konsequenzen ze kämpfen hunn. Dëst wäerte Jore sinn, wou déi öffentlech Hand, wa se dat da wëllt, hir Ausgabe wäert missen op engem héijen Niveau halen, an dat bei parallell schrumpfenden oder stagnéierende Recetten. Datt dës Rechnung op Dauer net kann opgoen, weess jiddwereen.

Wat si méiglech Zeenarien, déi an deem Kontext kënnen op eis duerkommen? Hir Zuel ass rosewéineg kleng. Et gëtt am Prinzip nëmmen dräi Méiglechkeeten: Entweder d'Fonge sinn iergendwann eidel an d'Investitiounen vum Stat ginn erfrogeschrauft; oder awer de Stat verschëllt sech, fir säin Investitiounsniveau kënnen oprechtzeerhalen; oder awer - an dat gouf jo schonn heibanne vu verschiddene Parteien ugedeit - d'Steiere ginn eropgesat.

Dëst sinn an eisen Aen allen dräi keng wirklech Léisungen. A gudder Joren ass et nämlech verpasst ginn, de Finanzement vun den Investitiounsfongen op eng stabil finanziell Basis ze stellen. Au contraire, mat Recetten, deenen hir Volatilitéit jiddweringem, dee mat der Matière vertraut ass, bekannt sinn, goufen dës Fonge gespeist. Mam Resultat, datt mer elo a schwierigen Zäiten net wirklech wëssen, wéi mer an där Fro an Zukunft nohalte sollen a kënnen weiderfueren.

Ofschléissend, Här President, wëll ech dem Rapporteur, dem Här Lucien Clement, awer nach Merci soe fir säin detailléierte schrëftlechen a mëndleche Rapport an den Accord vun menger Fraktioun zu deemem Projet ginn.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Etgen. Den honorabelen Här Diederich huet d'Wuert.

» **M. Fernand Diederich (LSAP).** - Här President, Här Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, ganz kuerz. Mir begrëssen natierlech déi Mesuren, déi an deemem Projet de loi am Kader vun der Relance économique geholl ginn an op déi de Rapporteur am Detail agaangen ass. Ech wollt em Merci soen och fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport.

Wichtig ass an deemem Kontext eng méi direkt a flexibel Realisatioun vun noutwendegen Aarbechten op Nationalstroossen an de Chemins repris, besonnesch an deem Fall, wou d'Stroossen an engem schlechten Zoustand waren an wou et oft ze laang gedauert huet, bis mat der Réfectioun konnt ugefaange ginn.

Wat d'Vélospisten ubelaangt - erlaabt mer do eng Remarque ze maachen -, do limitéiert sech de Gesetzesprojet op Pisten aus dem Réseau national, wéi se am Gesetz vun 1999 virgesi sinn. Sécher mussen an deem Kader nach eenzel Tronçone fäerdeg gestallt ginn, mä et ass awer och schonn e puermol drop higewise ginn, datt et opportu wier, eng Rei perpendiculaire Verbindungsstécker zum nationale Réseau ze schafen, fir eng Optimiéierung vum Netz ze erreechen. Ech wier frou, wa mat deemem Plang eng Rei Verbesserungen och kéinte geschéien.

An deem Sënn wëll ech den Accord vu menger Fraktioun zu deemem Projet de loi bréngen, an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Diederich. Madame Loschetter, wann ech gelift.

(Interruptions)

» **Une voix.** - Merci, Här Diederich!

(Interruption)

» **Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).** - Mä ech mengen, Dir schwätzt no mir, oder? Gitt mer eng Chance!

(Interruption)

Ah, okay, et ass gutt.

» **M. le Président.** - Neen, Dir waart net agedroen. Et ass kee Problem. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

» **Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).** - Jo. Merci, Här President. Ech wëll mech och ganz kuerzfaassen an am Numm vun der grénger Fraktioun lech an zwee

Sätz erklären, firwat mir dat Gesetz net kënnen stëmmen, firwat mir géint dat Gesetz musse stëmmen.

(Brouhaha)

Ech denken, datt et zimlech relevant ass, datt mer eigentlech hei net nëmmen en Antikrisegesetz stëmmen; déi Iddi, déi schwieft, denken ech, scho méi laang, wéi d'Kris ons iwwerfall huet, fir dat hei ze adaptéieren. An de Rapporteur huet et och selwer gesot.

Mir hätten ons nach averstane kënnen erkläre mat esou enger Moosnam, wat de Redressement vun de Stroossen ubelaangt, a mir gleewen och net esou richtig, datt dee Wee, deen hei agaange ginn ass, datt do net och notamment d'Opportunitéit vu Konstruktiounen vu Stroossen iwwert dee Biais décidéiert gëtt. De Fait, datt de Fonds des routes geschaf gëtt, ass jo awer och e Wee, deen erlaabt, Décisiounen, notamment budgetärer, ze huelen, déi net méi mussen hei au cas le cas vun den Députéierten an der Chamber gestëmmt ginn; an dat ass fir ons e Punkt, deen net admissibel ass.

Mir sinn och der Meenung, datt eigentlech hätt missen eng grondlegend Reform gemaach ginn, an notamment steet dat jo och a verschiddene Wahlprogrammer. Dofir verst mir nach manner, firwat dësse Projet de loi elo esou gestëmmt gëtt.

Eigentlech misst ee jo dee Wee, dee mer elo hunn, nämlech dee vun den Travaux publics, an d'Ponts et Chaussées, déi am Fong geholl eng Landesplanung maachen, andeem se decidéieren, wou Stroosse gebaut ginn, an net nëmme wou, mä och nach wéi se gebaut ginn, an an Zukunft decidéiere se och nach, mat wéi enge Moyenen, mat wéi enge Sue se gebaut ginn.

Mir hätten ons virgestallt, wéi verschidden aner Parteien och, datt een eigentlech misst dat Ganzt restrukturéieren, mat allem Respekt fir den Travaux-publics-Minister. Mä eigentlech, wat mir brauchen, dat ass e Landesplanungsministère mat engem Mobilitéitsministère zesummen, a genau déi Saachen, déi hei elo iwwert dat Gesetz frësch definéiert ginn, hätte missen hir Plaz an deem nei ze schafende Ministère fannen. E steet a verschiddene Wahlprogrammer. E steet scho laang an dem Wahlprogramm vun deene Gréngen.

Mir ginn also d'Hoffnung net op, datt mer dat hei, déi Gaffe hei, déi gemaach gëtt, nach iergendwann eng Kéier redresséiert kréien. An domadder muss ech dann och soen, datt mer géint dat Gesetz wäerte stëmmen.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Madame Loschetter. Den Här Mehlen huet d'Wuert elo.

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - Merci, Här President. Och vu mir aus oder vun eiser Säit aus dem Rapporteur Merci. En huet eis gesot, em wat et geet.

Mir kënnen vum Grondsatz hier dee Projet de loi hei matdroen. Et ass haaptsächlech e Projet, dee finanztechnesch Adaptatiounen mat sech bréngt, huet relativ wéineg Afloss op d'eigentlech Ausféierung vun deem, wat dobausse soll gebaut ginn. Et ass eng finanztechnesch Adaptatioun, déi een och an der Logik kann novollzéien.

Ob de Finanzement vun deene Projeten, wat méi kleng Projete sinn, elo iwwert de Fonds des routes leeft oder ob se als eenzel Projeten an der Annex zum Budget opgefouert sinn, ännert am Prinzip net ganz vill un der Saach. Well mer sinn eis bewosst, datt, wa mer de Budget hei diskutéieren, all Kéiers meeschtens nëmmen iwwert déi grouss Linne vun der Finanzpolitik am Stat diskutéiert gëtt, awer am Géigesaz zu deem, wat anscheinend fréier an deemem Haus hei üblech war, net méi iwwer all eenzelne Streckenabschnëtt vu Stroosseau beim Budget diskutéiert gëtt.

Dat géif dann awer mat sech bréngen, Här President, datt mer eis vläicht an eise Kommissiounsaarbechten e bëssen aner Aarbechtsweise géifen zouleeën. Et wär och vun eiser Säit aus de Wonsch, datt zum Beispill d'Bautekommissioun vun der Chamber, besonnesch an Zäiten, wou d'Geld knapp ass a wou mer wirklech all Euro mussen ëmdréinen, dat wäert an Zukunft esou sinn, méi géif mat erugezu ginn, wat och Projete vu méi klengen Enverguren ubelaangt. Datt d'Chamber wirklech do mat agebonne gëtt, datt mer net hei der Regierung e Blankoscheck ausstellen, datt se, ech soen elo emol egal wat dobausse ka maachen.

Et wär och, an ech beruffe mech do op eppes, wat mir bei dëse Wahle fir d'Zukunft

ganz staark propagéieren, noutwendeg, datt eis Cour des Comptes géif emgebaut ginn, datt se vill méi och bei der Exekutioun vun de Projete géif drop kucken, datt, wa mer scho Projete realiséieren, déi och den Accord vun der Chamber hei hunn, datt och do d'Ham net an der Mëllech gekacht gëtt. A wann een an d'Vergaangenheet zrëckkuckt, och nach Projeten, déi de Moment realiséiert ginn, muss ee soen, datt mer heiandsdo vill ze vill deier baue fir den Zweck, deen am Fong geholl viséiert ass.

Här Minister, ech hunn elo ganz rezent nach bei der Sortie vu Waasserbëlleg Richtung lechternach gesinn, mat wat fir engem Opwand datt mer do bauen, fir eng Strooss e bësse méi breet ze maachen an eng Vélospist derbái ze arrangéieren. A wann ee bis op Bur dorobber fiert, da gesäit een, datt an Zäiten, wou mer vill Geld haten, op där Streck enorm deier gebaut ginn ass. Et hätt ee wirklech mat vill, vill manner Opwand deeselwechten Zweck kënnen erreechen.

Mir mengen, datt de Punkt erreecht ass, datt mer eis dat an Zukunft net méi kënnen erlaben. Datt mer solle gutt bauen, datt mer solle Qualitéit bauen, datt mer sollen dauerhaft bauen, datt mer net herno mussen dauernd hannendru flécke goen, mä datt mer net sollen d'Ham an der Mëllech kachen, wéi dat ganz dacks an der Vergaangenheet de Fall war.

Am Autobunnsbau ass et leider an der Vergaangenheet och datselwecht ginn. Dofir dränge mir drop, datt an der nächster Legislaturperiod an där Bezéiung d'Cour des Comptes reforméiert gëtt, datt se och do kann de Fanger op d'Wonn leeën an de Politiker soen, wa se an engem oder an deem anere Fall iwwerdrifwen hunn.

Dat gesot, mir wäerten trotzdeem deemem Projet, deen en Deel duerstellt vun enger Strategie fir méi flexibel ze sinn, fir méi séier kënnen ze reagéieren, fir eise Betriber ouni groussen Opwand kënnen Aarbecht a schwéieren Zäiten ze verschafen, d'Zoustëmmung ginn.

Ech soen lech Merci.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Mehlen. Den Här Minister Claude Wiseler huet d'Wuert.

» **M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics.** - Merci, Här President. Och dem Rapporteur Merci fir déi gutt an déi schnell Aarbecht, déi hei geleescht ginn ass. Et ass a sech vum Inhalt alles erkläert ginn. Ech ginn och net weider dorobber an. E puer Saache wëll ech soen op Basis vun deene Remarquen, déi elo am Laf vun der Diskussioun gemaach gi sinn.

Déi éischt Fro, déi ech wëll beäntweren: Firwat dat Gesetz hei? Dat ass kloer, et gëtt am Fong zwee Grënn. Deen éischte Grond ass, datt mer am Paquet socio-économique ganz einfach eng Rei Projeten 2009 méi op de Wee bréngen, wéi der initialement virgesi waren, an datt mer mussen e Finanzwee fannen. Dat ass am Fong deen aller-einfachste Grond.

Mir hunn also eng Méiglechkeet misse fannen, wéi mer déi Projeten, déi elo supplementar 2009 schonn ugefaang ginn an deelweis realiséiert gi sinn, wéi mer déi kënnen einfach bezuelen. An ee vun de Weeër, fir et ze maachen, dat war sech déi Finanzen iwwert de Fonds des routes huelen ze goen, wou mer d'Méiglechkeeten hunn, fir dat ze maachen. Dat ass deen einfachsten, direkte Grond gewiescht.

An da kënt en aneren, an zweete Grond hannendrun, dee fir mech awer gradesou wichtig ass: Wa mer dat scho maachen a mir kreéieren eis d'Méiglechkeet, wat mer bis elo net haten, Route-nationalen an CREN iwwert de Fonds des routes ze bezuelen, da muss een och eng grondsätzlech Reflexioun maachen, fir am Fong ze froen, ob dee Wee net richtig ass, fir dat ze maachen.

A fir eis ass et a sech ganz kloer gewiescht, datt de Fait, fir déi Stroossen, Route-nationalen an CREN iwwert de Fonds des routes ze bezuelen, ganz einfach e groussen Avantage gëtt, net an deem Sënn, datt mer manner transparent sinn an der Chamber, net méi géife weisen - do kommen ech nach drop zrëck -, mä ganz einfach well et eis erlaabt, aus der Annualisatioun vum Budget erauszukommen.

Mir wëssen alleguer, datt eng Strooss sech normalerweis net an engem Joer baut. Mir wëssen alleguer, datt och mer musse kucken, iwwert d'Joren eraus déi Sue virzugesinn, fir esou e Projet ze realiséieren.

De Fonds des routes huet den Avantage, datt en eis vun der Annualisatioun detachéiert an datt a sech net d'Administratioun

muss um Enn vum Joer all Kéiers ganz genau kucken, wat dann dat Joer ausgi gëtt, wou se net onbedéngt genau weess, wéi schnell jiddwer eenzelne Chantier da virugeet. Dat ass a sech de Grond, firwat déi hei Projeten an de Fonds des routes ageschriwwen ginn. Dat ass de Grond, an et ass keen anere Grond.

Ech mengen, d'Madame Loschetter huet virdrun eng Rei Saache genannt. Ech verstinn, datt een déi nennt am Kader vun deemem Kontext. Mä ech wëll awer trotzdeem deesen Text hisetzen, wou ech mengen, datt e gehéiert. Ee Grond fir 2009 kënnen dat ze bezuelen, wat mer méi maachen. Et ass eng politesch Ausso: Mir maache méi. Zweete Grond: Firwat hale mer et méi laang wéi 2009? Mä well mer mengen, datt et eng Flexibilitätsfro ass, ganz einfach, fir op de Projete besser weiderzuekommen.

Op dem Här Diederich seng Ausso, firwat mer d'Vélospisten net dragesat hunn, déi Zweschestécker, déi eis nach feelen: Ech wëll soen, mir hunn emol d'Vélospisten dragesat, well mer wichtig fannen, wa mer d'Stroossen iwwert dee Wee maachen, datt mer d'Vélospisten d'selwecht traitéieren, datt mer do also och virukommen.

Firwat hu mer déi Zweschestécker net dragesat? Mä well mer momentan, well den Text iwwert d'Pistes cyclables nach net erneiert ginn ass, guer net d'Erlaabnis hunn, déi ze bauen. Ech setzen also net eppes an de Fonds des routes momentan dran, wat ech momentan nach net d'ärf bauen.

Wa mer deen Text eng Kéier emännere géifen, an d'Chamber wär dee Moment d'accord, fir deen Typ vu Vélospiste mat dranzesetzen, géif e selbstverständlech och kënnen iwwert de Fonds des routes gemaach ginn. Mä haut eben net, dofir steet et net dran.

Zweet Ausso, déi ech wëll maachen, dat ass, datt mer am Fong genau deeselwechten Exercice schonn 2007 eng Kéier gemaach hunn, ouni datt am Fong vill driwwer diskutéiert ginn ass. An zwar hu mer 2007 e Fong geschaf, dee Fonds d'entretien et de rénovation heescht. E Fong, deen am Héichbau geschaf ginn ass mat d'ärselwechter Zilsetzung. Ganz einfach als Zilsetzung, datt mer aus der Annualisatioun vum Budget erauskommen, fir eis iwwer Chantieren, iwwer Bauten, déi méi wéi ee Joer daueren, eng gewësse Flexibilität ze ginn, awer och d'Méiglechkeet, deene Chantieren hiren eegene Bau-rhythmus ze ginn, ouni en un de Jores-rhythmus vum Budget, wou en net drapasst, missen unzepassen.

2007 hu mer dat am Budget gemaach. Do war keng Diskussioun. Do huet och jiddwereen dat akzeptéiert. An ech muss och soen, datt déi Erfahrung, déi mer elo an deenen zwee Joer gemaach hunn, eng positiv Erfahrung ass an datt ech am Fong frou sinn, datt dat esou gutt klappt.

Da krute mer eng Rei Saache virgeworf elo vun der Madame Loschetter, mä och scho vum Mouvement écologique respektiv der Natur- a Vulleschutzliga, déi, mengen ech, allen Députéierten e Bréif zoukomme gelooss huet. Ech wëll dozou just och e puer Remarque maachen.

Et gëtt eis virgeworf, datt d'Chamber hei elo manner Kompetenzen hätt respektiv eppes ewechgeholl géif kréien, datt d'Regierung eppes méi géif kréien. Ech gesinn dat zwar wirklech net. Hei geet et em Projeten, haaptsächlech, wou d'Chamber nach ni eenzel an individuell driwwer diskutéiert huet. D'Chamber huet bis elo e Gesamtmontant kritt iwwert d'CREn, d'Chemins repris, an d'Route-nationalen, wou eng Lëscht hannendru stoung, wou eng laang Opzielung vun deene Projete war, déi geduecht war unzuegoen. Déi Lëscht hat awer keng Valeur légale, war just à titre exemplatif hannendrun.

Elo gëtt dat eriwvergeholl an de Fong. A genau deiselwecht Lëscht steet elo net méi am Budget éischten Deel, mä am Budget zweeten Deel, do wou mer iwwert d'Fonds pluriannuels schwätzen.

Also ass et genau deiselwecht Transparenz, genau deiselwecht Indikatiounen, déi hei ugi ginn. Do changéiert a sech strictement näscht, ausser datt et op enger anerer Plaz steet.

Wann een iwwert de Kompetenzberäich vun der Chamber schwätzt, dann ass dat Gesetz, wat mer muer diskutéieren, vläicht eng aner Valeur. Do wou mer diskutéieren, ob mer vun zéng Milliounen op 40 Milliounen kënnen eropgoen ouni Autorisation individuelle vun der Chamber. Do kann ee sech déi Fro stellen. Do hu mer och laang an der Commission de l'Exécution budgétaire driwwer geschwat, ob mer et géife maachen a wéi eng Begleitmoosname mer géifen huelen, fir esou e Schrëtt ze goen. Ech mengen ganz éierlech, datt déi Fro sech hei net an deem Mooss stellt.

An da gëtt och gesot, datt d'Ponts et Chaussées elo méi ze soen hätten, wat de Stroossebau ugeet. Do soen ech awer ganz kloer: „Dat ass awer net richtig.“ Deen, deen hei decidéiert, wat fir eng Stroosse weini wou gebaut ginn, dat ass, wann et em grouss Stroosse geet, selbstverständlech d'Chamber, wa se d'Finanzéierung erlaabt, an dat ass, wann et em kleng Projekte geet, den Travaux-publics-Minister respektiv de Regierungsrot, deen déi Kompetenzen huet. Datt Ponts et Chaussées se duerno baut an datt Ponts et Chaussées kann eng Rei Propositionen maachen, dat ass normal a richtig. D'Décisionen gi vun deenen zoustännege politeschen Instanze virdrun an an Zukunft och nach geholl.

Par contre dat, wat ech gär gehat hätt, dat ass, datt mer dee Fonds des routes, deen net elo nei geschaf gëtt, mä dee scho jorelaang existéiert, dee kritt elo just eng zousätzlech Kompetenz derbäi, datt mer dee Fonds des routes, datt mer do e Comité derbäisetzen. Elo kréie mer vum Mouvement écologique gesot, datt dee Comité jo elo géif bestëmmen, wat an der Bautepolitik geschitt. Dat ass awer net d'Zilsetzung.

Ech hätt gär dee Comité gehat zesumme mam Budgetminister, well dee Comité mer hëllef duerch de Fait, datt mer zwee Leit vu Ponts et Chaussées, zwee vum Ministère an och Leit, ee vun der Inspection générale des finances, drasetzen hunn, well e mer ganz einfach hëllef, e regelméisseg Contrôle ze maachen iwwer déi Bewegungen, déi am Fonds des routes finanzieller Natur geschéien. An dat ass fir mech wichteg.

Ech hu säit fënnf Joer probéiert, nu wierklech Rigueur an d'Gestioun vun deene Projeten, déi mer maachen, eranzekriegen. An hei ass fir mech eenzeg an eleng en zousätzlech Mëttel, fir am Kader vum Fonds des routes, dee méi Kompetenze kritt, déi Rigueur och kënnen weiderzeféieren. Dat ass d'Zilsetzung dervun an et ass och esou, wéi et an d'Realitéit emgesat gëtt. Fir dat, wat den Här Mehlen engem virwerft, fir heiansdo Ham an der Mëllech ze kachen, an Zukunft ze évitéieren.

Ech si mat där Remarque d'accord, datt sécherlech d'Zäiten nach ni do waren an an Zukunft sécher net och do sinn, fir dat ze maachen. Mä ech mengen just, dat hei ass e Mëttel, wat eis kann déi Gestioun an déi Rigueur financière vun deem Fonds des routes besser hëlfechen och nach an Zukunft an de Grëff ze kréien. An dat ass d'Zilsetzung vun deem Fong.

D'Zilsetzung ass also en résumé ganz einfach, kuerzfristeg 2009 eis de Finanzement vun zousätzleche Projeten ze erlaben, laangfristeg a mëttelfristeg méi flexibel ze sinn an trotzdeem eng besser Kontroll ze hunn. Et deet mir elo leed, datt déi gréng Fraktioun dat net matstëmmt, well ech mengen, dat hei hätt se ganz roueg kënnen matstëmmen.

Merci all deenen, déi dee Projet hei positiv gesinn.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Mir kommen zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Vote par procuration. D'Ofstëmmung ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6007 ass ugeholl mat 53 Jo-Stëmmen, bei 7 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Raymond Weydert), Fabienne Gaul, MM.

Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Laurent Mosar), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Marc Spautz), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par Mme Colette Flesch), Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helmingier, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf (par M. Jacques-Yves Henckes) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter) et Mme Viviane Loschetter.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Mir kommen dann zum leschte Punkt vun de Projeten, déi mer haut um Ordre du jour hunn, dat ass de 6008 iwwert den Impakt vun Infrastrukturen op d'Natur. Rapporteur ass hei d'Madame Andrich. Ageschriwwen sinn: den Här Etgen, den Här Schreiner an den Här Gira.

14. 6008 - Projet de loi portant

1. transposition en droit luxembourgeois en matière d'infrastructures de transport de la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement

2. modification de la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement

3. modification de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles

Rapport de la Commission des Travaux publics

» **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV), rapportrice.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de virleiende Gesetzesprojet gehéiert wéi déi aner Projeten, déi mer elo just behandelt hunn, zum Konjunkturplang, deen d'Regierung ugeholl huet, fir e gënschtegt administratiivt Ëmfeld fir déi wirtschaftlech Aktivitéit ze schafen. D'Aktivitéit vun den Entreprisé solle gefördert ginn duerch d'Ersetze vum Gesetz, dat d'Prozeduren an d'Instrumenter zur Evaluatioun vum Impakt op d'Ëmwelt vu verschiddeenen öffentlechen a private Projete regelt, an dat am Sënn vun enger administrativer Vereinfachung.

Nun zu de Préliminairé vum Projet. De Projet de loi N°6008 ass vum Premierminister Jean-Claude Juncker den 11. Mäerz 2009 hei an der Chamber déposéiert ginn. Folgend Berufskummeren hunn en Avis eraginn: d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, d'Handwerker- an d'Handelskummer, d'Salariatskummer an d'Landwirtschaftskummer. An der Bautekommissioun vum 26. Mäerz 2009 gouf ech als Rapportrice bestëmmt.

An der Sitzung vum 15. Abrëll goufen zwee Amendementer ugeholl, déi direkt un de Statsrot pour avis weidergeleet gi sinn. Den Avis vum Statsrot koum dann den 28. Abrëll eran. D'Bautekommissioun huet den Text vum Projet an den Avis vum Statsrot zesumme mat der Ëmweltkommissioun an der

Sitzung vum 30. Abrëll analyséiert. De schrëffleche Rapport gouf schliesslech de 6. Mee ugeholl. Och hat de Mouvement écologique eng Stellungnahme zum Projet de loi erageschéckt, op déi während de parlamentareschen Aarbechten agaange ginn ass.

Ëm wat geet et an deem virleiende Gesetzestext?

Et handelt sech ëm d'Direktiv 97/11 vum Conseil vum 3. Mäerz 1997, déi hirersäits Ännerungen aféiert un der Direktiv 85/337, déi d'Evaluatioun vum Impakt vu verschiddeenen öffentleche Projeten a private Projeten am Beräich vun den Transportinfrastrukturen op d'Ëmwelt betrëfft. Déi Direktiv gouf a Lëtzebuerger Recht emgesat duerch d'Gesetz vum 13. Mäerz 2007, wou ech d'Éier hat, och Rapportrice ze sinn.

Et ass néideg dëst Gesetz duerch dee virleiende Gesetzesprojet ze ersetzen, fir en Double emploi mat deene Gesetze ze évitéieren, déi de Moment d'Evaluatioun vum Impakt op d'Ëmwelt vun Transportinfrastrukture wéi Stroossen a Schinnebau regelen. Gradesou sollen d'Evaluatioun vereinfacht an d'Prozedure gestrafft ginn. Lëtzebuerger hat jo optéiert fir eng fractionnéiert Ëmsetzung vun der Direktiv 97/11, esou dass déi Dispositionen a verschiddeene Gesetze a Reglementer verspreet sinn. Fir déi Detailler verweisen ech op mäi Rapport zum deemolegen initiale Gesetzestext.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Den Double emploi soll also évitéiert ginn. Am Fong geet d'Gesetz vum Mäerz 2007 méi wäit wéi dat d'Direktiv verlaangt huet, well virgesinn ass, zwou Impaktnotizen an eng Impaktetüd, déi déi verschidde Variante vun engem Projet vergläicht, ze erstellen. Zum deemolegen Zäitpunkt war eng aner europäesch Direktiv nach net an d'Lëtzebuerger Recht emgesat, an zwar d'Direktiv 2001/42 vum Europaparlament a vum Conseil vum 27. Juni 2001, déi d'Evaluatioun vun den Inzidenzen vu verschiddeene Pläng a Programmer op d'Ëmwelt betrëfft. Duerfir huet d'Gesetz vun 2007 och d'Aspekter vun enger méi genereller Planung vun den Transportinfrastrukturen ofgedeckt.

Entre-temps ass awer déi genannten Direktiv emgesat ginn duerch d'Gesetz vum 22. Mee 2008, dat d'Evaluatioun vun den Inzidenzen op d'Ëmwelt vu verschiddeene Pläng a Programmer betrëfft. Duerfir sollen elo d'Prozedure vereinfacht ginn, an en Double emploi am Kader vum 2007er an 2008er Gesetz verhënnert ginn. Et gëtt elo kloer getrennt zwëschen der genereller Planung, déi ënner eng automatesch Evaluatioun fällt duerch d'Gesetz vun 2008, an där detaillierter Planung, déi vun dem virleiende Gesetzesprojet geregelt soll ginn, déi jo d'Gesetz vun 2007 ersetzt. Et gëtt dann och spezifizéiert, dass e Projet, dee schonns eng Evaluatioun vun den Inzidenzen op d'Ëmwelt mat Consultatioun vun der Öffentlechkeet hannert sech huet, keng Genehmigung méi brauch iwwer d'Naturschutzgesetz vun 2004.

An engems gëtt d'Gesetz vun 2008 am Artikel zwee, Paragraph fënnf nach ergänzt. De Règlement grand-ducal, deen do soll déi Pläng a Programmer bestëmmen, déi vun deem Gesetz evaluéiert ginn, gëtt erweidert duerch d'Bestëmmen vun de Modalitéiten vun där Evaluatioun, well déi Pläng a Programmer esou verschiddeener Natur sinn, dass och d'Modalitéiten, no deenen evaluéiert gëtt, mussen kënnen ugepasst ginn.

Zweetens gëtt am virleiende Gesetzesprojet dann och d'Prozedur, déi zu enger Evaluatioun féiert, vereinfacht. Am Gesetz vun 2007 gëtt preziséiert, dass laut Direktiv 97/11 bei verschiddeenen Projeten Impaktstudien obligatoresch sinn. Bei anere Projete mussen d'Memberlänner eng Kontrollprozedur applizéieren, fir erauszuschleien, ob eng Impaktstudie muss gemaach ginn oder net. Bis elo ass dës Evaluatioun hei zu Lëtzebuerger vu Fall zu Fall erfollegt.

Et huet sech awer erausgestallt, dass deen interministeriellen Aarbechtsgrupp, dee vun der Regierung duerch e groussherzogleche Règlement vum 24. August 2007 geschaf gouf, fir en Avis ofzeginn, wéi eng Projeten elo missten evaluéiert ginn, net den Erwaardungen entsparch huet. Dës éischter subjektiv Diskussioun ware laangwiereg, well d'Membere vum Comité öfters verschiddeener Meinung waren, an d'Genehmigungsdélaien hu sech an d'Längt gezunn.

Duerfir ass et néideg, déi Evaluatioun Fall pro Fall ze ersetzen duerch d'Afféiere vu prezise Referenzkritären, opgrond vun deenen dann dës Décisionen elo geholl ginn. Laut Artikel dräi ginn déi Kritären dann elo an engem groussherzogleche Re-

glement festgehalen. D'Direktiv 97/11 léisst d'Memberlänner nämlech fräi doranner, ob Plaffongen oder Kritäre festgesat ginn, oder ob dat ka Fall pro Fall analyséiert ginn. D'Behauptung vum Mouvement écologique, d'Regierung hätt d'Direktiv 97/11 net respektéiert duerch d'Fixéiere vu Kritären, stëmmt also net.

Drëtens sollen dann nach verschidde Prozedurmodalitéite gestrafft ginn. Fir d'Genehmigungsprozedur vum Artikel sechs ze verkierzen, sollen déi kompetent Autoritéiten, also verschidde Ministären, elo hiren Avis zu den Informatiounen, déi de Bauhär iwwert, innerhalb vun dräi Méint ofginn. Wann dat net de Fall ass, kann den Dossier einfach weidergereicht ginn.

Aus enger Suerg vun Harmoniséierung eraus gëtt dann och elo proposéiert, dës Délag am Naturschutzgesetz vun 2004 anzeféieren, duerch en neien Artikel 57bis. Elo muss de Minister seng Décisionen huelen dräi Méint nodeems den Dossier komplett ass. Wann d'Demande net komplett ass, soll deen, deen d'Genehmigung ufreet, an engem verstännegen Délag, also engem Délag raisonnable, dorwitter informéiert ginn.

Duerch den Artikel aacht vum virleiende Gesetzestext gëtt dann nach eng nei Approche agefouert, fir iwwer déi kompensatoresch Moosnamen ze befannen, esou dass de Regierungsrot elo net méi zweemol domadder befaasst gëtt, wéi dat elo am Gesetz vun 2007 de Fall ass. All dës Ännerunge maachen eng komplett Neifaassung vum Gesetz vun 2007 néideg.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen elo nach zu de verschiddeenen Avisen, ier ech op dem Statsrot säin Avis an déi parlamentaresch Aarbechten aginn.

D'Handwerkerkummer bedauert fir d'éischt an hirem Avis, dass d'Regierung net prioritär nach aner Moosnamen aus hirem Konjunkturplang emgesat huet, fir e gënschtegt administratiivt Ëmfeld ze schafen. Da begréisst se, gradesou wéi d'Handelskummer, dass d'Regierung méi eng integrativ Approche gewielt huet am Beräich vun de Genehmigungsprozeduren, an déi Approche Fall pro Fall ersat huet duerch eng Serie vu Kritären. Et gëtt awer bedauert, dass déi Prozeduren am virleiende Beräich net an engem eenzege Gesetzestext regroupéiert goufen.

D'Salariatskummer hirersäits freet sech, ob et wünschenswäert wier, fir déi komparativ an detailléiert Impaktstudien ze strächen, ob een dat wéinst der Krisis net hätt emol iwwerganksméisseg kënnen maachen. Si bedauert och, dass déi prezis Referenzkritären, déi sollen am Règlement grand-ducal fixéiert ginn, hir net virleichen, esou dass se et schwierig hat ze beuerteelen, ob de Projet Verbesserunge géif erbäiféieren oder net.

D'Landwirtschaftskummer fënnt dann, dass de virleiende Gesetzesprojet hir Problemer am Beräich vun de Genehmigunge vu landwirtschaftleche Konstruktiounen an enger Gréngzon net géif léisen.

De Statsrot sengersäits begréisst d'Efforté vun der Regierung, fir eng administrativ Vereinfachung erbäizeféieren, och wann en déi Dispositionen iwwer d'Evaluatioun am Ëmweltberäich am léifsten an engem eenzege Text gesinn hätt. Vun der legislativer Technik hier proposéiert de Statsrot awer, d'Gesetz vum 13. Mäerz 2007 ze modifizéieren an net ganz frësch ze schreiwen. D'Bautekommissioun konnt déi Propos awer net suivéieren, well den Text soss komplett onliesbar géif ginn duerch d'Ëmschreiwen an d'Sträiche vun deene villen Artikelen. Esou ass d'Virlag vun der Regierung bäibehale ginn.

Zum Titel vum Gesetz huet de Statsrot zu der initialer Textpropos vun der Regierung bemierkt, dass déi Passagen, wou déi sougenannte Fonds-des-routes- a Fonds-du-rail-Gesetze solle modifizéiert ginn, net bräichte widderholl ze ginn, well si duerch d'Gesetz vun 2007 emgéännert bleiwen, och wann dat Gesetz elo ausser Kraaft gesat gëtt. D'Kommissioun huet dann déi Referenzen am Titel gestrich, an dofir sinn déi diesbezüglech Passagen och am Artikel 16 gestrich ginn.

Am Artikel dräi, wou de Règlement grand-ducal mat de Kritäre soll agefouert ginn, huet de Statsrot eng Textännerung virgeschloen, fir den Artikel méi prezis ze formuléieren, an zwar amplaz, ech zitieren: «déterminera les projets devant faire l'objet d'une évaluation» ze schreiwen: «fixe les critères sur base desquels les projets d'infrastructure de transports font l'objet d'une évaluation». D'Bautekommissioun huet dës Textännerung ugeholl.

Zu deem Artikel koum et an der Kommissioun vun den öffentleche Bauten an der

Ëmwelt ze enger längerer Diskussioun, well déi Kritären net virlouchen. Den Här Minister huet dunn de Kommissiounsmemberen den Text vum Règlement, deen och scho vum Statsrot aviséiert war, an der Sitzung zur Verfügung gestallt. D'Kommissiounsmemberen hu mat Satisfaktioun festgestallt, dass dës objektiv Kritären zimlech streng wieren.

Trotzdem kéint et virkommen, dass e Projet Inzidenzen op d'Ëmwelt hätt, ouni dass d'Kritäre géifen zu enger Evaluatioun vun den Inzidenzen zwéngen. Duerfir huet de Bauteminister sech averstanen erkläert, e supplementäre Kritär an d'Règlement ze setzen, wou de Bauhär oder d'Regierung kënn eng Evaluatioun vun den Inzidenzen op d'Ëmwelt virhuelen, am Fall wou verschidden europäesch Normen net agehale géifen, wéi zum Beispill wat de Geräuschpegel ubelaangt, oder wat d'Loftqualitéit ugeet. Domat gëtt och enger Suerg vum Mouvement écologique Rechnung gedroen. Mä och wa Stroossebau- oder Schinnebau-projeten net ënnert d'Kritäre géife falen, esou spillt nach ëmmer d'Naturschutzgesetz vun 2004, wat d'Genehmegungsprozeduren ubelaangt.

Da kum beim Artikel véier, deen d'Informatioun bestëmmt, déi musse fir d'Evaluatioun geliwwert ginn, d'Diskussioun op, wéi elo déi verschidde Variante vun engem Projet evaluéiert géife ginn, a besonnesch déi sougenannten Nullvariant. Do gesäit d'Gesetz vum 22. Mee 2008 a senger méi globaler Approche eng fundamental Iwwerleung zu der Opportunitéit vun engem Projet vir.

Doranner fléisst och eng komparativ Analys vun de Varianten an, gradesou wéi eng Evaluatioun vum Rapport Präis/Effektivitéit. Do dernieft erlaabt de sektoriellen Transportplang, deen ënnert d'Gesetz vun 2008 fällt, deene meeschte vun deenen Elementer Rechnung ze droen. Doriwwer eraus muss de Bauhär, och laut Artikel véier vum virleiende Gesetzesprojekt, déi Haaptsubstitutivléisunge virzeechnen. Ausserdem kann de Regierungsrat, deen d'Décisioun jo iwwert déi zréckbehale Variant hält, nach ëmmer fir d'Nullvariant optéieren.

Beim Artikel aacht vum virleiende Gesetzestext gëtt jo eng nei Approche agefouert, fir iwwert déi kompensatoresch Moosnamen ze befannen. Si sollen elo direkt an engem Duerchgang vum Regierungsrat fixéiert ginn, ouni nach eng Kéier iwwert den Ëmweltminister ze goen.

Hei huet de Mouvement écologique gemengt, den Ëmweltminister géif zu Onrecht Kompetenzen ewechgeholl kréien. Et ass awer esou, dass de Regierungsrat d'Enver-gure vun de kompensatoresche Moosnamen am Kader vun der finanzieller Enveloppe vun de Finanzéierungsgesetzter soll festleeën, an dass den Ëmweltminister zu engem spéideren Zäitpunkt, am Artikel néng, souwisou d'Detailer an d'Natur vun de Moosnamen fixéiert, déi en dann erëm eng Kéier dem Regierungsrat zum Accord virleet.

De Statsrot hat bei dësem Artikel virgeschloen, fir d'Décisioun vum Regierungsrat iwwert d'Enver-gure vun de kompensatoresche Moosnamen duerch e groussherzogleche Règlement ze encadréieren, wou d'Richtlinien an d'Natur vun de Moosnamen definéiert ginn. De Bauteminister selwer sténg esou enger Léisung positiv géigeniwwer, mä den Ëmweltminister, gradesou wéi de Mouvement écologique, zéien et vir, fir dat am Kader vun dem Naturschutzgesetz vun 2004 ze regelen. Esou huet d'Kommissioun dovun ofgesinn, fir e Règlement grand-ducal virzegeen.

Zu den Artikelen néng an zéng hat d'Bautekommissioun Amendementer verfaasst, déi ouni Problem vum Statsrot akzeptéiert goufen. An deenen Artikel stoung, dass déi kompensatoresch Moosnamen gradesou wéi d'Notzungs- an d'Bedreiwkonditioun vum mënschlechen an natierlechen Ëmfeld iwwer e ministerielle Règlement géife bestëmmt ginn. Or, op fréier Avisé vum Statsrot hin ass et net méiglech, de Membere vun der Regierung direkt iwwert d'Gesetz ze erlaben, fir ministeriell Reglementer ze huelen. Dat ass e Pouvoir, deen dem Grand-Duc zousteet. D'Bautekommissioun huet dunn decidéiert, fir all Referenz op e Règlement ministériel ze strächen.

Dann huet de Mouvement écologique och zu Onrecht gemengt, d'Rekursméiglechkeet vun den Ëmweltorganisatiounen wier gestrich ginn. Den Artikel 15 gesäit awer ganz kloer e Recours en annulation beim administrative Geriicht fir Ëmweltorganisatiounen vir. Et ass just logescherweis de Recours ewechgefall géint d'Décisioun vun der Regierung, fir keng Evaluatioun ze maachen, well de Règlement grand-ducal duerch d'Kritären dat jo elo regelt.

Da bleift nach eng Opposition formelle vum Statsrot ze kommentéieren, zum Ausserkraaftsetze vun engem Règlement grand-ducal duerch den Artikel 17 vum virleiende Gesetzesprojekt. Vu dass dat net geet, huet d'Kommissioun dunn decidéiert, dës Formulatioun ze strächen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer nach zum Schluss e puer Mercien auszedeelen, un éischter Stell un d'Mataarbechter vum Greffe an aus der Fraktioun, mä och un den Här Bauteminister a seng Fonctionnairen, déi ganz entgéintkommend waren an dësem Dossier, deen éischter technesch ass. Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht. An ech ginn och heimadder den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Madame Andrich. Den éischte Riedner ass den Här Etgen. Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

» **M. Fernand Etgen (DP).** - Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänken ee Merci un d'Rapportrice, déi honorerabel Madame Sylvie Andrich-Duval, fir hiren detailléierte schrëftlechen an interessante mëndleche Rapport. Am Virfeld vum Vote vun deem virleienden Text war d'Opreegung grouss. Et huet geheescht, dass mat dësem Gesetz de Bierger hiert Asprochrecht géif massiv ageschränkt ginn, dass d'Ekonomie nees absolut Virfahrt virun der Ekologie géif kréien.

Dës Opreegung huet sech am Endeffekt awer als Stuerm am Waasserglas entpuppt, well dës opgebauchte Schreckenszeenarien net berechtigt sinn an och net wäerten antrieden. Als Beispill wëll ech den Artikel dräi aus dem entsprecheende Projet de règlement grand-ducal zitieren, hei heescht et: «Sur proposition du Ministère de l'Environnement, le Gouvernement en conseil peut décider de soumettre un projet (...) à une évaluation d'incidences si le projet est susceptible d'avoir des incidences notables.» An anere Wieder: Un den aktuelle Méiglechkeete vum Ëmweltminister als Affekot vun der Natur ännert sech néischt.

Dëst däerf awer net dozou féieren, dass wéi et an der Vergaangenheet alt emol de Fall war, Projeten duerch den Ëmweltminister verschleeft gi sinn. Au contraire, och den Ëmweltministère muss sech senger Roll bei der Vereinfachung vun de Prozeduren bewusst ginn an däerf net méi nëmmen als Bremser optrieden. Nëmmen da kann dës Projet och dee vun der Regierung beabsichtigte Succès hunn.

Här President, „simplification administrative“ a Verkierzung respektiv Vereinfachung vun de Prozeduren, Schluss mam prozedurale Wirrwarr si gär an heefeg gebrauchte Stéchwierder am Kader vun der Bekämpfung vun der aktueller Wirtschaftskris. Et ass richtig, dass méi einfach a méi séier Prozeduren eppes dozou kënnen bäidroen, dass déi negativ Effekter vun dëser Kris e bësse manner dramatesch ausfallen.

D'Fro, déi ee sech an dësem Zesammenhang awer muss stellen, ass: Firwat huet et missen zu enger weltwäiter Wirtschaftskris kommen, éier d'Regierung op dësem Plang wierklech aktiv ginn ass? Firwat gouf esou laang gewaart? Firwat goufen dës Mesuren net éischer, a wirtschaftlech gudden Zäiten op den Instanzeweue bruecht? Lëtzebuerg géif elo sécherlech besser dostoan an hätt sécherlech net gradesou een haarde Kampf géint d'Konsequenze vun der Kris ze féieren.

Och wann elo am Kader vun deem sougenannten Antikrisepaquet éischt Schrëtt a puncto Vereinfachung vun de Prozeduren gemaach goufen, bleift awer nach esou manches ze dinn. D'DP wäert sech op alle Fall, och an Zukunft, an deem doten Dossier engagéieren an zum Beispill sech derfir setzen, dass de Prinzip wäert konsequent do agefouert ginn, wou dëst méiglech ass.

D'Fraktioun vun der Demokratescher Partei hat eng Demande un de Kommissiounspresident gericht, fir d'Vertrieder vun der UEL an d'Kommissioun ze ruffen, fir mat hinnen den Impakt respektiv d'Vir- an d'Nodeeler vun deem virleienden Text ze diskutieren.

Dës Demande ass awer vun der Majoritéit an der Kommissioun verworf ginn, well dës Projet onbedéngt nach huet missen dës Woch duerchgebaatscht ginn. Mir bedauern et, dass et net zu dëser Entrevue komm ass. An esou engem Gespréich hätt ee sécherlech da kënnen un deem dote Projet feilen. Et ass, wéi gesot, leider net dozou komm.

Zum Schluss, Här President, well mir kloer fir eng Vereinfachung vu de Prozeduren antrieden a fir eng Reduzéierung vun den administrative Chargen, déi eis Entreprisé belaauchten, wëll ech dann och den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei zu dësem Projet ginn.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Etgen. Den nächste Riedner ass den Här Schreiner. Här Schreiner, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Roland Schreiner (LSAP).** - Merci, Här President. Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Alleréischte och vu menger Sait e Merci un d'Rapportrice, d'Madame Sylvie Andrich, fir hiren ausféierleche schrëftlechen a mëndleche Rapport, deen och ganz detailléiert war. Ech mengen, si ass op déi eenzel Elementer vum Projet de loi agaangen.

Fir net alles ze widderhuelen, wëll ech mer dann dat och erspueren, nach eng Kéier alles ze widderhuelen. Duerfir wëll ech éischer vläicht e puer méi allgemeng Remarques an e bësse méi engem generelle Kontext zu dëse Modifikatiounen vun deene verschidde Prozeduren maachen.

Den Ulass zu dësem Projet ass jo d'Wirtschaftskris an dee Konjunkturpak, dee mer haut a muer diskutéieren. Et si jo ënnerschiddlech Mesurë virgesinn, déi d'Relance vun der Ekonomie méi einfach maache sollen. Dobäi solle virun allem onnëtz administrativ Hürden esou wäit wéi méiglech ofgebaut ginn.

Ech leeën do besonnesch d'Betoung op d'Wuert „onnëtz“, well déi meescht administrativ Prozedure si jo net fir néischt do. Si erfëllen allegueren e bestëmmt Zweck, och wann een heiansdo d'Gefill net lassgëtt, dass mer eis a ville Prozeduren ganz oft verstrécken a selwer verfänken.

D'Zil vun enger Simplification administrative ass deemno net, einfach e puer onbequem Virschreften ofzeschaffen, mä ze iwwerpräieren, ob een den Zweck, deen ee mat enger bestëmmt Prozedur verfolge wëll, net op méi eng einfach Manéier kann errechen.

Genau dat soll iwwert de Projet de loi 6008, dee mer hei diskutéieren, jo geschéien. D'Prozeduren, déi an de Gesetzter vun 2007 respektiv 2008 virgise goufen, wat den Impakt vu bestëmmte Pläng a Projeten op d'Ëmwelt ugeet, iwwerschnede sech zum Deel a sinn effektiv oft net ganz kohärent. Dat soll jo dann elo geännert ginn am Sënn vun der Saach.

Dës Mesurë bréngt kuerzfristeg sécher eng Erlichterung um administrative Plang, mä et wäert sécher net déi lescht Modifikatioun an dësem Beräich sinn. Vill anerer wäerten an deenen nächste Joren nach mussen kommen, fir dass mer nach méi effizient kënnen schaffen, an duerfir si mer eiser Meinung no de Moment éischer an enger Transitionphas.

Här President, dës Regierung hat sech bekanntlech zum Zil gesat, an der Zukunft besser ze plangen: Réorganisation territoriale, Plans sectoriels, Nohaltegeekritäre wéi Ëmweltimpakt, Energieeffizienz an esou weider solle systematesch bei alle grouse Projete berücksichtig ginn.

(Interruptions)

Gläichzäiteg soll awer och d'Matsproocherecht vun der interesséierter Öffentlechkeet verbessert ginn. Dat ass jo och am Sënn vun der Aarhus-Konventioun, déi mer ënnerschriwwen hunn. Virun allem wëlle mer awer och e Wee fannen, d'Décisiounen op eng méi transparent Manéier ze treffen, wou jiddwereen am Virfeld seng Argumenter mat abréngen kann, an der Hoffnung, dass sech am Géigenzuch vläicht dann och den Nimby-Effekt, deen eis oft nach vill Zäit an och Sträit an och Geld kascht, reduzéiert.

Besser, méi demokratesch a méi transparent plangen, fir herno qualitativ héichwärtig Projete kënnen ze realiséieren, déi op eng méiglechst grouss Akzeptanz stoussen, ass awer net ganz einfach an entsprécht virun allem net ganz eisen Traditiounen.

Mir hate bis elo ganz oft d'Tendenz, zum Beispill, laang iwwert d'Opportunitéit an iwwert de Site vun engem Projet ze streiden, bis de Besoin op eemol esou dréngend ginn ass, dass awer ee Konzept sech op eemol konnt duerchsetzen. Dann huet et op eemol ganz schnell misse goen, esou dass ganz oft eréischt bei der Realisatioun vun engem Projet d'Mängel opgetratt sinn an ersichtlech gi sinn. Zum Deel sinn dat jo och d'Ursaachen, firwat mer och bei Bauprojeten oft an enger relativ spéider Phas nobesseren hu missen, wat dann zu

deene bekannte budgetäre Rallongé gefouert huet.

Wéi schwéier mer eis dinn, Konzepter auszuhandelen, déi méi e generelle Charakter hunn an trotzdeem verbindlech sinn, gesäit een och bei der Landesplanung, bei der Réorganisation territoriale, bei de Plans sectoriels an och nach deenen net existéierende Regionalpläng.

Wat d'Ëmweltstudien an d'Participatioun vum Public ugeet, ass d'EU eis jo mat hiren Direktiven eigentlech zevirkomm. Mir hu se eng no där anerer ëmgesat, net nëmmen, well mer jo dat hu misse maachen, mä och, well mer d'Ziler vun dësen Direktive fir richtig halen. Dat ass jo och de Grond, firwat mer beim Gesetz vun 2007 eigentlech iwwert dat erausgaange waren, wat déi betreffend Direktiv virgeschriwwen huet.

An der Praxis stelle mer awer fest, dass déi Aart a Weis, wéi mer verschidde EU-Virschreften ëmgesat hunn, net gutt funktionéiert. A kuerzer Zäit sinn ëmmer erëm nei Prozeduren agefouert ginn, déi sech zum Deel iwwerschneden, zum Deel widerspriechen. Dat géllt net nëmme fir Stroosseprojeten, fir Eisebunnprojeten, dat géllt och fir d'Gesetz iwwert den Aménagement communal, wou jo elo erëm eng nei Fassung déposéiert ass, an dat wäert sech och erëm weisen, wann déi verschidde Plans sectoriels ëmgesat solle ginn.

Mir sinn traditionell an enger Logik, dass alles ka realiséiert ginn, wat net ausdrécklech verbueden ass. An där Logik mussen all Kritären, déi mer an Zukunft bei eise Projete wëlle berücksichtigen, strikt am Gesetz verankert ginn: den Naturschutz, den Denkmalschutz, de Schutz vun de Landschaften, de Schutz virum Kaméidi, de Schutz vun de Ressourcen. All Interessen, déi net am Gesetz verankert sinn, riskéieren dobäi ze kuerz ze kommen. Dat hu mer jo gutt beim Projet och zu Wickregung zum Beispill gesinn. Obwuel jiddwereen do d'accord war, dass dës Projet net IVL-konform ass, gouf et eigentlech keng direkt Handhab, fir de Projet ofzelehnen.

Vum Prinzip hier ass dat richtig, well mir wëlle jo Genehmegungsprozeduren, déi transparent an net willkürlech sinn. Mir ännere jo och duerfir d'Gesetz vun 2007 dann an deem Sënn of.

Grondsätzlech, mengen ech, brauche mer awer an deenen Diskussiounen e Mentalitéitswandel. Mir brauchen eng Kultur, an där d'Kritären, déi musse berücksichtig ginn, net als lästeg Contrainte gesi ginn, mä als eng Selbstverständlechkeet. Mir mussen léieren, Léisungen an engem fairen Dialog auszuhandelen, wou all Sait bereet ass, och deenen aneren hir Interessen ze berücksichtigen.

Soulaang all Lücken am Gesetz vun deenen enge genotzt ginn, fir ouni Rücksicht op Ëmweltinteresse schnell a méiglechst bëllege ze bauen, oder vun deenen aneren, fir all Projet aus éischer privaten Interessen ze verhënnere, soulaang kréie mer net wierklech eng Simplification administrative. Da geet all Gesetzesännerung entweder op deem engen oder op deenen aneren hir Käschten.

Et ass also virauszegesinn, dass am Beräich vun de Genehmegungsprozeduren nach vill Modifikatiounen mussen kommen, bis um gesetzlechen Niveau och e Gläichgewicht fonnt ass, dass alle wictegen Interesse Rechnung dréit, dass d'Participatioun vun de Bierger an d'Interesseverriedunge systematesch ënnerstëtzt an trotzdeem d'Prozeduren net iwwerméisseg laang gi léisst. Ganz ofgesinn dovunner, dass mer eis ëmmer am Kader vum EU-Recht bewegen an och hei d'Virschreften evoluéieren.

A wa sech bis dohinner e puer Gewunnechten an Haltunge grad bei den Administratiounen geännert hunn, gëtt et vläicht och méiglech, eng richtig konsequent Reform vun de Prozeduren duerchzuführen, déi ressortiwwergräifend funktionéiert.

An dëser Transitionphas, an där mer eis also fir eis Begrëffer befannen, wäert et elo wictege sinn, dass d'Kommunikatioun tëschent de Verwaltungen, deene Responsable vun de Projeten an der Öffentlechkeet gutt funktionéiert.

(Coups de cloche de la Présidence)

Wa sech oft eppes ännert, mussen elo all déi Betraffe schnell dovun a Kenntnis gesat ginn. An der Verwaltung muss jiddweree mat den Informatiounen um leschte Stand sinn, fir Konfusioun ze verhënneren. Dat zum allgemenge Kontext.

An engem Wuert: Bei dem Projet de loi, deen eis hei virläit, si mer als LSAP der Meenung, dass et sech ëm e klengen, awer wichtige Projet handelt, dee vill Ännerungen, wichteg Ännerunge beinhalt, déi a Verbindung mam Règlement grand-ducal iwwert d'Referenzkritäre sollen derfir suergen, dass d'Zil vun der Ëmweltvaluatioun an der Praxis op eng kohärent an effizient, mä och transparent Manéier ka realiséiert ginn, an dass d'Positioun vum Ëmweltminister, speziell och, wat d'Mesures compensatoires ugeet, gestärkt muss ginn.

Mir sinn duerfir och net der Meenung, dass domadder d'Rücksicht op d'Ëmweltaspekter bei der Realisatioun vu Projeten an Zukunft méi kleng gëtt. Dat därer et jo och net sinn, an duerfir stëmmt meng Fraktioun dësem Projet zou.

Merci.

» M. le Président.- Merci, Här Schreiner. Den nächste Riedner ass den Här Camille Gira.

» M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir kënt lech virstellen, dass déi Gréng hellhöreg ginn, wann et heescht, d'Impaktstudiendirektiv géif ofgeännert ginn an d'Prozedur solle vereinfacht ginn. An ech mengen, mir hunn eng Rei gutt Grënn derzou.

Ech muss vläicht dorun erënneren, dass Lëtzebuerg net manner wéi 20 Joer gebraucht huet, ier et dës Direktiv, déi vun 1985 eigentlech staamt, korrekt ëmgesat huet.

Ech wëll och nach eng Kéier dorun erënneren, dass, wa mer zu Helleng nach ëmmer e Stéck Autobunn hunn, wat net gebaut ass, dat net deene Propriétaires hir Schold ass, deenen deen Terrain gehéiert, mä engem fréiere Bauteminister, deen eben 20 Joer et fäerdeg bruecht huet, dass mer déi Impaktstudiendirektiv net korrekt ëmgesat hunn.

Mir sinn och hellhöreg ginn, well mer net gesinn hunn, wat dat Gesetz hei mat der aktueller Wirtschaftskris ze dinn huet. Muss ech dorun erënneren, dass dat hei Gesetz nëmme gëllt fir dem Stat seng Projete selwer am Beräich Stroossebau, Aviatioun an Eisebunn respektiv Tram?

Ech huele jo un, dass mer eis hei alleguerten eens sinn, dass, wann den Tram bis elo net gebaut ass, dat näischt mam Gesetz vun 2007, och näischt mat deem vun 2008 ze dinn huet, mä virun allem, well keng vun deene viregte Regierunge bis elo capabel war, dem Land eng kloer Visioun iwwert d'Mobilitéit vum 21. Jorhonnert ze ginn, respektiv vum Duebelspill vu besonnesch enger Partei. An dat hu mer jo elo erëm an deene leschten Deeg ganz kloer an däitlech hei gewisen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat sinn d'Ursachen, firwat dass mer op enger ganzer Rei Projeten net weiderkommen. Déi Gréng sinn net d'accord, dass elo op eemol d'Nimben vu lénska a vu riets sollen duergestallt ginn, wéi wann déi Responsabel wieren, dass mer do net weiderkommen.

Mir hunn eis de Projet intensiv ugekuckt. Mir hunn och d'Explikatiounen vum responsable Minister héieren. Mir waren du ganz e bësse berouegt, muss ech ganz éierlech soen. Mir gleewen och deem heitegen Travaux-publics-Minister, dass en net wëllt do eng Rei Saachen ausser Kraaft setzen.

Mir behalen awer prinzipiell Problemer mat deem Gesetz. Mir verstinn et nach haut net, dass dee Projet de loi do iwwerhaapt an d'Kompetenz vum Travaux-publics-Minister gehéiert. Et geet hei éminemment ëm Ëmwelt. Dat seet den Titre, an ech huele jo un, dass mer eis net kéinte virstellen, dass de Wirtschaftsminister responsabel wär, fir d'Kommodos-Genehmungen auszeginn, oder de Landwirtschaftsminister fir d'Baugenehmungen ausserhalb vum Peri-

meter. Duerfir versti mer nach ëmmer net, firwat den Travaux-publics-Minister iwwerhaapt mat där ganzer Prozedur hei ze dinn huet.

Ech sinn och, a mir sinn als Gréng ëmmer erëm iwwerrascht, dass, wann et ëm aner Dossiere geet, déi jeeweileg Ministeren zu deem hellege Prinzip stinn an dorop pochen a soen: „Ma, ech hu meng Responsabilitäten ze huelen, ech si kompetent fir deen do Beräich, an do loosse ech mer net draschwätzen.“ An d'Beispill Wickreng ass hei zitiiert ginn.

Wat mengt Der, wat den Här Boden Feier gespaut hätt, wann en hätt misse mat deem Projet an de Regierungsrot goen an den Accord vum ganze Regierungsrot kréien?

Do spillt op eemol déi eenzel Kompetenz vun deenen eenzelne Ministeren. Mir stelle just fest, komescherweis ëmmer erëm, wann et ëm Ëmwelt geet, da gëtt éischer, da gëtt ganz séier gesot: „Neen, dat do kënne mer net dem Ëmweltminister eleng iwwerloossen. Dat do muss dee ganze Regierungsrot decidéieren.“ Mir sinn der Meenung, dass dat dee beschte Bewäis ass, dass nach ëmmer d'Ëmwelt net deen néidege Stellwäert kritt huet.

Ech wëll och dem Här Etgen äntwerten, dass ech net verstinn, wat dat hei mat Réforme administrative ze dinn huet an iwwerhaapt mat Entreprises. Hei geet et exklusiv ëm Projeten, wou entweder de Stat selwer oder parastaatlech Institutione wéi d'Eisebunn responsabel sinn. Heimat hëllef mer kenger Entreprise, wa mer dee Projet de loi hei stëmmen.

Mir hunn och keng satisfaisant Äntwert kritt, ob dat hei dann iergende Projet elo an der Kris géif weiderbréngen. Wann ech de Minister richtig verstan hunn, huet en eis gesot, dass bis elo iwwerhaapt nach kee Projet an déi Prozedur vum Gesetz vun 2007 gaangen ass. Ech zweifelen och dorun, dass mer scho genuch Erfahrung iwwert dat Gesetz vun 2008 hunn, sou dass mer eigentlech hei keen Handlungsbedarf hunn.

Wann ech lech dann och nach soen, dass mer nach eng Rei Bedenke mat der Lëscht am Règlement grand-ducal selwer hunn, da kënnt Der verstoen, dass mer zwar net géint dese Projet stëmmen, well de Minister eis eng Rei Bedenken aus dem Wee geraumt huet, mä dass awer genuch Bedenken eisersäits bleiwen.

Mir gesinn net an, firwat bei engem Sportsflughafen - an dat ass méi wéi e Sportsflughafen, wann ech eng Pist vun 2.000 m ka bauen, do ka souguer e 737 starten ouni Problem - keng Impaktstudiendirektiv soll applizéiert ginn. Dat kënne mer net verstoen.

Et kann een och nach iwwert d'Längt vun eenzelne Stroossen diskutéieren. Ech fanne schonn, dass de Mouvement écologique net ganz Onrecht huet: Wa mer an engem klengen Land sinn, wou d'Zersiedlung relativ wäit fortgeschritt ass, ass et sécherlech en Ënnerscheid, ob ech mat zéng Kilometer duerch de Gréngwald fueren, oder ob ech an engem risige Flächelend wéi a Frankräich eng Strooss vun zéng Kilometer bauen. Ech menge schonn, dass dat en Ënnerscheid ass.

Duerfir, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen net, dass hei eng Oprou néideg ass an och e Stuerm, mä eis prinzipiell Bedenken, déi mer 2007 geäussert hunn, bleiwen awer zu engem groussen Deel bestoen. Notamment, dass mer der Meenung sinn, dass déi ganz Prozedur soll vun A bis Z an d'Hand vum Ëmweltminister kommen.

Duerfir géife mir eis enthalte bei dësem Projet.

» Une voix.- Très bien!

» M. le Président.- Merci, Här Gira. Dann huet d'Regierung d'Wuert, den Här Bauteminister Claude Wiseler.

» M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*.- Merci, Här President. E puer Wuert och zu dësem Text. Ech fänke selbstverständlech un, andeem ech der Madame Andrich Merci soe fir hire Rapport. Si war extrem komplett, sou dass ech wierklech net brauch op d'Detailer anzegoen, just wéi virdrun och op e puer Remarquen, déi elo gemaach gi sinn.

Déi eischt Fro, déi gestallt och ginn ass, dat ass: Mir hunn hei en Text vun 2007, deen déi Direktiv ëmgesat huet, dee mer relativ kuerzfristeg duerno schonn erëm änneren. Duerfir stellt sech d'Fro: firwat?

Mä et huet am Prinzip, niewent dem Fait, dat mer elo an enger Situatioun sinn, wou d'Kris eis opdrängt, dat mer Gesetzer an Texter maachen, wou eis Délaie kënne méi

kuerz sinn, an ech kommen duerno nach eng Kéier dorop zrëck, sech och festgestallt, dat an deene leschte Joren eng Rei Saachen och an deene ganze Prozeduren anescht gi sinn.

Mir hunn 2008 en Text gestëmmt iwwert d'Inzidenze vun de Plans et programmes op d'Ëmwelt, deen eng ganz Rei aner nei parallell Prozedure mat erabruecht huet op där enger Säit. A mir hunn och säit 2007 eng Rei Erfahrung mat deem aktuelle Gesetzestext gemaach. Elo kann ee soen, dat geet net duer. Mä ech gesinn awer och intern an den Travaux publics respektiv och déi aner Ministeren, wat d'Problematik do war. Ech soe just duerno nach e puer Wuert doruwwer. Dat waren also zwee Punkten, déi eis och zousätzlech nach beweegt hunn, op dësem Punkt eis nach ze änneren.

Ëm wat geet et? Et geet u sech dorëm, déi Autorisatiounsprozedure méi schnell ze maachen, méi einfach ze maachen, an ech géif souguer hannendrusoen, vu mengem Gesichtspunkt aus méi transparent ze maachen.

D'Zil war sécherlech net, dat mer hei manner Impaktstudie wéilte maachen, respektiv war d'Zil och net, manner öffentlech Informatioun ze maachen. D'Zil war och net, manner Asproochrecht ze ginn oder d'Asproochrecht méi kleng ze maachen, wéi dat op där enger oder op där anerer Plaz alt gesot ginn ass. Au contraire, dat Ganzt soll méi einfach a méi transparent duerch dësen Text gemaach ginn.

Wéi war et bis elo? Mä bis elo war et esou, dat mer eng Rei Projeten, Stroossebau-, mä och Schinnebauprojeten haten - well et därer een net vergiessen, dat déi och heidrënner falen -, déi par définition vun der Direktiv aus de toute façon dorënner gefall sinn, an all déi aner, do ass eng Kommissioun, déi agesat gi war zwëschent verschiddene Ministeren, déi eng Décisioun vun der Regierung virbereet huet, an déi gekuckt huet, wou dann Impakt op d'Ëmwelt kéint sinn, an déi dann eng Proposition gemaach huet, ob e Projet oder net sollt ënnert déi grouss Prozedur vun eisem Gesetz falen, oder ob déi méi kleng Prozedur sollt ugewannt ginn, wou een da méi schnell kéint virkommen.

Déi hunn d'Décisioun an déi Propositione gemaach ouni am Fong prezis Kritären. Erausgestallt huet sech, wann ee schwätzt mat all deene Leit, déi an der Kommissioun waren, dat déi Diskussiounen och ganz schwierig, ganz laangwierig a ganz oft subjektiv Diskussiounen waren, well eis Kritären net prezis genuch waren.

Wann den Här Gira seet: „Mir wëssen net, wou d'Zäit elo an de Projete verluer ginn ass“, ass et précisément do, wou eng ganz Rei Zäit verluer ginn ass, wou eng ganz Rei Studië gefrot gi sinn, wou eng ganz Rei Diskussiounen gefouert ginn, well déi Leit sech och mat Recht, an dat verstinn ech jo och, heiandsch schwéiergedoen hunn, fir eng Décisioun ouni objektiv Kritären ze huelen, wou si d'Responsabilitéit - quitte, dat d'Regierung se do geholl huet, mä zumindest vun hirem Avis - matgedroen hunn. Dat war net einfach.

Sou datt ech do och de Besoin manifestement gespuert hunn, fir Zäit ze spueren a fir déi ganz Diskussioun och ze objektivéieren, datt ee besser hätt, op eng aner Prozedur ëmzesteigen.

D'Direktiv, esou wéi se ass, gesäit jo am Fong zwee Type vu Prozedure vir: Dat eent ass d'Analys au cas par cas. Dat ass dat, wat mer am Gesetz vun 2007 haten. Déi aner Prozedur ass déi sur base de critères fixés par chaque État membre - seet d'Direktiv. Dat ass déi, op déi mer elo an dësem Projet ëmklammen. Déi zwee Weeër si méiglech.

Duerfir, wann op där enger oder op där anerer Plaz reprochéiert gëtt, dee Gesetzesprojet hei wär net direktivkonform, esou hu mer hei d'Méiglechkeet, fir ze wielen deen een oder deen anere Wee. D'Konformitéit zu der Direktiv ass a mengem Ae ganz kloer a gëtt eis och a ganz däitlech Wierder vum Conseil d'État confirméiert.

D'Regierung mengt also, datt mer mat deem heiten Text méi Kloerheit era-bréngen, well mer kloer an däitlech Kritären dohinnersetzen, déi definitiv sinn, déi preziséiert sinn, a wou dee Moment och net kënne contestéiert ginn op deem eenzelne Projet, well entweder fällt en ënnert d'Kritären oder e fällt net ënnert d'Kritären. Dat Règlement ass och zur Informatioun der Chamberskommissioun zur Verfügung gestallt ginn.

Ech muss soen, mir hunn hei Kritäre geholl, déi am Verglach mat aneren europäesche Länner awer relativ strikt sinn. Ech mengen, do brauch ee sech net ze schummen, och

wann een dat als Ëmweltpolitiker ugeet, well mir hunn hei wierklech seriö, korrekt Kritäre geholl, och verglach mat anere Länner.

Déi Kritäre bréngen et da souguer mat sech, an dat wëll ech awer als Prezisioun do soen, datt eng Rei Projeten, wou déi Kommissioun eis gesot hat, datt se net onbedéngt géifen ënnert déi grouss Prozedur falen, wa mer dësen Text an Applikatioun hunn, ouni Diskussioun wäerten dorënner falen, dat heescht, zu engem Deel souguer déi Impaktstudie bei verschiddene Projeten obligatoresch maachen, wou se et beim alen Text net waren.

Bei dësem Text ass et a mengem Ae kloer, datt déi Verbreedung, déi eventuell - loosse mer et dann esou soen - Verbreedung vun enger Autobunn A3, A6 op zweemol dräi Pisten, datt déi ënnert dësen Text wäert falen, an datt do déi grouss Prozedur vun den Impaktstudie muss gemaach ginn, wat net nécessairement de Fall gewiescht wär ënnert deem aneren Text.

Duerfir mengen ech, datt, wann een duerch den Ëmweltbrëll kuckt, mer och hei näischt Negatives maachen. Mir schafe kloer Kritären, d'Méiglechkeet, méi schnell ze ginn, mä dat ass awer och net eppes, wat mam Ëmweltbrëll verdaamt ass. Ech mengen éischer souguer, datt et méi propper ass, well et méi kloer ass.

Wéi gi mer elo mat de Stroosseprojeten ëm? Et gëtt jo gesot: „Elo feelen eng Rei Analysméiglechkeeten.“ Mä et muss een deen Text hei an dem Kontext vun anere Prozeduren an anere Gesetzestexter gesinn, wou en elo kloer sech ofgrenzt a wou d'Saachen däitlech ginn.

Ech zielen dat kuerz eng Kéier op, an dat ass och alles, wat ech wollt dozou soen. Mir mussen kucken a wëssen, datt mer elo déi ganz Hierstellung vum Plan sectoriel «Transports» hunn. De Plan sectoriel «Transports» ass u sech geduecht, fir d'Kohärenz vu sämtleche Projeten ze kucken an enger Logik mat enger Analys iwwer eise ganze Stroosseréseu. E soll och beim Bau vun enger eenzelner Strooss da kucken déi Influenz, déi deen op de Rescht vum Stroosseréseu huet, an dorophi soll d'Strooss an deem ganze Konzept festgehale ginn.

Dann hu mer d'Gesetz vun 2008 iwwert d'Inzidenze vu Pläng a Programmer op d'Ëmwelt. Do gëtt jo de Plan sectoriel «Transports», dee vu sengem Inhalt hier e Projet ass, deen haaptsächlech sech ëm Mobilitéit, Stroossebau a Schinnebau bekëmmert, analyséiert op d'Ëmweltproblematik am Kader vum Gesetz vun 2008. Sou datt een niewent dem Fait, datt een d'Logik vun der Mobilitéit kuckt, och nach eng Kéier iwwert dat do Gesetz vun 2008 eng Ëmweltanalyse gemaach kritt. Sou datt mer do awer kënne soen, datt d'Globalitéit vun dem Impakt an deenen Analyse gekuckt ginn ass.

An da komme mer op déi eenzel Projeten, wou mer e puer Méiglechkeeten hunn. Déi éischt Méiglechkeet ass, datt se carrément iwwert déi nei Kritären ënnert dës Prozedur falen. An dann ass et jo kloer, wat fir eng Studien, wat fir eng Impaktstudie muss gemaach ginn a wéi een doduerchgeet. Ech mengen, déi Prozedur hei ass transparent, déi mécht all Öffentlechkeetsaarbecht, déi muss gemaach ginn, an déi gesäit och vir am Artikel 15, dass d'Ëmweltbewegungen, wa se dat da wëllen, kënnen Asproch dorop erhiewen.

Dee véierte Punkt ass fir déi, déi net drënnerfalen no de Kritären. Déi falen dann zrëck ënnert d'Naturschutzgesetz. Do ass et am Kader vum Artikel 12 vum Naturschutzgesetz, wou da selbstverständlech den Ëmweltminister och ka soen, wann en dat dann als opportunn jugéiert - an duerfir mengen ech wierklech net, datt dem Ëmweltminister hei iergendwou e Pouvoir ewechgeholl ginn ass, well all déi Stroossen, déi net drënnerfalen, falen automatesch ënnert d'Naturschutzgesetz -, wat fir eng Studien hie gär hätt, ier hie seng Autorisatioun gëtt an ier hien d'Konditiounen festsetzt, ënnert deenen déi Strooss ka gebaut ginn. Sou datt mer do awer fir all Projet a mengem Aen eng kloer Prozedur hunn, déi däitlech ass, entweder déi eng oder déi aner. Et ass kloer, wat fir eng wou fällt. All déi Prozeduren decken déi verschidden Aspekter of.

Et war een Aspekt, wat mer och ageliicht huet,...

(Coups de cloche de la Présidence)

...dee vläicht net esou honnert Prozent ofgedeckt gi war. Dat waren déi Projeten, déi e speziellen Impakt op den Environnement humain haten, dann, wa Loftverschmutzung, Kaméidi an Ähnlechtes do war.

Den Här Gira huet virdrun de Sportsflughafe genannt. Doriwwer hate mer eng Diskussioun, och mam Mouvement écologique. Dat huet mer och en fin de compte ageliicht. An duerfir sinn ech och d'accord, fir dann zesumme mam Transportminister, zesumme mam Ëmweltminister der Regierung deen Zousaz am Reglement ze proposéieren, dee seet, wann een dann dovunner kann ausgoen, datt d'Kritäre vun der Loftverschmutzung respektiv vum Kaméidi iwwerschritt ginn, datt den Ëmweltminister - den Ëmweltminister! - kann der Regierung proposéieren, fir awer déi grouss Prozedur mat Impaktstudien ze maachen, datt mer och deen do Problem ofgeséicht hunn an op eng propper Aart a Weis geléist hunn.

Dann ass et ganz kloer, datt bei engem Sportsflughafen, wann den Ëmweltminister dat dann ënner senger Kompetenz déci-déiert, datt déi grouss Prozedur och kann, muss gemaach ginn, och wann en net automatesch ënner d'Kritäre fällt.

Dat huet ageliicht, an duerfir ware mer och d'accord, fir dat an de Règlement grand-ducal mat ze iwwerhuelen. Dir hutt par ailleurs schon eng Proposition doleien, un där mer nach e puer „Fine-tuning“ musse maachen.

Dat waren déi Saachen, déi ech elo nach hei wollt dozou soen. Ech wëll nach eng Kéier der Rapportrice Merci soe fir eng technesch schwierig Aarbecht, déi se a ganz kuerzer Zäit huet misse maachen.

Ech wëll awer och vun der Geleeënheet profitéieren, well deen Text hei souwuel den Ëmweltminister wéi den Transportminister, well de Schinnebau hei dran ass, och betrëfft, fir deenen zwee, fir deene Ministere mat deenen zwou Tutellen, respektiv deenen zwee Beamten oder deene Beamten, déi sech an deem engen an an deem anere Ministère dorëm bekëmmert hunn, villmools Merci ze soe fir hir Kollaboratioun. Mir hunn hei gemeinsam, mengen ech, e gudde Projet gemaach, fir weiderzokommen, a Merci fir d'Ënnerstëtzung och.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Domat ass d'Diskussioun iwwert de Projet de loi 6008 ofgeschloss. Muer gëtt dann iwwert de Projet ofgestëmmt.

Mir kommen dann zu zwou Motiounen. Ech proposéieren, datt déi zwou Motiounen diskutéiert ginn, datt awer net elo ofgestëmmt gëtt, mä muer. D'Zäite fir d'Presentatioun an d'Diskussioun vun de Motiounen si jeeeweils fënnf Minutte fir d'Fraktiounen an zwou Minutte fir d'ADR respektiv fir den Här Jaerling.

(Interruptions)

D'Regierung huet da fënnf Minutten. Déi éischt Motioun ass vum Här Félix Braz iwwert d'Kooperatioun an de Klimawandel. Här Braz, Dir presentéiert se.

15. Motion de M. Félix Braz relative à la lutte contre le changement climatique et à la coopération

» **M. Félix Braz (DÉI GRÉNG), auteur.** - Merci, Här President. Ech ka ganz kuerz sinn, well déi heite Motioun ass en fait scho presentéiert ginn hei an der Plénière am Kader vun der Debatt iwwert d'Kooperatiounspolitik de 25. März. Et ass just esou, dass den zoustännege Minister, den Här Schiltz, dee Moment net konnt op déi heite Motioun äntwerten, well e sech nach wollt mat senger Ministeschkolleeg concertéieren. Duerfir hu mer d'Motioun deemools net zum Vote gestallt. Mä si misst am Fong elo vun der Regierung beäntwert ginn, ob se dann aprës reflexion d'accord sinn, d'Motioun unzuhuelen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Si hate jo elo bal zwee Méint Zäit, fir déi Concertatioun ze maachen. Mir mussen als Chamber am Fong op déi Äntwert vun der Regierung waarden, fir de Vote kënnen ze huelen.

» **M. le Président.** - Merci, Här Braz. Wie wëllt d'Wuert nach dozou hunn?

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Wou ass d'Regierung?

(Interruptions)

D'Regierung ass net do!

(Interruptions et hilarité)

» **M. le Président.** - Gutt. Freet soss kee méi d'Wuert zu där Motioun?

Dann ass domat d'Debatt iwwert dës Motioun ofgeschloss. Mir kommen zur Motioun vum honorabelen Här Jaerling.

16. Motion de M. Aly Jaerling relative aux photos d'identité biométriques

» **M. Aly Jaerling (Indépendant), auteur.** - Merci, Här President. Ech verstinn einfach net, firwat dass mer net haut kënnen ofstëmme hei, well mer en nombre sinn. Mä dann halen ech awer drop, dass mer muer de Mëtteg déi Motioun hei an dem Här Braz seng direkt um Ufank vun der Sitzung ofstëmme loosse, well dann huelen ech mer och d'Recht, muer de Mëtteg spad-séieren ze goen.

» **M. le Président.** - Also, Här Jaerling, d'Motioun ginn haut diskutéiert a muer de Mëtteg ofgestëmmt.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant), auteur.** - Jo, ech hunn dat matkritt. Ech hunn dat matkritt. Ech verstinn et awer net. Et gëtt jo viles, wat ech net verstinn.

» **M. le Président.** - Mir waren eis eens, dass zum Schluss vun der Legislaturperiod, well eng Partie Leit scho weinst Wahlverpflichtungen net méi kënnen hei sinn, dass mer dann d'Vote géifen een aneren Dag maachen. Esou einfach ass dat.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant), auteur.** - Ah!

» **M. le Président.** - Ech mengen, dat ass jo verständlech.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant), auteur.** - A wien ass „mir“? Dir sot „mir“.

» **M. le Président.** - D'Presidente-konferenz.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant), auteur.** - Dir waart dat. Ah!

» **M. Charles Goerens (DP).** - ...aus Fairness vis-à-vis vun de Kollege solle mer dat och esou handhaben. De President huet do ganz Recht, fannen ech.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant), auteur.** - Ah sou. Bon.

» **M. le Président.** - Gutt, Här Jaerling. Da sot elo, wat Der ze soen hutt.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant), auteur.** - Wéini hutt Dir net Recht?

Ma et geet hei ëm eng Motioun, déi jo schonn ugeschwat ginn ass. An et geet hei ëm eng Rei Betriber, Fotostudien, déi opgrond vun enger Décisioun vun der Regierung a grouss Schwierigkeete geroden, well decidéiert ginn ass, opgrond vun enger europäescher Direktiv, fir elo d'Ofliichte vu biometresche Päss an de Gemenge maachen ze loosse.

Déi Direktiv, ëm déi et sech handelt, déi seet awer a kengem vun hiren Texter, dass missten déi biometresch Passbiller vun de Gemengen ofgeliicht sinn. An anere Länner, och vun eisen Nopeschlänner wéi d'Belsch, Frankräich an Däitschland, déi ginn och net op dee Wee, déi loosse och biometresch Passbiller nach ëmmer vu professionelle Fotografe maachen.

Wann een elo an dësen Zäite Betriber gesäit, déi a Schwierigkeete geroden duerch déi konjunkturrell Réckgank, dann hu mer jo Gesetzer gestëmmt, fir deenen ze hëllefen. Mä wann awer elo hei wéi an dësem Fall op eng flagrant Feelentscheidung vun der Regierung zeg Betriber a Schwierigkeete kommen an honnerte vun hire Mataarbechter eventuell am Hierscht...

(Interruption)

Jo, d'Gewerkschaft ginn och hirer Wee. Da schwätzen ech alt an hirem Numm virun. Wann awer elo...

» **M. le Président.** - Här Jaerling, da bleift beim Thema, well Är Zäit ass schonn ofgelaft.

(Interruptions)

» **M. Aly Jaerling (Indépendant), auteur.** - Här President, meng Zäit ass nach net ofgelaft.

» **M. le Président.** - Är Riedezäit ass ofgelaft.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant), auteur.** - Ma och emol nach net.

(Hilarité)

» **M. le Président.** - Wéi sou dann net?

» **M. Aly Jaerling (Indépendant), auteur.** - Ech hu fënnf Minutten zegutt fir d'Presentatioun vun der Motioun.

(Interruption)

» **M. le Président.** - Dir hutt zwou Minutten Zäit. Gutt, Här Jaerling, kommt, exposéiert elo...

» **M. Aly Jaerling (Indépendant), auteur.** - Dir ënnerbriecht mech dauernd.

» **M. le Président.** - Neen, Dir haalt lech ëmmer mat anere Saachen op. Bleift bei Ärer Motioun a beim Contenu!

» **M. Aly Jaerling (Indépendant), auteur.** - Ech wëll just hei kloer soen: Hei handelt et sech ëm eng kloer Feelentscheidung vun der Regierung, déi honnert Aarbechtsplazen a Fro stellt an déi och eng Rei Betriber a Fro stellt, déi héchstwahrscheinlech dann deemnächst faillite maachen.

A well mer jo awer hei elo den 30. am Fréileg e Gesetz gestëmmt hunn, fir d'Betriber ze ënnerstëtzen, besonnesch mëttelstänneg Betriber, déi a Schwierigkeete sinn, sinn ech einfach der Meinung, dass déi Décisioun vun der Regierung muss zrëckgezu ginn an dass déi Décisioun muss annulléiert ginn, déi seet, dass de Gemengen déi biometresch Passbiller sollen iwwerdroe ginn.

Eng aner Fro, déi sech stellt, dat ass, dass d'Regierung schonn anscheinend esou wäit gaangen ass, dass se schonn déi Apparate bestellt huet, fir an de Gemengen opzustellen, esou dass einfach d'Fro sech stellt, wann elo d'Regierung op Opfuerderung vun der Chamber hei hir Décisioun zrëckstellt, dann hu mer do och nach e finanzielle Schued, deen einfach net ze vertrieben ass. An dofir froen ech d'Kollegen aus der Chamber hei, dass se dës Motioun solle matdroen an d'Regierung sollen opfuerderen, dass se hir Décisioun zrëckstellt.

» **M. le Président.** - Merci, Här Jaerling. Den honorabelen Här Fayot huet elo d'Wuert.

Discussion générale

» **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, ech wollt zu dëser Motioun e puer Saache soen. Mir sinn a Präsenz vun der Elaboratioun vun de biometresche Päss zu Lëtzebuerg. An dee Procédé, dee gebraucht gëtt, fir déi biometresch Päss ze maachen, ass opgrond vun engem europäesche Reglement, wat den 28. Juni 2009 soll a Kraaft treden, vun engem Aarbechtsgrupp vu véier Ministären ausgeschafft ginn. Véier Ministären, déi heivunner concernéiert sinn: de Ministère vun den Affaires étrangères, deen eben de Passbüro ënner sech huet, de Justizministère, de Ministère de l'intérieur an de Ministère vun der Fonction publique.

Deen Aarbechtsgrupp huet déi Prozeduren ausgeschafft an opgrond dovunner sinn dann och déi Apparate fir d'Gemenge bestallt ginn, déi zum Deel och schonn an de Gemenge sinn, oder en instance fir dohinner ze komme sinn, an och d'Formatioun vun Gemengepersonal, fir déi Apparaten ze bedéngen, ass elo ausgeschafft.

All Gemeng kritt also esou en Apparat fir déi Fangerofdréck, also Empreintes digitales, engersäits, an anerersäits d'Foto vun deem, deen e Pass wëllt, opzuehelen. Dat gëtt e Maximum vu Sécurité juridique, well et jo muss kloer sinn, dass dat Bild bei dee Fangerofdréck muss passen.

Zweetens gëtt et natierlech och fir den Utilisateur e gewëssene Komfort, well den Utilisateur op déi Manéier zwou Saache beienee ka maachen an net nëmme engersäits de Fangerofdréck op enger Plaz an dann d'Foto op där anerer Säit.

(Coups de cloche de la Présidence)

Dann drëttens ass et och natierlech en Avantage vu Präis, a véiertens ass et sécher eng Simplification administrative, well d'Bierger kënnen an hir Gemenge goen, an déi Empreinten an déi Foto, déi do geholl ginn ass, kënnen digital an de Passbüro geschéckt ginn, wou se dann och applizéiert ginn. Dat ass also d'Prozedur, déi festgehale ginn ass.

Sécher weess d'Regierung, a si huet dat scho vun 2006 un, wéi dat hei intern an der Regierung ausgeschafft ginn ass, vun deene wirtschaftliche Problemer, déi fir d'Fotografe kënnen entsto. Deemools, gëtt mer gesot, waren och Kontakter mat de Fotografe geholl ginn. Et ass e Bréif geschriwwen ginn. Déi Kontakter sinn awer allerdéngs net zustane komm, kommen elo allerdéngs muer zustanen. Muer, den 13.

Mee, solle Fotografen am Ausseministère empfaange ginn, fir ze kucken, wat ee ka maachen, fir hinnen ze hëllefen.

Ech wëll och soen, dass et sech hei bei dësem Procédé exklusiv ëm Päss handelt. Et handelt sech net ëm alleguerten déi aner Pièces d'identité, déi och mat Fotoe bestückt sinn. Dat heescht, dat ass en Deel vun Marché, deen net heivunner tranchéiert gëtt. Dat ass dat Éischt.

An dat Zweet, huet den Ausseminister mer expressément gesot, dass hien dann alles géif maachen, fir de Fotografen esou wäit wéi méiglech entgéintzekommen, dass et op kee Fall eng Obligatioun wär, fir d'Foto op der Gemeng ze huelen, mä dass een déi Foto och ka bei dem Fotograf maachen. Dass also déi Fräiheet weider besteet. Dat ass vu senger Säit aus déi Assurance, déi hie ginn huet, well d'Regierung sech bewosst ass, wat dat fir eng Partie Leit an deene Fotosgeschäfte respektiv an deene Fotosinstallatiounen ka mat sech bréngen.

Dat waren déi puer Explicatiounen, déi ech wollt ginn, mä ech well nach eng Kéier drop insistéieren, dass dat hei awer och an Intérêt vun Utilisateur ass, fir den Accès zum Pass an déi Formalitéite vun Pass esou einfach wéi méiglech ze maachen. Et ass natierlech och e Souci, fir de Fotografen esou wäit wéi méiglech entgéintzekommen, also déi zwou Saache mateneen ze verbannen, an dofir kënnen mir op jidde Fall, meng Fraktioun, dës Motioun net matstëmme.

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Fayot. Den Här Gibéryen huet elo d'Wuert. Duerno den Här Bettel.

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, mä Kolleg Jacques-Yves Henckes hat d'Iescht Woch schonn hei am Kader vun den Debatten drop higewisen, datt mer och erstaunt waren iwwert déi Démarche, déi vun der Regierung do gemaach ginn ass, fir datt eben elo sollten déi Fotoen do um Niveau vun de Gemenge gemaach ginn.

Ech mengen, wa mer hei vill diskutéieren, meng Virriedner hunn dat och scho gesot, datt virun allem d'mëttelstänneg Betriber, d'Handwerksbetriber sollen ënnerstëtzt ginn, an da gi mer opgrond vu politeschen Décisiounen hin a mir huelen e groussen Deel vun hirem Maart ewech, dann ass dat sécher a Contradictioun vun all deem, wat mer an de leschten Deeg a Wochen heibannen diskutéiert hunn.

Et ass och sécher, an dat ass jo och schued, datt kee vun der Regierung hei ass, wa mer iwwert déi heite Fro debattéieren.

Et ass och sécher, datt, wann d'Gemengen dat dote géife maachen, datt d'Gemengen da wäerten Taxen erëm aféieren, an datt dann d'Leit awer herno mussen déi Fotoen och op dem Niveau vun de Gemenge bezuelen, sécherlech vun enger Gemeng zu där anerer Gemeng eng aner Tax, déi dofir gefrot gëtt, als ob mer keng Unanimitéiten ënner de Gemenge kréien, mä datt all Gemeng wäert herno froe wat se wëllt. Verschidde Leit wénken elo Nee mam Kapp. Mä esou wéi ech d'Gemenge kennen, a virun allem wann d'Zäiten elo méi schlecht ginn, dann ass dem Afallsräichtum keng Grenze méi gesat, fir eben Taxen och do anzeféieren.

Et stellt sech awer fir mech en anere Problem, Här President, an zwar hu mer eng Gesetzgebung hei, déi verlaangt, datt, wann ee Fotoe mécht, ee muss dat geléiert hunn, datt ee muss en CATP hunn a souguer datt ee muss, wann een dat bedreift, eng Meescherprüfung hunn.

Ech hat net méi spéit wéi viru 14 Deeg eng Persoun bei mir um Büro, déi ee Geschäft huet, dee Fotoapparater verkeeft, deen am Ausland all Diplomer gemaach huet, déi e Fotograf ka maachen am Ausland, an dee vun Lëtzebuerg Minister keng Autorisation kritt huet, fir a sengem Geschäft Fotoen ze maachen, well en hei zu Lëtzebuerg keen CATP gemaach huet als Fotograf. Deen huet dat refuséiert kritt. Deen därer emol keng Passfotoen a sengem Geschäft maachen. Obschonn en eng ganz Rëtsch vun unerkannten Diplomer aus dem Ausland huet, huet en et refuséiert kritt, mat

dem Argument, en hätt hei zu Lëtzebuerg keng Schoulen, keen CATP gemaach an en huet keng Autorisatioun kritt.

Elo stellen ech mer d'Fro...

(Interruption)

Elo stellen ech mer d'Fro...

En huet keng Autorisatioun vum Mëtzelstandsminister kritt hei zu Lëtzebuerg mat deem doten Argument. Ech hunn dat och schréfflech gesinn.

Elo stellen ech mer d'Fro, wéi dann d'Kritären elo vun der Regierung si vis-à-vis vun deenen 116 Gemengen, ob déi kënne Fotoen ouni Diplom maachen.

(Interruptions)

» **M. le Président.** - Den Här Bettel huet d'Wuert.

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, ech soen lech Merci. Ech si ganz frou, déi Informatioun vum Här Fayot gehat ze hunn, dass muer den Här Asselborn zesumme mat de Fotografe kënnt, mä et ass e bësse spéit. Ech hunn och eng Question parlementaire gestallt. Et wier opportun gewiescht, wann een esou Décisiounen hélt, dass een au départ en amont vun esou enger Décisioun mat dem Corps professionnel zesummekënnt, wann ee mat esou vill Répercussions financières fir déi Corps professionnels ze rechnen huet.

Muer ass déi Entrevue, kréie mer gesot. Et ass traureg, dass guer kee vun der Regierung et fir néideg fénnt fir bei eis ze sinn, och wann nach Sitzung ass. Ech hoffen, dass muer dann ee géif kommen, an ech géif proposéieren, wann den Här Jaerling averstan wier, dass mer muer dann ee vun der Regierung héieren, dass do de Rapport gemaach gétt, wéi déi Réunioun verlaf ass mat de Fotografen, an dann en connaissance de cause zu dëser Motioun sollen ofstëmmen.

Mir sollen hei eng Motioun ofstëmmen a muer wësse mer net, wat d'Regierung décidéiert. Ech fannen et just kee gudde Stil, dass een elo virun de Fait accompli gesat gétt an ouni mat den Organisations professionnelles ze schwätzen.

Dofir wier dat d'Proposition, déi ech am Numm vun der Demokratescher Partei géif hei maachen, fir muer beim Vote d'Position vun der Regierung ze huelen an dann eréischt ofzestëmmen. Mä ech hoffen, dass muer selbstverständlech, Här President, ee vun dëser Regierung och Zäit huet fir bei eis ze kommen.

(Interruptions)

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

(Interruptions)

» **M. le Président.** - Mir haten décidéiert, datt mer déi Motioun hei géifen diskutéieren, d'Diskussioun haut ofschléissen a muer de Vote huelen.

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Virum Vote misst awer ee vun der Regierung soen, wat

hir Positioun ass. Ech weess net, wéini déi Sitzung ass am Ausseministère, mä et wier awer net schlecht, informéiert ze sinn.

(Interruption)

» **M. le Président.** - Wéi ass d'Positioun dozou?

» **Une voix.** - Ma mir géifen nach gär d'Stellung vun der Regierung héieren.

» **Une autre voix.** - Jo.

(Interruptions diverses)

» **M. le Président.** - Gutt. Souwisou ass de Vote vun der Motioun eréischt muer. Mir kucken, wann déi zoustänneg Regierungsmemberen do sinn, datt déi da muer heihinner kommen an ons soen, was Sache ist.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn um Enn vun eiser Sitzung.

D'Sitzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 18.46 heures)

SÉANCE 53

Mercredi, 13 mai 2009

Présidence: **M. Lucien Weiler, Président**
M. Jos Scheuer, Vice-Président

Sommaire

1. Communication

- *M. le Président*

2. Dépôt d'une proposition de loi

- *M. Aly Jaerling*

3. 6012 - Projet de loi portant abolition de l'obligation de fournir une copie certifiée conforme d'un document original

- *Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Média et des Communications: M. Lucien Thiel*

- *Discussion générale: M. Eugène Berger, M. Jean-Pierre Klein*

- *M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. Ordre du jour

- *M. Aly Jaerling*

5. 6008 - Projet de loi portant

1. transposition en droit luxembourgeois en matière d'infrastructures de transport de la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement

2. modification de la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement

3. modification de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles (suite)

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. Motion de M. Félix Braz relative à la lutte contre le changement climatique et à la coopération (suite)

- *Vote (motion rejetée)*

7. Motion de M. Aly Jaerling relative aux photos d'identité biométriques (suite)

- *Mme Colette Flesch, M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*

8. Motion de M. Xavier Bettel relative à la cessation de tout activisme électoral au sein des établissements scolaires pendant la campagne électorale

- *Exposé: M. Xavier Bettel*

- *Discussion générale: M. Norbert Hauptert, M. Carlo Wagner, M. Gast Gibéryen, Mme Viviane Loschetter, M. Aly Jaerling*

- *Vote (motion rejetée)*

- *M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*

9. 6009 - Projet de loi modifiant la loi du 19 décembre 2008 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Norbert Hauptert*

- *Discussion générale: M. Eugène Berger, Mme Lydia Mutsch, M. Camille Gira*

- *M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics*

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

10. 6011A - Projet de loi portant modification de l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Laurent Mosar*

- *Discussion générale: Mme Colette Flesch (dépôt d'une motion et d'une résolution), M. Roger Negri, M. Robert Mehlen*

- *M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics*

11. 6011B - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Lucien Thiel*

- *Discussion générale: M. Charles Goerens, M. Roger Negri*

- *M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget*

12. 6011A - Projet de loi portant modification de l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État (suite)

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

13. 6011B - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier (suite)

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi*

14. 6011A - Projet de loi portant modification de l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État (suite)

- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*

- *Vote sur la résolution 1 (adoptée)*

15. 6006 - Projet de loi portant modification de la loi du 17 février 2009 portant

1. modification de l'article L.511-12 du Code du Travail

2. dérogeant, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L.511-5, L.511-7 et L.511-12 du Code du Travail

- *Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi: M. Ali Kaes*

- *Discussion générale: M. Marc Spautz, M. Fernand Etgen, M. John Castegnaro, M. Aly Jaerling*

- *M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi*

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

16. Motion de M. Aly Jaerling relative aux photos d'identité biométriques (suite)

- *M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi (M. Aly Jaerling intervient)*

- *Vote (motion adoptée)*

17. Discours de fin de législature de M. le Président

- *M. le Président - M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Fernand Boden, Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Luc Frieden, François Biltgen et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

» **M. le Président.** - Dir Dammen an Dir Hären, déi lescht Sitzung vun dëser Legislativperiod ass op.

Ech wëll den Här Minister Boden froen, ob en am Numm vun der Regierung der Chamber iergendwellech Matdeelungen ze maachen huet?

» **M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.** - Neen, Här President.

1. Communication

» **M. le Président.** - Ech hunn eng Kommunikatioun un d'Chamber ze maachen.

Du 27 au 30 avril 2009 s'est tenue à Strasbourg la 2^e partie de la session ordinaire de 2009 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Y ont assisté cinq membres de la délégation luxembourgeoise, à savoir la Présidente de la délégation, Mme Lydie Err, le vice-président, M. Marcel Glesener, et les membres suppléants, Mme Anne Brasseur, et MM. Norbert Hauptert et Jean Huss.

Parmi les points à l'ordre du jour, il y a lieu de relever, entre autres, le rapport de la Commission des questions juridiques et des droits de l'Homme sur le projet de protocole N°14bis à la convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales (suite à la non-entrée en vigueur du Protocole N°14 et ses répercussions négatives sur le fonctionnement de la Cour - 100.000 affaires en suspens avec tendance croissante - ce protocole additionnel permettra à des formations de juge unique de reconnaître des requêtes irrecevables [actuellement traitées par des comités de trois juges] et d'étendre en outre la compétence du comité de trois juges au traitement des requêtes bien fondées et des affaires répétitives [actuellement soumises à une formation de sept juges]) et le rapport de la Commission pour le respect des obligations et engagements des États membres du Conseil de l'Europe (Commission de suivi) sur le respect des obligations et engagements de la Serbie, élaboré par M. Charles Goerens en sa qualité de co-rapporteur.

Plusieurs invités de marque ont pris la parole lors de la susdite session dans le cadre des points à l'ordre du jour, à savoir Mme Tarja Halonen, Présidente de la Finlande, M. José Luis Rodríguez Zapatero, Président du Gouvernement de l'Espagne, M. Thomas Hammarberg, Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe et M. Miguel Ángel Martinatos, Ministre des Affaires étrangères et de la coopération de l'Espagne en sa qualité de Président de Comité des Ministres de l'Assemblée parlementaire.

L'Assemblée parlementaire a adopté neuf résolutions, cinq recommandations et un avis (cf. copies jointes).

La 3^e partie de session de 2009 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe se tiendra à Strasbourg du 22 au 26 juin 2009. Elle sera précédée par la réunion de la Commission permanente de l'APCE qui se tiendra à Ljubljana, les 28 et 29 mai 2009.

Mir huelen dann deen éischte Projet, deen haut de Mëtteg...

(Interruption)

...op eisem Ordre du jour steet.

Den Här Jaerling huet d'Wuert gefrot, fir en Dépôt ze maachen.

2. Dépôt d'une proposition de loi

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Merci, Här President. Ech wëll haut nach eng Proposition de loi deponéieren, fir d'Gesetz vun der Réinsertion professionnelle an deem Sënn ëmzeänneren, dass d'Indemnité d'attente net méi vun de Pensionskeese bezuelt gëtt, well et eng Beschäftigungsmesure ass, an dass och déi Leit iwwer 50 Joer, déi an der Indemnité d'attente sinn, net méi brauchen all 14 Deeg bei d'Arbeitsamt ze pilgeren, well jo souwisou gewosst ass, dass keen hinnen eng Aarbecht sicht.

- 6044 - Proposition de loi portant modification de la loi du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle

» **M. le Président.** - Merci, Här Jaerling. Déi Proposition geet an déi legislativ Prozedur.

Mir huelen den éischte Projet, deen haut de Mëtteg op eisem Ordre du jour steet. Dat ass de 6012 iwwert d'Ofschafung vun der Copie certifiée conforme. De Rapporteur ass hei den honorabelen Här Lucien Thiel. Här Thiel, Dir hutt d'Wuert.

3. 6012 - Projet de loi portant abolition de l'obligation de fournir une copie certifiée conforme d'un document original

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

» **M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur.** - Merci, Här President. Kolleginnen a Kollegen, dee leschten Dag gëtt mat dësem Projet elo d'Dose vun de Gesetzer vum sougenannte Krisepak vollgemaach.

Et ass kee weltbewegende Projet. Seng Bedeutung ass plus ou moins proportional zur Längt vu sengem Text, an deen huet genau siwe Reien. An dach wäert dëst Gesetz vu villen appréciéiert ginn a vläicht méi en déiwen Androck hannerloosse wéi muncht säitelaangt Gesetz mat politischem Déifgang. Well et hëlleft enger lästeger Obligatioun of, iwwert déi scho jiddweree vun eis sech emol méi oder manner fatzeg geiergert huet.

Et kann ee sech effektiv froen, firwat déi Virschrëft iwwerhaapt gutt ass, dass d'Kopie vun engem Original muss extra certifiéiert ginn. Dat hat nach vläicht e Sënn esou laang déi Koplé mat der Hand gemaach gi sinn an de Kopist ouni Weideres hätt kënne vum Original ofwäichen. Mä am Zäitalter vun der Fotokopie sinn esou Fälschung praktesch ausgeschloss, well d'Technik sech net dofir hiergëtt.

Souguer wann eng Kopie aus wéi engem Grond och ëmmer dem Original net entspréche géif, wier nach laang net garantiert, dass déi Amtsperson, déi de Certificat ausstellt, d'Fälschung iwwerhaapt mierkt, well dee Fonctionnaire sëtzt jo net mat engem Vergrößerungsglas do a mécht och keng sophistiquéiert Schrëft- a Pabeieranalysen, ier hie säin Imprimatur op d'Kopie stempelt.

Eng räsonnabel Verhältnisméiglechkeet tëscht der Certificatioun vu Kopien an dem Opwand, deen déi Prozedur besonnesch fir

de Bierger an och fir d'Entreprisé bedeit, gëtt et deemno net. Dës Obligatioun passt einfach net méi an eis Zäit a scho guer net an dat ëmmer erëmt Bestriewen no administrativer Vereinfachung.

Et kënn nach derbäi, dass mir mat deem Certificatiounszwang iwwer Kräiz mat där neier Directive Services leie géifen, déi d'Certificatioun vun enger Kopie carrément verbitt, well si zu deene Formalitéite gehéiere géif, déi - wéi et heescht - wéint hirer exzessiver Lourdeur en Handicap fir d'Nidderloosungsfreiheet an d'Kreatioun vun neien Entreprises am Serviceberäich duerstellen.

Déi Direktiv soll deemnächst - dat heescht wuel am Hierscht, géif ech unhuelen - vun dësem Haus ëmgesat ginn. De Projet läit säit engem gudden Mount um Dësch vun der Chamber. Ech mengen, en dréit d'Nummer 6022.

Et war also net allzschwéier den Accord vun alle Säite fir dëse Projet ze kréien. Trotzdeem hat de Statsrot en Hoer an der Zopp fonnt, wann allerdéngs en éischter formaalt a kee prinzipiell: Well de Projet virgesinn huet, dass an allen - an elo zitieren ech - „an alle legislativen a reglementareschen Dispositiounen d'Certifikatiounsbegräifung ofgeschaf gi soll“, huet de Statsrot doranner e Verstouss géint d'Normenhierarchie gesinn, well hei Gesetz a Reglement an der Wäerteskala vermëscht ginn. Duerfir gouf et d'rout Kaart vum Conseil d'État a Form vun enger Opposition formelle.

Där Opposition huet d'Chamberskommissioun domat Rechnung gedroen, dass si am Text déi legislativ an administrativ Dispositiounen ersat huet duerch de Begrëff „toute procédure administrative“. De Statsrot hat dat och esou virgeschloen.

Déi aner Suggestioun vum Statsrot, dass Gesetz an d'Gesetz vum Dezember 1978 iwwert d'Procédure administrative non contentieuse anzubauen, gouf par contre net vun der Kommissioun zréckbehalen, mä dat war och nëmme eng Suggestioun vum Statsrot, deen och domat lieue kann, dass d'Ofschaffung vun der Copie certifiée conforme hiert eege Gesetz kritt.

Ech kéint mir virstellen, dass jiddweree heibanne sech deem Gesetzesprojet, wéi en elo um Dësch läit, uschlësse kann. Ech ginn alt emol den Accord vun der CSV-Fraktioun. Dat ass emol e gudden Ufank.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Thiel. Den honorabelen Här Berger huet d'Wuert gefrot.

Discussion générale

» **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Ech wëll dem Rapporteur Merci soe fir säi kuerzen, mä präzise Bericht. Ech mengen, deem ass net méi vill derbäizefügen. Ech mengen, hei ass jiddweree frou doriwwer, dass mer hei an de Sënn och vun der Simplificatioun administrative ginn. All Bierger hat sécherlech scho Situatiounen, dass en huet missen e puer Démarchen, e puer Weeër maachen, fir dann einfach kënnen eng Kopie ofzeginn. Dat ass an Zukunft net méi de Fall. An deem Sënn kënne mer also och dee Projet hei mat zwou Hänn ënnerschreien.

Duerfir géif ech och den Accord vu menger Fraktioun hei abréngen.

» **M. le Président.** - Merci, Här Berger. Den Här Klein huet d'Wuert.

» **M. Jean-Pierre Klein (LSAP).** - Jo, Här President, och dem Rapporteur Merci fir säin Opstreech, deen en eis ginn huet an dësem Projet de loi. Ech mengen, et ass

eng gutt Saach dat hei. Et ass am Interesse vun der Vereinfachung vun der Procédure administrative. Déi fréier Prozedur huet guer näischt ausgesot iwwert d'Konformitéit vun der Kopie, iwwert d'Authentizitéit vun der Kopie zum Original an och scho guer net iwwert d'Richtegkeet vum Contenu vum Original.

Duerfir gi mir och zu dësem Projet de loi eisen Accord.

» **M. le Président.** - Merci, Här Klein. Den Här Gira huet d'Wuert.

(Interruption)

Dann huet den Här Minister Fernand Boden d'Wuert.

» **M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.** - Merci, Här President,...

(Interruption)

...ech begrëssen dat. Effektiv ass et kee laangen Text, mä e schaaft, wéi den Här Rapporteur zu Recht gesot huet, eng lästeg Obligatioun of. En erméiglecht och an d'Richtung vun dem Guichet unique virtuel ze goen, dee jo déi administrativ Formalitéite soll wesentlech erliichteren. Ech mengen, jiddweree ass d'accord domat.

Et gesäit een och, dass de Wee vun der Simplification administrative net ëmmer en einfachen ass. Fir esou ee Projet wéi deen heiten, fir d'Ofschaffung vun enger Copie certifiée conforme brauch een en extraat Gesetz.

Dir wäert festgestallt hunn an all deene Propositiounen, déi gemaach gi sinn, fir déi administrativ Erliichtungen erbäizeféieren, muss ee ganz, ganz vill Gesetzer änneren. Ech wëll just soen, dass jo och am Kader vum Plan de crise dës Woch eng ganz Rei vu Gesetzer gestëmmt gi sinn, déi wesentlech Vereinfachung bréngen, besonnesch um Plang vun och dem Bauen. Ënner anerem gëtt d'Gesetzgebung iwwert den Naturschutz ëmgeännert. Ënner anerem gëtt och - an dee Projet de loi konnt leider elo net méi gestëmmt ginn - eng wesentlech Vereinfachung gemaach vun de Prozeduren, fir d'Wunnengen ze plangen an och ze bauen.

Dir gesitt also, dass ganz vill Projeten ënnerwee sinn, déi an déi Richtung do solle goen.

Ech wëll och ofschléissend soen, dass jo oft kritiséiert gëtt, et géif net genuch an der Simplification administrative gemaach ginn. Ech wëll just soen, dass dee Comité national, dee geschaf ginn ass, wou d'Entreprisé mat dra sinn, wou se kënnen hir Doléances presentéieren, dass dee ganz gutt Aarbecht gelescht huet, dass vill Efforté gemaach gi si fir Neel mat Käpp ze maachen, fir laangfristeg Akzenter ze setzen, fir déi Prozedure wesentlech ze vereinfachen, an dass vun deene Projeten, déi an deem Entfesselungspiang waren, déi wäit aus gréisst Majoritéit scho realiséiert ginn ass. Dat hei ass, wéi gesot, eng weider Etapp an déi Richtung.

Ech hoffen, dass och an nächster Zäit déi administrativ Vereinfachung eng wesentlech Prioritéit wäert bliwen. Ech sinn och iwwerzeegt, dass mer laangfristeg kënnen och do gutt Resultater kréien. Also Merci nach eng Kéier fir d'Approbatoun vun dësem Projet. Et gesäit ee jo, dass jiddweree mat dësem Projet och d'accord ass.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum Vote iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Vote fänkt un. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass eestëmme mat 60 Stëmme uegheoll.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6012 est adopté à l'unanimité des 59 votants.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Marcel Oberweis), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar,



Chambre
des Députés

L U X E M B O U R G

d'Chamber online op

www.chd.lu

Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber (par Mme Martine Stein-Mergen), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Carlo Wagner), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir stëmmen elo of iwwert de Projet...

(Interruption)

Här Jaerling?

4. Ordre du jour

» **M. Aly Jaerling (Indépendant)**.- Här President, gëschter ass de Wonsch hei ausgedréckt ginn, dass d'Regierung soll Stellung huelen zu där Motioun iwwert d'Fotografen.

Ech wëll wëssen, ob d'Regierung dann hei Stellung hält - virdrun, ier mer déi Motioun ofstëmmen - oder net a wéini dass mer déi Motioun ofstëmmen.

5. 6008 - Projet de loi portant

1. transposition en droit luxembourgeois en matière d'infrastructures de transport de la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement

2. modification de la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement

3. modification de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles (suite)

» **M. le Président**.- Här Jaerling, wann Der dem President eng Chance gitt, ech wollt just zu deenen Theme kommen.

Ech wollt elo emol proposéieren, dass mer fir d'éischt géifen ofstëmmen iwwert de Projet de loi 6008, den Impakt vun den Infrastrukturen op d'Natur.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Vote fänkt un. Ee Moment nach bis d'Elektronik souwäit ass. Voilà. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6008 ass ugehall mat 53 Jo-Stëmme bei 6 Abstentiuonen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Carlo Wagner), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;

M. Jean Huss (par M. Félix Braz);

MM. Gast Gibéryen, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

6. Motion de M. Félix Braz relative à la lutte contre le changement climatique et à la coopération (suite)

Mir kommen dann zum Vote iwwert d'Motioun vum honorabelen Här Braz iwwert d'Lutte géint de Changement climatique an d'Kooperatioun; eng Motioun, déi gëschter diskutéiert ginn ass.

(Interruption)

Jo, also bei Motiounen: D'Chamber ass souverän fir Motiounen ofzestëmmen oder net, ob mir eng Stellungnahm vun der Regierung hunn oder net. Mir hunn déi Motioun gëschter diskutéiert. Mir stëmmen elo driwwer of.

Vote

De Vote fänkt un. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun ass ofgelehnt mat 38 Nee-Stëmme bei 21 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Carlo Wagner), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

7. Motion de M. Aly Jaerling relative aux photos d'identité biométriques (suite)

Dann hu mer d'Motioun vum honorabelen Här Jaerling iwwert d'Photos d'identité biométriques. Do war gëschter gefrot ginn,

ob d'Regierung nach géif Stellung huelen. Et ass mer signaléiert ginn, den zoustännege Minister, den Här Ausseminister Asselborn, ass am Ausland.

» **Plusieurs voix**.- Oh!

» **M. le Président**.- Deement-sprechend, mir hu jo d'Motioun diskutéiert, géif ech da proposéieren...

D'Madame Flesch huet d'Wuert gefrot.

(Brouhaha général)

» **Mme Colette Flesch (DP)**.- Här President, mir hu bestëmmt alleguerte Verständnis derfir, wann den Ausseminister am Ausland ass, dass en net kann hei sinn. Nach besteet d'Regierung och nach aus anere Ministeren. D'Regierung misst kënnen zu där Fro, déi e puer Ministère concernéiert, net nëmmen den Ausseminister, mä dee vum Intérieur an dee vun der Fonction publique, zu där Affär Stellung huelen. An alle Parlamenten...

» **M. le Président**.- Ech géif bieden, emol der Madame Flesch nozelauscheren.

» **Mme Colette Flesch (DP)**.- Här President, an alle Parlamenten vun der Welt, wann den zoustännege Minister net kann do sinn, da gëtt en ersat duerch e Kolleg, dee vun him gebrieft ginn ass an dee fir hie ka Stellung huelen. Duerfir gëtt et zum Beispill an deene meeschte Regierungen Secrétaires d'État aux relations avec le parlement oder Ministres aux relations. Déi kënnen an déi sollen un de Sitzung vum der Chamber deel huelen an do de Point de vue vun der Regierung zum Ausdrock bréngen.

Wéi gesot, mat allem Verständnis, dass den Här Asselborn net kann hei sinn: Ee Member vun der Regierung misst awer kënnen am Numm vun der Regierung zu där doter Problematik Stellung huelen.

Ech soen lech Merci.

» **M. le Président**.- Deement-sprechend froen ech, Madame Flesch, d'Regierung, déi vertrueden ass duerch zwee Ministeren, ob ee wëllt hei fir den Här Asselborn Stellung huelen.

(Brouhaha général)

» **M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement**.- Här President, also...

» **M. le Président**.- Wann ech gelift.

» **M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement**.- Här President, ech kann net hei am Numm vum Här Asselborn schwätzen, wann e mer net den Optrag ginn huet, fir dat ze maachen, mä ech wouss och net, datt déi Motioun géif elo diskutéiert ginn. Ech mengen, et ass de Mëtteg um drai Auer eng Réunioun am Ausseministère mat den zoustännege Leit, mat de Pressefotografen, mat de Fotografen.

Duerfir denken ech, datt eventuell no där Réunioun vläicht e Verrieder vun dem Ausseminister heihinnerkënn, fir da kënnen dozou Stellung ze bezéien. Dir wëllt natierlech ofstëmmen; ech weess net am Viraus, wat an där Réunioun do erauskomm ass, mä ech mengen, den Här Asselborn huet scho ganz kloer seng Positioun hei erkläert.

(Interruptions diverses)

» **Une voix**.- Hei ni!

» **M. le Président**.- Dir Dammen an Dir Hären, et war gëschter, wann ech mech richtig erënneren, gesot ginn, dass mer géifen déi Réunioun am Ausseministère ofwaarden, fir ze gesinn, wat als Resultat dann aus där Entrevue erauskomm ass.

Wann et de Wonsch vun der Chamber ass, da stëmme mer déi Motioun um Enn vun der Sitzung of. Vläch hu mer bis dohinner iergendwellech Nouvelen.

Ass d'Chamber domat d'accord?

(Assentiment)

Da maache mer dat esou.

Dann hu mer nach d'Motioun, déi den honorabelen Här Bettel gëschter erabruucht hat. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

8. Motion de M. Xavier Bettel relative à la cessation de tout activisme électoral au sein des établissements scolaires pendant la campagne électorale

» **M. Xavier Bettel (DP), auteur**.- Si ass nach net ausgedeele ginn, Här President.

(Hilarité et interruptions)

» **M. le Président**.- Si ass ausgedeele, Här Bettel.

» **M. Xavier Bettel (DP), auteur**.- Et huet kee se kritt.

» **M. Norbert Hauptert (CSV)**.- Dir waart net ëmmer hei, Här Bettel!

» **M. Xavier Bettel (DP), auteur**.- Ech war gëschter hei, Här Hauptert...

» **M. le Président**.- Also, Här Bettel, wann Är eege Fraktiounskolleege soen, si hätte se kritt, da ginn ech dervun aus, datt dat, wat d'Verwaltung mer seet, stëmmt. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Xavier Bettel (DP), auteur**.- Här President, ech wollt lech just soen, ech sinn zimlech iwwerrascht gewiesch, an ech mengen, déi Jonk Gréng hunn dat och an engem Communiqué gemaach, iwwert d'Manéier, wéi den Här Biltgen elo duerch d'Schoule pilgert, fir do entre autres, an ech zitieren d'„Wort“, iwwert de 5611 Explikatiounen ze ginn.

Wéi de 5611 gestëmmt ginn ass, hat kee vun der Regierung Zäit fir mat deene Jonk ze diskutieren.

» **Plusieurs voix**.- Oh! Oh!

(Brouhaha général)

» **M. Xavier Bettel (DP), auteur**.- Duerfir hate mer déi jonk Leit op der Strooss.

Haut - an et ass zoufällegeweis, Här President, kuerz virun de Wahlen - fënn den Här Biltgen Zäit fir mat deene jonke Leit iwwert de 5611 schwätzen ze goen. A wann ech liesen, Här President: „Arbeitsminister François Biltgen wird für weitere Diskussionsrunden mit Schülern am 14. Mai im Lycée classique in Diekirch und im Lycée technique in Ettelbrück, am 19. Mai im Mamer Lycée, am 20. Mai in der Saint-Georges International School und am 2. Juli in der International School Luxembourg zu Gast sein.“

Wéi ass dat, dass e Minister esou kuerz virun de Wahlen nach duerch Lycéee geet, fir ze erklären, wéi seng Politik ass?

» **Une voix**.- Dat ass einfach Mëssbrauch!

» **M. Xavier Bettel (DP), auteur**.- A virun allem, Här President, firwat hält dat da virum 7. Juni just op? Firwat mécht en da keng nom 7. Juni - den 9., 10.?

Ech fannen dës Manéier net korrekt. D'Politik soll sech aus de Schoulen halen. De Minister hätt Zäit gehat, fir dat op anere Plazen ze organiséieren, wéi mat de Schoulen duerchgezogen. Déi Organisatioun hat e selwer gefrot, fir kënnen duerch d'Schoulen ze goen. Dat war décken Zirkus a vun der Ministesch refuséiert ginn. Elo hu se duerch d'CGJL d'Méiglechkeet kritt, en Débat contradictoire ze maache mat all de Parteien.

Et geet net hei, dass déi stäerkste Partei aus dem Land sech an d'Lycéeën invitéiert an do unilatéralement hir Politik verdeedegt. Dat mécht een net, an duerfir géif ech d'Chamber invitéieren, dës Motioun ze stëmmen an ze froen, fir dass d'Regierungsmemberen net méi an de Lycéeën intervenéieren, elo bis no de Wahlen, well dëst ass net korrekt vis-à-vis vum Wieler a vis-à-vis vun dëser Chamber.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix**.- Très bien! Très bien!

» **M. le Président**.- Den honorabelen Här Hauptert huet d'Wuert gefrot.

» **Une voix**.- Et gëtt Zäit, dass dat do ophéiert. Sauerei!

» **Une autre voix**.- Op dem Steierzueler seng Käschten!

(Interruptions)

Discussion générale

» **M. Norbert Hauptert (CSV)**.- Här President, ech wollt am Fong geholl zu där Motioun hei Stellung huelen, fir ze éviéieren, datt d'Chamber sech an der leschter Sitzung vun dëser Legislatur och nach lächerlech mécht.

Ech wollt mech erklären: Den Här Bettel huet jo den Här Biltgen hei ernimmt, den Här Biltgen, deen zënter zwee Joer mat engem wichtege Gesetz - dat heescht, d'Gesetz iwwert d'Beschäftigungsmaßnahmen - an déi Schoulen, déi en invitéieren, geet, fir deene Jugendlechen déi Moosnamen ze erklären. Et ass also...

(Interruption)

Et handelt sech ëm eng Campagne, ëm eng Campagne d'information...

» **M. le Président.** - Här Henckes!

» **Une voix.** - Jo, ech weess, Dir hutt keng Direkteren. Duerfir ka kee vun Ärer Partei eis do alueden.

» **Plusieurs voix.** - Ah! Ah!

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Et si Parteidirekteren, ah sou!

» **Plusieurs voix.** - Ah! Ah!

» **Une voix.** - Gutt, datt mer dat eng Kéier gesot kréien.

» **M. Norbert Hauptert (CSV).** - Här Gibéryen, Dir sidd och hei, Dir sidd och concernéiert. Duerfir lauschtert emol gutt no, Här Gibéryen.

(Brouhaha général et interruptions diverses)

» **M. le Président.** - Wann ech gelift, ech géif dach hei bieden.

(Interruptions diverses)

» **M. Norbert Hauptert (CSV).** - Här Bettel, lauschtert no, Här Bettel. Ech hunn lech jo och nogelauschert. Dir sidd net oft hei, awer wann Der hei sidd, hutt Der de Bak ëmmer op.

» **Plusieurs voix.** - Oh! Oh!

(Brouhaha général)

» **M. Norbert Hauptert (CSV).** - Duerfir hätt ech léiwer, Dir géift elo emol hei nolauschteren.

» **Une voix.** - Wann ech gelift!

» **M. Xavier Bettel (DP), auteur.** - Den Här Hauptert gëtt nervös, Här President.

(Coups de cloche de la Présidence et interruption)

» **M. Carlo Wagner (DP).** - Ech wëll lech eng Fro stellen, Här Hauptert. Selbstverständlech wëll ech awer net an deene-selwechten Terme schwätzen, wéi Dir elo grad gebraucht hutt. Ech fannen, dat ass net würdeg fir dat Haus hei. Mä meng Fro ass: Fannt Dir et normal, dass zwee Joer nom Vote eng Campagne d'information leeft?

» **Une voix.** - Jo.

» **M. Carlo Wagner (DP).** - Ass dat Gesetz dann esou konfus oder wat?

Ech mengen, et soll een informéieren haapt-sächlech, direkt virdrun oder direkt duerno. Mä zwee Joer duerno, dat schéngt mir effectivement ganz komesch ze sinn.

» **M. Norbert Hauptert (CSV).** - Mä ech mengen, et ass...

(Interruption)

Här President, et si wichteg Moosnamen an et kommen all Joer erëm Kanner aus der Schoul, dofir mussen déi och informéiert ginn. Här Wagner, gitt mer Zäit, datt ech mech hei erklären, well soss op eemol ass meng Zäit ofgelaf.

Den Här Bettel seet och a sengem Considérant, datt et sech ëm „différentes campagnes d'information“ handelt. Da seet en awer a sengem Dispositif, invitéiert en d'Regierung, fir den „Activisme électoral“ ze ënnerbannen.

(Interruption)

Dat heescht, mir fuerderen d'Regierung op, eppes net méi ze maachen, wat d'Regierung jo guer net mécht; well et si jo Campagnes d'information,...

» **Plusieurs voix.** - Oooohhh!

(Brouhaha)

» **M. Norbert Hauptert (CSV).** - ...an dann invitéiere mer se „tout activisme électoral“ ze ënnerbannen.

(Brouhaha et hilarité)

Här President, fir datt den Här Bettel sech net lächerlech mécht...

» **Plusieurs voix.** - Oooohhh!

(Coups de cloche de la Présidence)

» **M. Norbert Hauptert (CSV).** - ...an déi Leit, déi hei mat ënnerschriwwen hunn, géif ech e bieden déi Motioun hei zrëckzéien. Wann dat net de Fall ass, misste mir dergéint stëmmen.

Ech soen lech Merci.

» **Une voix.** - Abee jo!

(Brouhaha)

» **M. le Président.** - Den Här Gibéryen.

(Interruption)

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Ech muss leider soen, datt den Här Hauptert elo wierklech eng Chance verpasst hat, fir vläicht eng Kéier keen Oprétt hei an der Chamber ze maachen,...

(Hilarité)

...obscho seng Ausso, datt d'Schoul-direkteren enger Partei géife gehéieren, awer...

(Interruption)

Neen, Dir hutt gefrot: Hutt Dir an der Partei, hutt Dir dann nach keng?

Dir hutt keng. Domadder sot Dir jo, datt déi, déi an der Regierung sinn, datt déi Direkteren hunn. An et ass jo och näischt Neies. Mir wëssen dat jo, et sinn der souguer vun hei aus der Chamber aus, déi hate schon demissionéiert, ier se Direkter genannt si ginn an engem Lycée, well se sécher waren, datt se déi krite.

Also, Dir hutt am Fong kee Geheimnis ver-roden. Dir hutt am Fong confirméiert, dat wat d'ganz Land seet, an dat wat mir och als Partei soen, datt dat ee Stéck ass, wann eise Schoulsystem esou schwaach ass, well mer net ëmmer déi beschte Leit un d'Spëtzt vun de Schoule setzen, mä - vun lech aus gesinn - déi mat där beschter oder där richteger Parteikaart ginn un d'Spëtzt gesat.

(Brouhaha)

An dat ass dat, wat elo hei confirméiert ginn ass.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - An dann ass et net ze schued gewiescht, Här President, datt mer nach een Dag drugehaangen hunn oder zwee, fir datt mer dat awer och elo nach eng Kéier esou kuerz virun de Wahle vun der CSV hei confirméiert kréien.

(Hilarité)

Mir mussen soen, datt mer och schockéiert waren, wéi mer dat doten héieren hunn, datt elo, esou kuerz virun de Wahlen, Ministeren - et ass zwar Oktavezäit -, mä datt déi och elo nach an d'Schoule pilgere ginn.

(Hilarité)

Dat, mussen mer awer soen, dat hu mer awer wierklech elo e staarkt Stéck fonnt. Et ass e Mëssbrauch gewiescht. Et ass e Mëssbrauch vum politesche Pouvoir. An d'Fairness vun de Parteie virun de Wahlen, mengen ech, hätt missen derzou féieren, datt ee Minister vu sech aus gesot hätt, déi Zäit virun de Wahle ginn ech net an eng Schoul Virträg halen. Dat wär dat mannst, wat een hätt kënne vun engem Minister verlaangen.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - A wann en der Meenung gewiescht wär, et wier nach en Erklärungsbedarf do, dann hätt e jo awer bestëmmt och ee Fonctionnaire fonnt, deen en hätt kënne dann an déi Schoul schécken an deen als Fonctionnaire dohinner gaange wär, déi d'Gesetz erklären an déi Froen, déi gestallt wiere ginn, beäntwerten. Awer als Minister virun de Wahle vun engem Lycée, als Kandidat, als Parteidirekter, a virun de Wahle vun engem Lycée an deem aneren ze bleiwen, dat ass onwürdeg vun enger Partei, déi jo mengt, si hätt et net néideg.

Anscheinend, Här President, schéngt d'CSV awer lues a lues nervös ze ginn, well fir op esou Manéieren zrëckzegräifen, dat ass enger Partei a Politiker onwürdeg!

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - D'Madame Loschetter huet d'Wuert.

» **Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).** - Här President, et waren déi Jonk Gréng, déi e Communiqué dozou erausginn hunn, a mir als méi eeler Gréng géifen dann och hei dozou Stellung huelen an domadder och erklären, firwat mer déi Motioun vun Här Bettel ënnerstëtzen.

Virun eppes ongeféier zwee Joer, hate mer hei méi oder manner hefteg Debatten iwwert de Projet de loi 5611, notamment och iwwert dee Volet vun de Mesuren, déi virun allem déi jonk Leit eppes ugin. Ech ka mech och erënneren, datt zu deem Zäitpunkt och schonn de Minister, wéi hien da gemengt huet ze soen, den Dialog mat de

Schüler a Schülerinne gesicht huet, an do och mat deene Schüler a Schülerinnen accompagnéiert vu senge Fonctionnaires duerch verschidde Lycéesgebaier getréppelt ass.

Dat hu mer déi Zäit och net glécklech fonnt. Net, datt mer et net gerechtfäerdeg fonnt hunn, datt e Minister wëllt säi Projet de loi erklären. Néanmoins hätt mer gemengt, deemools schonn, datt en dat hätt missen op enger neutraler Plaz maachen, wou jiddereen dann hätt kënne kommen oder net, wann en dat dann och gewollt hätt, an iwwregens d'Elteren dee Moment dann och.

Sou. Zwee Joer duerno gesi mir awer nu wierklech net an, firwat e Minister nach ëmmer muss iwwert e Gesetz informéieren, wou hie selwer am Fong geholl sech hätt missen informéiere loosson, andeem e vläicht sech hätt missen eng Evaluatioun, e Bilan virleee loosson. A wann hien e Bilan vun deem Projet 5611 - iwwregens e Bilan, eng Evaluatioun, déi mir hei zesumme gefrot hunn, a wou mer och gesot kritt hunn, mir géifen déi selwer och hei an der Chamber presentéiert kréien -, wann en dann e Bilan, eng Evaluatioun gehat hätt, ech denken, dann hätt dat ons alleguerten interesséiert, wat dann déi Evaluatioun vun deene Mesuren aus dem Projet de loi 5611 fir déi Jugendlech, déi eng Aarbecht sichen, wat dat beinhalt hätt.

Deem ass awer net de Fall. Et läit weder eng Evaluatioun vir, nach e Bilan vir. An ech denken, dat et e Mëssbrauch ass an eng Respektlosegkeet vum Jugendlechen, vum Schüler a vun der Schülerin,...

(Brouhaha)

...elo zwou Woche virun de Wahlen an e Lycée ze goen a mat engem Projet de loi wëllen d'Leit informéieren, dee schonn zwee Joer en vigueur ass a wou mer net wëssen, wou en déi Jugendlech hiféiert, ausser an eng Sakgaass.

Mir fannen dat onerhéiert an dofir biede mir och all ons Kolleegen heibannen, déi Motioun mat ze ënnerstëtzen.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Voilà. Dir Dammen an Dir Hären, den Här Jaerling.

» **Une voix.** - Et verstéisst souguer kéint de Jugendschutz.

(Hilarité et interruption)

» **M. le Président.** - Här Jaerling, Dir representéiert leider net déi gréisste Fraktioun hei am Haus. Duerfir kënt Der och net ëmmer fir d'éischt d'Wuert hunn.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Awer déi schwéiersten!

Här President, ech gesinn dat Ganz do e bësse méi cool, well ech hunn hei de Verdacht, wéi wann hei Verschiddener sech schéin an de Knéi geschoss hätten.

» **Une voix.** - Ouh?

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - An ech erënneren emol drun, 2005, do hu mer virum Referendum vum Traité constitutionnel, do ass genau datselwecht geschitt, wat elo geschitt ass. Dat heescht, do si verschidde Parteien, déi hunn hir Partei...

(Interruptions)

All zesummen, Déi hunn hir Partei - net als Chamber, well domadder war ech net d'accord -, déi hunn hir Parteizaldoten an d'Lycéeë geschéckt fir de Schüler eng Gehirwäsch ze maachen. Et huet awer guer näischt gedingt, well 62% vun de Schüler hu géint deen Traité gestëmmt.

An ech maache mer och dofir elo keng Gedanken. Déi, déi elo an déi Lycéeë gaange sinn, déi kréien d'Schüler och net iwwerzeegt. Well d'Schüler falen net op all Tricken eran, an dat hu mer beim Traité constitutionnel gesinn.

A mir hunn och gesinn, wéi wéineg Respekt dass Der virum Vote vun 62% vun deene jonke Wieler hutt, well Der hutt den Traité constitutionnel awer gestëmmt, an den Traité vu Lissabon duerno och nach gestëmmt, ouni d'Schüler iwwerhaupt ze froen.

An ech froe mech, wat Der hei sou eng opféiert. Ech maache mer guer keng Angscht, well och den Här Biltgen, dee kritt d'Schüler net erageluecht.

» **M. le Président.** - Dir Dammen an Dir Hären, d'Diskussioun ass ofgeschloss. Mir kommen zum Vote iwwert d'Motioun.

Vote

Ech denken, de Vote électronique ass verlaangt. De Vote fänkt un. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun ass ofgelehnt mat 34 Nee-Stëmmen, bei 23 Jo-Stëmmen an enger Abstentioun.

Résultat définitif après redressement: la motion est rejetée par 33 voix contre, 23 voix pour et 1 abstention.

Ont voté oui: Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par Mme Colette Flesch), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Félix Braz), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Marcel Oberweis), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Fernand Diederich, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Roger Negri, Jos Scheuer et Romain Schneider.

S'est abstenu: M. Roland Schreiner.

» **Une voix.** - Abee jo!

» **M. le Président.** - Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour.

(Interruption)

Här Minister Boden.

» **M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.** - Här President, ech sinn elo grad informéiert ginn, datt den Här Minister Biltgen um Wee ass fir hei an d'Chamber, fir selwer och dozou Stellung ze zéien. Ech war gëschter zoufälleg bei enger Pressekonferenz derbäi, wou en erkläert huet, ëm wat et géif goe bei den Diskussiounen, déi en hätt mat de Schüler.

Mir maachen eis alleguer Suergen, datt ganz vill Schüler, déi elo aus der Schoul erauskommen, riskéiere keng Aarbechtsplaz ze fannen, datt een...

(Brouhaha)

Ech wëll lech just soen, keng Aarbechtsplaz fannen, datt en iwwert déi Problematik mat de Schüler diskutéiert. Net op seng Demande hinn, mä op d'Demande vun de Schoulen hin.

Dat heescht, gitt dem Här Biltgen vläicht, wann en heihinner kënt, d'Chance...

(Brouhaha)

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Et ass gutt, dass den Här Frieden dem Här Biltgen ugeruff huet, dass e soll séier heihinner kommen.

» **M. le Président.** - Här Bettel, et sinn net déi, déi am haartsten heibanne schwätzen an am haartste jaitzen, déi ëmmer Recht hunn.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Dofir, ech géif bieden, den Här Wagner huet virdru vun der Dignitéit geschwat, datt een dat géif e bësselche respektéieren, och an där leschter Sitzung, déi mer hei hunn.

» **M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.** - Ech géif awer bieden, datt den Här Biltgen d'Wuert géif kréien, wann e géif heihinner kommen, fir dozou Stellung ze bezéien.

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Si ass elo schonn ofgelehnt!

(Interruptions diverses)

» **M. le Président.** - Also...

» **Une voix.** - ... 60-mol Parole après ministre, dat ass kee Problem!

(Brouhaha)

» **M. le Président.** - Voilà! Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen zum nächste Punkt.

(Brouhaha)

Also, ech mierken awer, datt d'Nervositéit hei virun de Wahlen...

(Hilarité)

» **Plusieurs voix.** - Ooohhh!

» **M. le Président.** - ...leider an der leschter Sitzung elo Iwwerhand hält. Mir hunn elo mat Serenitéit déi lescht Wochen d'Débaten hei gemaach. Ech wär frou, wa mer géifen an d'ärselwechter Serenitéit déi lescht Sitzung hei iwwert d'Ronne kréien.

» **Une voix.** - Très bien!

» **Une autre voix.** - Dir hutt jo „Hilarité“, Här President.

» **M. le Président.** - Iwwert dat, wat ech gesot hunn?

» **La même voix.** - Neen.

» **M. le Président.** - Très bien. De Projet de loi 6009, d'Ofännerung vum Budgetsgesetz. Den honorabelen Här Hauptert ass hei Rapporteur. Här Hauptert, Dir hutt d'Wuert.

9. 6009 - Projet de loi modifiant la loi du 19 décembre 2008 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

» **M. Norbert Hauptert (CSV), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet 6009 amendéiert d'Artikele 26 iwwert de Fonds d'investissement public an 29 iwwert de Fonds des routes vum Budgetsgesetz fir d'Joer 2009.

Déi zwee Artikele lëschten déi Bauteprojeten op, déi d'Regierung iwwert d'Investissementsfonge finanzéiere kann an déi keng gesetzlech Autorisatioun vun der Chamber bedingen.

Dëse Projet ass eng vun deene Moosnamen, déi d'Regierung am Kader vum Konjunkturpak proposéiert, fir déi ekonomesch Aktivitéit bei eis am Land op Trapp ze halen. En zitt eng Rei vu Bauteprojete vir, déi d'Regierung eréischt fir déi kommend Jore geplangt hat an déi opgrond vun zwou anere Gesetzesmodifikatiounen, déi mer gëschter gestëmmt respektiv haut nach wäerte stëmmen, an déi zwou Lëschten nogedroe kënnen ginn.

Et handelt sech ëm de Projet 6007, dee vu mengem Kollege Lucien Clement hei virgedroe gouf an deen der Regierung erlaabt, verschidde Stroosseprojeten, preziséiert „Projets du domaine de la voirie normale“, och iwwert de Fonds des routes ze finanzéieren. Bis elo hunn déi Projeten am Kader vum normale Budget misse realiséiert ginn.

Anerersäits handelt et sech ëm de Projet 6011A, deen de Kollege Laurent Mosar elo gläich wäert hei presentéieren an deen de Seuil fir d'Realisatioun vun Infrastrukturprojete fir de Stat, iwwert deen e spezialt Gesetz muss gestëmmt ginn, vu 7,5 Milliounen op 40 Milliounen eropsetzt.

Dës zwou Modifikatiounen erméiglechen der Regierung déi Projeten, déi sprochräif sinn a wéinst der Héicht vun dem Investissement respektiv dem Charakter vun der Stroosseninfrastruktur net konnten an déi Strooss agedroe ginn, elo an déi Lescht nozeschéieren.

D'Budgetsenveloppe fir déi nogedroe Projeten ze finanzéieren, beleeft sech op eng

Gesamtzomm vun 278.560.000 Euro. Dës Enveloppe affektéiert de Gesamtbetrag vun den Ausgabe vum Budget fir d'Joer 2009 net, well d'Projete jo iwwert de spezifeschen Investissementsfong finanzéiert ginn.

Et sief och nach ervirzehiewen, datt déi 278 Milliounen net all dëst Joer verbraucht ginn, well déi meescht vun deene Projete sech jo iwwert e puer Joer erstrecken.

D'Berufschamberen an de Statsrot hunn de Projet favorabel aviséiert. De 16. Abrëll huet d'Chamberskommissioun mäi Rapport ugeholl a si proposéiert der Chamber de Projet, esou wéi en hei virläit, ze stëmmen, an ech bréngen och domat den Accord vun eiser Fraktioun.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Hauptert. Den éischten agedroene Riedner ass den Här Berger.

Discussion générale

» **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Ech mengen, mir hunn hei de Rapport héieren. Dozou ass näischt weider bäizefügen. Mir géifen och als DP-Fraktioun den Accord zu dësem Projet de loi ginn.

» **M. le Président.** - Madame Mutsch.

» **Mme Lydia Mutsch (LSAP).** - Merci, Här President. Ech sinn och mandatéiert fir am Numm vun eiser Fraktioun eisen Accord zu deem dote Projet ze ginn.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Wëllt soss nach een d'Wuert huelen? Jo, Här Gira.

» **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President. Ech wollt ganz kuerz Stellung huelen am Numm vun der grénger Fraktioun, am Numm awer och vum Fränz Bausch, dee leider haut net kann hei sinn, deen déi Projeten eigentlech an der Finanzkommissioun suivéiert huet. An eigentlech wëll ech déi zwee nächst Projete matenee behandelen, well ech hätt et eigentlech och méi logesch fonnt, wa mer fir d'éischt de 6011A gestëmmt hätten, well dat jo eigentlech eréischt erméiglecht déi Projeten, déi mer elo beim 6009 op déi Lëscht huelen, op déi Lëscht ze huelen. Wa mer dat eent Gesetz net stëmmen, dann ass de Vote iwwert dat, wat mer elo maachen, eigentlech iwwerflësseg.

Bon, elo kéint een, d'selwecht wéi ech gëscht gesot hunn, dass mer natierlech hellhörig ginn als Gréng, wann een iwwert d'Impaktstudie wëllt ännere goen, kéint een och hellhörig ginn a soen, elo wëllt eng Regierung de Contôle parlementaire iwwert eng Rei Projete verkleinere, andeems ee ganz einfach de Seuil, ab deem e Gesetz muss gemaach ginn, héicht. An esou wéi ech gëscht gesot hunn, dass mer bei der Impaktstudiedirektiv „gebranntes Kind“ sinn, wéinst engem gewëssenen, relativ bekannte fréiere Bauteminister, si mer an deem hei Domän vläicht nach méi „gebranntes Kind“, a grad och wéinst deemselwechte relativ bekannte fréiere Bauteminister.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Eng Rei vun lech kënnen sech nach vläicht erënneren, dass mir als Gréng am Kader vun der Kommissioun „Dysfonctionnement an dem Santéministère“ notament déi hei Problematik och opgeworf hate fir de Bauteministère deemools.

Mir haten nogewisen, dass iwwert de Fonds des routes d'Surveillance vun den Autobunnen a Milliounenhéichte géif verdeelt ginn, ouni Ausschreiwung an ouni dass d'Chamber jeemools iwwert déi ganz Ausgaben hei e Gesetz gemaach huet. An notament hat ech och perséinlech eng Kéier opgeworf, dass de Bauteminister amgang wär, de CITA iwwer normal Kreditter vum Fonds des routes ze finanzéieren, ouni dass e Gesetz do komm ass.

Dunn hunn ech mer eng Kéier op engem Face à face op der Televisioun vun deem deemolege Bauteminister misse soe loosene, déi Gréng géife vill Brach verzielen. Bon, léif Kollegen a Kolleginnen, wann ech nodréiglech kucken, wat dee CITA kascht huet a wat en eis bréngt, nämlech just gewuer ze ginn, dass mer am Stau stinn, wa mer dra stinn, da géif ech deem deemolege Bauteminister déi Geschicht mam ville Brach ziele ganz gären zréckginn a soen: Ech mengen, dee Bauteminister huet vill Mëscht gebaut.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Wann een awer elo gesäit, dass deen

heitege Bauteminister, zënter dass en do ass, a vläicht ass och eng vun den Ur-saachen am ënnerschiddleche Virgoen déi, dass deen heitege Bauteminister eng gewëssen Expérience an der Chamber hat par rapport zu deem, vun deem ech elo déi ganzen Zäit geschwat hunn, dat mierkt een duerch d'Bänk praktesch bei alle Leit, déi mol hei op der Chambersbänk souzen, déi hunn, wa se mol eng Kéier d'Säite wieselen, meeschtens méi Verständnis fir dat héicht Haus hei. An dat kann ee wierklech dem Här Wiseler soen, dass zënter dass hien de Ministère iwwerholl huet, en alles dru setzt, fir souwuel en amont wéi en aval eng gutt Kooperatioun mat der Chamber anzegoen, fir Transparenz ze suergen, an dass een hei ëmmer kann novollzéien, wat an deem Ministère, dee sécherlech net deen ass, deen am mannste Sue verbrot hei am Land, geschitt.

» **Une autre voix.** - Très bien!

» **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Mir wëssen dat ze apprécieieren. An nodeems dann och an deem heite Fall, an ech schwätzen eigentlech elo vum Gesetz 6011, gesot ginn ass, dass, wa mer de Seuil vu siwen an en Halleft op 40 erop héijen, wat jo net näischt ass, derfir gesuergt gëtt, dass éischters selbstverständlech déi Projeten alleguerten an enger Motioun erakommen an dass do dernieft awer och - dat wat eben nei ass - all Fraktioun kann e Vote séparé froe fir deen eenzelnen oder deen anere Projet, fir och ganz kloer ze dokumentéieren, dass mir net d'accord sinn, dass déi Suen an eenzel Projete ginn, mengen ech, kann ech fir déi zwee Projeten hei am Numm vun der grénger Fraktioun den Accord bréngen an hoffen, dass déi Transparenz, déi vun dësem Bauteminister ugefaange ginn ass, vun deem nächsten oder där nächster, wien ëmmer et ass, weidergefuert gëtt.

Ech soen lech Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Gira. Den Här Mehlen huet d'Wuert. Den Här Mehlen verzicht, da kritt d'Regierung d'Wuert.

» **M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics.** - Merci, Här President. Vlächcht just zu deem éischte Projet, deen zweete kënn jo am Prinzip eréischt duerno, wëll ech soen, datt dat hei effektiv de Complément ass zu deem, wat mer gëschter gestëmmt hunn. Wa mer gëschter d'Méiglechkeet hunn am Fonds des routes eng Rei CRe respektiv Routes-nationales iwwert de Fonds des routes ze huelen, ass dat hei de Complément, mat deem eis d'Chamber Autorisatioun gëtt fir déi Projeten op de Stroossen, respektiv eng Rei anerer am Héichbau ze maachen.

Déi meescht Projeten, déi, déi méi deier sinn, si souwisou schonn an enger éischter Etapp virun engem hallwe Joer oder engem Joer an der Chamber duerchdiskutéiert ginn. Esou dass ech am Fong frou sinn, fir emol fir deen éischte Projet provisoersch Merci ze soen. An och Merci dem Här Gira fir déi léif Wieder. Une fois n'est pas coutume.

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister.

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet 6009. Den Text steet am Document parlementaire 6009^e.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Vote par procuration. Fin du vote.

De Projet de loi ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen; keen Neen a keng Enthaltung.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6009 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Walter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme

Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helming, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Da komme mer zum Projet de loi 6011A, eng Ofännerung vun der Statskontabilitéit. Och hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. D'Wuert huet dann de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Laurent Mosar. Här Mosar, wann ech gelift.

10. 6011A - Projet de loi portant modification de l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

» **M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och dëse Projet reit sech an dee Krisepak an, dee vun der Regierung geholl ginn ass, fir d'Konsequenze vun der Finanza Wirtschaftskris ze bekämpfen a fir de Standuert Lëtzebuerg fit ze maache fir d'Zäit no der Kris. Ursprünglech hat dëse Projet zwee Artikelen. Deen een, deen de Seuil budgétaire betrëfft; an deen zweeten, deen de System vun der Garantie des dépôts nei regelt. Wat dësen zweete Volet betrëfft, ass jo entre-temps e separate Projet déposéiert ginn, deen lech an e puer Minutte vu mengem honorabele Kollege Lucien Thiel wäert virgestallt ginn.

Fir elo op deen éischten an eenzegen Artikel vun dësem Projet de loi anzegoen, erlaabt mer nach eng Kéier lech kuerz an Erënnerung ze ruffen, datt et a sech den Artikel 99 vun eiser Verfassung ass, dee regelt, ënner wat fir enge Konditiounen de Stat kann eng Propriétéit kafen oder verkaufen. Doduerch, datt d'Constituante vun 1868 dem Pouvoir législatif wollt e Maximum vu Prérrogativé ginn, ass fir esou eng Transaktioun a sech de Prinzip vun der Noutwendegkeet vun engem Spezialgesetz zréckbehale ginn.

Mat der Revisioun vun der Verfassung vum 16. Juni 1989 ass eng Ausnahm zu dësem Prinzip virgesi ginn an deem Sënn, datt iwwer e bestëmmtene Montant eraus eng Limite festgeluecht ginn ass, iwwert déi eraus e Spezialgesetz vun der Chamber gestëmmt muss ginn, fir d'Regierung ze autoriséieren de Stat ze engagéieren.

Déi Limite, déi deemols festgeluecht gi war, ass 7,5 Milliounen Euro fir all Kaf oder Verkauf vun engem Terrain oder engem Immeubel. Dës Limite ass allerdéngs 15 Milliounen Euro, wann déi Transaktioun iwwer eng Stee realiséiert gëtt. Dës Limite ass säitdem net méi ugepasst ginn a si entsprécht a sech engem Index vu 503,26 Punkten. Am leschte Joer ass dës Bauindex op 669,88 Punkten an d'Luucht gaangen, wat dann och derzou geféiert huet, datt déi Limite net méi ugepasst oder zäitgeméiss war.

Wann een haut nämlech d'Situatioun an der Realitéit analyséiert, stellt ee fest, datt schonn eng ganz Rei vu Renovatiounsprojete vu staatléche Gebaier dës Limite largement iwwerschneiden. Eng Upassung vun dëser Bugdetslimite war also scho längstens iwwerfällg. D'Regierung huet awer gezéckt dës éischter scho virzehuelen.

D'Wirtschaftskris huet dann elo derzou gefouert, datt d'Regierung am Kontext vum Krisepak eng substanzuell Erhéijung vun dëser Limite proposéiert, fir d'Realisatioun vun Infrastrukturprojeten ze accélérieren an domadder och dem Bausecteur ënnert d'Äerm ze gräifen.

De Projet gesäit also elo vir, datt d'Limite vu 7,5 op 40 Milliounen Euro eropgesat gëtt. An och wann dës Montant sécherlech eng méi wéi Verfënnfachung vun aktueller Betrag bedeit, schéngt déi mer dach méi wéi justifiéiert ze sinn.

Allerdéngs - an do deelen ech d'Meenung vum Statsrot - geet et net duer, datt mer elo

haut nëmmen dës Budgets-limite an d'Luucht setzen, fir datt an Zukunft d'Projete méi schnell kënnen realiséiert ginn. Ech wëll elo haut an hei net méi op déi ganz Diskussioun agoen, déi mer och schonn an der Krisekommissioun gefouert hunn, mä sécherlech ass allerdéngs och nach d'Veinfachung vun den administrative Prozeduren deen aneren absolut noutwendige Corrolaire zum Eropsetze vun der Budgets-limite. Nämlech nëmme wa mer dës zwou Konditiounen erfëllen, wäerte mer och an Zukunft déi gesaten Objektiv erreechen an domadder d'Projete méi schnell exekutiert kréien.

Mir sinn eis dann och eens gewiescht, souwuel an der Finanzkommissioun wéi och an der Budgetskontrollkommissioun, datt d'Chamber weider eng Kontrollmissioun misst behalen, wat déi Projete betrëfft, déi iwwer 10 Milliounen Euro eraus ginn. Dës Kontroll soll ex ante, wéi dat bis elo och de Fall war, vun der Bautekommissioun virgeholl ginn. Doniewent soll dann awer och nach ex post all sechs Méint de Bilan financier vun deene groussen Infrastrukturprojete vum zustännige Minister an der Budgetskontrollkommissioun presentéiert ginn.

Dofir wäert och an e puer Minutte meng honorabel Kollegein d'Madame Flesch, hires Zeeche Presidentin vun der Budgetskontrollkommissioun, souwuel eng Resolutioun wéi och eng Motioun hei déposéieren, déi nach eng Kéier déi grouss Prinzipie vun dëser Kontrollprozedur wäert beinhalten. Erlaabt mir dofir awer, nach eng Kéier ganz kuerz déi wichtegste Etappe vun dëser Prozedur duerzeleeën.

Éischtens wäert, wéi dat bis elo och de Fall war, zum 30. Juni vun all Joer de Baute-minister der Bautekommissioun eng Lëscht vu prioritäre Projete virleeën, déi mindestens e Käschtepunkt vun 10 Milliounen Euro wäerten ausmaachen. An dëser Lëscht ginn all d'Projeten opgelëscht vun deene verschiddene Ministère mat Ausnahm vum deene Projeten, wou de Stat iwwert de Wee vun engem Subventionnement intervenéiert.

Zweetens wäert d'Bautekommissioun dës Lëscht examinéieren an duerno en Avis ausschaffen, deen dann och am Plenum hei wäert diskutéiert ginn a wou och deene verschiddenen Avise wäert Rechnung gedroe ginn. Dës Debatt soll am Prinzip déi zweet Woch Oktober spéitstens dann och stattfannen.

Drëttens, während den Debatte wäert d'Chamber all Projete vun dëser Lëscht examinéieren. An déi Projeten eraussichen, wou se wëllt eventuell iwwert de Wee vun enger Motioun hiren Accord de principe ginn. Op d'Demande vu fënnf Députéierte mindestens kann och iwwer all eenzelne Projet iwwert de Wee vun enger separater Motioun ofgestëmmt ginn. Déi entgültig Lëscht, déi da vun der Chamber ugeholl gëtt, wäert am Budgetsprojekt als eenzelnen Artikel figuréieren an domadder och de Baute-minister autoriséieren, déi néideg Fraisé fir d'Etüden zu dësen Projeten ze engagéieren.

Véiertens, fir all Projet iwwer 40 Milliounen Euro muss de Baute-minister e Projet de loi ausschaffen, an dat op Base vun engem detailléierten Avant-projet.

Fënneftens, all sechs Méint presentéiert de Baute-minister an der Budgetskontrollkommissioun e Bilan financier vun deene groussen Infrastrukturprojeten.

Sechstens, all wesentleche Changement vum Programm nom Vote vun engem Projet muss nach eng Kéier vun der Chamber examinéiert ginn.

Siwintens a leschte Punkt, wann et zu engem Dépassement vu 5% kënn, muss vun der Regierung en neie Projet de loi ausgeschafft an déposéiert ginn. Bei allen Dépassementer ënner 5% muss eng Autorisation am Kader vum Budget erfollegen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Prinzipie mussen also elo an eisem interne Chamberreglement integréiert ginn. Un déi huet sech dann an Zukunft souwuel d'Regierung wéi och d'Chamber ze halen. Ech kommen och domadder schonn zum Schluss.

Dëse Projet, wéi all déi aner, déi mer gëschter an haut wäerten hei diskutéieren a stëmmen, ass e wichtige Steen vun deem Mosaik, dee mer brauchen; net nëmmen, fir d'Konsequenze vun der Wirtschaft- a Finanzkris op eise Standuert ze bekämpfen, mä awer och haaptsächlech, fir eist Land an eis Wirtschaft fit ze maache fir d'Zäit no der Kris.

Ech mengen, datt et och wichtig ass, datt déi nächst Chamber spéitstens no engem Joer eng Zwëschebilanz vun all dëse

Mesuré wäert maachen, fir och ze analyséieren wou eventuell muss nogebessert ginn a wou eventuell nach zousätzlech Akzenter musse gesat ginn.

Dat gesot, géif ech dann och heimadder d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun zu dësem Projet bréngen.

Erlaabt mer awer, well et dee leschte Projet ass, dee mer och elo hei um Niveau vun der Finanzkommissioun haten - herno kënn nach den Här Thiel -, datt ech och nach a menger Qualitéit als President de Membre vun der Finanzkommissioun Merci soe fir déi exzellente Zesummenaarbecht, déi mer iwwer fënnf Joer an där Kommissioun haten. Ech muss soen, dat war eng ganz flott Ambiance an Atmosphär. Mir hunn och do eng ganz exzellente Aarbecht gemaach. Wéi gesot, vun dëser Plaz all Kollegeinnen a Kollegen e ganz grouss Merci.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeit.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Mosar. Da kritt d'Madame Flesch d'Wuert fir den Dépôt vun enger Motioun an enger Resolutioun, déi se am Numm vun der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire an am Numm vun der Finanzkommissioun déposéiert. Madame Flesch, wann ech gelift.

Discussion générale

» **Mme Colette Flesch (DP).** - Merci, Här President. Uschlëssend un de Rapport vum honorabelen Här Mosar wëll ech ënnersträchen, dass obschonn d'Commission de l'exécution du contrôle budgétaire net saiséiert wor mat deem Projet de loi, dee mer elo diskutéieren, se awer gemengt huet sech misse Gedanken ze maachen iwwert d'parlamentaresch Kontroll vun den Dépenses a vun der Exécution budgétaire an engem Moment, wou de Seuil, fir deen e Projet de loi muss déposéiert ginn, vu 7,5 respektiv 10 Milliounen Euro op 40 Milliounen erhuewe gëtt, wat jo awer eng substanzuell Erhéijung ass.

D'Commission du contrôle budgétaire wollt sech deene Propositione vun der Regierung an dësen Zäiten net opposéieren, mä huet gemengt, dass een awer misst an enger Form oder där aner eng parlamentaresch Kontroll virgesinn. Ech wëll der Finanzkommissioun Merci soen, dass déi sech onse Suergen ugeschloss huet.

Fir déi parlamentaresch Kontroll an d'Wierk ze setzen, huet d'Commission de l'exécution budgétaire sech inspiréiert u Prozeduren, déi den 3. Abrëll an den 10. Juli 2006 scho festgehale gi wore bei groussen Infrastrukturprojeten, souwuel bei den Travaux publics wéi och bei den Infrastructures ferroviaires. Déi Prozedure funktionéieren säit 2006, mengen ech, zur Satisfaktioun vun der Regierung a vun der Chamber.

En accord mam Minister vun den Travaux publics a mam Ministère des Transports hunn dunn d'Commission du contrôle de l'exécution budgétaire an d'Commission des Finances der Chamber proposéiert déi Prozedure liicht ze modifiéieren, fir se un den aktuelle Stand ze adaptéieren a fir der jëtzege Situatioun Rechnung ze droen.

Ech wëll hei ausdrécklech dem Travaux-publics-Minister an dem Transportminister fir hiren Accord Merci soen. Dat ass an enger ganz flotter Diskussioun iwwert d'Bühn gaangen. Elo geet et drëm déi Prozeduren ze approvéieren. Den Här Mosar ass schonn am Detail drop agaange wéi déi Prozedur, souwuel bei den Travaux publics wéi och bei den Infrastructures ferroviaires, also beim Ministère des Transports, soll ausgesinn.

Ech wëll vläicht kuerz ervirsträiche wat d'Ännerung sinn am Text, deen Iech elo virläit, par rapport zu den Texter, déi 2006 adoptéiert gi woren. Selbstverständlech ass de Seuil vu 7,5 op 10 Milliounen eropgesat ginn. Et ass och virgesi ginn - an dat ass eng Neierung -, dass wann d'Chamber déi Lëscht vun de prioritäre Projete festhält am Kader vun enger Motioun, dass da kann e separate Vote iwwer ee bestëmmte Projet geholl ginn, wa fënnf Deputéierten au moins dat froen. Dat wor bis elo net virgesinn.

Et ass eng nei Dispositioun agebaut ginn, déi eng Praxis consacréiert, déi den Travaux-publics-Minister luewenswäerterweises ageféiert huet an déi doranner besteet, dass en all sechs Méint bei d'Commission de l'exécution budgétaire kënn, fir Rapport ze maachen iwwert de Finanzbilan vun der Realisatioun vun de grouss Projets d'infrastructure.

Da schliesslech - lescht Ännerung -: Bis elo woren déi zwou Prozeduren einfach vun der

Commission de l'exécution budgétaire décidéiert. Elo gëtt proposéiert, datt se sollen als solch vun der Chamber a Plenarsitzung approvéiert ginn an datt se sollen an d'Reglement vun der Chamber incorporéiert ginn.

Dat, Här President, ass den Objet vun där Resolutioun, déi, ech mengen, scho misst an Ären Hänne sinn an déi ënnerschriwwen ass vun den honorabelen Häre Bausch, Fayot, Mehlen, Mosar a vu mir selwer.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- *considérant l'adoption du projet de loi portant modification de l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 qui porte le seuil au-dessus duquel doit être autorisé par une loi toute aliénation d'une propriété immobilière appartenant à l'État, toute acquisition par l'État d'une propriété immobilière, toute réalisation au profit de l'État d'un projet d'infrastructure ou d'un bâtiment, et encore tout autre engagement financier, y compris les garanties de l'État, de 7.500.000 à 40.000.000 euros;*

- *considérant le bien-fondé en cette période de crise économique du souci de simplifier les procédures pour permettre à l'État de hâter la réalisation de projets d'envergure et d'encourager ainsi l'activité économique;*

- *considérant, toutefois, la nécessité d'assurer un contrôle parlementaire adéquat et du choix des priorités en matière de projets d'infrastructure et de la réalisation de ces projets;*

- *considérant l'adoption de versions révisées des procédures à suivre en matière de préparation et de présentation de nouveaux projets d'infrastructure dans les domaines des travaux publics et des infrastructures ferroviaires par la Commission du Contrôle de l'Exécution budgétaire le 20 avril 2009, en accord avec les Ministres concernés;*

- *approuve les procédures ainsi mises au point et reprises en annexe;*

- *invite la Commission du Règlement à veiller à l'incorporation des dites procédures au Règlement de la Chambre des Députés.*

(s.) *Colette Flesch, François Bausch, Ben Fayot, Robert Mehlen, Laurent Mosar.*

Déiselwecht Signatairen hunn och op Wonsch vun deenen zwou parlamentaresche Kommissiounen eng Motioun agereecht. Déi riicht sech natierlech un d'Regierung. An déi invitéiert d'Regierung derfir ze suergen an der Zukunft, dass déi Prozeduren, esou wéi se hei festgeluecht sinn, mutatis mutandis vun alle ministériellen Departementer ugewant ginn, bei de Projets d'infrastructure, déi susceptibel sinn e Käschtepunkt vu weinstens zéng Milliounen ze erreechen.

Dat ass - dat wëll ech hei net verheemlechen - d'Konsequenz vun enger laanger Debatt, déi mer an der Budgetskontrollkommissioun haten iwwert de Projet „Musée de la Forteresse“ a wou mer all der Meenung woren, dass een an Zukunft esou Situatiounen sollt évitéieren. Dofir de Wonsch un d'Regierung, dass an Zukunft déi Prozedur och ugewant gëtt, esou wéi se sech fir déi eenzel Ministären applizéiert.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- *considérant l'adoption du projet de loi portant modification de l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 et portant le seuil prévu audit article de 7.500.000 à 40.000.000 euros;*

- *considérant l'adoption par la Chambre des Députés de versions révisées des procédures à suivre en matière de préparation et de présentation de nouveaux projets d'infrastructure mises au point en accord avec le Ministre des Travaux publics et le Ministre des Transports;*

invite le Gouvernement

- *à veiller à ce que ces procédures soient appliquées, mutatis mutandis, par tous les départements ministériels lors de la mise en œuvre de projets d'infrastructure susceptibles d'atteindre un coût d'au moins 10.000.000 euros.*

(s.) *Colette Flesch, François Bausch, Ben Fayot, Robert Mehlen, Laurent Mosar.*

Här President, domadder wëllt ech meng Interventioun ofschléissen. Mä ech wëllt awer och nach am Numm vun der DP-Fraktioun dem Rapporteur, dem Här Mosar, Merci soe fir déi Rapporten, déi en zum Projet de loi 6011A virgedroen huet. An ech wëll och den Accord vun onser Fraktioun zu deem Projet de loi ginn.

Ech soen Iech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Madame Flesch. Dann huet nach d'Wuert gefrot zum Projet de loi den Här Roger Negri. Den Här Negri huet d'Wuert.

» **M. Roger Negri (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Erlaabt mer fir d'Éischt dem Rapporteur, dem honorabele Kollege Laurent Mosar, Merci ze soe fir säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport. Ech wëll him och Merci soen als President vun der Finanzkommissioun fir déi gutt a konstruktiv Zesummenaarbecht, déi mer do haten.

Den ekonomeschen a finanzielle Kontext hunn d'Virriedner gëschter an haut in extenso duergestallt. An notament de Kollege John Castegnaro, deem gëschter als éischte Riedner d'Mission zoukomm ass an der Serie vu Gesetzer zum Konjunkturprogramm fir d'Relance vun eiser Ökonomie den Optakt ze maachen. Heibäi goufen d'Finanz- an d'Wirtschaftskris mat hire Konsequenzen duergestallt an op de grouss Risque vu Chômage a soziale Spannungen higewisen, an domat de Réckgang vun de Steierrecetté fir de Stat an doraus d'Budgetsdefiziter generéieren.

D'Politik huet schnell reagiert an hir Verantwortung iwwerholl, souwuel op internationalem, europäeschem an nationalem Niveau. Zilstrebe si Mesuren ergraff gi fir d'Kris anzedämmen, d'Wirtschaft erëm unzekuerbelen an d'sozial Auswierkungen ofzefierderen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Här President, de Projet de loi 6011A vun haut ass een Deel vun deene Mesuren, duerch déi d'Konjunktur soll relancéiert ginn, an domat och d'Beschäftegung ofgesécheret soll ginn no deem Plan de conjoncture, deen d'Regierung de 6. März 2009 virgeluecht huet.

D'Regierung proposéiert der Chamber an dësem Projet de loi de Seuil fir grouss finanziell Engagementer vum Stat, déi duerch d'Gesetz autoriséiert musse ginn, vu 7,5 op 40 Milliounen Euro unzehiewen; woubäi ee soe muss, dass déi 7,5 Milliounen Euro duerch d'Upassung un de Bauindex schonn op 10 Milliounen Euro an d'Luucht gaange sinn.

D'Regierung ass der Meenung, dass si doduerch méi séier kleng a mëttel Bauprojete realiséieren kann, well dee Wee duerch d'legislativ Instanzen dann ewechfällt, an dat och dat probat Mëttel ass fir d'Konjunktur ze relancéieren, d'Beschäftegung ofzesécheren a last but not least duerch d'Verbesserung vun den Infrastrukturen eist Land op d'Zukunft virzubereeden an domat d'Kompetitivitéit an d'Liewensqualität ze verbesseren.

Här President, trotzdeem wëll ech bemerken - an de Statsrot huet a sengem Avis menger Meenung no mat Recht och drop higewisen -, dass d'Retarden an och d'Dépassementer, déi mer an der Vergaangenheet bei bal all gréissere Bauprojete kann hunn, wuel kaum op d'legislativ Prozeduren zréckzeféiere sinn. Deemno wäert sech elo erausstelle mussen, ob dann an Zukunft, mat deem neie Seuil vu 40 Milliounen Euro der Chamber e Gesetz virgeluecht muss ginn, déi Problemer alleguer wäerte geléist sinn.

An der Finanz- a Budgetskontrollkommissioun si mir eis absolut bewosst gewiescht, dass d'Chamber mat der Unhiewung vun dësem Seuil e wichteg Kontrollinstrument deelweis aus der Hand gëtt.

Loosst eis wann ech gelift net vergiessen, dass d'Budgetskontroll eng vun deenen zentrale Kompetenze vun all Parlament an enger Demokratie ass. Mir hunn dowéinst no enger alternativer Prozedur gesicht fir sécherzestellen, dass d'Chamber d'Kontroll iwwert d'Opportunitéit vu Projeten net verléiert an dofir am Viraus agebonne bleibt, wann d'Décision de principe geholl gëtt, fir dësen oder dee Projet ze realiséieren.

Déi Prozedur, déi mir elo festgehalten hunn, an déi och an eist internt Chambersreglement stoe kënn, inspiréiert sech un där Prozedur, déi mer virun dräi Joer fir déi Grands projets d'infrastructure agefouert hunn.

Ervirsträiche wëll ech hei besonnesch, dass déi nei Prozedur fënnef Deputéierten d'Méiglechkeet gëtt, eng Motioun anzerechen, fir iwwer en eenzelne Projet ofstëmmen ze loosse. Domat ass der Chamber d'Méiglechkeet ginn, ee vun der Regierung virgeluechte Package vu Projeten net in globo akzeptéieren ze mussen, mä deen een oder deen anere Projet iwwert dese Wee ze hannerfroen.

Ech hoffen, dass och déi zukünfteg Regierungen hirem Engagement en bonne et due forme nokommen an d'Chamber regelméisseg ëmfaassend a virun allem prezis iwwert de Stand vun de Projeten informéieren, wa se feststellen, dass e Projet risquéiert, aus dem Rudder ze lafen.

Doriwwer eraus stellt sech awer och op en Neits d'Fro, wéi laang d'Chamber nach gedenkt wichteg Pouvoiren ofzeginn, fir dann duerno iwwert de Wee vun ëmmer neien Ersatzprozeduren ze versichen, awer erëm d'Kontroll iwwert d'Regierungsarbeit auszeüben.

D'Fro stellt sech deemno och, ob et net un der Zäit wär - an ech mengen, et wär elo wierklech un der Zäit - fir eis gesamt Budgetsapproche ze hannerfroen an ze veränneren.

Wéi solle mer an Zukunft eise Budget opstellen? Wat ass d'Roll vun der Chamber a wat ass d'Roll vun der Regierung? Wéi kënne mer méi effikass schaffen, eis Budgetsperformance verbessere a mat deem Geschéck och Geld aspueren, ouni d'Leeschungen aschränken ze mussen?

Här President, dat sinn déi Froen, déi ech den 18. März 2009 versicht hu mam Dépôt vu menger Proposition de loi ze beäntwerten, andeems ech virgeschloen hunn, zu Lëtzebuerg eng zilorientéiert Reform vun eiser Budgetsarchitektur a Budgetsprozedur nom Modell vun der franséischer LOLF anzeféieren.

Duerch dës Reform géif eis Chamber erëm d'äitlech u Pouvoir gewannen a mir géifen eis generell an net nëmme als punktuellen Ersatz d'Instrumenter ginn, fir de Budget no Effizienzkriterien opzestellen, ze exekutéieren an an engem permanente Prozess och ze evaluéieren an ze kontrolléieren.

Ech hoffen, dass d'Regierung déi Proposition de loi positiv aviséiert an an der nächster Legislaturperiod schnell op deem Wee weiderkënn am Sënn an am Intérêt vum Bierger, fir méi Transparenz an am Endeffekt fir méi Demokratie.

Domat ginn ech den Accord vu menger LSAP-Fraktioun zu deemem Projet de loi a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Negri. Et ass soss kee Riedner méi ageschriwwen.

Pardon, den Här Mehlen huet nach d'Wuert.

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - Merci, Här President. Den Artikel 99 vun der Constitution huet et a sech. Mer begéinen e ganz dacks an eise Kommissiounsarbeiten erëm. Dann hu mer ëmmer erëm animéiert Diskussiounen doriwwer, wéi een dem Geescht vun deem, wat do an deem Artikel 99 steet, wat e Finanzartikel ass, kéint gerecht ginn.

Et steet zu Recht am Rapport - wou ech dem Rapporteur bei dëser Geleeënheet och wëll Merci soen -, dass d'Pappe vun der Constitution 1868 der Chamber wollte Prerogativen aräumen, fir all gréisseren Projet duerch Spezialgesetz ze autoriséieren, dass d'Regierung net kéint gréisser Projeten, gréisser Acquisitiounen, och gréisser Dépenses tout court soll kënne maachen, ouni dass d'Chamber am eenzelne Fall hir Approbatioun dozou ginn hätt.

Mir mengen, dass dee Prinzip nach wie vor richtig wär. An d'Diskussioun geet jo haut am Fong geholl och haaptsächlech ëm d'Héicht vun deem, wou dann déi Loi spéciale soll noutwendeg sinn.

Déi 7,5 Milliounen, déi mer de Moment am Gesetz stoen hunn, sinn d'Ëmsetzung vun deenen 300 Milliounen vu virdrun - 300 Milliounen Frang. Dat soll elo op 40 Milliounen eropgesat ginn. Et gëtt eis gesot, wa mer d'Adaptatioun géife maache vun der Geldentwärtung, da wärem mer bei zéng

Milliounen. Dat heescht, mer maachen hei eng Vervielfachung vun deem, wat mer virdrun haten.

Elo kann ee soen, dass ass eng Noutwendegkeet an dëser Zäit. Et ass jo och d'Hauptargument, dass mer méi séier virukommen. Mir weisen awer dorop hin, dass 40 Milliounen, och wann dat no net vill kléngt - fir déi, déi nach gewinnt sinn, a Frangen ze denken: Dat sinn 1,6 Milliarde Lëtzebuerg Frang. Dat ass net nâischt. Dat ass enorm vill Geld, besonnesch an Zäiten, wou es net vill an de Statskeesen ass, an déi wäerten eis an deenen nächste Joren net erspuert bleiwen.

Här President, an der Vergaangenheet sinn, ouni dass d'Chamber gefrot ginn ass, vill Dommheete geschitt an et ass vill Geld hei am Land verschwent ginn. Ech hunn dat virun e puer Deeg schonn hei op der Tribün gesot.

De Kollege vun deene Gréngen, Camille Gira, huet elo grad de CITA-System ernimmt: Deen ass esou ugelaft, deen ass op eng Kéier ausgefuer. Mir iergere eis haut, wann een dat kritesch kuckt. Mir sinn haut bei dräi där aler Milliarden. Et ass schrecklech vill Geld, wat et kascht huet. Et kascht nach all Dag, an et bréngt iwwerhaupt nâischt, effektiv.

Ech huelen eng aner Geschicht. Dat ass den e-go-Billjee, deen och esou ugekéiert ginn ass. Dee sollt dräi an eng halfe Millioun Euro kaschten, wéi et ugaangen ass. „Oh, wéi gesot, et ass e Projet-pilote. Mir kucken emol, wéi dat sech da weiderentwéckelt.“

De fréiere Minister Grethen huet eis an der Kommissioun gesot, op eng Kéier hätt en en Devis virgeluecht kritt vu 7,46 oder 7,47 Milliounen, an e sot: „Bei mir si sämtlech rout Luuchten ugaangen, wéi ech de Montant gesinn hunn.“ Dat heescht, et ass probéiert gi fir et nach ënnert dem Montant ze halen - deene 7,5 -, wou muss e Gesetz gestëmmt ginn.

Dir wësst alleguer, wéi d'Spillchen ausgaangen ass. D'Chamber huet, well mer de Seuil vu 7,5 nach haten, leider, muss ech soen, mir hunn et jo net gestëmmt, der Regierung Feu vert ginn, fir deen onsennege Projet do, dee fuerchtbar deier ass an nâischt bréngt, weiderzeféieren.

Elo si mer an der Noperschaft vun 19 Milliounen Euro, dat heescht 750 Milliounen där aler Frang, fir nâischt ze hunn, a wann dann nach een, ouni dass en e-go-Billjee huet, wëllt mam Zuch oder mam Tram fueren, da muss awer een do sinn, deen him kann där aler Billjeeën ee verkafen. Ech huele jo net un, dass dee refuséiert kritt, fir kënne mam öffentlechen Transport ze fueren.

Nëmmen fir dat ze soen: Et ass ganz séier eppes ugefaangen an et leeft aus dem Rudder an dann herno brauch kee Rechenschaft ofzeleeën. Et ass awer eng Barrière, wann eng Regierung muss kommen an e Projet de loi deponéieren a sech dann och nach hei der öffentlecher Diskussioun stellen, woufir dass dat da kromm gelaft ass. Am anere Fall wësse mer jo, wéi et geet: Da bleift awer viles an de Kommissiounen hänken.

Här President, mir hu Verständnis derfir, dass elo hei gemengt gëtt, mir missten dee Montant eropsetzen, fir dass et méi séier géif goen. Mir wëllen och, a mir hunn dat jo mat ënnerschriwwen, ënnersträchen, dass viles sech verbessert huet an der Kommissioun, am Suivi vun de Projeten, an der Preparatioun vun de Projeten, wou d'Chamber schonn eng Autorisation préalable gëtt.

Mäi Virriedner huet d'ënescht de Minister Wiseler gelueft, dass en esou kooperativ mat der Chamber géif schaffen.

Wie weess dann, ob mer déi nächste Kéier de Minister Wiseler nach hei hunn an ob deen nächste Minister dann erëm esou kooperativ ass?

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

Mir fanne jiddefalls, dass d'Chamber net mutwëlleg sollt Prerogativen aus den Hän ginn, déi se bis elo huet. Déi Gesetz, déi mer hei fir d'Realisatioun vu Projete stëmmen, si reng Finanzéierungsgesetz. Ech mengen, mir wëssen et alleguer. Si hunn an der Regel dräi Artikelen. A mir wëssen, wéi séier dass hei eppes duerch d'Chamber geet, wann et séier muss goen. Ech mengen, mir hunn et dëser Deeg erëm erlieft.

Dat heescht, och nâischt schwätzt dergéint, dass mer dee Seuil e bëssen eropsetzen. Mir wärem och d'accord, dass een dat ëm 50% géif maachen. Dat heescht déi aktualiséiert 10 Milliounen op 15 Milliounen eropgesat hätt. Mir sinn awer net d'accord, fir bis op 40 Milliounen ze goen.

Dat ass wierklech eng Vervielfachung vun deem, wat bis elo war, an duerfir kënne mir deemem Projet d'Zoustëmmung net ginn.

Ech soen lech Merci.

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Mehlen. D'Wuert huet elo den Här Minister Claude Wiseler.

» **M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics.** - Jo, ech wëll och hei villmools Merci soe fir déi grouss Ënnerstëtzung, déi zu deem hei Projet komm ass. Wéi gesot, dass ass dee leschten Deel an där ganzer Serie vu Projeten, fir d'Baute méi séier, méi effikass, méi transparent ze maachen. Mir hunn elo dee ganze Pak bal ënner Dach und Fach. Dat hei ass en extrem wichtegen. Net awer, dass et dee Projet ass, deen eis elo eleng hëlleft, méi schnell weiderzokommen. Duerfir hu mer jo och nach déi aner Projete gemaach. Hei sinn dräi, véier, fënnef Etappen an enger Prozedur, déi sech uneneereien, wou mer bei all Etapp zwee, dräi, véier Méint kënne gewinnen. Wann een dat zesammenzielt, gi mer hei gemeinsam méi schnell a méi effikass.

(Coups de cloche de la Présidence)

Zweetens, dat, wat och an deene Motiounen, Resolutiounen vun der Chamber hei gesot ginn ass, an déi selbstverständlech, wat d'Motioun ugeet, vun der Regierung kënnen akzeptéiert ginn - an d'Resolutioun hu me jo zu engem Deel gemeinsam diskutéiert -, ass et och esou, dass d'Chamber vun hire Kontrollprerogativë keng verléiert. Mir gi just en anere Wee, wou mer déi Kontroll do exercéieren.

Fir mech ass wichteg, dass d'Chamber hir Kontroll hält, dass d'Chamber d'Kontroll vun der Opportunitéit huet, wou se ka matschwätzen. Dass d'Chamber ganz am Laf vun der Realisatioun vun engem Projet all Kéier d'Méiglechkeet huet, fir och ze kontrolléieren, wou mer dru sinn, schéngt mer eng absolut Normalitéit. Mat deene Prozeduren, déi mer eis hei ginn hunn, garantéiere mer dat.

Ech soen de Rapporteur vun deenen zwee Projete villmools Merci fir déi Aarbecht, an lech och fir d'Ënnerstëtzung.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Dir Dammen an Dir Hären, solle mer den nächste Projet och elo nach direkt huelen, an da maache mer de Vote iwwert déi zwee plus d'Motioun an d'Resolutioun?

(Assentiment)

Voilà, dann huele mer den 6011B iwwert de Finanzsektor. Rapporteur ass hei den honorabelen Här Thiel.

11. 6011B - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

» **M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur.** - Merci, Här President. Kolleeginnen a Kollegen, Här Minister: Wien A seet, muss och B soen. De Laurent Mosar huet den A-Deel vun deemem Projet, iwwregens, dem Laurent Mosar, deem mir als President vun der Finanzkommissioun an am Numm vun de Kollegen aus der Finanzkommissioun Merci därefer soe fir seng dynamesch Presidenschaft, heiansdo hektesch, mä awer ëmmer op Fortkommen beduecht.

(Interruptions)

An ech hunn dann elo d'Éier, de B ze maachen, a wann ech elo explizéieren, ëm wat et an der B-Versioun geet, da verstitt Der, firwat de Statsrot dorop gehalen huet, fir den A vum B hei an deemem Gesetz ze trennen. Déi zwou Saachen hunn effektiv glat guer nâischt mateneen ze dinn.

Dir Dammen an Dir Hären, Här President, wann eng Bank Faillite geet, wéi dat ufanks den 90er Joren de Fall bei eis mat der berühmter a berüchtger BCCI war, oder wann enger Bank hir Insolvenz festgestallt gëtt, wéi dat virun e puer Méint mat der Lëtzebuerg Filial vun der isländescher Kaupthing-Bank passéiert ass, dann hunn d'Clienten vun där Bank en Usproch op Schuedenersatz. Dat Recht gëtt et säit 1989 op eiser Finanzplaz, am Ufank op der Basis vun enger fräiwëlleger Associatioun vun de Banken, duerno opgrond vun zwee Gesetz, dat eent vun 1997, dat anert vum

Joer 2000, mat deenen déi zwou europäesch Direktiven a Lëtzebuerg Recht ëmgesat goufen, déi d'Garantie vun de Bankdepôt souzesoe consacréiert hunn.

Am Ufank vun deemem Joer kum dann eng drëtt Direktiv derbäi, an ëm där hir Ëmsetzung geet et haut. D'Entscheidung vun de BCCI-Clienten - dat waren der ronn 2.300 zu Lëtzebuerg - gouf deemools nach ouni gesetzleche Kader vun der Association pour la garantie de dépôt, ofgekierzt AGDL, opgrond vun där hire Statuten ofgewéckelt. Gutt 1.600 BCCI-Clienten haten hir Uspréch gemellt a waren och indemniséiert ginn. Au fur et à mesure wéi d'Clienten sech gemellt hunn, goufen d'Entschiegungen an d'Tranchen - et waren der insgesamt sechs - ausbezuelt. D'Banke kruten all Kéier eng Rechnung vun der AGDL an hunn au prorata vun der Héicht vun den Dépôt vum hire private Clienten misse bezuelen.

Am Contraire zu anere Länner, wéi zum Beispill Däitschland, hu mir kee Fong, deen no an no vun de Banke gefiddert gi wär, mä e sougenannt Ex-post-System. Op dee konnte sech d'Banken allerdéngs doduerch astellen, dass si am Laf vun de Jore Provisiounen an hirem Bilan gebilt hunn, fir esou fir den Eeschtfall preparéiert ze sinn. Neierdénge ass esou eng Provisioun souguer Virschréft.

Bei der Ëmsetzung vun deenen zwou éischten Direktive gouf d'1993er Bankengesetz esou ofgeännert, dass et den Acteurs virgeschriwwen huet, jiddweree vun hinne misst engem Garantiesystem ugehieren - et gouf allerdéngs nëmme een, do war et einfach -, an dee System misst de Clienten am Eeschtfall da bis zu enger Héicht vun 20.000 Euro Verloschter ersetzen.

Mat der Finanzkris d'lescht Joer ass och d'Dépôtgarantie erëm en Thema ginn, well op emol d'Gefor vu Bankfaillitë ganz konkret ginn ass. Zu Bréissel an der Bréisseler Kommissioun hu se festgestallt, dass déi meescht Länner weiderhin um Minimum vun 20.000 Euro gekluddert hunn, obwuel d'Kontestänner an der Tëschenzäit jo d'äitlech gewuess waren.

Op där anerer Säit war d'Meenung opkomm, dass deen Délai, bannent deem d'Clienten mussen entschidegt ginn, mat dräi Méint vill ze vill laang wär. Duerfir huet d'Bréisseler Kommissioun eng nei Direktiv erausginn, déi net nëmme de Mindestsaz vun der Entschiegung eropgesat huet - an enger éischer Etapp ware 50.000, duerno 100.000 Euro virgesinn -, mä an engens och den Délai fir d'Ausbezuelt vun dräi Méint op dräi Deeg erofgesat huet.

Wéi dat an der Praxis soll fonctionnéieren, kann allerdéngs nach kee soen. Mir hunn deemools fir d'BCCI annerhaleft Joer gebraucht.

Well Lëtzebuerg entre-temps, Här President, béis an d'Gespréich gerode war duerch d'Insolvenz vun der Kaupthing Lëtzebuerg, där hir meescht Clienten duerch d'Acquisitioun vun der Belscher Robeco-Bank an der Belsch souzen, war eis Regierung der Meenung, et misst een der Renommée vun eiser Plaz zuléift déi Etapp vu 50.000 direkt iwwersprangen a gläich op 100.000 Euro goen.

Dee Montant geet anscheinend duer, fir an der europäescher Moyenne - well soss gëtt et keng Chifferen - gutt 90% vun de Clientsdepôt total ofzedecken. Fir d'Kaupthing-Clienten kum déi Décisioun, déi aus Zäitgrënn nach séier an den 2009er Budget gepaakt gouf, allerdéngs ze spéit. Si goufen nach nom ale Modell, dass heescht bis maximal 20.000 Euro, vun der AGDL indemniséiert.

Doduerch, dass d'Garantie scho vum 1. Januar un dës Joer op 100.000 festgeluecht ass, bleiwen eis haut eigentlech nëmme méi zwou Dispositiounen vun der Direktiv ëmzesetzen, an zwar déi, dass d'Banken hir Clienten nach besser wéi bis elo iwwert d'Bestëmmung vun der Garantie an d'Bild setze mussen an dass déi eenzel Garantiesystemer, grenziwwerscheidend Systemer oder Fongen, jee nodeem, grenziwwerscheidend zesummeschaffe mussen, wann am Fall vun enger auslännescher Néierloosung d'Garantie vun der Mamm duerch déi méi favorabel vum Gaaschtland nach géif ergänzt ginn.

Den eigentleche Problem vun der Lëtzebuerg Depôtgarantie, nämlech deen, wien dat Ganz bezuelt soll, ass domadder awer nach laang net geléist. D'Regierung wollt déi Léisung der CSSF zouschousteren, ass awer domat op eng formell Opposition beim Statsrot gestouss. Dat huet dann zur Folleg, dass et mat deemem Gesetz elo nach net wäert gedoe sinn.

De Problem ass deen, dass elo de Montant vun der Garantie ëm dat Fënnefacht erop-

Mercredi,
13 mai 2009

gesat ginn ass an datt doduerch d'Rechnung fir eis Banken am Eeschtfall vläicht net ëm dat Fénneffacht, mä awer gär ëm dat Zwee- bis Dräifacht klamme géif.

Den Hoken dobäi ass, datt éischtens d'AGDL-Statuten d'Bedelegung vun den eenzelne Banken op 5% vun hiren Eegemëttel limitéiert - e Plaffong, dee bei 100.000 Euro maximal fir jiddwer Client séier erreecht ass - an datt zweetens bei deem Montant en Accident vun enger och nëmme mëttelgrousser Bank schonn duergeëft, fir déi Banke vun der Plaz mat an d'Faillite ze rappen, déi am meeschten Dépöten hunn - an déi kennt Der.

Et ass evident, dat ënnert deenen Ëmstänn deen alen AGDL-System et net méi brénge kann. Duerfir gëtt iwwerluecht, ob een dee private Modell net duerch en öffentleche Fong ersetze soll, un deem wuel d'Banke weiderhi bedeelegt wäeren, mä an deem de Stat d'Roll vum sougenannten „lender of last resort“ iwwerhuele misst, dat heescht deen, deen um Enn d'Lach stoppe muss.

Esou eppes Ähnlech haten d'Auteure vun dësem Projet och vir, mä datt dat soll esou ouni Weideres der CSSF iwwerlooss ginn, huet dem Statsrot net gefall, wéi gesot, deen hei constitutionnel Problemer gesinn huet a sech dofir queesch geluecht huet.

Eigentlech hätte mer domat dat, wat ee sou schéin nennt e Vide juridique. Well esou laang mir kee Gesetz hunn, dat eisen ale Garantiesystem duerch en neie Garantiefong ersetzt, si mir nach am AGDL-System. Deen net awer, wéi mir elo grad gesinn hunn, e weidere Bankecrash bei eis net verdaue géif.

Mä de Statsrot huet séier eng Léisung bei Hand gehat. Wann dat géif passéieren, huet hien a sengem Avis gemengt, da kéint een nach ëmmer op den Artikel 32(4) vun der Verfassung zrëckgräifen. Deen Artikel beiseet ganz einfach, datt am Fall vun enger internationaler Kris - de Grand-Duc Drénglechtsreglementer huele kann. Domat wäere mer op d'mannst provisoersch aus dem Schneider.

Un där neier Regierung wäert et awer da sinn, de Problem definitiv mat engem Gesetz ze léisen, dat da wuel d'Laascht op zwou Schéllere verdeele wäert: déi vun de Banken op där enger, an déi vun der Stat op där anerer Säit.

En attendant empfiehlt Är Finanz- a Budgetskommissioun der Chamber, Här President, dëst Iwwergangsgesetz ze stëmmen, mat deem mir weinstens einstweilen eisen europäeschen Obligatiounen nokommen.

Ech ginn och den Accord vun der CSV-Fraktioun an ech soen lech alleguer, haut fir d'lescht, op d'mannst an dëser Legislatur, Merci fir Äert méi oder wéineger andächtteg Nolauschteren.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Thiel. Den honorabelen Här Goerens huet d'Wuert.

Discussion générale

» **M. Charles Goerens (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi, esou wéi en exposéiert ginn ass elo vun Lucien Thiel, deem ech iwwregens Merci soen, stellt en noutwendeg Schrëtt duer a Richtung Consolidatioun vum Vertrauen an d'Finanzplaz. Och wann dee Schrëtt net komplett ass aus deene Grënn, déi en elo grad gesot huet, muss mer dat hei awer virhuelen, souguer wann am Eeschtfall, wat keen hofft, den Artikel 32(4) vun der Verfassung misst beméit ginn, fir eben déi Moosname kënnen ze huelen iwwert de Regierungswee, déi dee Moment noutwendeg wieren.

Mir fannen, et ass gutt, datt mer dat nach elo maachen, well den Image vu Lëtzebuerg ass jo net onbedéngt besser ginn an der Vergaangenheet, an der rezenter Vergaangenheet, doduerch, datt mer net esou héich Dépöte garantéiert hunn, wéi dat an anere Länner de Fall war. Mir maachen also hei och eppes fir den Image vun der Finanzplaz Lëtzebuerg, där hir Importenz mer doudsécher net brauchen hei zousätzlech ze ënnersträchen.

Ech géif och de Wunsch ausdrécken, datt déi aner Nobesserungen um Gesetz sou séier wéi méiglech kënnen kommen, fir datt mer aus enger Situatioun erauskommen, déi aus der Siicht vun der Chamber, déi och ëmmer muss op hir Prérogativ beduecht sinn, diskutabel ass. Sech beruffen op Ausnahmesituatiounen ass noutwendeg, mä wann een dat kann évitéieren, da soll een dat esou séier wéi méiglech no den nächste Wahlen an een anert Gesetz agéissen.

Dat gesot, ginn ech och den Accord vu menger Fraktioun. An ech wollt mech och

de Mercien uschléissen, déi virdrun expriméiert goufen un d'Adress vun de Rapporteuren. An ech mengen, déi Finanzkommissioun, där ech laang Zäit ugehéiert hunn, déi huet eng ganz interessant Aarbecht gemaach an et ass ëmmer op engem Niveau diskutéiert ginn, wou d'Gespréichskanal ëmmer offe waren. Ech wollt jiddefalls all deene Kolleegen, déi an där Kommissioun waren, wéi grad déi och heibannen an der Chamber, mat deenen ech laang zesummegegesscht hunn, Merci soen. Dat war eng ganz flott Zäit an déi wäert mer doudsécher an Zukunft feelen.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Goerens. D'Wuert huet elo d'Regierung. Pardon, den honorabelen Här Negri.

» **M. Roger Negri (LSAP).** - Merci, Här President. Ech wëll och dem honorabele Kolleeg Lucien Thiel Merci soe fir seng zwee Rapporten, dee mëndlechen an dee schrëftlechen. Mir als LSAP wëlle virun allem ënnerstëtze seng Ausso, dass nach en definitivt Gesetz an der nächster Legislaturperiod soll ausgeschafft ginn. Domadder gi mer och den Accord vun eiser LSAP-Fraktioun.

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Negri. D'Wuert huet elo d'Regierung. Den Här Minister Luc Frieden.

» **M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.** - Här President, ech wëll hei nach eng Kéier op d'Wichtigkeet vun dëser ganzer Problematik ronderëm d'Garantie de dépôt hiweisen. A besonnesch op deen éischte Volet, deen zënter den 1. Januar 2009 a Kraaft ass an dee mer duerch d'Budgetgesetz a Kraaft gesat hunn, nämlech datt den Niveau vun den Dépöte pro Client, pro Bank op 100.000 Euro zu Lëtzebuerg fixéiert ginn ass. Mir waren a mir sinn domadder op deem nämlechten Niveau wéi déi Finanzzentren, mat deene mer a Konkurrenz sinn. Dat ass e wichtige Punkt.

Heimadder maache mer nëmme e kleng Schrëtt weider, mä et bleift eis Intentioun, an ech kann och d'Chamber do rassurieren, mir hunn déi Aarbechten iwwert e ganz neie Garantie-de-dépôt-System scho relativ wäit geféiert. Ech wäert och an deenen nächste Wochen, onofhängeg vun deenen Datumen, déi ustinn, déi Aarbechte weiderféieren. Déi si komplex an déi wäerten net liicht zu engem Konsensus féieren, well et drëm geet: „Wéi setzt een e System op, deen, wann e muss antrieden, och déi Suen zur Dispositioun huet an déi ka schnell ausbezuelen?“

De System huet geklappt an der Vergaangenheet an deene Fäll, wou en huet misse spillen. Ech hätt och gären, datt en an der Zukunft klappt.

Ech mengen a bleiwen der Meenung, onofhängeg vun där Opposition formelle vun Statsrot, datt d'CSSF dat richteg Organ als Iwwerwaachungsbehörde vun der Finanzplaz ass. Déi muss esou e System iwwerkucken, esou e System organisieren, an datt dee System, wéi en haut besteet, net méi den Ufuorderungen, déi kënnen gestallt ginn an enger Krisensituatioun, gerecht ginn.

Duerfir mengen ech, datt de Wee, fir dat bei d'CSSF ze leeden, e richtege wär. Iwwert d'juristeschen Formen, wéi een dat mécht, doriwier kann een diskutieren. Mä dat gëtt d'Aufgab vun nächste Parlament. Mä ech wëll soen, datt dës Regierung, esou laang wéi se am Amt ass, un deem Projet weider wäert schaffen an datt déi nächst do e Projet wäert ierwen, dee schonn zu 90% fäerdeg ass, wa se dann am Juni oder Juli an d'Amt kënn.

Domat géif ech wëlle Merci soe fir déi Ënnerstëtzung, déi dëse Projet hei kritt. Merci och dem Rapporteur Lucien Thiel. Merci awer och all de Kolleegen vun der Finanzkommissioun, dem President Laurent Mosar, déi op eng ganz effikass Aart a Weis mat eis, déi zoustänneg waren an dëse Jore fir d'Finanzplaz, déi op eng ganz effikass Aart a Weis dës Projekte schnell iwwert d'Bühn bruecht hunn.

Et gëtt oft gesot, Lëtzebuerg wär net schnell. Grad am Beräich vun der Finanzplaz hu mer iwwert all déi Jore gewisen, datt mer séier Gesetzgebunge kënnen maachen. An dat huet vill zu der staarker Entwécklung vun där Finanzplaz an deene leschte Jore bäigedroen.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

12. 6011A - Projet de loi portant modification de l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État (suite)

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister Frieden. Mir stëmmen elo of. Fir d'éischt iwwert de Projet de loi 6011A, d'Ofännerung vun der Statskontabilitéit.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Ee Moment nach. Voilà. D'Ofstëmme fänkt un. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass ugeholl mat 54 Jo-Stëmmen, bei 4 Nee-Stëmmen an enger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

S'est abstenu: M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

13. 6011B - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier (suite)

Mir stëmmen dann of iwwert de Projet 6011B iwwert de Finanzsektor.

Vote sur l'ensemble du projet de loi

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. D'Ofstëmmen ass ofgeschloss.

De Projet ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

14. 6011A - Projet de loi portant modification de l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État (suite)

Mir hunn dann nach d'Resolutioun an d'Motioun, déi d'Madame Flesch déposéiert huet.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun, déi ass vun alle Gruppen a Sensibilitäten ënnerschriwwen. Kënnen mer par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote

Wien d'accord ass, ass gebieden, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Ech gesinn, dat ass déi ekasant Majoritéit. Domat ass d'Motioun ugeholl.

Résolution 1

D'Resolutioun kënnen mer och par main levée ofstëmmen.

Vote

Ech bidden ëm Handzeechen.

Och hei ass et eng ganz grouss Majoritéit, déi mat där Resolutioun d'accord ass.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum leschte Projet de loi vun dëser Legislaturperiod. Et ass d'Ofännerung vum Code du Travail an den honorabelen Här Ali Kaes ass hei de Rapporteur.

15. 6006 - Projet de loi portant modification de la loi du 17 février 2009 portant

1. modification de l'article L.511-12 du Code du Travail

2. dérogeant, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L.511-5, L.511-7 et L.511-12 du Code du Travail

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

» **M. Ali Kaes (CSV), rapporteur.** - Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi, dee mer elo diskutieren, ass eben, wéi de President dat scho gesot huet, de leschte Projet an der Legislaturperiod, awer och de leschte Projet vum Krisepackage vun der Regierung an ännert a sech fir déi zweete Kéier innerhalb vun nëmme e puer Méint de legale Kader vum Chômage partiel of.

Ech wëll a sech drun erënneren, dass mer déi deementspriedend Gesetzgebung eréischt de 17. Februar vun dësem Joer als Antikrisemoosnam séier un d'Realitéit an d'Besoiné vum jëtzege Aarbechtsmaart ugepasst hunn.

Um Enn vum leschte Joer hunn ëmmer méi Betriber Problemer kritt. Och méi grouss Betriber waren derbäi an hunn op Kuerzaarbecht zrëckgegraff. 2009 huet sech a sech dës Situatioun nach zougespëtz. Dëst huet, wéi schonns gesot, zu där éischer Adaptatioun vun der Gesetzgebung iwwert d'Kuerzaarbecht gefouert.

Här President, a Krisenzäite wéi dësen ännert d'Situatioun um Aarbechtsmaart vill méi séier wéi et eis léif ass. Mir mussen feststellen, dass d'Zuel vun de Betriber mat Schwierregkeeten net nëmme weider zouhëlt, mä datt dat neit Instrument „Kuerzaarbecht“ a sech net duergeet, fir an den nächste Méint an dëse Betriber d'Entloossungen ze verhënnern.

Fir de Mee hunn 147 Betriber beim Konjunkturcomité eng Demande gemaach fir kënne kuerz ze schaffen, 119 sinn accordéiert ginn. Betreff sinn hei ronn 10.000 Leit. Den Aarbechtsminister geet awer dervun aus, dass sech d'Zuel vu Kuerzaarbechter an deenen nächste Méint an dëse Gréiss-tenuerdunge wäert apendelen.

Här President, dës 10.000 Salariaéen an hir Famille mussen kucken, dass se mat mander Akommes iwwert d'Ronne kommen. Gläichzäiteg muss een awer och soen, dass dës 10.000 schaffend Leit dank dem Chômage partiel net entlooss ginn. De Chômage partiel ass jo e Mëttel, fir kuerz- respektiv mëttelfristeg d'Aarbechtsplazen ze halen. E verhënnert, dass et zu Entloossungen aus konjunkturelle Grënn hei am Land kënnt.

(Coups de cloche de la Présidence)

Et ass och wichteg, nach eng Kéier ze rappeléieren, dass déi Betriber, déi Kuerzaarbecht aus konjunkturelle Grënn accordéiert kréien, a sech keng Entloossunge virhuelen dierfen. Kuerzaarbecht ass am Interesse vun eise Betriber an awer och am Interesse vun hire Beschäftegten.

Mir dierfen awer derbäi net vergiessen, dass d'Kuerzaarbecht fir vill Leit, obwuel et eng Hëllef ass, e groussen Akommesverloscht duerstelt an et dierfen och keng Solutioun à long terme kann duerstellen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll elo net nach eng Kéier am Detail déi Dispositiounen rappeléieren, déi mer duerch d'Gesetz vum 17. Februar 2009 emgéännert hunn. Dat kënnt Der a sech am exzellente schrëftleche Rapport vu mengem Fraktiounskolleeg a perséinleche Kolleeg, dem Marc Spautz noliesen.

» Plusieure voix.- Très bien!

» M. Ali Kaes (CSV), rapporteur.- Just fir de Rappel: Den Artikel 2 vun dësem Gesetz gesäit vir, dass och bei strukturelle Problemer fir d'Joer 2009 déi éischt 16 Stonne vun der Kuerzaarbecht vum Stat iwwerholl ginn,...

(Coups de cloche de la Présidence)

...ënnert der Konditioun, dass e Plan de maintien dans l'emploi am Betrib ofgehandelt gëtt. Dës Dispositioun gëllt mam virleiede Projet de loi och fir d'Joer 2010.

(Brouhaha)

En anere Punkt betrëfft den Artikel 3 vum Gesetz vum 17. Februar.

(Coups de cloche de la Présidence)

» M. le Président.- Ech géif awer bieden hei, wann ech gelift. E wéineg Gedold nach!

» M. Ali Kaes (CSV), rapporteur.- An dësem Artikel gouf d'Referenzperiod fir de Chômage partiel am Joer 2009 op zwielef Méint festgeluecht an d'Limite vu 50% vun der gesamter Aarbechtszäit pro Mount konnt a sech iwwerschritt ginn a bis zu 100% goen. Dat heescht, et konnt een e ganze Mount laang am Chômage partiel sinn, wat vu verschiddene Betriber dann och an Usproch geholl ginn ass. De Maximum vu Kuerzaarbecht pro Joer ass awer op d'Zäit vun dräi Méint begrenz ginn, konnt awer op déi zwielef Méint zu ënnerschiddleche Prozentsätz geholl ginn. Dës huet bei de Betriber méi Flexibilitéit eben am Fall vun der Kuerzaarbecht mat sech bruecht.

Den Text, iwwert dee mer haut ofstëmme, gesäit éischters vir, déi méi grouss Flexibilitéit dann och op 2010 auszudehnen, an zweetens fir 2009 an 2010 déi dräi Méint Chômage partiel pro Joer op maximum sechs Méint vun der gesamter järelecher Aarbechtszäit ze erhéien.

D'Ausweidung vun de grad genannten Dispositiounen op d'Joer 2010 ass e ganz wichteg a staarkt Signal un all eis Betriber, well mer hinnen domadder kloer vermëttelen, dass mer hinnen an deene schwie- regen Zäiten de Réck stäipen, bis eben d'Konjunktur erëm d'Kéier kritt.

Dës zousätzlech Measure vun de sechs Méint kascht de Stat zousätzlech ronn 10 Milliounen Euro pro Mount mat der Zuel vu Leit, déi haut vun der Kuerzaarbecht betrafft sinn.

Jo, Dir Dammen an Dir Hären, dat si vill Suen. Mä ouni d'Instrument vun der Kuerzaarbecht géif de Stat nach vill méi Problemer kréien, an dat net nëmme um finanzielle Plang; och d'sozial Kohesioun géif sécherlech Réss kréien.

En drëtten neie Punkt, deen an dësem Projet de loi virgesi war, ass vum Statsrot a sengem Avis vum 31. März 2009 gekippt ginn. Konkret sollt d'Regierung mam Avis vum Comité de conjonction d'Méiglechkeet kréien, séier déi temporaire Limite vun der Kuerzaarbecht am Fall vu konjunkturelle Problemer auszudehnen an unzepassen, wann d'Situatioun an der Wirtschaft sech nach géif verschlechteren. Doduerch hätt d'Regierung sech e Moyen ginn, fir während de Joren 2009 an 2010 d'Period vun der Indemnisation vun der Kuerzaarbecht iwwert déi sechs Méint eraus auszeweiden.

De Statsrot huet sech dogéint formell opposéiert, well dës Dispositioun a sech géint d'Verfassung verstéisst. Op där anerer Säit verstéet de Statsrot awer d'Suerg vun der Regierung a proposéiert dofir, am Artikel 3 de Passus „correspondant à six mois de l'année en cours“ ze sträichen. D'Eraus- huele vun der Referenz vun de sechs Méint gëtt der Regierung deen néidege Spillraum, fir d'Period vun der Kuerzaarbecht an de Joren 2009 an 2010 esou unzepassen, wéi déi ekonomesch a sozial Gegebenheeten dat ebe verlaangen. D'Beschäftigungs- kommissioun vun der Chamber huet a senger Sëtzung vum 28. Abrëll 2009 selbst- verständlech d'Propositioun vum Statsrot ugeholl.

De Projet gouf och vu véier Beruffskummere positiv aviséiert.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet gouf unanime an der Chamber- kommissioun ugeholl an ech si frou, dass mer an der leschter Ligne droite dëse Projet nach gestëmmt kréien, mat all deenen anere Projeten, fir der Kris ze begéien.

Ech sinn iwwerzeegt, dass mer mat dësem Gesetz ville Betriber an hire Mataarbechter entscheidend hëllef, fir duerch den Tunnel vun der Kris ze kommen, a soen lech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

» Plusieure voix.- Très bien!

» M. le Président.- Merci, Här Kaes. Den honorabelen Här Marc Spautz huet elo d'Wuert.

Discussion générale

» M. Marc Spautz (CSV).- Dir Dammen an Dir Hären, Här President, léif Frënn, d'Ännerung vum Artikel 511-12 vum Code du Travail, wou den Ali Kaes elo grad ënner- strach huet, ass e wichteg an eng ganz wichteg Gesetzesännerung grad elo an der Kris, wou mer gëschter an haut jo déi eenzel Moosname vun den eenzelne Packagen ëmsetzen.

Iwwer 10.000 Leit sinn de Moment an der Kuerzaarbecht an dofir ass et och wichteg, an et ass ze fäerten, dass der nach méi wéi 10.000 wäerten derbäikommen. An et ass awer wichteg, dass mer déi Leit a Beschäftegung behalen. Et dierf een awer gläichzäiteg och net vergiessen, dass et fir déi Leit heiansdo ganz schwieereg ass, wa se nëmme nach 80% vun hirem Salaire kréien. Den Ali Kaes huet déi Ännerungen eng Kéier ënnerstrach. Mä et ass awer och wichteg, an et gëtt een ëmmer erëm gefrot: „D'Regierung huet dach deklaréiert: Wou sinn déi 90%?“ An: „Déi stinn a kengem Gesetz.“

An déi kënnen och a kengem Gesetz stoen, well déi 90%, déi ginn iwwer Règlement

festgehalen, mat der Formatioun, an dofir ass et och wichteg, dat eng Kéier ze ënner- sträichen, dass dat net d'Gesetz ass, dat dat festhält, d'Héicht, mä dass dat e Rè- glement grand-ducal ass, dat festhält, dass et déi 90% ginn.

An et ass och gläichzäiteg wichteg, wa mer schwätze vun där Formatioun, dass och an där Formatioun, wou déi 90% da geschëlt sinn, dass mer och do all Hiewel a Be- wegung setzen, dass mer deene Leit, deenen 10.000, déi de Moment sinn, och eng Formatioun kënnen ubidden. Awer net eng Formatioun, nëmme der Formatioun wegen, mä dass mer eng Formatioun deene Leit kënnen ginn, fir dass se méi Chancen hunn, duerno um Aarbechtsmaart, wann d'Relance kënnt, fir duerno eng Chance ze hunn, um Aarbechtsmaart kënnen ze bestoen. Dofir wollt ech mer nach eng Kéier erlaben, dat kuerz ze ënnersträichen.

Et muss een och ënnersträichen, dass bei der Kuerzaarbecht festgestallt gëtt, dass heiansdo a verschidden Deeldivisiounen vu Betriber Kuerzaarbecht gemaach gëtt, wou do Leit heemgeschéckt ginn, an da kënnt et awer zu Transferten, fir déi Aarbecht ze maache vun deene Leit, déi soss an der Kuerzaarbecht sinn. Dass dat och net geet... Ech mengen dofir wier et gutt, wann de Minister dee Message och nach eng Kéier géif soen - dass wann een an engem Betrib, an enger Firma Kuerzaarbecht mécht, an engem Service deen d'Autori- satioun dofir kritt huet, dass een dann herno net kann, wann een déi Leit heemgeschéckt huet, anerer aus dem Betrib huele fir déi Aarbecht ze maachen, - dass dat net geet an dass dat och net korrekt ass.

An idem ass et, dass Betriber déi zwee, dräi Méint a Kuerzaarbecht waren, elo op eemol erëm Produktioun kritt hunn an dann op Interimsfirmen zrëckgräifen, dass dat net seriö ass, mä dass een do den Appel muss maache vun dëser Säit aus, dass déi da vläicht mat deene Betriber, déi a Kuerz- aarbecht sinn, schwätze fir e Prêt tem- poraire de main-d'œuvre ze maachen an net op auslännesch Interimsfirmen zrëck- gräifen.

Ech mengen, dass et wichteg wier, dass och dat nach eng Kéier ënnerstrach gëtt, éischters, dat vun deenen 90% bei der Formatioun, dass dat net am Gesetz steet mä an engem Règlement grand-ducal, an dass awer och, zweetens, déi Kontrolle misste gemaach ginn.

Ech wëll awer dann och vun der Geleeën- heit profitéieren, fir dem President vun der Beschäftigungskommissioun Merci ze soe fir déi fënnf Joer wou ech elo d'Chance hat derbäi ze sinn - et sinn aner Kolleegen déi méi laang derbäi sinn -, an och dem Vize- president, dat eent ass de John Castegnaro

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.



Chambre
des Députés

L U X E M B O U R G

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

www.chd.lu

an dat anert de Marcel Glesener, fir deen Asatz dee se bruecht hunn, fir dass mer konnten all déi Projeten nach an deenen Délaien duerchréien. Ech wënschen deenen zwee vun dëser Plaz aus „bonne chance“. Si zwee hunn d'Décisioun geholl vu sech aus doheem ze bleiwen, an da loosse mer emol kucken, Rendez-vous de 7. Juni, wie vun eis dann nach hei ass.

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Spautz. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Fernand Etgen.

» **M. Fernand Etgen (DP).** - Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, fir unze-fänke wëll ech dem Rapporteur, dem honorabelen Här Ali Kaes, Merci soe fir deen detailléierte schrëftlechen an informative mëndleche Rapport, deen hien zu dësem Projet de loi gemaach huet. Et gëtt zu Recht gesot, dass aussergewéinlech Situatiounen aussergewéinlech Reaktiounen verlaangen. Dëst gëllt a ville Beräicher, mä virun allem awer och an der Politik.

Mir sinn, an dat wäert kee wëlle bestreiden, de Moment an enger fir Lëtzebuerg méi wéi aussergewéinlecher Situatioun. No jorelaangem wirtschaftleche Wuesstem mat deels Tauxen, mat deene mir un der Spëtzt vum Wuesstem an Europa louchen, ass déi global Finanz- a Wirtschaftskris och zu Lëtzebuerg, an domadder um Lëtzebuurger Aarbechtsmaart ukomm. Et stinn eis wirtschaftlech schwierig Zäiten an d'Haus. Vu Wuesstem ass net méi ze schwätzen. De Chômage wäert op fir Lëtzebuerg onbekannt Ausmoosse klammen, an d'Vetraue vun de Leit an eis Ekonomie, an eise Wirtschaftssystem leit dorënner.

An deene kommende Jore wäert et drëm goen, fir fir all Aarbechtsplaz ze kämpfen. Dëst wäert net ëmmer einfach sinn, och well verschidden Entrepreneuren dës Kris wäerten ausnutzen, fir Personal ofzebauen. Et mussen dofir all Moyenen aktivéiert ginn, fir den „worst case“ fir déi Betreffen ze verhënnern. Hei ka Lëtzebuerg ënner Beweis stellen, ob seng Kriseninstrumenter esou Situatiounen gewuess sinn, oder awer ob ee se net muss punktuell adaptéieren, esou wéi dat an dësem Fall, iwwregens schonn eng zweete Kéier, mam Chômage partiel geschitt.

Här President, rezent Ëmfroen hu gewisen, dass d'Wirtschaftskris an hir Konsequenzen de Moment dee wichtigste Sujet fir vill Leit duerstellt. Et ass net verwonderlech, dass an dësen Zäite sech vill Leit Suergen ëm hir Aarbechtsplaz maachen. Dës Angscht sëtzt déif, ganz déif, bei ville Familljen. De Chômage, dee bis elo net onbedéngt ee Problem vun der Mëttelschicht war, riskéiert elo och dës Deeler vun eiser Gesellschaft ze treffen.

De leschten Zuele vum Konjunkturcomité no waren am März 12.860 Leit zu Lëtzebuerg op der Sich no enger Aarbecht. Dëst sinn iwwer 35% méi wéi am März 2008. 119 Betriber kruten d'Kuerzaarbecht accordéiert, wat d'Zuel vun de Leit, déi vun dëser Mesure betraff sinn, op knapp 10.000 klamme gedoen huet. 10.000 Leit déi kuerzschaffen, dat sinn 10.000 Familljen déi mat manner Akommes mussen auskommen, déi mussen spueren, déi manner konsuméieren, déi vläicht de Prêt op hirt Haus net kënnen zréckbezuelen. Dëst sinn Zuelen, wéi mer se zu Lëtzebuerg quasi nach ni kann hunn, an och net dozou bäidroen wäerten d'Vetraue vun de Leit an hir Zukunft ze verstärken.

Här President, am Februar huet den LCGB-President, dee jo iwwregens and Kandidat fir d'CSV bei de Chamberwahlen ass, gemengt, dass Lëtzebuerg kee richtige Krisenmanager hätt. Dës Aschätzung kënnen mer duerchaus deelen. Amplaz d'Warnunge vun der Ausweitung vun der Finanzkris op d'Realwirtschaft eescht ze huelen, huet d'Regierung, mat un hirer Spëtzt de Premierminister, méintelaang esou gemaach wéi wann d'Kris Lëtzebuerg net géif erfaassen. Wéi dëst dann awer de Fall war, gouf séier een Antikrisepaquet zesumme-geschouert, deen dësen Numm awer nëmmen deelweis verdéngt, well en zu engem groussen Deel Mesuren enthält iwwert déi scho jorelaang diskutéiert gëtt, respektiv déi scho laang virun der Kris hätte kënnen ëmgesat ginn.

Här President, wann een de Prognose vu verschiddenen internationalen Organisationsen dierf gleewen, dann hu mer d'Pointe vum Chômage nach laang net erreicht a wäerte mussen mat 16 bis 17.000 Chômeure rechnen. Zuelen, wéi mer se nach ni virdu kann hunn.

Mat deem virleiende Projet soll d'Indemnitéit vun der Kuerzaarbecht vun 80 op 90% eropgesat ginn. Dëst ass eng Mesure, déi

mir als Demokratesch Partei ausdrécklech begrëssen. Et ass richtig an dësem Fall op eng Weiterbildung vun de Leit ze setzen. Eist ieweschzt Zil muss et sinn, fir no der Kris besser do ze stoe wéi virdu. Mir müssen alles dru setzen, dass d'Employabilitéit vun de Leit no der Kris besser ass wéi virdu, well mer wëssen, dass den niddrege Formationsniveau ee vun den Haaptproblemer um Lëtzebuurger Aarbechtsmaart ass. D'Weiterbildung vun de Leit an den Entreprisen ass dobäi ee wichtegt Stéck vum Puzzle.

Och wa mir dës Mesuren, wéi gesot, richtig fannen an och ënnerstëtzen, esou bleiwen dach awer an eisen Aen eng Rei vu Froen op: Wéini sollen déi concernéiert Leit forméiert ginn? A wat fir engen Institutionen a vu wat fir engem Personal? Wat fir eng Formatiounen kënnen, sollen a wäerten ugebuede ginn? Kënnen mer déi néideg Formatiounen iwwerhaupt hei zu Lëtzebuerg ubidden?

Mir wëssen, dass scho virun der Kris eis Aus- a Weiterbildungscapacitésen oft genuch an hir Grenze gestouss sinn. Et ass schéin a gutt d'Indemnitéit vun der Kuerzaarbecht am Fall vun enger Formatioun eropzesetzen, mä domadder ass an dierf et awer net eriwuer sinn. Wann een esou eng Mesure hëlt, muss een och dierf suergen, dass een de Kader schafft, dass dës Mesuren och an d'Realitéit kënnen ëmgesat ginn. An hei ass et, wou eiser Meenung no d'Kromm an der Heck läit. Mir sinn hei méi wéi skeptesch, dass ee groussen Deel vun de concernéierte Leit wierklech vun dëser Mesure ka profitéieren.

(**M. Jos Scheuer prend la Présidence**)

Dat ännert näischt drun, dass mer a wichtige Betriber vum Wirtschaftsliwen d'Kris mat Kuerzaarbecht mussen iwwerbrécken. Léiwere Kuerzaarbecht wéi iwwerhaupt keng Aarbecht. Et ass jiddefalls eng intelligent Approche fir d'Leit an de Betriber ze loossen. Esou kënnen d'Betriber, wann d'Ekonomie sech erholl huet, direkt nees mat erfuerenem, gutt ausgebildetem a qualifiziertem Personal duerstarten a méi schnell reagéiere wéi eng eventuell ausländesch Konkurrenz.

Här President, och wa vill Leit sech Suergen ëm hir Aarbechtsplaz maachen, ass et dach awer esou, dass de Gros vun der Bevölkerung bis elo nach kaum direkt vun der Kris betraff ass. Déi Leit awer, déi zum Beispill op der Goodyear oder bei DuPont oder an engem anere concernéierte Betrieb schaffen a vun der Kuerzaarbecht direkt betraff sinn, spiere wat et heescht, dass mir wirtschaftlech turbulent Zäiten duerchliwen.

Akommesverloschter vu 500 Euro stécht een net einfach esou ewech. Et deet wéi, wann dës Suen um Enn vum Mount feelen. Dës Leit hunn Angscht virun der Précaritéit. Vill vun deene betraffene Leit sinn de Moment a kenger beneidenswäerter Situatioun. Besonnesch déi, déi eréischt an deene leschte Joren an en eegent Heem investéiert hunn, an dat mat wéineg Eegekaptal, meeschtens enk gerechent wat d'Mensualitéiten ubelaangt. Hei kënnen och falend Zënstauxen net an alle Situatiounen zu enger Entlaaschtung féieren.

D'Situatioun op der Goodyear trëfft den Norden, a besonnesch den Nordstadraum. D'Goodyear ass hei dee gréissten Arbeitgeber an de Gros vun de Leit, déi an engem Salariatsverhältnis sinn, hunn hir Schaff op der Goodyear. Alles wat ech iwwert d'Goodyear gesot hunn, trëfft natierlech och op déi méi wéi 100 aner Betriber mat knapp 10.000 concernéierte Salariéen zou, déi de Moment gezwonge sinn op d'Instrument vun der Kuerzaarbecht zréckzegräifen.

Här President, d'Politik, a besonnesch d'Politik an engem klenge Land wéi Lëtzebuerg kann net alles maachen, fir d'Effete vun enger weltwäiter Kris ofzefiederer. Dat dierf eis awer net dovunner ofhalen, fir alles, wat d'Politik an dëse Krisenzäite ka maachen, an d'Wëer ze leeden. D'Demokratesch Partei ass sech dëser Verantwortung bewosst. Aus deem Grund wäert meng Fraktioun och hiren Accord zu deem virleienden Text ginn.

Ofschléissend wëll ech och nach am Numm vun der DP-Fraktioun dem Kolleeg Marcel Glesener Merci soe fir déi flott, agréabel, konstruktiv an dynamesch Aart a Weis, wéi hien d'Sëtzeunge vun eiser Kommissioun geleet huet. Déiselwecht Wënsch vu Merci ginn natierlech och un de Vizepräsident vun der Kommissioun, de John Castegnaro.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **Une voix.** - Den Ofschluss!

» **M. le Président.** - Merci, Här Etgen. Da kritit den honorabelen Här John Castegnaro d'Wuert.

» **Plusieurs voix.** - Aaahhh!

» **M. John Castegnaro (LSAP).** - Här President, Madame Minister, Här Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, jo, et ass seng lescht Hied. Ech wëll domat Är Gedold haut eng leschte Kéier beanspruchen a strapazéieren a versichen, fir eng Kéier méi kuerz ze sinn, wat mer awer bal ni geléngt, wat ech selwer zouginn.

Ech wëll awer direkt dem Rapporteur, dem Ali Kaes, Merci soe fir de schrëftlechen a mëndleche Rapport. Hien ass ausféierlech op déi Ännerungen agaangen, déi mer mat deem Projet de loi do virhuelen an déi sech opdrängen opgrond vun der Situatioun um Aarbechtsmaart an an der Ekonomie, esou wéi se vu menge Virriedner de Mëtten hei schonn ëmschriwwen ginn ass.

Ech wëll just drun erënneren, dass ech de 17. Februar, wéi mer d'Debatt iwwert deen éischte Projet de loi haten, a menger Intervention gesot hunn, dass ech et eigentlech net géif gutt fannen, dass mer et op e Joer géife beschränken, mä et direkt hätt sollte fir méi laang virgesi ginn. Mä gutt, besser spéit wéi ni.

» **Une voix.** - Ech hunn lech awer nogelauschert.

» **M. John Castegnaro (LSAP).** - Merci. An ech géif soen, dee positiven Effet ass, dass mer elo konnte vun enger gewëssener Erfahrung profitéieren a mer dierfir an deem neie Projet de loi - an dat begrësse mer - konnten nei Saache mat abannen, déi mat Sécherheet souwuel de Betriber wéi de Mënschen, déi betraff sinn, entgéintkommen.

Ech wëll elo scho profitéieren, fir Merci fir d'Merciën ze soen dem Kolleeg Marc Spautz, och dem Fernand Etgen fir déi léif Wieder. Ech selwer wëll och de Marcel Glesener net vergiessen a meng Unerkennung ausschwätzen. Ech mengen, mir hu jorzéngtelaang zesumme geschafft. Mir hunn och hei fënnel Joer gehat, wou mer et fäerdeg bruecht hu gutt eens ze ginn.

Ech wëll just nach eng Kéier och drop hiweisen, obwuel et elo zënter gëschter oft widderholl ginn ass an och schonn de Mëtten, wat fir eng Bedeitung vill vun deene Gesetzer fir d'Betriber a besonnesch fir déi Beschäftegt an de Betriber hunn.

Ech wëll den Akzent elo speziell op deen Deel Formatioun leen, Fräistellung duerch Chômage partiel engersäits, an déi Fräistellung sénnvoll notze fir eng Weiterbildung oder eng Ausbildung. Dat ass gutt fir déi Betreffen. Dat ass och gutt fir d'Betriber. Et ass drop higewise ginn, an et ass och gëschter gesot ginn, dass bei enger Reprise dat mat Sécherheet e gudden Investissement ass, dee jiddwengem zegutt kënn.

Ech wëll awer och ënnersträichen - nach eng Kéier ënnersträichen -, dass een net vergiessen soll, dass mer mat deene Mesuren hei natierlech d'Leit an der Aarbecht behalen, statt deen einfache Wee vun der Entloosung ze goen. Mä et muss ee soen, an et dierf een net vergiessen, dass déi Formel hei, déi ouni Zweifel déi besser ass, verbonnen ass mat engem Verloscht un Akommes, an dass e Verloscht un Akommes fir vill Leit och bedeit e Verloscht u Kafkraaft an e Verloscht u Liewensqualität, wou se ageschränkt ginn; wat mat Sécherheet zur Belaaschtung vun de betraffene Famillje wäert féieren.

Dierf ech drun erënneren, dass meng Partei, d'LSAP, an enger Pressekonferenz den 10. März dëst Joer de Virschlag ënnerbreet hat, dass ee sollt op 100% goen, do wou Formatiounen ugebuede ginn, an op 90% fir déi, déi dat net géife maachen. Dat ass net zréckbehale ginn.

Mä, a mäi Frënd a Kolleeg de Marc Spautz huet dat hei de Mëtte gesot - an ech wëll dat ënnersträichen -, dass et iwwer e Règlement grand-ducal duerchaus méiglech ass, déi positiv Verännerung virzehuelen. Ech hunn dat bal wéi eng Ennerstëtzung emfonnt, dass en deen Hiweis ausdrécklech de Mëtte gemaach huet. An ech géif mer wënschen, dass en op oppen Ouere fält, wann ee weess, dass ebe Leit hei awer Akommesverloschter hunn, déi mat der Zäit ëmmer méi héich ginn, well d'Moyenne vun de Paien, op deenen de Chômage partiel berechent gëtt, erfogget, also et ëmmer méi e groussen Akommesverloscht gëtt.

Ech wëll awer och eindringlech drop hiweisen, dass all Betraffenen - Mann oder Fra -, deen an de Chômage partiel geréit, en Usproch op Formatioun huet an hu muss, an dass en also an deem Sënn och

muss mobiliséiert ginn, fir dass dat noutwendegt Ugebuet u Formatiounen zur Verfügung steet an dass mer fir jiddwieren en Ausbildungsträger am Betrib oder ausserhalb vum Betrib fannen, dass mer also sécherstellen, dass mer net nëmmen eppes an e Gesetz an a Reglementer schreiwen, mä dass et och an der Praxis kann ëmgesat ginn.

An dann hätt ech eng Fro un den Aarbechts- a Beschäftigungsminister, dee jo Gestionnaire vun deem Ganzen ass: Wann déi, déi da wëllen eng Formatioun maachen, déi Geleeënheet awer net kréien, well se keng Méiglechkeet fannen, kee Formateur fannen, ginn déi da penaliséiert, bleiwen déi dann op den 80% hängen, obwuel se wollten an domat hätte kënnen 90% kréien? Do wär de Wonsch, deen awer vun enger grosszügiger Ausleeung vun engem Auswee, fir deene Leit entgéintkommen. Si si jo net schëlleg am Endeffekt, wa se d'Formatioun net kréien, obwuel se se eigentlech wollte maachen.

Wann ech da scho bei där Pressekonferenz vum 10. März sinn, wëll ech drop hiweisen, dass meng Partei och drop higewise huet, dass d'Leeschunge vun der ADEM missten an den nächste Méint net nëmmen erhalte ginn an der Héicht an an der Zäit, mä dass ee sech muss dru gi se ze iwwerpräifen op selektiv Verbesserungen, jo Erhéijungen a Verlängerungen, fir deem ze begéinen, wat de Mëtten hei besonnesch vu mengem Virriedner ugedeit ginn ass, dass mer do an eng Katastroph kéinten erageroden.

Bon, eng Beschäftigungskatastroph, Kolleeginnen a Kolleegen, ka sech net um Bockel vun deenen, déi am mannste schëlleg an esou enger Katastroph sinn, ausdroen. Dat géif bedeuten, dass et zu ëmmer méi sozialen Härtefäll géif kommen, an dat ass jo net am Sënn vun eis alleguer. Ech géif et aneschtens wëlle formuléieren: Mir hate finanziell Mëttel, fir Banken ze retten, mir hu finanziell Mëttel zur Verfügung, fir Betriber ze ënnerstëtzen, a mir missten och genügend finanziell Mëttel hunn, fir ze verhënnern, dass mer an esou eng sozial Situatioun vun Härtefäll duerch Chômage bedéngt géifen erageroden.

Mat Sécherheet, Kolleeginnen a Kolleegen, ass et esou, dass dat nächst Parlament - an dat ass scho geschwënn - virrang d'grondlegend Reform vun der ADEM muss virhuelen. Well wa mer d'Gefor vun der Massenaarbeitslosigkeit haut un d'Mauer molen an e Risiko an deem Sënn och besteet, a wann de Chômage partiel weider zouhëlt, a wa Mesuré wéi de Maintien dans l'emploi, wat eng gutt Mesure erëm ass, weider zouhuelen, da muss déi ADEM an och de Ministère an der Lag sinn, fir dat optimal ze gërieren am Interessi vun de Betraffenen.

Ech soen et och dierfir an alles, wat ech virdu gesot hunn, dass et jo och ëm d'sozial Eenheet an dësem Land geet. Well méi Chômage, méi Chômage partiel, méi Précaritéit, manner Kafkraaft, alles dat, léif Frënn, provozéiert jo och Negatives, provozéiert Broutneid, provozéiert, dass mer a Situatiounen kéinte geroden, wou déi, déi Aarbecht hunn, Sträit kréie mat deenen, déi keng hunn, oder ëmgedréint, provozéiert Situatiounen wou de Privatesecteur, deen net déi Garantien huet wéi den öffentleche Secteur unenee kéinte geroden, provozéiert Situatiounen vu Friemefeindlechkeet, vu Rassenhaass à la rigueur tëscht deenen, déi hunn an net hunn, a kéint dozou féieren, dass Lëtzebuurger, Net-Lëtzebuurger a Frontaliere géifen uneneegeroden. Dat géif e Gruef an eis Gesellschaft schëppen, dee mer guer net sollen entstoe loossen. Ëmsou méi, léif Frënn, well mer Jorzéngte gebraucht hunn, fir Grief, déi bestanen hunn, zouseschëppen, zouzetippen.

An dierfir hu Gesetzer, déi mer hei gestëmmt hunn, an déi sougenannte Krisengesetzer, déi mer an deene leschte Stonne gestëmmt hunn, schonn hire Sënn. Et geet jo dorëm, weider ze mobiliséieren, all Kräften, all finanziell Mëttel ze mobiliséieren, mam Virrang un d'Mënschlechkeet. Well hannert all deem am Endeffekt ëmmer nëmme Mënsche stinn, déi, obwuel net schëlleg, awer déi sinn, déi am stärkste betraff sinn.

(**M. Lucien Weiler reprend la Présidence**)

Et wier e Wonsch, deen ech wéilt äusseren - an erlaabt mer, fir dat ze soen: Mir mussen alles doru setzen, fir dass dee Modell Lëtzebuerg, iwwert dee mer houfreg sinn, eis erhale bleift. Mir mussen alles doru setzen, dass mer an dësem Land weiderhin en éierlechen an intensive Sozialdialog behalen. Dat ass net ëmmer einfach. Do gëtt et Héichten an Déiften. Mä de Wëlle muss do sinn, fir zesummen ze schwätzen, fir zesumme Léisungen ze fannen.

Eng Stärkt vun dësem kleng Land, léif Frënn, an dat ass an aneren Zesummenhäng och schonn hei op der Tribün gesot ginn, ass déi vun deem Dialog, ass déi vun deem Modell, dee mer hunn. Mir sollten ni vergiessen, dass ganz vill Leit am Ausland eis fir eis Aart a Weis beneiden, eis fir eise Modell beneiden a frou wieren, eppes Ähnlech ze hunn.

Mir kënnen eis an dësem Land keng Beschäftigungs- a keng Sozialkatastroph leeschten. Mir hunn, an ech wéill et ëmmer erëm soen, vill Moyenen, fir dës ze verhënnere.

Schlussendlech hu mer besonnesch eng Stärkt - deen, vun deem mer ëmmer bewisen hunn, dass e fonctionnéiert -, de gesunde Mënscheverstand an och déi national Solidaritéit.

Erlaabt mer, Här President, zum Schluss Merci ze soe fir fënnf interessant Joren an dësem Haus an och am Émfeld vun dësem Haus. Et war net ëmmer einfach, et war souguer heiansdo ganz schwierig, an ech verstoppen net, fir en - naja - en agefleeschene Syndikalist mat Sécherheet net esou onbedéngt einfach, sech an d'Disziplin...

(Hilarité et interruption)

...vun der Politik a vun de Regele vun esou engem Haus anzegewinnen,...

(Interruption)

...mä, wann ee selwer disziplinéiert war a fir Disziplin gesuergt huet, da fällt et engem net schwéier, nozelauschteren an net ze ënnerbriechen.

(Hilarité)

Et fällt engem net schwéier, dat matzedroen, wat dann awer d'Majoritéit respektiv d'Koalitiouns- a Regierungsprogrammer decidéiert hunn, och wann een dann op d'Zänn muss bäissen oft a wann een heiansdo muss zréckstiechen, wann ee gesäit, dass et em villes, em dat Ganzt geet.

Léif Frënn, erlaabt mer ervirzepräichen, dass ech houfreg sinn, u Reforme wéi dem Code du Travail deelgeholl ze hunn. Ech hunn als jonke Gewerkschaftler hei jorzéngtelaang als Gewerkschaftler bal all Ried ugefaangen, dass mer d'Codificatioun vun Aarbechtsrecht misste kréien.

Ganz houfreg iwwert de Statut unique. Fir een, deen d'Einheitsgewerkschaft ëmmer nach wéillt realiséieren, ass de Statut unique eng formidabel Viraussetzung.

Houfreg och doriwwer, un der ITM-Reform matgeschafft ze hunn, un de Schoulgesetz, un der Berufsausbildung, um 5144, obwuel mer d'Économie solidaire - d'Base légale - nach ëmmer feelt, déi haut méi wéi jee wichteg ass, mä den 5144 ka scho munches bewegen.

An un anere wichtege Gesetz, déi dëst Parlament unanime oder nom Spill vun der Majoritéit an der Opposition gestëmmt huet, mä déi ëmmer - an dat soen ech och -, ëmmer am Interessi vun dësem Land a vu senger Leit waren.

Et gëtt een em vill Erfarunge méi räich, wann een hei sétzt. Et gëtt een net méi domm. Am Contraire.

(Interruption)

An ech wéill eppes anescht ervirpräichen, perséinlech. Et kritt ee ganz vill Kolleeginnen a Kolleegen, déi een esou net kann huet, déi een dann hei kenne léiert, mä et kritt een och nei Frënn dobäi hei am Héijen Haus, mä och em dat Héicht Haus erëm: Mataarbechter, déi hei déi immens vill Aarbecht leeschten an immens Gentillesse un den Dag leeën an der Chamber, an der Fraktioun an anerwärts. Alles dat war et wäert, et matgelieft ze hunn.

Ech wéill Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht; ech wéill Merci soe fir d'Nolauschteren. Ech weess, dass dat net ëmmer einfach fällt, besonnesch, wann een eng haart Stëmm huet. Mä déi huet een an déi kritt een och net geännert. Mä den Avantage vun der haarder Stëmm ass, dass Der ëmmer gutt nolauschtert. An dat ass eleng derwäert, dass déi, déi manner haart schwätzen, sech fir déi nächst Sessioun Coursé ginn, fir déi haart Stëmm dann och ze kréien.

Ech wéill all deenen, Kolleeginnen a Kolleegen, déi Kandidatin a Kandidat sinn, dat Besch wënschen, a wéill all deenen, déi decidéiert hunn, Pensionär ze ginn, och bonne chance wënschen. Mir hunn et alleguer verdéngt.

Merci alleguer.

))) Plusieurs voix. - Très bien!

(Applaudissements)

))) M. le Président. - Merci, Här Castegnaro. Domadder si mer um Enn vun den Diskussiounen.

(Interruption)

Ah, pardon, d'Wuert huet elo den Här Jaerling.

))) M. Camille Gira (DÉI GRÉNG). - Dir wäert awer keng Abschiedsried halen?!

(Hilarité)

))) M. Aly Jaerling (Indépendant). - Här Gira, ech muss lech enttäuschen: Ech kommen erëm.

(Hilarité)

))) M. Camille Gira (DÉI GRÉNG). - Mir hunn näischt dergéint.

))) M. Aly Jaerling (Indépendant). - Här President, erlaabt mer awer och, engem gudden President an engem gudden Vizepräsident, awer besonnesch zwee grouss Gewerkschaftler Merci ze soen, dass ech d'Éier konnt hunn, mat hinne während deene fënnf Joer zesummenzeschaffen.

Ech mengen, mir waren an der Vergaangeneheet als Gewerkschaftler net ëmmer enger Meenung, mä hei war dat ni de Fall an hei hu mer ëmmer zesumme versicht, dat Besch fir d'Salariéen erauszueschloen.

Merci och dem Här Rapporteur fir dat Gesetz hei, well ech mengen, all Gesetz wat bäidréit zur Ofsécherung elo an dësen Zäite vun Personal, awer och vun de Betriber, ass e wichteg Gesetz, an duerfir kann een dat nëmme ënnerstëtzen.

Ech hoffen, dass d'Regierung oder d'Regierungsvertrieder haut mat de Fotografen, wou mer nach ëmmer net wëssen, wéi et mat deenen hirem Schicksal steet, och nach eng Léisung fannen, déi jiddwengem Zefriddenheet gëtt a wou mer net elo an enger nächster Zukunft nach eng Kéier erëm mussen em 100 Aarbechtsplaze baangen.

Erlaabt mer awer ofschléissend nach mat Bedauern hei zur Kenntnis ze huelen, dass awer d'Aussoe vun zwee preiseschen Tutebattien zu méi Gespréichsstoff hei am Land suerge wéi d'Suergen em déi schaffend Leit hei am Land.

A leider wéill ech och nach bedauern, dass do och nach Spätzepolitiker hei am Land mat schold dru sinn. Ech hoffen, ech hoffe ganz staark, dass nom 7. am Broochmount déi kollektiv Responsabilitéit erëm iwwerhand kritt, déi mer brauchen, fir gemeinsam dës Kris kënnen ze meeschteren, egal wien an der nächster Chamber hei sétzt.

Ech soen lech op jidde Fall och Merci vu menger Säit aus fir déi gutt Zesummenaarbecht, awer och ganz besonnesch Merci dem Personal hei aus dem Haus, ouni dat ech ganz oft do gestanen hätt wéi dee leschte Fësch.

Ech soen lech Merci.

))) M. le Président. - Merci, Här Jaerling. Dann huet elo d'Regierung d'Wuert. Den Här Aarbechtsminister François Biltgen.

))) M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi. - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären... Här President, sot mer just, wéi vill Minutten ech hunn. Ech brauch der.

))) M. le Président. - Dir hutt eng Véirelstonn.

))) M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi. - Ech brauch der, well ech wollt e puer Saachen hei soen, déi ech net d'Geleeënheet hat, an der Chamberskommissioun ze soen, well mer d'Chamberskommissioun elo net méi konnten zesummeruffen.

Nämlech wollt ech, nodeem ech hei e bëssen iwwert d'Gesetz geschwat hunn, schwätzen iwwert déi Diskussioun, déi mer mat de Sozialpartner haten déi lescht Woch an eiser Beschäftigungsreunioun. Well mer do un enger ganzer Partie Froe schaffen - ech komme vum Schaffen aus dem Schoulministère heihinner -, déi Äntwerte solle ginn op eng ganz Partie Froen, déi Verschiedener vun lech elo hei opgeworf hunn. An ech mengen, et wär scho richtig, dass ech d'Chamber hei géif informéieren - wat ech eben net konnt maachen, wat ech normalerweis an der Chamberskommissioun gemaach hunn.

Elo wéill ech fir d'Éischt ufänken, an der Chamberskommissioun Merci soe fir déi fënnf Joer gutt Aarbecht. Ech fänke beim President un, deen et fäerdeg bruecht huet, dass mer bal all Dënschdeg zesummekoumen, och fäerdeg bruecht huet, dass mer an enger immens flotter kollegialer Atmosphär geschafft hunn.

E President eleng kann dat net. Wann d'Memberen net wëlle mat esou schaffen, da geet et net. Jiddweng huet hei matgeschafft. An ech kommen nach op d'Memberen zréck. Mä dem President emol en éische Merci, fir dass mer wierklech e risege Programm bewältegt hunn am Aarbechtsrecht an an der Beschäftigungspolitik. An dat war et oft, hu mer eis stënterlech zesumme gesat a mir hu versicht auszediskutéieren.

E Merci dem President an en Äddi, well en ophält. Natierlech geet dee Merci an deen Äddi och un de Vizepräsident, de John Castegnaro. Et ass jo esou, dass ech souwuel de Marcel Glesener wéi de John Castegnaro net nëmme als Deputéierte kennegeleiert hunn, mä eigentlech nach vill méi als Gewerkschaftler virdrun, an ech muss soen, dass ech wierklech eng grouss Frëndschaft mat deenen zwee hunn. An et deet mer leed, dass Der net méi derbäi sidd.

Ech hunn och doudsécher mat lech ëmmer gestridden an Dir mat mir. An déi Leit, déi mengen, ech hätt méi mam John Castegnaro gestridden, well en OGB-L-Präsident gewiescht wär, wéi mam Marcel Glesener, well en LCGB-Präsident war, déi leie falsch. Well e gudden Gewerkschaftler, dee streit ëmmer mat jiddwengem. An dofir erreicht en och ganz vill.

An op där anerer Säit, an dat ass dat, wat mer an der Kommissioun gefall huet, mat der Zesummenaarbecht geet et ëmmer drëm fir eppes ze errechen. An dofir geet mäi Merci iwwert de Marcel Glesener an de John Castegnaro un all d'Membere vun där Kommissioun, vun der Majoritéit op d'Opposition. Well eigentlech dee Geesch, deen de President an de Vizepräsident hate vun der Kommissioun, war och de Geesch vun alle Membere. Et ass oft heftig gaang. Et ass awer och vill gelaacht ginn. An am Endeffekt ass ëmmer versicht ginn, sou vill wéi méiglech Konsens ze hunn, fir eppes Uerdentlech ze maachen dobausse fir d'Leit.

An dofir soen ech, regrettéieren ech déi Kommissioun, déi ech hat, well et war immens flott mat där Kommissioun zesummeschaffen. Déi zwee Membere, déi eis sécher verlossen - déi aner hoffen ech jo, dass ech se all erëmgessinn, wierklech all -, mä dem Marcel Glesener an dem John Castegnaro villmools Merci an, well ech se kennen a well ech weess, dass se nach ganz vill aner Aktivitéiten hunn, déi mech och wäerte betreffen, ass et keen Äddi, mä et ass... Jo, mir gesinn eis erëm. An op anere Plazen. An déi all och erëm eng Kéier eppes mat Beschäftigungspolitik ze dinn hunn.

De Projet de loi, dee mer haut hunn, sinn ech ganz frou, dass dat dee leschten ass vun dëser Legislaturperiod, well e wäert alauden déi éischt Projeten, déi mer an der nächster Legislaturperiod wäerte kréien. Mir sinn net fäerdeg, iwwer Beschäftigungspolitik ze schwätzen. Nun ass virdrun d'Fro opgeworf ginn: Hu mer Krismanagement an der Beschäftigungspolitik?

Mir hunn et. Mir hunn et gehat a well mer zënter Joren - et ass net nëmme dës Regierung -, mä zënter Jore versicht hunn, eis virzubereeden, hu mer zu Lëtzebuerg fäerdegbruecht, dass mer, obwuel mer méi Leit hunn, a wesentlech méi Leit hunn, déi keng Schaff méi hunn, manner héich de Chômage hunn, wéi se am Ausland hunn; an dat si puer Ursaachen, déi een awer do muss huelen.

Éischt Ursaach ass déi, dass mer zu Lëtzebuerg eist Aarbechtsrecht net dereguléiert hunn. Ëmmer ass, net nëmme an Europa, och vun der OCDE, och heiansdo heibannen, net heibannen, mä méi vun de Patronatsdëngen, och heiansdo heibanne

gefuert ginn, mir sollen d'Aarbechtsrecht flexibiliséieren, manner Kënnegungsschutz.

Mir hunn an Europa mat dat haartsten, onflexibelst Aarbechtsrecht. Doduerch hu mer manner Chômage. Mir hunn 1% Leit méi kritt vun November op Januar. Woufir? Ma well dat haauptsächlech Aarbechtsvertrag waren, déi Zäitvertrag waren, déi ofgelaf sinn. An enger Kris ginn Zäitvertrag net méi verlängert. Et gëtt net onbedéngt entlooss.

A Spuenien hu se 17% Chômage, well 40% Zäitvertrag do sinn. Doduerch, dass mer zu Lëtzebuerg den onbefrëde Vertrag, den CDI als Prinzip stoe gelooss hunn a 95% CDI hunn, hu mer zu Lëtzebuerg och manner Entloossungen elo.

Zweetens hu mer duerch d'Kuerzaarbecht - an dat si Gesetzer, déi ginn zréck bis an d'70er Joren -, hu mer duerch d'Kuerzaarbecht verhënnert, dass 10.000 weider Aarbechtsplazen un Spill stinn. Et ass richtig, dass déi Leit, déi betraff sinn, manner verdingen. Si schaffen och manner, si verdinge manner. An do gesäit een, dass een oft gäre géif méi schaffe fir méi ze verdingen, an net manner schaffe fir manner ze verdingen. Och dat soll ee mol a sengem Kapp sech iwwerleeën.

An dann hu mer 2006, op dee Punkt wollt ech nach eng Kéier zréckkommen, hei dat berüchtigt Gesetz 5611 gestëmmt, wou mer d'Beschäftigungspläng gemaach hunn. Wou Patronat a Gewerkschaften net frou waren, mä wou mer et elo fäerdegbréngen, dass déi Betriber, déi restrukturéieren - dat heescht, déi net d'Aarbechtsplazen all kënnen garantéieren -, dass déi net Sozialpläng maachen, wou d'Leit wuel Sue kréien, mä hir Schaff lass sinn, mä wou se mat der staatlecher Ënnerstützung kucken, fir deene Leit nach Perspektiven ze ginn.

An dat bréngt mech zu engem wesentleche Punkt vun der Kuerzaarbecht zu der Formation, deen, an de Marc Spautz huet dat richtig gesot, net am Gesetz verankert ass, mä am Reglement.

Iwwregens muss ech hei direkt mol mech entschëllegen. Ech hu vergiess, dem Här Kaes Merci ze soe fir dee gudden méndlechen a schrëftleche Rapport, mä ech gi jo dovunner aus, Här Kaes, dass mer eis nach gesinn; da brauch ech lech elo nach net definitiv Äddi a Merci ze soen.

Den Här Spautz huet Recht. 90% stinn net dran. Dat ass awer e wesentleche Punkt vun eise Reflexiounen. Woufir?

Déi Saach mat der Formation, déi ass net nei. Déi steet zënter de 70er Joren am Gesetz, dass eigentlech sollt Formation gemaach ginn. Net fir 90% ze kréien, mä fir 80% ze kréien. Dat ass ni geschitt aus ville Grënn.

D'Betriber waren net interesséiert, d'Leit waren net interesséiert an et war natierlech esou, dass d'Kuerzaarbecht och nëmme während enger kuerzer Zäit duerchgefouert gouf. Elo hu mer Betriber, déi musse wärscheinlech Kuerzaarbecht fueren, néng an zéng. An dat si laang Zäiten. An da musse mer wëssen, dass wann d'Reprise kënn no der Kris, dass mer da Leit musse besser forméiert hunn.

Et ginn dräi Zorte vu Leit, déi elo an der Kris Problemer hunn. Déi éischt sinn déi - an dat sinn déi, déi am Chômage conjoncturel sinn - wou de Betrib se brauch, wou awer de Betrib och muss méi produktiv ginn a wou dann de Betrib soll déi Zäit notzen, fir déi Leit besser op de Betrib virzubereeden. An dofir wäerte mer - ech kommen eben aus där Réunioun aus dem Éducatiounsministère, wou mer déi ganz Formatiounssaachen diskutéieren -, wäerten all déi Betriber, déi Chômage conjoncturel hunn, wäerte mer do versichen, fir iwwer Plans de formation dat ze maachen.

Déi meescht hunn e Plan de formation. Déi, déi kee Plan de formation hunn, déi démarchéiere mer. Do wou de Betrib seet, ech hale meng Leit, ech brauch net ze restrukturéieren, ma do sollen d'Leit am Betrib forméiert ginn, fir am Betrib selwer méi produktiv ze ginn. Well wann et unzitt an d'Leit hate sou laang kuerz geschafft, jo, da sti se schlecht do an da riskéiere se, wann et unzitt, hir Schaff ze verléieren.

Zweet Kategorie vu Leit, dat sinn déi Leit, déi net kënnen am Betrib gehale ginn. Déi musse Formation maache fir eng besser Chance un Aarbechtsmaart ze hunn. An dat geschitt zum Beispill op Beschäftigungspläng. An och do ass et ganz kloer, dass mer wëllen de Leit och e Recht ginn, eng individuell Formation ze maachen. Wann ee seet: „Lauschter, ech wéill elo d'Kuerzaarbechtszäit benotze fir mech besser produktiv ze maachen, fir an en anere Betrib da schaffen ze goen.“ Ma da muss en dat maachen, well doduerch huet ee méi Chance.

Drëtt Kategorie vu Leit, dat sinn déi, déi keng Schaff méi hunn an déi och musse

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuurger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

besser ausgebildet ginn. Op déi Kategorie kommen ech nach eng Kéier zréck.

Eis Politik, déi mer elo musse maachen an der Krisenzäit, ass net an éischter Linn eng Politik vu sozialer a passiver Ofsécherung. Dat muss sinn. Mir dierfe keng Sozialkris kréien. Mä fir ze mengen, nëmmen iwwer sozial Ofsécherung hätte mer de Kriseproblem bewältigt, ass falsch, well déi Leit fueren ewech wann et besser geet.

Dat heescht, eisen éischte Souci soll sinn, d'Leit besser ze qualifizéieren, fir dass se no der Kris och d'Chance hunn, hir Schaff ze behalen oder eng nei ze kréien. An dofir hu mer e ganze Plang. Dee wäerte mer mat de Sozialpartner elo déi nächst oder iwwernächst Woch - soubal ech erëm zréck sinn -, mat der Madame Delvaux maache mer do e Rendez-vous mat de Sozialpartner, wou mer hinnen dat alles virschloen.

Mä wichteg ass, dass mer Formatioun ubidden. An d'90% ass net fir eis dat wichtegst. 90% ass fir eis normal, dass wann een d'Halschecht vun der Zäit net schafft an dofir u sech schafft, dass dat muss méi belount ginn, wéi wann en näischt schafft an doheem kniwelt oder sou. Soen ech och, dass ech dofir och Problemer hunn op 100% ze goen, well ech ëmmer der Meinung sinn, dass een net dierf an enger Formatioun datselwecht kréien, wéi een no der Formatioun op senger Schaff kritt. Dat ass een Argument.

Et ass richtig, wat de John Castegnaro gesot huet, dass d'Leit à la longue mat hiner Base erofginn, an dofir hu mer och d'Base frësch gekuckt. Well deemno wéi ee virdrun lwwerstonne gefuer ass an esou weider, riskéiert ee wierklech net 80 oder 90% vu sengem normale leschte Loun ze hunn, mä een, dee vill drënner war. Dofir hu mer och un där Base geschafft aus deem dote Gronn, deen den Här Castegnaro zu Recht gesot huet.

An da musse mer eis virbereeden op dat, wat kann am Hierscht kommen. D'Euro-päesch Kommissioun seet: zu Lëtzebuerg Chômage 2009 5,9%; 2010 7%. 7% hate mer ni, 7% war dat zweetbescht Resultat an Europa.

Woufir? Majo, well mer eng Partie Saache gemaach hunn. Mir haten awer e Problem. Gréisste Problem sinn déi Jonk, déi vun der Schoul kommen. An dofir hu mer an eise Réunioun mat de Sozialpartner gesot, mir preparéieren elo e ganze Pak, deen déi nei Regierung, ween ëmmer se ass, kann eventuell mat der Chamber schonn am Juli/August, wa musse Gesetzer geännert ginn, stëmmen, fir dass een net op eemol am Hierscht e Problem huet.

D'Meenunge ginn ausernee, ob et e grouse Problem fir déi Jonk gëtt oder net. Zurzäit sinn déi Jonk eigentlech net esou betraff, mä et ka kommen. Dofir muss een dat elo maachen. An dofir si mer am-gaangen eng ganz Partie Pisten ze hunn. Wat kann ee maachen, virun allem, fir déi Netqualifizéiert ze qualifizéieren? Dräi Véirel vun de Jonken, déi ageschriwwen sinn, sinn net qualifizéiert. Respektiv wann elo wierklech géife Qualifizéierter op den Aarbechtsmaart kommen, déi bis elo ëmmer déck Chancen haten, eng ze fannen, déi wéinst der Kris keng géife fannen, muss ee kucken, wéi een dat och do sënnavoll ugeet.

An dat ass e wesentleche Punkt, dee mer, wéi gesot, de Mëtten op enger anerer Plaz amgaange sinn unzediskutéieren a wou mer

wëlle mat de Sozialpartner an deenen nächste Wochen nach zesumme kommen, fir dass, egal wat de 7. Juni geschitt, déi Leit, déi nom 7. Juni matenee verhandelen, e Pak fannen, dee se da kënnen ëmsetzen; dass net am Hierscht géif eng Katastroph kommen.

Well wann eis jonk Leit total veronséichert wäeren a keng Chance méi gesi fir d'Zukunft, da géife se ophalen ze léieren. Dann ass eng sozial Ofsécherung net dat, wat hinnen hëllef. Mir mussen hinne Perspektive bidden. Mir muss se also ausbilden, ausbilden, ausbilden. An dat si mer am-gaangen ze maachen.

Dat bréngt mech derzou fir zum Schluss, Här President, Dir Dammen, Dir Hären, e puer Wuert ze soen awer zu där Debatt, déi Der hat, wou ech leider net konnt hei sinn; well ech et net wusst, well ech gären eng Partie Explikatioun ginn hätt, well se och an deem Kader ze gesi sinn. Ech wëll déi Explikatioun gi woufir ech an d'Lycée ginn a wéi ech an d'Lycée ginn, well ech mengen, dass och do zum Deel falsch Meinungen herrschen opgrond vun Zeitungsartikelen. Duerfir wollt ech e puer Explikatioun ginn.

Et gëtt dobauss behaupt, ech géif elo d'5611-Diskussioun maachen; wat falsch ass. Dat Gesetz ass gestëmmt an ech schwätzen net méi driwwer.

(Interruption)

Neen, ech schwätzen net méi driwwer.

Am Kader vun där Debatt si Reproché komm, dass gesot ginn ass: Lauschtert, et muss ee méi mat de Schüler an de Studente schwätzen. Ech hunn och an dëser Chamber deemools gesot: Déi Lektouren huelen ech mer zu Häerz. An ech si bereet do, wou e Lycée mech invitéiert, an dee Lycée ze goen.

An zënter dräi Joer schreiwem ech am Hierscht e Bréif un all Lycée, fir ze soen: Dir hutt Schüler, déi ginn eng Kéier op den Aarbechtsmaart an déi hu Froen zum Aarbechtsmaart. Wann Dir gär hätt, dass ech kommen, da kommen ech. Dat ass fräiwëlleg fir all Lycée. Ech ginn zënter dräi Joer regelméisseg an d'Lycéeën. Ech schwätzen iwwer den Aarbechtsmaart. Respektiv en anere Wonsch, deen ech gär hätt, dat ass, dass net ech d'Debatt virginn, mä dass de Lycée an am beschte Fall d'Schüler d'Debatt virginn, an dass d'Schüler hir Froe stellen.

Nun ass et esou, dass ech am léifste géif am éischten Trimester goen. Do ass awer nach vill Organisatoresch, wat net ass. Esou dass ech an déi meeschte Lycéeën zum Schluss um zweeten Trimester a meeschtens, esou war dat och d'lescht Joer, an der éischter Halschecht vum drëtten Trimester ginn. De Bréif gëtt am Hierscht geschéckt an d'Invitatiounen kommen, wa se kommen.

Woufir elo? Éischtens, well elo d'Schüler méi no zum Aarbechtsmaart sinn; zweetens, well no der Päschtvakanz déi eng an den Exame sëtzen a guer net méi an d'Schoul kommen; an anerer an der Prüfungszäit si vum drëtten Trimester.

Elo muss ech soen, dass ech natierlech, wann Argumenter kommen a soen: „Kann do net Indoktrinatioun gemaach ginn?“, da soen: Dat kann natierlech ëmmer geschéien. Ech soen nach eng Kéier: Ech hätt gären, dass d'Schüler d'Debatt féieren. An

ech muss lech soen, dass se... D'Debatt ass jo komm, well eng... Ech huele jo ni d'Press mat, well ech einfach gären d'Gespräch mat de Schüler hätt. Et geet mir net ëm Reklamm, mä et geet ëm d'Déngen.

D'Europaschoul, déi huet d'Press geruff an do war eng Foto an der Zeitung. Dorophin ass eng Debatt komm. Elo gëtt gesot: Ass do net Indoktrinatioun? Ech mengen net, well ech hunn an all deenen Debatten, déi ech an deene leschte Wochen hat, festgestallt, dass eis Schüler mündeg Schüler sinn. Déi géife scho feststellen, wann ech do wéilt ënnerschwelleg iergendeppes Parteipolitesch maachen.

Ech kréie mëttlerweil - an dat beweist, wéi d'Schüler och interesséiert sinn um Aarbechtsmaart - ganz kritesch a ganz intelligent Froe gestallt iwwer d'Zukunft vum Aarbechtsmaart. Et ass an deem Sënn, wou ech déi Invitatiounen akzeptéiert hunn. Wann d'Chamber der Meinung wär, ech soll dat net maachen, da maachen ech dat net. Déi Zäit hätt ech méi, fir e Wahlkampf ze maachen. Mä ech soen, dass dat heiten näischt Neies ass. Et ass eppes, wat ech hei am Haus ugekënnegt hunn a wat ech bis elo nach all Joer zënter dräi Joer op där doter Aart a Weis maachen.

Ech wollt dat hei zur Explikatioun ginn. Wéi gesot, et huet mer leed gedoen, dass ech net éischter wusst, dass déi Debatt wär, well ech léiwier an der Debatt selwer déi Explikatioun ginn hätt.

» **M. le Président.** - Här Minister, den Här Bettel wëllt nach eng Fro stellen.

» **M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Ma jo.

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, ech wollt den Här Minister Biltgen just froen - ech hunn nämlech am Zeitungsartikel jo gelies, dass et sechs bis siwe Sitzungen elo gi virun de Wahlen, wou en an d'Lycée gëtt -, wivill där Sitzungen d'lescht Joer waren an d'Joer virdrun.

» **M. François Biltgen, Ministre de du Travail et de l'Emploi.** - Also, an der Regel an deenen zwee leschte Joren esou iwwer den Daum gepéit - ech kann lech awer d'Lescht ginn - sinn ech an zwielef bis 14 Gebaier gaangen. Ech war dëst Joer schonn an op d'mannst enger hallwer Dose an virdrun. Dat huet sech vum zweeten Trimester bis elo gestreckt. Dat ass all Joer.

Et sinn emol Lycéeën, déi hu mech ëmmer geholl. Et sinn aner Lycéeën, déi hu mech emol eng Kéier geholl, dat anert Joer net geholl. Wéi gesot, jiddweree kritt deeselwechte Standardbréif. Deen ass och an der Éducation nationale. Also, et ass net, dass et eng Saach wär, déi net gemellt wär.

Ech ginn lech Recht, Här Bettel, dass et elo e bësse blöd ass, dass et elo erauskënn, dass dat scho komesch ausgeet. Do wollt ech d'Explikatioun ginn, dass dat heiten eppes ass, wat ech all Joer maachen. D'lescht Joer huet keen drun Ustouss geholl. Et waren och scho Lycéeën, déi an der Vergaangenheet emol eng Foto bruecht hunn. Déi meescht bréngen keng.

Dës Kéier, dass natierlech an der Wahl-campagne dann esou eng Foto an en Artikel kënn, verstinn ech, Här Bettel, dass Der do berechtigt Froe stellt. Dofir wollt ech och versichen lech hei eng uerdentlech Äntwert ze ginn.

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Ech soen dem Här Minister och Merci. Mä et ass just, well nom 2. Juni an nom 7. Juni keng Sitzung méi sinn, mä d'Schoul jo awer e bësse méi laang dauert, dass ee sech d'Fro gestallt huet, firwat een dat net hätt kënnen dës Kéier no de Wahle maachen.

» **M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Also, Här Bettel, ech wär schrecklech frou, wann ech kéint no de Wahle goen. Ech mengen, et ass och deen een oder aneren - een hunn ech am Kapp -, dee mech no de Wahle wollt ruffen, well ech och am Kapp hunn, dass dee gesot huet: léiwier duerno. Déi meescht Lycéeën hunn aus organisatoresche Grënn virun de Wahle virgezunn.

Ech hunn net den Datum virginn - ech soen dat nach eng Kéier -, well ech muss soen, mat deem, wat ech als Kris hunn a wat ech da leider och als Parteipresident vun Aarbecht hunn, sinn ech frou iwwer all Stonn, déi ech méi hunn. Mä wann ech de Lycéeën en Angebot maachen, dann huelen ech et un an dat ass einfach mam Sekretariat of-gemaach.

Ech wäert awer och, Här Bettel - ech gi muer nach an zwee Lycéeën; dass dat och ganz kloer ass -, dës l'ingrès de Lycéeën och dat soen, dass hei eng Debatt war an dass een do e Cartes sur table mécht. Ech

wäert wierklech hei net wëllen iergendwéi e Kapital draus schloen, mä einfach de Schüler d'Geleeënheet ginn elo a Krisenzäiten hir Froen zum Aarbechtsmaart ze stellen. An ech wäert versichen, esou gutt wéi méiglech drop ze äntwerten.

Sou! Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat gesot, sinn ech frou, dass mer haut e wichteg Gesetz stëmmen, wou mer ville Leit am Land e bessen Zukunftsperspektiv ginn; obwuel, och wann een eng sécher Plaz huet an der Kuerzaarbecht, ee sech awer Suerge mécht. An ech mengen, dofir ass et gutt, dass d'Chamber just mat dësem Gesetz hir Legislaturperiod ofschléisst.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum Vote vum leschte Projet de loi vun dëser Legislaturperiod, de 6006 iwwer d'Ofännerung vum Code du Travail.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Vote fänkt un. Voilà! De Vote ass of-geschloss.

De Projet de loi 6006 ass eestëmmegeg ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Hettogaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass och dat esou decidéiert.

16. Motion de M. Aly Jaerling relative aux photos d'identité biométriques (suite)

Dann hu mer nach d'Motioun vum hono-rabelen Här Jaerling.

(Interruption)

Jo. Mir sollte jo nach Réckmeldung kréien, wat déi Réunioun am Ausseministère erginn huet. Ass een à même der Chamber doriwwer Opschloss ze ginn? Den Här Minister Biltgen, wann ech gilift.

» **M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Jo. Merci, Här President. Ech sinn dëst Joer net méi Parlamentsminister fir fënnef Joer, mä ech spillen da Parlamentsminister, well ech dee leschte Projet hat. Den Här Asselborn an den Här Schmit hu mech gebieden, an hirem Numm ze soen, dass eng Réunioun haut stattfonnt huet - dat wësst Der -, dass direkt, wou d'Fotografen hir Suergen ugemellt hunn, den Ausseministère an déi zwee Ausse-ministère bereet ware mat hinnen zesummezekommen.

Déi Réunioun huet haut am Ausseministère stattfonnt an d'Resultat ass folgend, dass wéinst all deene Grënn, déi Der kennt, nämlech dass den 28. Juni - och fir déi Leit, déi zum Beispill an Amerika ginn - de System muss do sinn, dee System an de Gemengen ëmgëst gëtt, well soss kréien d'Leit e Problem. Allerdéngs ass d'Regierung hei bereet, fir ze kucken, dass mer d'Liberté de choix och an Zukunft garantéieren.

Dat heescht och, dass an Zukunft gekuckt gëtt wat den Impakt ass. Dat heescht, soubal elo de System do ass um 28. Juni, gëtt den Impakt gekuckt, wat dat eent an dat aner ass. Da wär den Ausseministère bereet, fir a verschiddene Gemengen zum Beispill e Scanner ze installéieren, dass déi Leit, déi vum Fotograf kommen, do kéinten hir Foto gescannt kréien an der Gemeng, fir dass dat och do géif funktionéieren.

(Interruption)

Ech wëll do soen, ech mengen, dass... Dir hat selwer d'Diskussioun, wéi d'Fotografen...

(Interruption)

...et gemierkt hunn. Ech wëll awer nach eng Kéier soen, dass den Ausseministère direkt hei Kontakt opgeholl huet a versicht eng Léisung ze fannen. Ech mengen och, dass déi dote Léisung a beidersäitegem Einvernehmen fonnt ginn ass an dass och an Zukunft weider gekuckt gëtt, dass hei net d'Fotografen elo op eemol géifen hiren Nährbuedem verléieren.

» M. le Président. - Merci, Här Minister. Mir kommen dann...

Jo, Här Jaerling?

» M. Aly Jaerling (Indépendant). - Bon, Här President, ech mengen, dat do kann ech awer esou net akzeptéieren. Well dat do ass datselwecht, wéi wann s de de Fësch op där enger Säit ubaaks oder op där anerer Säit, gebak gëtt en ëmmer.

Hei hätte mer awer elo emol gär kloer: Wat bezuelen d'Leit, wa se an d'Gemenge ginn. Wa se do näischt bezuelen, dann ass dat do, wat elo gemaach gëtt, eng kloer Concurrence déloyale, wou mer ganz genau wëssen, dass kee méi bei d'Fotografie geet.

Zweetens, mir wëssen hei an der Chamber net: Wat hunn déi Apparater kascht? Wou si se kaaft ginn? An esou weider. Wéi ass et mat der Formatioun vun deem Personal?

Den Här Gibéryen huet hei gesot, dass zum Beispill ee Fotograf hei am Land keng Autorisatioun kritt huet, fir Fotoen ze maachen, well e kee CATP huet. Wat fir eng Formatioun ass dat? Kritt dann elo dat Gemeengepersonal alleguerten e CATP, wa se déi Formatioun do matmaachen? An esou weider.

Also, et sinn eng ganz Rei Froen, déi hei iwwerhaupt nach net gekläert ginn. An et ass einfach bedauerlech, dass mer elo esou eng banal Äntwert kréien, mat där kee Mënsch eppes kann ufänken.

» M. le Président. - Bon, op jidde Fall stëmme mer elo of iwwert déi Motioun.

Ass de Vote électronique verlaangt?

(Assentiment)

Vote

Da fänkt de Vote un. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun ass ofgelehnt mat 38 Nee-Stëmme bei 22 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helming, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Félix Braz), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes

Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

17. Discours de fin de législature de M. le Président

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn haut fir d'Lescht an deemem Sall an an dëser Compositioun zesummen. Déi nächst Chamber, déi no de Wahle vum 7. Juni zesummekënn, wäert, egal wéi de Verdikt vum Wieler ass, en aner Gesicht, wéinstens zum Deel, hunn.

Enger Rei vu Kolleegen, deene soe mer haut Awuer hei, net well mer wëssten oder géifen denken, dass se net géifen erëm-gewielt ginn, mä well se selwer decidéiert hunn, net méi mat an d'Wahlen ze goen. Ech ka mer virstellen, dass dëst fir si e ganz bewegende Moment ass, déi lescht Minuten, wou se hei an der Lëtzebuurger Chamber siégéieren.

Mir soe fir d'éischt emol provisoresch zwee Kolleegen Äddi, déi scho laang hei sinn, déi d'nationalpolitesch Bühn verloossen, well et se op Stroosbuerg zitt.

Et ass dat fir d'éischt de Jos Scheuer. Ee Mann, deen elo bal 25 Joer an dëser Chamber ass, dee mech méi wéi eng Kéier heiwewe vertrueden huet an net nëmme heiwewen oder och huet misse verrieden. Hien huet dat ëmmer zu eiser vollster Zefriddenheet gemaach.

Mä de fréiere Buergermeeschter vun lechternach a Professor huet während engem Véirelsjorhonnert an deemem Parlament a ville Beräicher seng Kompetenz ënner Bewäis gestallt. An dat virun allem natierlech an deene Beräicher, déi him nolouchen. Dat war d'Schoul- an d'Beruffsausbildung. D'Reform vum Schoungesetz war ee vun de leschte groussen Dossieren, déi de Jos Scheuer hei an der Chamber gemaach huet. En Dossier, deen e mat Kompetenz, Engagement, mä virun allem mat vill Begeescherung zu engem gudden Enn gefouert huet. Ech ka mer seng Satisfaktioun virstellen, dass dat esou gegléckt ass.

Mir wäerten de Vizepresident Jos Scheuer heibanne vermessen a mir wënschen him vill Succès bei sengen europäeschen Ambitiounen.

Déiselwecht europäesch Ambitiounen, déi huet de Charles Goerens a wäert dofir der nächster Chamber net méi ugehéieren. Aussepolitik, an dobäi virun allem Europa- a Kooperatiounspolitik stoung bei him während deenen 20 Joer, wou en hei am Haus war, op der eisichter Agenda, grade-sou wéi d'Uleiese vun der Landwirtschaft, vun der Ëmwelt. Alles Beräicher, an deenen hie seng Kompetenz ënner Bewäis gestallt huet.

De Charles Goerens - mir wëssen - ass e leidenschaftlechen Europäer. An dofir wäert hie seng Saach an Europa gutt maachen. Well ech hu kee Grond drun ze zweifelen, dass de Wieler hien an Europa schéckt.

Fënnef aner Kolleegen zéien haut e Schlusstréich ënner eng Etapp vun hirem Liewen, eng méi oder manner laang Aktivitéit an deemem Haus.

Fir d'éischt de Jean-Pierre Koepf, den Doyen hei aus dem Parlament. E ganz léiwe Mënsch, deen an deemem Joer, an deemem

Abrëll seng 75 Joer gefeiert huet. Hie war 20 Joer hei an der Chamber. Hien ass e ganz diskrete Mënsch. Hien huet heibannen ni déi grouss Téin ugeschloen, mä en huet sech ëmmer zu Wuert gemellt, wann et drëm gaang ass, fir d'Uleiesen an d'Suerge vun de Mënschen dobaussen am Land, well e war ganz no. Sain Ouer war bei de Mënschen a bei de Suerge vum Alldag vun hinnen. Hien huet sech zu Wuert gemellt, wann en dat fir noutwendeg emfonnt huet. Hien huet eng gutt Roll fir d'Leit an deemem Parlament gespillt. Dofir wënsche mer him eng schéi Pensioun a vill Spaass bei sengen Hobbyen.

Een aneren, deen eis no 20 Joer verléisst, ass de Marcel Glesener. Jo, de Marcel Glesener huet zwee Häerzer: eent, wat fir d'Gewerkschaftswelt schléit a geschloen huet, an eent fir d'Politik. Als Politiker wollt de Gewerkschaftler Glesener d'Fuerderungen a gesellschaftspolitesch Virstellung vum de Gewerkschaften an der Politik ëmsetzen; wat net ëmmer ouni Kompromësse ze realiséiere war. Mä ech muss soen, hien hat gewéinlech eng gutt Hand bei dem Organiséiere vu Kompromësse.

De Mindestloun, d'Renten an d'Pensiounen, d'PAN-Gesetz, d'Fleegeversécherung, d'Reform vum Kollektivvertragsgesetz, Eenheitsstatut: Dat sinn nëmme e puer vun den Etappen op dem politesche Wee vum Marcel Glesener, e Gewerkschaftler a Politiker, dee sech ëm d'Mënsche verdéngt gemaach huet. Dofir: Merci, Här Glesener, an all Guddes!

Een anere Kolleeg, deen d'Chamber verléisst, den Noper vum Marcel Glesener hei an der Chamber, de Fred Sunnen, de fréiere Buergermeeschter vu Suessem, huet sech virop fir modern Südgemengen agesat. Virun allem d'Industriebroche louchen him um Häerz a waren eng richtig Erausforderung fir hien. Als Éierendirekter vum Lycée technique vu Bouneweg war en u Bildung an un Erzéiung interesséiert; wicteg Piliere, wou e sech ëmmer zu Wuert gemellt huet, grad wéi wat och d'ganz Problematik Uni Lëtzebuerg ubelaangt.

Dofir, Merci fir deen Asaz an all deene Beräicher, wou Der aktiv waart, Här Sunnen, an all Guddes fir d'Pensioun!

De Marcel Sauber verléisst d'Chamber och. Vum Fëschmaart iwwer Walfer op de Krautmaart, esou kéint een u sech seng Carrière résuméieren. 18 Joer laang war e Member vum Statsrot, dovunner zwee Joer President. An dat huet seng Spuren hannerlooss. Och seng Erfahrungen als Buergermeeschter vu Walfer, als Direkter vun der Fédération des Artisans a säi Mandat am Conseil économique et social hu seng Aarbecht hei an der Chamber geprägt. Eis beschte Wënsch begleeden de Marcel Sauber a senger Pensioun.

An da schlussendlech dee Fënneften am Bond: de John Castegnaro. Hie war nëmme eng Legislatur hei an der Chamber, mä hien huet während deene fënnef Joer seng Aarbecht als Parlamentarier mat darselwechter Energie, mat darselwechter Iwwerzeugung a mat darselwechter Kompetenz gemaach, wéi e vir-dru während Jorzéngte sech als Gewerkschaftspräsident engagéiert huet.

Wie seng engagéiert Ried vir-dru nogelauschtert huet, deen huet e bësse gespuert, dass... - ech hat op alle Fall d'Impressioun, wéi wann et e bëssen e politesch Testament wär, wat en hei hannerluecht huet. Neen, et ass eng Ried, an déi mer nach heiansdo kënnen puiséiere goen an deene kriteschen Zäiten, déi op eis duerkommen.

De John Castegnaro, dat war e Liewen am Asaz fir déi aner, an der Responsabilitéit fir d'Cause publique am Allgemengen. Ech wëll him mäi Respekt a mäi Merci ausdrécken an him soen: Hien huet sech grad wéi déi aner verdéngt gemaach ëm eist Land.

Eis beschte Wënsch, léif Frënn, begleeden alleguerten déi siwe Kolleegen, déi an der nächster Chamber net méi derbäi sinn.

(Applaudissements)

Mir hunn am Laf vun dëser Legislatur scho sechs Kolleegen Awuer gesot. Ech wëll se just kuerz op dëser Plaz ernimmen. Et war den Niki Bettendorf, ganz laang an der Chamber, de François Maroldt, den Emile Calmes, den Henri Grethen, d'Marie-Thérèse Gantenbein an de Patrick Santer. Si alleguerten hunn, deen een op déi eng, deen aneren op déi aner Manéier, hir Spuren hei hannerlooss. Och hinne wënsche mer op hirem weidere Liewensparcours all Guddes.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Legislaturperiod 2004-2009 geet op en Enn. Mir hunn eis Aarbecht gemaach, oder wéinstens versicht se no beschem Wëssen a Gewëssen ze maachen: am Ufank vun der Legislaturperiod an der Lëtzebuurger Présidence vun der Europäescher Unioun, bis elo zum Schluss duerch eist Beméies, souwuel eisen eegene Bäitrag a puncto Wirtschaftsa- a Finanzkris ze leeschte wéi duerch déi parlamentaresch Begleedung vun den Initiative vun der Regierung.

Zwëschenuewerch iwwert déi fënnef Joer résuméiert sech eis Aarbecht - wann Der mer dat erlaabt - an dräi oder véier Zuelen:

2.577-mol sinn d'Deputéierten a Kommissiounssitzungen zesummekomm, wou déi eigentlech parlamentaresch Aarbecht sech jo ofspilt. Mir hunn 260 öffentlech Sitzunge gehat. Et si 496 Projets de loi gestëmmt ginn, 38 Propositions de loi déposiert, 16 Propositions de révision vun der Verfassung déposiert ginn; dovunner goufen der zéng gestëmmt. Mir hu 77 Debatte gefouert, a 56 Heures d'actualité, während deene mer iwwert d'Problemer an d'Défien, déi sech dem Land stellen, geschwat hunn.

D'Schoulerreform, de Statut unique, de Pacte Logement, d'Euthanasiegesetz, d'duebel Nationalitéit, dat neit Immigratiounsgesetz, d'Ännerunge vun der Verfassung: Et sinn dat nëmme e puer vun de Schwéierpunter vun där Legislaturperiod, déi elo op en Enn geet.

D'Chamber ass och hirer Kontrollfunktioen vis-à-vis vun der Regierung gerecht ginn. Dat an deenen zoustännege Chamberskommissiounen, mä awer och duerch net manner wéi 3.335 parlamentaresch Ufroen.

Erlaabt mer awer och nach, op e puer spezifesche Momenter vun dëser Period anzegoen.

Ech wëll erënneren un dee feierleche Moment wéi de Grand-Duc no de leschte Wahlen an enger ganz würdeger Zeremonie hei d'Chamber opgemaach huet.

Et goufen duerno manner schéi Momenter, wéi mer un déi Leit geduecht hunn, déi deemem Haus nostoungen, déi an deemem Haus waren, mä déi eis verlooss hunn. Dat war d'Nelly Stein an dat war de Marc Zanussi. Ech erënneren un d'Trauerfeierlechekten, wéi d'Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte gestuerwen ass, an och un déi fir den Éierestatsminister Gaston Thorn.

Mir haten historesche Momenter mat dem Referendum iwwert déi Europäesch Verfassung a mat dem Engagement, deem aussergewéinlechen Engagement vun der Chamber am Kader vun deemem Referendum. En Engagement, an deem d'Chamber ganz nei Weeër gaangen ass.

D'Parlament huet seng international Verflechtunge wouergeholl während dëse fënnef Joer. Mir hate Besuch vun allen héijen europäesche Politiker, vum Kommissiounspräsident iwwer eng ganz Rei vu Kommissären. Mir hu Besuch gehat vu Parlamentspresidenten, Premierministere, Ministeren, Ausseministere an der ganzer Welt, déi mer hei an der Chamber empfaangen hunn.

Mir hunn och eis Aufgabe gemaach. Mir waren a China. Mir waren an der Mongolei, a Bulgarien, a Malta, an Däitschland an op villen anere Plazen. Ech mengen, mir hätten eis Aarbecht och op deem Niveau op eng korrekt Aart a Weis gemaach.



Chambre
des Députés
L U X E M B O U R G

d'Chamber online op
www.chd.lu

Erlaabt mer zum Schluss e puer Wuert vu Merci ze adresséieren, fir d'éischt un d'Personal hei vun der Chamber mat un der Spézt dem Generalsekretär Claude Frieseisen, mat den Adjoints, der Madame Barra an dem Benoît Reiter.

Ech wëll am Numm vun lech alleguerten hinnen a fir si stellvertriedend dem ganze Personal vun der Chamber e wierklech häerzlechen a waarme Merci soe fir vill a gutt Aarbecht während dëse Joren. En onermiddlechen Asaz, deen eis alleguerten et vill méi einfach gemaach huet, eis Aarbecht ze maachen.

Merci un d'Mataarbechter vun de Fraktiounen, déi et net ëmmer einfach mat eis alleguerten hunn; un déi parlamentaresch Press, déi ons hëlleft, d'Aktivitéite vun der Chamber no baussen ze bréngen; d'Sécherheetspersonal, an net zulescht, Här Minister, un d'Regierung fir hir Zesummenaarbecht, fir d'Disponibilitéit.

Mir hunn heiansdo matenee gestriden, awer ëmmer gestriden am gudden Sënn. An ech mengen, wa mer ënnert dem Stréch de Bilan maachen: D'Zesummenaarbecht an d'Zesummespill tëschent Parlament a Regierung, dat huet gutt geklappt an deene fënnel Joer. Och dofir der Regierung de Merci!

Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn den nächste 7. Juni Rendez-vous mam Wieler. Et ass dee grouse Rendez-vous an där klenger Lëtzebuurger Demokratie vum Land a senge Leit mat de Politiker. An et ass ee Rendez-vous, dee stattfënnert an engem Moment, an deem eist Land, an doriwwer eraus Europa an d'ganz Welt, an enger

Situatioun ass, wéi se bis elo kee vun eis alleguerten heibanne kann huet, materlied huet, an déi meeschte Wieler, déi de 7. Juni wile ginn, och net.

D'Mënschen dobausse sinn zum Deel veronéiert. A si erwaarde vun der Politik weder Sträit nach Polemik an och keng Scholdzouweisung. Mä si erwaarden, an dat zu Recht, dass mer déi Weeër a Pisten opzeechnen, vun deene mer kënnen unhuelen, dass se d'Land a seng Mënschen ouni ze vill Schréipsen an ouni ze vill Blessuren aus der Kris erausféieren.

D'Chamber an iwwer si eraus d'Politik am Allgemengen hunn - an ech wëll dat ënnersträichen; esou emfannen ech dat weinstens - an deene leschte Méint a Wochen, zënter dem Ausbau vun der Kris eng aussergewöhnlech responsabel Haltung un den Dag geluecht. Net de Sträit, net déi zougspéizten Auseransetzungen tëschent de Parteie stoungen op der Agenda, mä et war op alle politesche Borden, bei aller natierlecher Differenz, déi et gëtt, a speziell an engem Wahlkampf, d'Suerg ëm d'Wuel vum Land a senge Mënschen, déi am Vierdergrond stoung a steet.

Dat war gutt esou; dat ass richteg esou; dat spieren d'Mënschen dobaussen och esou, an dat huet der Kredibilitéit vun der Politik an deene leschte Wochen a Méint richteg gutt gedoen. Dofir ass mäin Appel un eis alleguerten, an deene leschten dräi Woche virun de Wahlen, bei allen natierlechen Divergenzen a bei den Noutwendegkeete vun engem Wahlkampf, déi Serenitéit bäize behalen, déi mer an deene leschte Méint ënner Bewäis gestallt hunn an déi den Eescht vun der Situatioun verlaangt.

Ofschléissend wënschen ech jiddweringem vun lech alleguerten an doriwwer eraus Äre Kolleegen op de Lëschte vill Asaz, vill Ausdauer a vill Iwwerzeegungskraaft an deene leschte 25 Deeg, déi bleiwe bis zu de Wahlen, an doriwwer eraus all deenen, déi bei dëse Wahle wäerte gewielt ginn, elo am Virauser schonn eng glécklech Hand an dësem Haus.

Ech soen lech Merci, an ech schléissen domadder déi lescht Sitzung vun dëser Legislaturperiod 2004-2009, net ouni awer dem Här Minister Biltgen am Numm vun der Regierung nach eng Kéier d'Wuert ze ginn.

» **M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Merci, Här President. Am Numm vun der Regierung wëll ech lech, Här President, an de 60 Kolleeginnen a Kolleegen Merci soe fir déi Aarbecht, déi an deene fënnel Joer geleescht gouf. Jiddweringem huet hei versicht, säi Bescht ze ginn, ob Majoritéit oder Opposition.

Vill vun deenen Diskussiounen, déi hei waren, hunn zu gudden Resultater gefouert. A grad wéi Dir wëll ech dorop hiweisen, wéi mer et an deene leschte Woche fäerdeg bruecht hunn, op alle Bänken ze kucke séier a gutt ze schaffen. Jiddweringem wär vläicht elo léiwer nach am Wahlkampf, mä jiddweringem war hei bereet, nach eng Woch drunzehänken, fir gutt Gesetzer ze maache fir Land a Leit. Ech mengen, dat soll woen. Jiddweringem heibannen huet dee Mérite.

An lech, Här President, och Merci fir déi Aart a Weis, wéi Der dës Chamber gefouert hutt. Dir waart den Här vun der Zäit, de Meeschter vun der Auer. Wéi mer op Lëtze-

buergesch soen: Dir waart streng, mä gerecht. Ech hunn lech oft als streng emfonnt.

(Hilarité)

Elo mat engem gewëssene Recul soen ech: Hie war awer gerecht. An ech mengen, och lech ass ze verdanken, dass mer an dëser Chamber heiansdo emol méi hëtzeg waren, mä meeschtens gutt a fruchtbar Diskussiounen haten. Dofir och lech an all Äre Mataarbechter villmools Merci fir Äre Aarbecht. Dir hutt och e grouse Mérite, fir dass mer gutt zesummege schafft hunn.

An all deene Kolleegen, déi ophalen: bonne chance! An deene Kolleegen, déi, wei ech, nach eng Kéier probéieren erëm derbäi ze sinn: Och bonne chance! Ech wäert jiddweringem vermessen, deen net méi wäert derbäi sinn.

Merci.

(Applaudissements)

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Bonne chance lech alleguerten!

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.20 heures)

Sommaire des séances publiques N^{os} 52 et 53

Communications pages 639-640

6040 - Proposition de loi visant à réviser la Constitution page 640

Ordre du jour page 640

Dépôt d'une proposition de loi page 640

Dépôt d'une motion par M. Xavier Bettel page 640

6003 - Projet de loi instituant un régime temporaire d'aide au redressement économique et

6004 - Projet de loi instituant un régime temporaire de garantie en vue du redressement économique pages 640-644 page 648

5921 - Projet de loi

1) ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36 pour ce qui est a. du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles b. de la prestation temporaire de service

2) modifiant la loi du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres de l'enseignement supérieur

3) abrogeant la loi du 13 juin 1992 portant a) transposition de la directive du Conseil (89/48/CEE) relative à un système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans; b) création d'un service de coordination pour la reconnaissance de diplômes à des fins professionnelles (suite) page 644

5884 - Projet de loi portant création

a) d'un Institut national des langues

b) de la fonction de professeur de langue luxembourgeoise et portant modification a) de la loi du 19 juillet 1991 portant création d'un Service de la formation des adultes et donnant un statut légal au Centre de langues Luxembourg; b) de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État; c) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État (suite) page 644

5895 - Projet de loi portant transposition de la directive 2004/48 CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle et portant désignation des tribunaux des dessins ou modèles communautaires, et ayant pour objet de modifier:

- la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et bases de données

- la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention (suite) page 644

5991 - Projet de loi relatif à la réalisation du Campus scolaire de Mersch pour le Neie Lycée et pour le Lycée technique pour professions éducatives et sociales par le biais d'un partenariat public-privé (suite) page 644

6005 - Projet de loi ayant pour objet

1. la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation

2. les missions de l'Agence nationale pour la promotion de l'innovation et de la recherche

3. la création d'un Fonds spécial pour la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation

et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet

1. le développement et la diversification économiques

2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie pages 644-648

6007 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes pages 648-650

6008 - Projet de loi portant

1. transposition en droit luxembourgeois en matière d'infrastructures de transport de la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement

2. modification de la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement

3. modification de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles pages 650-653

Motion de M. Félix Braz relative à la lutte contre le changement climatique et à la coopération page 653 page 656

Motion de M. Aly Jaerling relative aux photos d'identité biométriques pages 653-654 page 656 pages 665-666

Communication page 655

Dépôt d'une proposition de loi page 655

6012 - Projet de loi portant abolition de l'obligation de fournir une copie certifiée conforme d'un document original pages 655-656

Ordre du jour page 656

6008 - Projet de loi portant

1. transposition en droit luxembourgeois en matière d'infrastructures de transport de la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement

2. modification de la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement

3. modification de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles (suite) page 656

Motion de M. Xavier Bettel relative à la cessation de tout activisme électoral au sein des établissements scolaires pendant la campagne électorale pages 656-658

6009 - Projet de loi modifiant la loi du 19 décembre 2008 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009 page 658

6011A - Projet de loi portant modification de l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État pages 658-660 page 661 page 661

6011B - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier pages 660-661 page 661

6006 - Projet de loi portant modification de la loi du 17 février 2009 portant

1. modification de l'article L.511-12 du Code du Travail

2. dérogeant, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L.511-5, L.511-7 et L.511-12 du Code du Travail pages 661-665

Discours de fin de législature de M. le Président pages 666-667

Compte rendu N°1

Session ordinaire 2007-2008

Hommage à la mémoire de M. Joseph Wenkin, ancien député page 1
Clôture de la session ordinaire 2007-2008 et ouverture de la session ordinaire 2008-2009 page 1

Session ordinaire 2008-2009

Composition du Bureau et renouvellement de la nomination du Secrétaire général page 1
Composition des commissions parlementaires page 1
Composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales page 1
Allocution de bienvenue à M. le Député Jean-Pierre Koepf page 2
Ordre du jour page 2
Déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances, au sujet de la crise mondiale dans le secteur financier et débat pages 2-9

Compte rendu N°2

Ordre du jour page 10
Communications pages 10-11
5595 - Proposition de révision de l'article 10 de la Constitution - Second vote constitutionnel pages 11-12

5672 - Proposition de révision de l'article 9, alinéa 1^{er} de la Constitution - Second vote constitutionnel page 12

5842 - Projet de loi portant amélioration du cadre législatif de la place financière de Luxembourg et modifiant

- les dispositions concernant les lettres de gage dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier

- la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR)

- la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier

- la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg pages 12-15

5620 - Projet de loi sur la nationalité luxembourgeoise pages 15-29

5698B - Projet de loi portant adaptations et modifications de la loi du 29 mars 1978 concernant la reconnaissance des droits sur aéronef pour certaines catégories de biens aéronautiques pages 29-30

5696 - Projet de loi portant: 1. promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes, 2. sur le droit d'emphytéose et le droit de superficie, 3. modification a) de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'évaluation des biens et valeurs; b) de la loi modifiée du 1^{er} décembre 1936 sur l'impôt foncier; c) de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement; d) de la loi modifiée du 10 décembre 1998 portant création de l'établissement public dénommé «Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall»; e) de la loi modifiée du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation; f) de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain; g) de la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil - Second vote constitutionnel pages 30-33

Débat de consultation sur le projet de Plan national pour l'innovation et le plein emploi, élaboré par le Gouvernement dans le cadre du nouveau cycle triennal de la stratégie de Lisbonne (2008-2010) pages 34-43

Débat de consultation sur le projet de Plan national pour l'innovation et le plein emploi, élaboré par le Gouvernement dans le cadre du nouveau cycle triennal de la stratégie de Lisbonne (2008-2010) pages 34-43

Débat de consultation sur le projet de Plan national pour l'innovation et le plein emploi, élaboré par le Gouvernement dans le cadre du nouveau cycle triennal de la stratégie de Lisbonne (2008-2010) pages 34-43

Compte rendu N°3

Dépôt de trois projets de loi page 46

Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution et d'une proposition de loi page 46

Communications pages 46-47

Ordre du jour page 47

Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, sur la situation en Géorgie, suivie d'un débat pages 52-55

5805 - Projet de loi portant modification du Code du Travail pages 56-58

Communication page 58

Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP sur le nouveau plan hospitalier pages 58-61

Ordre du jour page 61

5882 - Projet de loi portant création de la Commission consultative des droits de l'Homme du Grand-Duché de Luxembourg pages 61-63

Prise de position du Parlement luxembourgeois page 65

Dépôt d'une proposition de loi page 65

Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État pages 65-75

5818 - Projet de loi concernant la gestion des déchets de l'industrie extractive pages 75-76

Interpellation de M. Ben Fayot au sujet de la Bibliothèque nationale pages 76-81

Compte rendu N°4

Communications page 83

5944 - Proposition de révision de l'article 52 de la Constitution;

5945 - Proposition de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003

et

5946 - Proposition de loi portant - modification de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier; - modification de la loi du 5 août 2005 relative aux contrats de garantie financière page 83

Ordre du jour page 84

Dépôt d'une résolution par M. Charles Goerens relative à l'instauration d'une commission spéciale pour le suivi de tous les aspects liés à la crise financière et au ralentissement économique page 84

Interpellation de M. Alexandre Krieps sur la politique en matière de médecine scolaire ainsi que les aspects psychosociaux de l'intégration scolaire pages 87-92

5825 - Projet de loi concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg pages 92-98

Communications page 98

Ordre du jour pages 98-99

Dépôt d'une motion par M. Claude Meisch page 99

Déclaration de politique européenne et étrangère présentée par M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration pages 99-103

Résolution de M. Charles Goerens relative à l'instauration d'une commission spéciale pour le suivi de tous les aspects liés à la crise financière et au ralentissement économique pages 103-104

5622 - Projet de loi portant réforme de la formation professionnelle et portant modification a) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État; b) de la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue; c) de la loi du 1^{er} décembre 1992 portant 1. création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue et 2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue; d) de la loi du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail pages 104-113

Débat sur la politique européenne et étrangère pages 114-122

5752 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement

de la République française concernant l'échange et la protection réciproque des informations classifiées, signé à Luxembourg, le 24 février 2006;

5753 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne concernant la protection réciproque des informations classifiées, signé à Berlin, le 17 janvier 2006

et

5841 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Lettonie concernant l'échange et la protection réciproque des informations classifiées, signé à Luxembourg, le 13 septembre 2007 page 122

5910 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie pages 122-123

Compte rendu N°5

Dépôt d'une motion par M. Claude Meisch page 124

Ordre du jour page 124

5754 - Projet de loi relatif à l'aide à l'enfance et à la famille pages 124-126 pages 129-135

Motion de M. Claude Meisch relative à la transformation de l'ADEM en établissement public et à l'élaboration d'un projet de loi renforçant le rôle de l'ADEM dans le domaine de la formation des demandeurs d'emploi pages 127-129

Dépôt d'une motion par Mme Viviane Loschetter page 135

5894 - Projet de loi portant modification de l'article 545 du Code civil page 136

5770 - Projet de loi transposant, pour la profession d'avocat, les dispositions de la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et de la Directive 2006/100/CE du Conseil du 20 novembre 2006 portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la libre circulation des personnes, en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie, et modifiant: 1. la loi du 10 août 1991 déterminant, pour la profession d'avocat, le système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans; 2. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 3. la loi modifiée du 13 novembre 2002 portant transposition en droit luxembourgeois de la Directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un État membre autre que celui où la qualification a été acquise et portant: 1. modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 2. modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés; 3. la loi modifiée du 29 avril 1980 réglant l'activité en prestations de service, au Grand-Duché de Luxembourg, des avocats habilités à exercer leurs activités dans un autre État membre des Communautés européennes pages 136-137

5745 - Projet de loi portant approbation de l'accord de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, pour lutter contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte à leurs intérêts financiers page 137

5815 - Projet de loi portant approbation de la décision 2007/436/CE, Euratom du Conseil du 7 juin 2007 relative au système des ressources propres des Communautés européennes page 137

Communications page 138

5960 - Proposition de loi portant modification des conditions d'admission à la fonction d'instituteur - modifiant l'article 30 de la loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire page 138

Ordre du jour page 138

Dépôt d'une motion par M. Charles Goerens page 138

5900 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget pages 138-141

- Exposé de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances pages 142-145

- Exposé de M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget pages 145-148

- Discussion générale pages 156-166

Dépôt d'un projet de révision de la Constitution page 145

Motion de M. Charles Goerens relative au dépôt d'un projet de budget rectifié pour l'exercice 2009 pages 148-150

5855 - Projet de loi

a) relatif aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs

b) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets pages 150-151

Allocution de bienvenue de M. le Président de la Chambre des Députés page 151

Déclaration de M. José Manuel Durão Barroso, Président de la Commission européenne pages 151-153

Séance de questions et de réponses:

- Question posée par le groupe parlementaire CSV page 153

- Question posée par le groupe parlementaire LSAP pages 153-154

- Question posée par le groupe parlementaire DP page 154

- Question posée par le groupe parlementaire DÉI GRÉNG page 154

- Question posée par la sensibilité politique ADR pages 154-156

- Question posée par un député indépendant page 155

Communications page 156

Ordre du jour page 156

Dépôt d'une motion par M. Aly Jaerling page 156

Dépôt d'une proposition de loi page 156

Compte rendu N°6

5900 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009 (suite)

- Discussion générale (suite) pages 167-179 pages 179-181

5862 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Région administrative spéciale de Hongkong de la République Populaire de Chine tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Hongkong, le 2 novembre 2007 pages 181-182

5897 - Projet de loi relatif à la construction de la Maison du Savoir à Belval pour les besoins de l'Université du Luxembourg

et

5898 - Projet de loi relatif à la construction d'un bâtiment administratif pour compte de l'État à Belval pages 182-188

5695 - Projet de loi relative à l'eau modifiant

1. la loi modifiée du 31 juillet 1962 ayant pour objet le renforcement de l'alimentation en eau potable du Grand-Duché de Luxembourg à partir du réservoir d'Esch-sur-Sûre,

2. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

3. la loi modifiée du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures,

4. la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés,

5. la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles,

6. la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain,

7. la loi du 3 août 2005 concernant le partenariat entre les syndicats de communes et l'État et la restructuration de la démarche scientifique en matière de protection de la nature et des ressources naturelles et abrogeant: 1. les articles 7, 14 et 40 à 44 de l'édit du 13 août 1669 de Louis XIV portant règlement général pour les eaux et les forêts, 2. l'arrêté du 9 mars 1798 (19 ventôse an VI) du Directoire exécutif, contenant des mesures pour assurer le libre cours des rivières et canaux navigables et flottables, 3. la loi modifiée du 16 mai 1929 concernant le curage, l'entretien et l'amélioration des cours d'eau, 4. la loi modifiée du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau, 5. la loi du 27 mai 1961 concernant les mesures de protection du barrage d'Esch-sur-Sûre, 6. l'article 41 de la loi du 24 décembre 1999 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2000 pages 189-202

Institution et composition de la Commission spéciale «Crise économique et financière» page 202

5967 - Projet de révision de l'article 34 de la Constitution pages 202-208

Dépôt d'un projet de loi page 208

Compte rendu N°7

Communications page 209

Ordre du jour pages 209-210

Résolution de M. Jacques-Yves Henckes relative au report du vote sur la proposition de loi N°4909 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide pages 210-212

5913 - Projet de loi

- portant révision du régime applicable à certains actes de société en matière de droits d'enregistrement

- portant transposition de la directive 2008/7/CE du Conseil du 12 février 2008 concernant les impôts indirects frappant les rassemblements de capitaux

- modifiant: • la loi modifiée du 7 août 1920, portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession, etc. • la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif • la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation • la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR) • la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep • la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés

- et abrogeant la loi modifiée du 29 décembre 1971 concernant l'impôt frappant les rassemblements de capitaux dans les sociétés civiles et commerciales et portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement

et

5924 - Projet de loi portant modification

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

- de la loi modifiée du 1^{er} décembre 1936 sur l'impôt commercial communal;

- de la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière;

- de la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauche de chômeurs;

- de la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale;

- de la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes;

- de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur bancaire;

- de la loi modifiée du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement;

- de la loi modifiée du 9 juillet 1937 concernant l'impôt sur les assurances;

- de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif pages 212-221

5900 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009 (suite) page 221

Motion de Mme Viviane Loschetter relative au ralliement contre le principe de dérogation à la règle des 48 heures de travail hebdomadaire au niveau du Conseil pages 221-222

5870 - Projet de loi portant création de l'Administration des Services médicaux du Secteur public pages 223-224 page 226

5889 Projet de loi modifiant et complétant

a) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État

b) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

c) la loi du 14 novembre 1991 fixant les conditions et les modalités de l'accès du fonctionnaire à une carrière supérieure à la sienne

d) la loi modifiée du 27 mars 1986 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut se faire changer d'administration

e) la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire

f) la loi du 21 décembre 2007 modifiant la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire pages 224-226

5911 - Projet de loi relatif à la construction du Pavillon luxembourgeois pour l'Exposition universelle 2010 à Schanghai pages 226-228

5757 - Projet de loi ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des Contributions directes, de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et de l'Administration des Douanes et Accises et portant modification de

- la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

- la loi générale des impôts („Abgabenordnung“);

- la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des Contributions directes;

- la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines;

- la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale pages 228-229

5902 - Projet de loi

- approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la 15^e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement

- approuvant l'amendement des Statuts du Fonds monétaire international en faveur d'une extension de l'autorité d'investissement du Fonds

- approuvant l'amendement des Statuts du Fonds monétaire international modifiant la structure des quotes-parts et renforçant la représentation des pays à faible revenu, et autorisant le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires à l'augmentation de la quote-part du Luxembourg au Fonds monétaire international pages 229-230

5768 - Projet de loi portant approbation de la Convention en matière de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Macédoine, faite à Luxembourg, le 28 novembre 2006

et

5885 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Monténégro en matière de sécurité sociale pages 230-231

5941 - Projet de loi portant ajustement des pensions et rentes accident au niveau de vie 2007

et

5839 - Projet de loi modifiant

1. la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension;

2. le Code de la Sécurité sociale;

3. la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État;

4. la loi modifiée du 27 août 1977 concernant le statut des fonctionnaires entrés au service d'Institutions internationales;

5. la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois;

6. la loi du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg pages 231-238

5859 - Projet de loi portant modification

1. de la loi électorale modifiée du 18 février 2003;

2. de la loi du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national pages 238-243

5584 - Projet de loi relatif aux soins palliatifs, à la directive anticipée et à l'accompagnement en fin de vie et modifiant:

1. le Code de la Sécurité sociale;

2. la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

3. la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;

4. le Code du Travail pages 243-248

4909 - Proposition de loi sur l'euthanasie et l'assistance au suicide pages 248-256

Compte rendu N°8

4909 - Proposition de loi sur l'euthanasie et l'assistance au suicide (suite) pages 257-267

5725 - Projet de loi établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits consommateurs d'énergie pages 267-268

5887 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à subventionner un neuvième programme quinquennal d'équipement sportif pages 268-271

5943 - Projet de loi modifiant l'article L.222-9. du Code du Travail en vue d'adapter le salaire social minimum pages 271-273

Discours de fin d'année de M. le Président page 273

Communications page 274

5971 - Proposition de loi portant modification de l'article 355 du Code des Assurances sociales page 274

Ordre du jour page 274

5759 - Projet de loi portant organisation de l'enseignement fondamental pages 274-289

5760 - Projet de loi concernant le personnel de l'enseignement fondamental pages 289-294

Compte rendu N°9

4909 - Proposition de loi sur l'euthanasie et l'assistance au suicide

- Rectificatif du discours de Mme Marie-Josée Frank (CSV) remplaçant celui publié à la page 261 du Compte rendu N°8/2008-2009 page 295

5758 - Projet de loi relative à l'obligation scolaire pages 295-297 pages 298-300 pages 300-301

5760 - Projet de loi concernant le personnel de l'enseignement fondamental page 297 page 300

5759 - Projet de loi portant organisation de l'enseignement fondamental page 300

5847 - Projet de loi portant modification

1) de la loi du 7 octobre 1993 ayant pour objet a) la création d'un Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques; b) la création d'un Centre de Technologie de l'Éducation; c) l'institution d'une Commission d'Innovation et de Recherche en Éducation;

2) de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques;

3) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État pages 301-305

Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, sur la situation à Gaza, suivie d'un débat pages 306-310

5144 - Projet de loi contribuant au rétablissement du plein emploi et complétant:

1. le livre V du Code du Travail par un Titre IX nouveau

2. l'article 631-2 du Code du Travail pages 310-318

5973 - Projet de loi

1) portant modification de l'article L.511-12 du Code du Travail

2) dérogeant, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L.511-5, L.511-7 et L.511-12 du Code du Travail pages 318-320

5886 - Projet de loi portant

1. introduction d'un congé linguistique

2. modification du Code du travail

3. modification de la loi du 19 août 2008 relative aux aides à la formation-recherche pages 320-324

5893 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux pages 324-325

Hommage à Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen page 325

Communications page 326

Ordre du jour page 326

Vérification des pouvoirs et assermentation de Mme Fabienne Gaul page 327

Composition des commissions parlementaires page 327

5903 - Projet de loi

a) concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) N°166/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants et modifiant les directives 91/689/CE et 96/61/CE

b) portant création d'un registre national des rejets et des transferts de polluants

c) modifiant l'article 15 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés pages 331-332

5962 - Projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Croatie, signé à Bruxelles, le 9 juillet 2008

et

5963 - Projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République d'Albanie, signé à Bruxelles, le 9 juillet 2008 pages 333-335

5961 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République portugaise con-



**Chambre
des Députés**
L U X E M B O U R G

d'Chamber online op
www.chd.lu

Table analytique

cernant l'échange et la protection réciproque des informations classifiées, signé à Luxembourg, le 22 février 2008

pages 335-336

5837 - Projet de loi relatif aux procédures européennes d'injonction de payer et de règlement des petits litiges et ayant pour objet de compléter et de modifier:

- le Nouveau Code de procédure civile,

- le Code civil,

- la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire,

- la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat

page 336

5860 - Projet de loi relatif à la traite des êtres humains,

(1) portant approbation: (a) du Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, ouvert à la signature du 12 au 15 décembre 2000 à Palerme, et (b) de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains, signée à Varsovie, le 16 mai 2005;

(2) modifiant le Code pénal; et

(3) modifiant le Code d'instruction criminelle

pages 336-339

5555 - Projet de loi transposant la directive 92/75/CEE du Conseil du 22 septembre 1992 concernant l'indication de la consommation des appareils domestiques en énergie et en autres sources par voie d'étiquetage et d'information uniformes aux produits

pages 339-340

5684 - Projet de loi relative à la compatibilité électromagnétique

pages 340-341

5989 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2006

pages 341-342

Compte rendu N°10

Communications

page 343

Ordre du jour

page 343

5892 - Débat d'orientation au sujet de l'organisation interne de la Police, plus particulièrement de ses mécanismes de contrôle et d'autocontrôle

pages 343-350

Communication

page 350

Dépôt d'une motion par M. Jean Huss

pages 350-351

Interpellation de M. Charles Goerens au sujet de la prise de position du Conseil supérieur pour le développement durable relative au développement durable des finances publiques

pages 351-361

5853 - Projet de loi portant:

1. transposition de la directive 2003/72/CE du Conseil du 22 juillet 2003 complétant le statut de la société coopérative européenne pour ce qui concerne l'implication des travailleurs;

2. modification du Code du travail

pages 361-362

5920 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 21 juin 1999 autorisant l'État à participer au financement de la modernisation, de l'aménagement ou de la construction de certains établissements hospitaliers

pages 362-363

Interpellation de M. Félix Braz au sujet du Plan sectoriel «Transports»

pages 363-375

Communications

page 376

Octroi du titre honorifique de sa fonction à un ancien député

page 376

Ordre du jour

page 376

5693 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite à usage civil entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, signé à Helsinki, le 9 septembre 2006

et

5878 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite (GNSS) à usage civil entre la Communauté européenne ainsi que ses États membres, et le Royaume du Maroc, signé à Bruxelles, le 12 décembre 2006

pages 380-381

5866 - Projet de loi portant approbation de la Convention de l'Institut Forestier Européen, faite à Joensuu, le 28 août 2003

page 381

5716 - Projet de loi sur le dépôt par voie électronique auprès du registre de commerce et des sociétés modifiant

- le titre I de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, et

- la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales

pages 381-382

5734 - Projet de loi relatif à l'accès aux représentations cinématographiques publiques

pages 382-384

Hommage à M. Patrick Santer

page 384

5967 - Projet de révision de l'article 34 de la Constitution

pages 385-387

5850 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République du Monténégro, d'autre part et de l'Acte final, signés à Luxembourg, le 15 octobre 2007

pages 387-388

5964 - Projet de loi portant approbation de l'Accord relatif à la participation de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Espace économique européen ainsi que de l'Acte final, signés à Bruxelles, le 25 juillet 2007

page 388

Compte rendu N°11

Communications

page 389

Rôle des affaires

page 389

Ordre du jour

pages 389-390

Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Raymond Weydert

pages 390-391

Composition des commissions parlementaires et des délégations internationales

pages 391-392

Débat d'orientation sur la situation des personnes handicapées

pages 392-399

5819 - Projet de loi

a) relatif aux contrôles et aux sanctions concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques et les restrictions y applicables, telles que ces substances sont visées par le règlement (CE) N°1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques, modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le règlement (CEE) N°793/93 du Conseil et le règlement (CE) N°1488/94 de la Commission ainsi que la directive 76/769/CEE du Conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE de la Commission

b) modifiant la loi modifiée du 15 juin 1994

- relative à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses

- modifiant la loi du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses

c) modifiant la loi du 3 août 2005 relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses

d) abrogeant la loi modifiée du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses

pages 399-404

page 413

Dépôt d'une proposition de loi

page 405

Interpellation de M. Alexandre Krieps sur les grossesses chez les jeunes filles et les avortements

pages 405-413

Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet des conséquences de la réforme scolaire sur le SREA et le SGE

pages 414-416

5909 - Projet de loi modifiant la loi du 18 juillet 2001 portant

1. création d'un établissement d'enseignement secondaire technique à Mamer

2. modification de la loi du 3 août 1998 relative à la construction d'un lycée à Mamer

pages 416-419

5877 - Projet de loi relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux

pages 419-423

Compte rendu N°12

Communications

page 424

Octroi du titre honorifique de sa fonction à un ancien député

page 424

6016 - Proposition de loi visant - à renforcer le pouvoir budgétaire de la Chambre des Députés - à promouvoir la modernisation de la gestion publique et portant modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 a) sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État b) portant modification de la loi du 10 mars 1969 portant institution d'une Inspection générale des Finances c) portant modification de la loi modifiée du 16 août 1966 portant organisation des cadres de la trésorerie de l'État, de la caisse générale de l'État et du service de contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics (telle qu'elle a été modifiée)

page 424

Ordre du jour

pages 424-425

Dépôt d'une résolution par M. Charles Goerens

page 425

Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet de la future stratégie de la compagnie aérienne nationale ainsi que le dépistage d'un partenaire stratégique pour ladite compagnie

pages 426-428

5874 - Projet de loi sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains et modifiant le Nouveau Code de procédure civile

pages 428-433

5912 - Projet de loi portant création du Centre des Technologies de l'Information de l'État

pages 433-435

5927 - Projet de loi portant création de l'établissement public «Centre Hospitalier du Nord»

pages 435-439

Déclaration de M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération et d'action humanitaire suivie d'un débat

pages 439-450

pages 450-453

Dépôt d'une proposition de loi

page 450

5938 - Projet de loi portant réglementation des compensations et récupérations en faveur du personnel militaire de carrière pour sa participation aux entraînements et instructions militaires ainsi qu'au service de garde

page 453

Interpellation de M. Eugène Berger au sujet de la politique du Gouvernement en matière d'amélioration des performances énergétiques des bâtiments d'habitation

pages 453-464

Compte rendu N°13

Débat d'orientation N°5977 au sujet de la crise économique et financière

pages 465-485

Communications

page 486

6020 - Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement;

6025 - Proposition de révision de la Constitution visant à introduire dans notre Constitution un Chapitre XII De l'Union européenne

et

6029 - Proposition de loi visant à réviser la Constitution

page 486

Ordre du jour

page 486

Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution

page 486

Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État

pages 486-492

Débat sur l'état de la nation

pages 492-507

Compte rendu N°14

5883 - Projet de loi modifiant et complétant a) la loi du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote; b) la loi du 12 janvier 2004 portant création d'un établissement d'enseignement secondaire technique à Redange-sur-Attert, dénommé par la suite «Atert-Lycée»

pages 508-512

5881B - Projet de loi relative aux pratiques commerciales déloyales et modifiant

- la loi modifiée du 30 juillet 2002 réglementant certaines pratiques commerciales, sanctionnant la concurrence déloyale et transposant la directive 97/55/CE du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 84/450/CEE sur la publicité trompeuse afin d'y inclure la publicité comparative;

- la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales et modifiant l'article 4 de la loi du 2 juillet 1935 portant réglementation des conditions d'obtention du titre et du brevet de maîtrise dans l'exercice des métiers;

- la loi modifiée du 16 avril 2003 concernant la protection des consommateurs en matière de contrats à distance;

- la loi modifiée du 18 décembre 2006 sur les services financiers à distance

pages 512-515

5940 - Projet de loi concernant la réhabilitation des installations hydroélectriques de Rosport et la mise en conformité de la continuité de la Sûre à Rosport

pages 516-517

Motion de M. Claude Meisch relative à la transformation de l'ADEM en établissement public et à l'élaboration d'un projet de loi renforçant le rôle de l'ADEM dans le domaine de la formation des demandeurs d'emploi et définissant les droits des chômeurs en fonction de leurs efforts propres déployés en matière de recherche d'emploi

page 517

Motion de M. Jean Huss relative à la participation à la Journée internationale contre



Chambre
des Députés
L U X E M B O U R G

d'Chamber online op
www.chd.lu

l'homophobie avec campagnes d'information et de sensibilisation page 517

5952 - Projet de loi relatif à la réhabilitation des infrastructures techniques primaires de la Caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg à Diekirch pages 517-520

Communications page 521

6030 - Proposition de révision de la Constitution portant modification et nouvel ordonnancement de la Constitution page 521

Ordre du jour page 521

Nomination d'un commissaire aux comptes pour la Société nationale de Crédit et d'Investissement pages 521-522

5828 - Projet de loi portant diverses mesures d'application du règlement (CE) N° 1082/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relatif à un groupement européen de coopération territoriale (GECT) pages 522-524

5824 - Projet de loi ayant pour objet

A) la transposition en droit national de la directive 2004/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 concernant la sécurité des chemins de fer communautaires;

B) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sécurité ferroviaire;

C) d'instituer une Administration des Chemins de Fer; et

D) de modifier

a) la loi modifiée du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation et

b) la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics pages 524-526

5710 - Projet de loi sur l'ordre et la sécurité dans les transports publics et modifiant

a) la loi modifiée du 17 décembre 1859 sur la police des chemins de fer,

b) la loi modifiée du 12 juin 1965 sur les transports routiers et

c) la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics pages 527-529

5933 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux d'agrandissement et d'assainissement de la décharge pour déchets ménagers et assimilés et des ouvrages techniques annexes du SIGRE pages 529-532

5957 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) N° 689/2008 du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 2008 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux pages 532-533

Dépôt d'une proposition de loi page 534

5996 - Projet de loi portant modification de la loi du 22 décembre 2006 sur la construction d'autoroutes de l'information pages 534-536

5986 - Projet de loi relative à l'accès des autorités judiciaires, de la Police et de l'Inspection générale de la Police à certains traitements de données à caractère personnel mis en œuvre par des personnes morales de droit public et portant modification:

- du Code d'instruction criminelle, et

- de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police pages 536-540

5880 - Projet de loi relative au financement d'une solution informatique permettant la création d'un environnement sans support papier pour la douane et le commerce page 540

5901 - Projet de loi portant renforcement des structures de direction de l'Administration des douanes et accises pages 540-541

5767 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et les Émirats Arabes Unis tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et de son Protocole, signés à Dubai, le 20 novembre 2005

et

5799 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Azerbaïdjan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Bakou, le 16 juin 2006 pages 541-543

5975 - Projet de loi portant création d'une Ecole de la 2^e Chance pages 543-549

Dépôt d'un projet de loi page 550

Dépôt d'une motion par M. Robert Mehlen page 550

5985 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'une maison de soins à Vianden pages 550-551

5984 - Projet de loi modifiant la loi du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes pages 551-553

5925 - Projet de loi portant modification:

1. de la loi modifiée du 15 décembre 1993 déterminant le cadre du personnel des administrations et des juridictions de la sécurité sociale, et

2. de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

3. du Code de la sécurité sociale page 554

Compte rendu N°15

Communications page 555

6036 - Proposition de loi modifiant l'article 19 de la loi du 13 juin 1984 modifié par l'article 28 de la loi du 9 juillet 2004 page 555

Ordre du jour pages 555-556

Dépôt d'une motion par M. Aly Jaerling page 556

6002 - Projet de loi portant modification de la loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural pages 556-558

5958 - Projet de loi ayant pour objet de modifier:

1) l'article 832-4 du code civil;

2) la loi du 9 juin 1964 concernant le travail agricole à salaire différé pages 558-559

Motion de M. Robert Mehlen relative à la stabilisation du secteur laitier et quotas laitiers pages 559-561

5655 - Projet de loi sur les marchés publics pages 561-565

6032 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2007 page 565

Résolution de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire concernant les comptes de l'exercice 2006 de la Cour des Comptes

et

Résolution de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire concernant les comptes de l'exercice 2007 de la Cour des Comptes page 566

Dépôt d'une résolution par M. Charles Goerens page 566

5955 - Projet de loi relative à l'Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte et à la Loterie Nationale et modifiant:

- la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives pages 566-568

Résolution de M. Charles Goerens relative à la condamnation des déclarations du Ministre allemand des Finances comparant le Luxembourg au Burkina Faso en matière de transparence fiscale pages 568-569

5948 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de l'Inde tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à New Delhi, le 2 juin 2008 pages 569-570

5998 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité du Médiateur (2007-2008) pages 570-576

Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution page 578

5588 - Projet de loi portant 1. réglementation de quelques méthodes particulières de recherche, 2. modification de certaines dispositions du Code pénal et du Code d'instruction criminelle pages 578-581

5848 - Projet de loi portant modification: 1° de l'article 37-1 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 2° du Livre premier, Titre X, Chapitre 1^{er} du Code civil; 3° de l'article 1046 du Nouveau Code de procédure civile pages 581-582

5907 - Projet de loi insérant un article 442-2 dans le Code pénal en vue d'incriminer le harcèlement obsessionnel pages 582-585

5156A - Projet de loi renforçant le droit des victimes d'infractions pénales et portant modification

- du Code d'instruction criminelle;

- du Code pénal;

- de la loi modifiée du 12 mars 1984 relative à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction et à la répression de l'insolvabilité frauduleuse;

- de la loi modifiée du 16 juillet 1986 relative à certains modes d'exécution des peines privatives de liberté;

- de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse

et

4839 - Proposition de loi renforçant les droits des victimes d'infractions portant modification

- du Code d'instruction criminelle;

- du Code pénal;

- de la loi modifiée du 12 mars 1984 relative à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction et à la répression de l'insolvabilité frauduleuse, et

- de la loi du 24 juillet 2001 arrêtant un programme pluriannuel de recrutement dans le cadre de l'organisation judiciaire pages 585-589

5936 - Projet de loi

- portant transposition pour les établissements de crédit de la directive 2006/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 modifiant les directives du Conseil 78/660/CEE concernant les comptes annuels de certaines formes de sociétés, 83/349/CEE concernant les comptes consolidés, 86/635/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des banques et autres établissements financiers et 91/674/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des entreprises d'assurance,

- et modifiant la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes des établissements de crédit pages 589-590

5829 - Projet de loi relative aux fusions transfrontalières de sociétés de capitaux, à la simplification des modalités de constitution des sociétés anonymes et de maintien et de modification de leur capital, portant transposition:

- de la directive 2005/56/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 sur les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux;

- de la directive 2006/68/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 septembre 2006 modifiant la directive 77/91/CEE du Conseil en ce qui concerne la constitution de la société anonyme ainsi que le maintien et les modifications de son capital;

- de la directive 2007/63/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 modifiant les directives 78/855/CEE et 82/891/CEE du Conseil pour ce qui est de l'exigence d'un rapport d'expert indépendant à réaliser à l'occasion des fusions ou des scissions des sociétés anonymes, ainsi que modification

- de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, et

- du Code du Travail pages 590-591

5273 - Projet de loi ayant pour objet de modifier:

1) la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne;

2) la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'Aviation Civile;

3) la loi du 26 juillet 2002 sur la police et sur l'exploitation de l'aéroport de Luxembourg ainsi que sur la construction d'une nouvelle aérogare pages 591-592

5905 - Projet de loi relatif à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet

1. le développement et la diversification économiques, et

2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie pages 592-594

5906 - Projet de loi modifiant

- la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques,

- l'article 179 du Code d'instruction criminelle et

- l'article 40 de la loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement pages 594-595

5968 - Projet de loi autorisant la reconstruction du passage supérieur situé au point kilométrique 0,858 de la ligne de Luxembourg à Kleinbettingen et amendant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire pages 595-596

5934 - Projet de loi portant

a) création de l'administration de la Nature et des Forêts

b) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

c) abrogation de la loi modifiée du 4 juillet 1973 portant réorganisation de l'administration des Eaux et Forêts pages 596-598

Compte rendu N°16

Dépôt d'une proposition de loi page 599

5981 - Projet de loi portant approbation de la Convention sur les armes à sous-munitions, ouverte à la signature à Oslo, le 3 décembre 2008 pages 599-603

5273 - Projet de loi ayant pour objet de modifier:

1) la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne;

2) la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'Aviation Civile;

3) la loi du 26 juillet 2002 sur la police et sur l'exploitation de l'aéroport de Luxembourg ainsi que sur la construction d'une nouvelle aérogare (suite) page 603

5905 - Projet de loi relatif à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet

1. le développement et la diversification économiques, et

2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie (suite) page 603

5906 - Projet de loi modifiant

- la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques,

- l'article 179 du Code d'instruction criminelle et

- l'article 40 de la loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement (suite) page 603

5968 - Projet de loi autorisant la reconstruction du passage supérieur situé au point kilométrique 0,858 de la ligne de Luxembourg à Kleinbettingen et amendant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire (suite) pages 603-604

5934 - Projet de loi portant

a) création de l'administration de la Nature et des Forêts

b) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

c) abrogation de la loi modifiée du 4 juillet 1973 portant réorganisation de l'administration des Eaux et Forêts (suite) page 604

5970 - Projet de loi portant approbation

Table analytique

- du Traité portant révision du Traité instituant l'Union économique Benelux, signé le 3 février 1958

- du Protocole relatif aux privilèges et immunités de l'Union Benelux

- de la Déclaration signés à La Haye, le 17 juin 2008 pages 604-607

5830 - Projet de loi organisant l'aide sociale relative à la coopération entre la Chambre des Députés et le Gouvernement en matière de politique européenne pages 607-614 pages 617-618

5937 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction du centre intégré pour personnes âgées à Belval-Ouest à Belvaux pages 616-617

5864 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux propositions de loi page 618

5979 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la coopération entre la Chambre des Députés et le Gouvernement en matière de politique européenne pages 618-619

5953 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées générées par les communes de la Moselle supérieure pages 619-620

5994 - Projet de loi portant fusion des communes de Clervaux, de Heinerscheid et de Munshausen pages 620-624

5947 - Projet de loi portant création et organisation du Centre de rétention et modifiant

1. le Code de la sécurité sociale,
2. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,
3. la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration pages 624-628

5876 - Projet de loi portant organisation de l'enseignement supérieur,

- fixant les modalités du cycle d'études d'enseignement supérieur aboutissant à la délivrance du brevet de technicien supérieur;

- modifiant la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;

- fixant les modalités d'implantation de formations d'enseignement supérieur ou de création de filiales ou d'établissements privés ou publics sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg;

- abrogeant la loi du 14 août 1976 déterminant les conditions de création d'établissements privés d'enseignement supérieur pages 628-629 page 630

5921 - Projet de loi

1) ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36 pour ce qui est a. du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles b. de la prestation temporaire de service

2) modifiant la loi du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres de l'enseignement supérieur

3) abrogeant la loi du 13 juin 1992 portant a) transposition de la directive du Conseil (89/48/CEE) relative à un système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans; b) création d'un service de coordination pour la reconnaissance de diplômes à des fins professionnelles pages 629-630 pages 630-631

5884 - Projet de loi portant création

a) d'un Institut national des langues

b) de la fonction de professeur de langue luxembourgeoise et portant modification a) de la loi du 19 juillet 1991 portant création d'un Service de la formation des adultes et donnant un statut légal au Centre de langues Luxembourg; b) de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État; c) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État pages 631-634

5895 - Projet de loi portant transposition de la directive 2004/48 CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle et portant désignation des tribunaux des dessins ou modèles communautaires, et ayant pour objet de modifier:

- la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et bases de données

- la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention pages 634-635

5991 - Projet de loi relatif à la réalisation du Campus scolaire de Mersch pour le Neie Lycée et pour le Lycée technique pour professions éducatives et sociales par le biais d'un partenariat public-privé pages 635-638

Compte rendu N°17

Communications pages 639-640

6040 - Proposition de loi visant à réviser la Constitution page 640

Ordre du jour page 640

Dépôt d'une proposition de loi page 640

Dépôt d'une motion par M. Xavier Bettel page 640

6003 - Projet de loi instituant un régime temporaire d'aide au redressement économique

et

6004 - Projet de loi instituant un régime temporaire de garantie en vue du redressement économique pages 640-644 page 648

5921 - Projet de loi

1) ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36 pour ce qui est a. du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles b. de la prestation temporaire de service

2) modifiant la loi du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres de l'enseignement supérieur

3) abrogeant la loi du 13 juin 1992 portant a) transposition de la directive du Conseil (89/48/CEE) relative à un système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans; b) création d'un service de coordination pour la reconnaissance de diplômes à des fins professionnelles (suite) page 644

5884 - Projet de loi portant création

a) d'un Institut national des langues

b) de la fonction de professeur de langue luxembourgeoise et portant modification a) de la loi du 19 juillet 1991 portant création d'un Service de la formation des adultes et donnant un statut légal au Centre de langues Luxembourg; b) de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État; c) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État (suite) page 644

5895 - Projet de loi portant transposition de la directive 2004/48 CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle et portant désignation des tribunaux des dessins ou modèles communautaires, et ayant pour objet de modifier:

- la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et bases de données

- la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention (suite) page 644

5991 - Projet de loi relatif à la réalisation du Campus scolaire de Mersch pour le Neie Lycée et pour le Lycée technique pour professions éducatives et sociales par le biais d'un partenariat public-privé (suite) page 644

6005 - Projet de loi ayant pour objet

1. la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation

2. les missions de l'Agence nationale pour la promotion de l'innovation et de la recherche

3. la création d'un Fonds spécial pour la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet

1. le développement et la diversification économiques

2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie pages 644-648

6007 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes pages 648-650

6008 - Projet de loi portant

1. transposition en droit luxembourgeois en matière d'infrastructures de transport de la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement

2. modification de la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement

3. modification de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles pages 650-653

Motion de M. Félix Braz relative à la lutte contre le changement climatique et à la coopération page 653 page 656

Motion de M. Aly Jaerling relative aux photos d'identité biométriques pages 653-654 page 656 pages 665-666

Communication page 655

Dépôt d'une proposition de loi page 655

6012 - Projet de loi portant abolition de l'obligation de fournir une copie certifiée conforme d'un document original pages 655-656

Ordre du jour page 656

6008 - Projet de loi portant

1. transposition en droit luxembourgeois en matière d'infrastructures de transport de la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement

2. modification de la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement

3. modification de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles (suite) page 656

Motion de M. Xavier Bettel relative à la cessation de tout activisme électoral au sein des établissements scolaires pendant la campagne électorale pages 656-658

6009 - Projet de loi modifiant la loi du 19 décembre 2008 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009 page 658

6011A - Projet de loi portant modification de l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État pages 658-660 page 661 page 661

6011B - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier pages 660-661 page 661

6006 - Projet de loi portant modification de la loi du 17 février 2009 portant

1. modification de l'article L.511-12 du Code du Travail

2. dérogeant, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L.511-5, L.511-7 et L.511-12 du Code du Travail pages 661-665

Discours de fin de législature de M. le Président pages 666-667

Heures de questions au Gouvernement:

Compre rendu N°3

- Question N°279 du 21 octobre 2008 de M. Marco Schank relative à l'état d'avancement du projet du lycée de Clervaux, adressée à M. le Ministre des Travaux publics page 49

- Question N°280 du 20 octobre 2008 de M. Eugène Berger relative aux dispositions dans le statut du personnel des CFL réglant la procédure pour les prochaines élections sociales, adressée à M. le Ministre du Travail et de l'Emploi page 49

- Question N°281 du 20 octobre 2008 de M. Romain Schneider relative à l'introduction d'une loi-cadre relative au compte épargne-temps, adressée à M. le Ministre du Travail et de l'Emploi page 49

- Question N°282 du 20 octobre 2008 de M. Claude Adam relative à l'organisation des cours du soir, notamment des conditions d'admissibilité des élèves à l'examen pra-

tique du CATP, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle page 50

- Question N°283 du 21 octobre 2008 de M. Gilles Roth relative à l'avant-projet de loi sur les communautés urbaines, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pages 50-51

- Question N°284 du 21 octobre 2008 de M. Robert Mehlen relative à la création d'un «Marketingboard» dans le secteur de la viande, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural page 51

- Question N°285 du 20 octobre 2008 de M. Roger Negri relative à la lutte contre l'ostéoporose dans le cadre de la journée mondiale de l'ostéoporose du 21 octobre 2008, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale pages 51-52

- Question N°286 du 21 octobre 2008 de M. Mme Viviane Loschetter relative à la Convention N°94 de l'Organisation Internationale du Travail, adressée à M. le Ministre du Travail et de l'Emploi page 50

- Question N°287 du 21 octobre 2008 de M. Alex Bodry relative à la construction d'un nouvel échangeur à la sortie Burange de la Collectrice du Sud à Dudelange, adressée à M. le Ministre des Travaux publics page 52

- Question N°288 du 21 octobre 2008 de M. Mme Viviane Loschetter relative aux projets gouvernementaux concernant une réforme de la législation relative à l'adoption, adressé à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration page 52

- Question N°289 du 21 octobre 2008 de M. Gast Gibéryen relative à la nomination d'une nouvelle direction à la Chambre du Travail, adressée à M. le Ministre du Travail et de l'Emploi page 50

Compre rendu N°4

- Question N°290 du 11 novembre 2008 de M. Mme Sylvie Andrich-Duval relative au projet d'une Cité du cinéma à Dudelange, adressée à Mme la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche page 84

- Question N°291 du 11 novembre 2008 de M. Claude Meisch relative aux actions en justice contre la reprise de la Banque Fortis par la Banque BNP-Paribas intentées par les actionnaires du groupe Fortis, adressée à M. le Ministre des Finances page 84

- Question N°292 du 7 novembre 2008 de M. Ben Fayot relative aux implications de l'élection d'un nouveau Président des États-Unis pour les grands problèmes de la politique internationale, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration pages 84-85

- Question N°293 du 11 novembre 2008 de M. Robert Mehlen relative à l'élaboration d'une loi concernant les Ministres, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État page 85

- Question N°294 du 10 novembre 2008 de M. Roger Negri relative à l'accident grave autoroutier survenu dans la nuit du 1^{er} novembre 2008, adressée à M. le Ministre des Travaux publics pages 85-86

- Question N°295 du 10 novembre 2008 de M. Xavier Bettel relative au subventionnement des organisations politiques pour jeunes, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration page 86

- Question N°296 du 11 novembre 2008 de M. Robert Mehlen relative à la distribution contrôlée d'héroïne dans le cadre de la lutte contre les stupéfiants, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale pages 86-87

- Question N°297 du 11 novembre 2008 de M. Charles Goerens relative au non-remboursement de frais d'ambulance pour des ressortissants luxembourgeois dans certains pays de l'Union européenne, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale page 86

Compre rendu N°5

- Question N°298 du 10 février 2009 de M. Mme Martine Stein-Mergen relative aux véhicules publicitaires circulant sur la voie publique et entravant la fluidité du trafic, adressée à M. le Ministre des Transports pages 327-328

- Question N°299 du 9 février 2009 de M. Fernand Etgen relative au plan sectoriel «Zone d'activités économiques», adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire page 328

- Question N°300 du 6 février 2009 de M. Fernand Diederich relative à l'introduction

de chèques-services à partir du 1^{er} mars prochain, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration page 328

- Question N°301 du 9 février 2009 de M. François Bausch relative à des mesures de ralentissement de la circulation dans la zone de récréation de la forêt du Bambèsch, adressée à M. le Ministre des Travaux publics pages 328-329

- Question N°302 du 10 février 2009 de M. Jean-Paul Schaaf relative à la population du cormoran au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Environnement page 329

- Question N°303 du 10 février 2009 de M. Robert Mehlen relative aux alentours du Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean, adressée à M. le Ministre des Travaux publics page 329

- Question N°304 du 6 février 2009 de M. Romain Schneider relative à la situation de l'assurance dépendance et plus particulièrement sur le volet relatif aux maisons de retraite et de soins, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale pages 329-330

- Question N°305 du 10 février 2009 de Mme Marie-Josée Frank relative aux maisons médicales et notamment d'une extension de l'offre vers la région Est du Grand-Duché, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

et

- Question N°306 du 10 février 2009 de M. Henri Kox relative au fonctionnement des Maisons médicales et particulièrement en ce qui concerne la couverture des régions rurales, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale page 330

Compte rendu N°10

- Question N°308 du 9 mars 2009 de M. Laurent Mosar relative à la stratégie à adapter en matière de secret bancaire en vue du sommet des pays du G20, le 2 avril à Londres, adressée à M. le Ministre du Trésor et du Budget

et

- Question N°313 du 10 mars 2009 de M. Jacques-Yves Henckes relative au secret bancaire et au paradis fiscal, adressée à M. le Ministre du Trésor et du Budget page 376-377

- Question N°309 du 10 mars 2009 de M. Xavier Bettel relative à une étude du UNHCR sur «la jurisprudence du Tribunal Administratif du Grand-Duché de Luxembourg en matière de protection internationale», adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration page 377

- Question N°310 du 10 mars 2009 de Mme Lydia Mutsch relative aux dons d'organes et aux transplantations, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale page 377

- Question N°311 du 9 mars 2009 de M. Claude Adam relative au réaménagement sur 2 voies de la traversée RN7 à Mersch au lieu dit «Mierscherbiérg», adressée à M. le Ministre des Travaux publics page 377

- Question N°312 du 10 mars 2009 de M. Gilles Roth relative au projet de règlement grand-ducal portant organisation de la division d'incendie et de sauvetage de l'Administration des services de secours et des services d'incendie et de sauvetage des communes, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire page 378

- Question N°314 du 9 mars 2009 de M. Ben Fayot relative au transfert et à la liquidation de créances au Luxembourg par les filiales et succursales d'instituts financiers de provenance étrangère, adressée à M. le Ministre du Trésor et du Budget page 378

- Question N°315 du 10 mars 2009 de M. Claude Meisch relative aux traitements des assistants parentaux sous le régime des chèques-services, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration page 378

- Question N°316 du 9 mars 2009 de M. Fernand Diederich relative à la formation en matière d'éducation physique des instituteurs, adressée à M. le Ministre de la

Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche pages 378-379

- Question N°317 du 10 mars 2009 de M. Eugène Berger relative au projet de construction d'un nouveau stade de football à Livange, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

et

- Question N°319 du 9 mars 2009 de M. Eugène Berger relative à la mise en pratique de la réforme de l'enseignement fondamental, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle pages 379-380

- Question N°318 du 9 mars 2009 de Mme Lydie Err relative à l'application pratique de la loi sur la nationalité en matière de connaissances linguistiques, adressée à M. le Ministre de la Justice page 379

- Question N°320 du 10 mars 2009 de M. Jos Scheuer relative à la mise en place d'une aire de Park and Ride aux abords de la E29 entre Echternach et Luxembourg, adressée à M. le Ministre des Travaux publics page 380

Questions avec débat:

Question avec débat N°37 de Mme Viviane Loschetter et de M. Claude Adam au sujet d'une étude sur le décrochage scolaire au Luxembourg pages 55-56

Question avec débat N°38 de M. Claude Adam au sujet du fonctionnement et de la composition du Service des Sites et Monuments pages 81-82

- Question avec débat N°39 de Mme Vera Spautz au sujet du fonctionnement de la Caisse nationale des Prestations familiales pages 63-64

Question avec débat N°41 de M. Félix Braz au sujet de la mise en œuvre au niveau national d'un système similaire à la «Jobkaart» de la Ville de Luxembourg page 419

Question avec débat N°43 de M. Marco Schank au sujet des problèmes de circulation lors de la période hivernale pages 425-426

Questions urgentes:

Question urgente N°2897 de M. Claude Adam relative aux dégâts apparus lors des projets de rénovation de l'îlot A page 11

Question urgente N°2912 de M. Claude Meisch relative au secret bancaire pages 47-49

Question urgente N°2980 de M. Claude Meisch relative à l'arrêt de la production auprès de Goodyear pages 126-127

Question urgente N°3024 de M. Jacques-Yves Henckes au sujet de la reprise de la banque Kaupthing Luxembourg page 182

Question urgente N°3089 de M. Félix Braz relative à la campagne d'information pour les ressortissants des pays membres de l'Union européenne concernant l'inscription sur les listes électorales en vue des élections européennes en juin 2009 page 324

Question urgente N°3226 de M. Jacques-Yves Henckes relative à la garantie bancaire page 392

Question urgente N°3242 de M. Xavier Bettel relative aux chèques-services - demandeurs d'asile page 428

Question urgente N°3309 de M. Fernand Etgen relative aux cas d'oreillons au Luxembourg pages 515-516

Question urgente N°3315 de M. Xavier Bettel relative à la grippe porcine page 522

Questions parlementaires:

Question parlementaire N°2908 de M. Eugène Berger relative au système de contrôle et d'information du trafic sur les autoroutes pages 330-331

Demandes en naturalisation:

Demandes en naturalisation (compte rendu N°2) pages 43-45

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.



Chambre
des Députés

L U X E M B O U R G

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

www.chd.lu